

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 55-56-57

OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1989

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

SOMMAIRE

- ❑ EXPULSION DE 7 DEPUTES KURDES DU S.H.P.
- ❑ VIENNE : MANDATS D'ARRET CONTRE LES TROIS «EMISSAIRES» IRANIENS IMPLIQUES DANS L'ASSASSINAT DU DR. GHASSEMLOU
- ❑ PARIS : L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE DEMANDE «LA RECONNAISSANCE D'AUTONOMIES CULTURELLES ET ADMINISTRATIVES» POUR LES KURDES
- ❑ BRUXELLES : LA CEE REPOUSSE LA DEMANDE D'ADHESION TURQUE
- ❑ TURQUIE : UN BILAN ACCABLANT DE LA REPRESSION
- ❑ FRANCE : LES REFUGIES KURDES S'INSTALLENT
- ❑ URSS : QUE SONT DEVENUS LES KURDES D'AZARBAIDJAN?
- ❑ A SIGNALER
- ❑ EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

EXPULSION DE 7 DEPUTES KURDES DU PARTI POPULISTE SOCIAL-DEMOCRATE DE TURQUIE (S.H.P.)

Après un mois de débats et de réflexion, la Commission de discipline du S.H.P. (principale formation de l'opposition turque) a décidé le 17 novembre d'expulser du Parti les 7 parlementaires d'origine kurde qui avaient assisté à la Conférence internationale sur les Kurdes organisée les 14 et 15 octobre à Paris. Un autre député, Ibrahim AKSOY, avait été définitivement exclu de ce parti à la veille de la conférence.

La décision d'expulsion a été prise par 5 voix contre 4. Elle a immédiatement suscité de vives remous au sein

des organisations du S.H.P. au Kurdistan et dans l'aile gauche de ce Parti. Le 23 novembre, 6 députés ont démissionné de ce parti «qui prétend défendre les libertés et qui ne reconnaît même pas la liberté d'opinion à ses propres députés». Dans leur lettre de démission collective, ils qualifient l'expulsion de leurs collègues de «folie» et de «manque de courage pour poser la question kurde en des termes démocratiques». Les six députés démissionnaires, pour la plupart d'origine kurde, sont : Abdullah BASTURK, ancien président de la D.I.S.K., confédération syndicale de gauche (homo-

logue de la C.F.D.T.) dissoute après le coup d'État militaire de septembre 1980, Fehmi ISIKLAR, député de Bursa, ancien secrétaire général de la D.I.S.K., Cuneyt CANVER, député d'Adana, Mehmet KAHRAMAN, député de Diyarbakir, Arif SAG, député d'Ankara et Ilhami BINICI, député de Bingol.

Réunies d'urgence à Diyarbakir, les fédérations de 12 départements kurdes (Diyarbakir, Urfa, Mardin, Siirt, Mus, Erzincan, Bitlis, Adiyaman, Bingol, Agri, Van et Hakkari) ont, dès le 24 novembre présenté leur démission collective. A Diyarbakir la démission de la direction départementale a été, en 48 heures, suivie de celle d'environ 5 000 adhérents du S.H.P. dont 19 membres du conseil municipal de la ville. Les sections de 10 sous-préfectures rattachées à Diyarbakir ont toutes collectivement démissionné. Un peu partout dans les provinces kurdes, les militants dépités et déçus par l'attitude du S.H.P. ont brûlé les oriflammes du Parti et le portrait de son président. Le 1er décembre 3 autres députés ont donné leur démission.

La «crise kurde» de la principale formation politique du pays qui, aux élections de mars 1989 avait recueilli environ 29 % des suffrages, va se poursuivre dans les semaines à venir. Pour calmer les esprits Erdal Inonü s'est risqué à prôner la liberté pour les Kurdes de «parler chez eux leur langue et même, s'ils le veulent, de chanter leurs chansons» (Cf. Le quotidien turc Cumhuriyet du 27 novembre). Mais cette «générosité» tardive, assortie de nombreuses conditions n'a guère convaincu de monde.

Pour enrayer ce que la presse turque appelle un «véritable tremblement de terre dans les rangs du S.H.P.» ce parti est en train de préparer la convocation en décembre d'un congrès extraordinaire. Cependant, il est très probable que d'ici là d'autres députés vont quitter les rangs de ce parti.

Le S.H.P. qui disposait au total de 99 députés à l'Assemblée Nationale turque a, depuis début octobre, vu ses effectifs tomber à 82.

La Conférence de Paris qui, avec l'élection présidentielle, a été l'un des principaux sujets de la vie politique turque au cours des derniers mois, continue de susciter débats et remous dans la presse et au sein d'autres organisations politiques turques. Pour la première fois dans l'histoire de la République turque la télévision turque a organisé une table ronde sur les «questions taboues de la vie politique turque», consacrée pour une large part au problème kurde.

Le présentateur du débat, un journaliste réputé pro-Ozal a publiquement regretté qu'une conférence sur l'identité kurde comme celle de Paris ne puisse avoir lieu en Turquie où «cela nous aurait appris beaucoup de choses». Seuls les porte-paroles de trois principaux partis représentés au Parlement avaient été invités à participer à ce débat. Ils se sont contentés de propos généraux sur «la nécessité de mieux prendre en compte les problèmes du pays, y compris celui des provinces de l'Est et de leur population kurde».

VIENNE : MANDATS D'ARRET CONTRE LES TROIS EMISSAIRES IRANIENS IMPLIQUES DANS L'ASSASSINAT DU DR. GHASSEMLOU

Les autorités judiciaires autrichiennes ont enfin lancé le 28 novembre trois mandats d'arrêt contre les trois émissaires iraniens qui venus en juillet dernier à Vienne pour engager des «pourparlers de paix» avec le Dr. A. R. GhassemLou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) ont organisé et exécuté l'assassinat le 13 juillet du leader kurde et des deux personnalités kurdes qui l'accompagnaient.

En dépit d'indices accablants impliquant ces singuliers négociateurs dans l'assassinat de leurs interlocuteurs kurdes, l'Autriche les avait laissés partir tranquillement, cédant ainsi aux menaces et chantages divers de Téhéran. Les proches des victimes se sont constitués partie civile et ont engagé la procédure judiciaire pour que la vérité soit rapidement établie et proclamée. Leur action a été soutenue par nombre de journalistes et de personnalités de divers pays. La Conférence interna-

tionale de Paris sur les Kurdes avait adopté une résolution spéciale demandant aux autorités de Vienne d'agir avec diligence pour faire toute la lumière sur cet odieux assassinat. Entre-temps le nom de Dr. GhassemLou a été proposé par des personnalités occidentales pour le Prix Nobel de la Paix 1990, à titre posthume.

La mobilisation de l'opinion publique a empêché le gouvernement autrichien d'étouffer l'affaire. En voyage à Washington, le Ministre de l'Intérieur autrichien, M. Franz Loschnak a déclaré que «tous les soupçons» se portaient vers une «origine iranienne» de l'attentat. La police a soumis l'ambassade d'Iran à Vienne à une surveillance «renforcée». Selon l'agence autrichienne APA elle compte ainsi pouvoir arrêter l'un des Iraniens contre lesquels un mandat d'arrêt a été lancé, à savoir Amir-Mansour Bozorgian, 31 ans, qui serait toujours réfugié dans l'ambassade depuis la

mi-juillet. A. M. Bozorgian avait déjà été interrogé par la police autrichienne après l'assassinat puis relâché, il se serait caché ensuite à l'ambassade iranienne où il se trouverait toujours. Les deux autres Iraniens contre lesquels un mandat d'arrêt a été lancé sont Moustafa

Hagi (32 ans) qui a disparu depuis l'assassinat et Mohammed Djafaari Saharoodi que la police autrichienne a laissé repartir en Iran le 21 juillet dernier sans l'avoir interrogé.

□ □

PARIS : L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE DEMANDE «LA RECONNAISSANCE D'AUTONOMIES CULTURELLES ET ADMINISTRATIVES» POUR LES KURDES

L'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale réunie à Paris le 5 décembre 1989 pour sa 35^{ème} session ordinaire a adopté à l'unanimité une «Recommandation sur la Sécurité de l'Europe et les événements survenus au Proche et Moyen-Orient» proposée par le sénateur italien M. Pieralli, rapporteur de la Commission politique. Ce texte demande notamment au Conseil européen «de donner suite à la recommandation déjà exprimée par l'Assemblée en vue d'une aide importante aux réfugiés kurdes et d'insister pour le respect des droits de l'homme et pour la reconnaissance d'autonomies culturelles et administratives des populations kurdes dans les différents Etats où elles vivent».

La délégation parlementaire turque qui assistait à cette session à titre d'observateur a vainement tenté d'empêcher l'adoption de cette résolution ou, au moins d'en modifier le contenu. Voici à titre indicatif, quelques extraits des débats sur ce sujet :

Lord MACKIE (Royaume Uni) : Il faut, comme le fait le rapport, souligner la nécessité pour le peuple kurde de se voir reconnaître l'autonomie, ou au moins un traitement décent. Lord Mackie se réjouit enfin de ce que le rapporteur appelle l'attention sur la nécessité de mettre un terme à la course aux armements, et en particulier aux armements chimiques et nucléaires. Ces ventes d'armes sont d'autant plus lamentables qu'elles s'adressent souvent à des pays pauvres qui en font l'acquisition pour le prestige, au détriment des besoins de leurs populations.

Lord Mackie invite l'Assemblée à se prononcer en faveur du projet de recommandation contenu dans le rapport.

M. Le Président. La parole est à M. Hikmet Cetin, observateur de la Turquie.

M. CETIN (observateur de la Turquie) (interprétation) dit que son pays, de par sa situation géographique, est particulièrement préoccupé par la situation au Moyen-Orient. La question palestinienne est au centre du débat, et aucune paix

ne sera possible aussi longtemps qu'Israël ne se sera pas retiré des territoires qu'il occupe depuis 1967, et aussi longtemps qu'il n'aura pas reconnu les droits légitimes des Palestiniens. La République turque appuie le principe d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, à la condition que toutes les parties intéressées soient d'accord pour sa tenue.

Evoquant ensuite le paragraphe II (b) du projet de recommandation qui préconise «la reconnaissance d'autonomies culturelles et administratives des populations kurdes dans les différents Etats où elles vivent», M. Cetin déclare que ce type de considération très générale s'apparente à une ingérence dans les affaires intérieures des Etats. En l'occurrence, la question se pose en des termes radicalement différents selon qu'il s'agit, par exemple de l'Iran ou de l'Irak, de la Turquie d'autre part.

En dépit des difficultés qu'elle a connues, la République turque a pour objectif de parvenir à la démocratie. D'ores et déjà, aucune discrimination selon la race ou la religion n'y est tolérée, et tous les citoyens ont les mêmes droits, les mêmes libertés et les mêmes devoirs.

Aussi, si ce paragraphe était maintenu, il risquerait de créer artificiellement un problème de minorité là où il n'en existe pas. Ces pourquoi la délégation des observateurs turcs, qui ne disposent pas du droit d'amendement, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, et souhaite qu'elle veuille bien comprendre la position de la Turquie et sache ne pas lui poser un problème intérieur.

M. Le Président. La parole est à M. ATALAY.

M. Fuat ATALAY. La Turquie en effet, n'est toujours pas parvenue à instaurer un gouvernement tout à fait démocratique et la question des droits de l'homme y demeure cruciale. Dans cet esprit, l'intégration de la Turquie au sein de la Communauté européenne pourrait avoir un impact extraordinaire pour l'édification d'un régime réellement pluraliste dans ce pays.

Concernant la Recommandation I.2 du rapport de la Com-

mission des affaires générales, M. Atalay souligne que les armes chimiques utilisées par l'Irak ont conduit à un véritable génocide de Kurdes. Il demande en conséquence quelles mesures seront prises par l'UEO pour lutter contre la prolifération des armes chimiques au Proche et au Moyen-Orient.

Il rappelle par ailleurs que la Turquie, inspirée par des soucis humanitaires, a accueilli plus de 200 000 réfugiés. Il plaide en conséquence pour une aide financière accrue de l'Europe de l'Ouest pour répondre à ce problème. Un programme complet d'assistance, aussi bien en faveur des Turcs de Bulgarie que des Kurdes d'Irak, est aussi une tâche qui incombe aux nations développées.

L'orateur regrette enfin le contenu de la Recommandation II.b qui mériterait d'être précisé. En effet, si des centaines de milliers de Kurdes poursuivent en Irak un combat de libération personne ne peut ignorer que la Turquie reconnaît désormais l'identité des Kurdes sur son territoire. Ainsi la recommandation de la commission en faveur d'une autodétermination des Kurdes dans l'ensemble des nations du Proche-Orient n'apparaît pas adaptée à la situation de la Turquie. La question kurde y est en effet en voie de règlement dans un cadre démocratique. Le projet d'autonomie culturelle des Kurdes recommandé par la commission pourrait encourager un séparatisme politique inadapté à la situation actuelle.

M. BINDIG (République fédérale d'Allemagne) (interprétation) estime que le rapport contient une série d'éléments très intéressants.

Il tient à répondre aux observateurs turcs. Certes, la Turquie a accueilli des réfugiés, mais en petit nombre, et elle n'a pas permis l'accès de son territoire aux organisations internationales, notamment au Comité international de la Croix-rouge ; pour que les secours arrivent, il faut que la Turquie le permette. Dans ce pays, les Kurdes sont victimes d'une sévère répression et on leur refuse les droits les plus élémentaires. Le texte de la commission dit vraiment le minimum à ce sujet et l'orateur ne peut donc pas suivre l'avis des Turcs qui en demandent la modification.

M. Le Président. - La parole est à M. TASCIOGLU, observateur de la Turquie.

M. TASCIOGLU (observateur de la Turquie). Je n'accepte

pas les propos de notre collègue allemand. Il n'existe pas, en Turquie, de discrimination à l'égard de qui que ce soit. Je précise d'ailleurs que j'ai invité officiellement des amis membres de la Commission des réfugiés du Conseil de l'Europe à venir en Turquie pour le constater. Ils pourront prendre contact avec tous les réfugiés et vérifier que nous sommes un pays ouvert et démocratique.

M. Le Président. - La discussion générale est close.

La parole est à M. Pieralli, rapporteur de la Commission politique.

M. PIERALLI, rapporteur. - Je remercie très vivement les collègues qui sont intervenus dans ce débat. J'aimerais répondre brièvement à quelques intervenants. (...)

Un autre point a suscité une discussion qui m'a surpris. C'est le problème kurde qui n'a pas été traité dans le rapport avec les développements qu'il nécessiterait car nous y abordons essentiellement la question du Liban et le problème palestinien. Nos amis observateurs turcs ont déjà obtenu des réponses de la part de certains de nos collègues.

Dans le projet de recommandation deux questions sont abordées. La première - en application de la Recommandation 403 que nous avons approuvée l'année dernière à l'occasion de la discussion d'un rapport de M. Martino sur la fin des hostilités entre l'Irak et l'Iran - est celle de l'aide humanitaire à apporter aux réfugiés kurdes où qu'ils se trouvent, c'est-à-dire en Turquie et dans d'autres pays.

A propos de la deuxième question, je précise simplement qu'autonomie ne veut pas dire indépendance et que l'autonomie culturelle et administrative ne donne pas lieu à deux Etats. Les Kurdes vivent dans six Etats, en Irak, en Iran, en Union soviétique, en Turquie, en Syrie et un peu en Israël. Aucun de ces Etats n'est nommé, mais la question est posée par rapport aux négociations de paix entre l'Irak et l'Iran. Je ne vois pas la raison pour laquelle d'autres pays se sentiraient concernés par ces questions. Cela regarde leur conscience nationale et non la décision de notre Assemblée.

La presse turque a accordé une large place aux travaux de l'UEO, en raison du texte concernant l'autonomie kurde. Les journaux pro-gouvernementaux ont, comme d'habitude, dénoncé les ingérences de l'Europe dans les affaires intérieures de la Turquie.

BRUXELLES : LA CEE REPOUSSE LA DEMANDE D'ADHESION TURQUE

Après des consultations longues et laborieuses la Commission européenne a rendu le 18 décembre son avis concernant la demande d'adhésion de la Turquie à la C.E.E. : la Turquie ne remplit pas actuellement les critères requis pour devenir un membre à part entière de la Communauté. Ni le niveau de développement de son économie ni surtout ses institutions publiques ne sont compatibles avec ceux de la C.E.E. ; il reste de gros progrès à faire dans beaucoup de domaines. En conséquence, dans son «avis» soumis au Conseil des ministres et au Parlement européen, la Commission propose de remettre à l'après-1993 un nouvel examen de la demande d'adhésion turque.

Si cet «ajournement», au lieu d'un rejet pur et simple, a quelque peu permis aux autorités turques de ne pas totalement perdre la face, certains éléments des attendus de la décision, en particulier l'évocation des problèmes kurde et chypriote les ont mises en colère. Le porte-parole de la diplomatie turque Murat Sungar, dans une conférence de presse tenue le 20 décembre, a qualifié «d'étrange» que la situation de la population

kurde et le différend chypriote aient été mentionnés dans l'avis de la Commission.

La Turquie s'attendait à ce que la question chypriote soit soulevée à cette occasion ne serait-ce qu'à l'instigation de la Grèce, membre de la CEE. En revanche l'évocation du sort du peuple kurde comme l'un des problèmes majeurs de droits de l'homme en Turquie a, semble-t-il constitué une «surprise» pour les dirigeants d'Ankara. Ceux-ci ont poussé l'aplomb jusqu'à prétendre à nouveau que «la Turquie avait toujours respecté le statut de toutes les minorités de Turquie définies par le Traité de Lausanne de 1923, mais qu'elle n'acceptait pas d'autres définitions et identifications de minorités». En clair, la Turquie reconnaît les minorités chrétiennes du pays mais pas question de reconnaître les Kurdes comme entité distincte car tous les musulmans de Turquie sont des Turcs ! Une position défendue depuis 66 ans avec constance même si personne n'y croit vraiment et que même la presse pro-gouvernementale appelle à abandonner cette absurde et désastreuse politique d'autruche.

TURQUIE : BILAN ACCABLANT EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME

Le quotidien turc Cumhuriyet a publié dans son numéro du 12 décembre un bilan des droits de l'homme au cours des 10 dernières années qui se passe de commentaire. Voici selon ce journal, qui est considéré comme l'équivalent turc du Monde, «le bilan des droits de l'homme», depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980 :

* 650 000 personnes gardées à vue pour des raisons diverses. Mais le Commandement de l'Etat de Siège n'a officiellement pas rendu public les données concernant ces gardes à vue. 210 000 procès ont été intentés à la suite de ces gardes à vue.

* Des millions de personnes ont été fichées. Au cours de cette période 338 000 personnes ont été privées du droit d'obtenir un passeport.

* Selon les sources officielles, en vertu de la loi n 1402 de l'Etat de Siège 4891 employés du secteur public ont été licenciés, 4509 autres mutés. Mais, si on tient compte des applications de réglementations spécifiques, le

nombre d'employés et fonctionnaires sanctionnés (pour délit d'opinion) est proche de 50 000.

* Au cours des procès intentés auprès des Tribunaux militaires la peine de mort a été requise contre 6353 inculpés; 50 personnes ont été exécutées. La peine de mort a été confirmée pour 255 condamnés, elle deviendra exécutoire dès leur ratification par le Parlement.

* Plus de 100 000 personnes ont comparu au box d'accusé pour infraction aux lois n 141, 142 et 163 du Code pénal turc (NDT. Principaux articles du Code pénal turc condamnant les délits d'opinion).

* La mort sous la torture de 171 personnes a été prouvée. Le nombre de morts suspects dépasse les 300. Des milliers d'autres personnes sont devenues handicapées à la suite des tortures. Suite aux cas de torture parvenus au Commandement de l'Etat de Siège 5058 responsables ont été traduits en justice dont 544 condamnés.

- * 52 000 détenus dont environ 5 000 politiques se trouvent encore dans 644 prisons, ouvertes, semi-ouvertes, de type E et spéciales.
- * 14 personnes sont mortes en prison à la suite des grèves de la faim, des milliers d'autres sont restées handicapées.
- * 30 000 personnes ont quitté le pays pour des raisons politiques; 14 000 d'entre elles ont été déchues de leur nationalité sur décision du Conseil des ministres.
- * 8 journaux ont été interdits de publication durant 195 jours. Pendant les 5,5 ans du pouvoir d'ANAP (NDT. Parti gouvernemental de M. Ozal) 2 000 ans de peines de prison ont été requises contre 2792 écrivains, traducteurs et journalistes. En tout 458 publications ont été saisies, 368 publications interdites de vente par décision de justice.
Aux procès de ces écrivains, traducteurs et journalistes des peines d'amendes atteignant des milliards de livres turques ont été requises. 303 procès ont été intentés rien que contre les 13 quotidiens à grand tirage du pays. Des peines d'amendes de 60 milliards furent requises en vertu de la loi «contre les nuisances» Si on prend en compte l'ensemble des organes de presse le total des procès atteint 1428 et celui concernant les seuls quotidiens 2127.
- * 133 000 livres ont été brûlés et 118 000 autres mis au pilon.
- * 18 000 fonctionnaires, 2 000 magistrats, 4 000 policiers et 5 000 enseignants ont été licenciés ou contraints à démissionner.
- * 937 films de cinéma dont, 114 de Yilmaz Güney, ont été interdits. Le film «Le Combattant fatigué» d'Halit Refig fut brûlé sur ordre du Premier ministre de l'époque, Bülent Ulusu.
- * La part des salariés dans la répartition des richesses de la nation est tombée à 14 %, celle de l'agriculture à 12 % alors que celle du capital en profits, intérêts et rentes culmine à 74 %.
- * 23 667 associations ont été interdites d'activités et dissoutes.
- * La violation des droits de l'homme des femmes et des enfants ont fait l'objet de rapports établis par les institutions internationales.
- * En contradiction avec les normes internationales et les principes de l'OIT le droit à l'organisation syndicale, aux conventions collectives et à la grève a été considérablement restreint. La majorité du secteur salarié est exclue de ces droits.

FRANCE : LES REFUGIES KURDES S'INSTALLENT

Après 2 mois passés ensemble au camp militaire de Bourg Lastic les 335 réfugiés kurdes irakiens accueillis par la France ont, début octobre, été répartis entre une demi-douzaine de localités françaises. Celles-ci s'étaient portées volontaires après l'appel lancé par Madame MITTERRAND en faveur de ces rescapés de la guerre chimique.

En dehors de la commune de Castillon (Ariège), qui a accueilli une trentaine de réfugiés kurdes, toutes les autres communes se situent dans les départements du centre de la France. Il s'agit de Mainsat (Creuse), Peyrelevade (Corrèze), Sainte-Florine (Haute-Loire), Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme). Dans la plupart de ces localités les habitants rencontraient pour la première fois des Kurdes. Certains n'en avaient même pas entendu

parler. L'accueil des autorités locales et de la population n'en fut pas moins touchant et chaleureux. Dans un élan de solidarité réelle les Français se sont mobilisés pour venir en aide à ces réfugiés du bout du monde. Les écrits et propos xénophobes du Front National ne semblent pas avoir rencontré d'écho au sein de la population.

Le 20 octobre Madame MITTERRAND a rendu visite aux réfugiés installés à Vic-le-Comte pour s'informer de leurs problèmes d'insertion et leur témoigner une nouvelle fois sa sympathie. Les réfugiés lui ont exprimé leur reconnaissance et affirmé qu'ils redoubleraient d'efforts pour s'intégrer rapidement à la société française.

URSS: QUE SONT DEVENUS LES KURDES D'AZERBAÏDJAN?

Pris entre le feu croisé des conflits ethniques, éparpillés à travers 9 républiques de l'Union, les 700 000 Kurdes soviétiques vivent des moments difficiles. Menacés, inquiets de leur avenir, ils se sont rassemblés en septembre dernier à Moscou pour présenter leurs doléances aux autorités soviétiques. Leur principale revendication est la restauration de la région autonome du Kurdistan qui a existé de 1923 à 1929 dans une bande territoriale peuplée de Kurdes, située entre le Haut Karabagh et la République d'Arménie. Les Azéris qui depuis 1929 ne reconnaissent même plus l'existence d'une communauté kurde en Azerbaïdjan refusent de considérer la requête de regroupement et de restauration des Kurdes. L'idée de l'annexion de ces territoires kurdes d'Azarbaïdjan à l'Arménie, avancée parfois çà et là est d'autant moins acceptée que les Kurdes de cette république sont de plus en plus inquiets de leur sort. L'exacerbation des passions nationalistes, la montée de l'intolérance ont contraint près de 20 000 Kurdes d'Arménie, soit plus du tiers de la communauté kurde de cette république, à abandonner leurs villages pour aller chercher refuge en Russie. On parle de plus en plus à Moscou de la possibilité de donner aux Kurdes un territoire pouvant servir de foyer national, et leur permettant de se regrouper pour organiser de façon autonome leur vie nationale. La Biélorussie et le Kazakhstan seraient parmi les républiques susceptibles d'offrir à la diaspora kurde soviétique un tel foyer.

Cette question fait l'objet de débats et discussions dans cette diaspora dont certains membres ont du mal à se faire à l'idée de quitter le Caucase où la présence kurde remonte au Xe siècle. Nous consacrerons une étude détaillée à la situation des Kurdes en U.R.S.S.. En attendant nous publions dans le Bulletin des témoignages qui nous parviennent sur cette situation complexe. Dans ce numéro nous reproduisons, à titre d'information, la lettre adressée récemment par l'ethnologue kurde Mamoe Khalit à Monsieur GORBATCHEV sur le sort des Kurdes en Azarbaïdjan :

Très respecté Mikhaïl SERGUEEVITCH,

C'est un membre du Parti Communiste depuis 1959 qui vous écrit, Mamoe KHALIT, de nationalité kurde, ethnographe et candidat ès-sciences historiques (équivalent du Docteur de 3ème cycle de l'université française). Je voudrais vous faire part de mes considérations et de mes inquiétudes en ce qui concerne le sort de la population kurde de la République d'AZARBAÏDJAN. Cela fait déjà longtemps que je me prépare à adresser au Comité Central une lettre à ce propos, et ce n'est qu'aujourd'hui que je vous écris, étant convaincu

de l'efficacité de la politique de transparence et de restructuration (menée actuellement au sein de notre Parti.

J'ai déjà commencé au milieu des années 70 à rassembler sur le terrain des données ethnographiques auprès de la population kurde des régions de Kelbadjarski et de Latchinski, afin de préparer une étude monographique et ethnographique des Kurdes de Transcaucasie. Suivant la démarche habituelle, je me suis tout d'abord adressé aux organes de l'administration locale de la région de Latchinski pour demander qu'on me prête assistance dans mon travail. Cependant, à mon grand étonnement, on me répondit qu'il n'y avait pas de Kurde dans cette région et, qui plus est, qu'il n'y en avait pas non plus sur l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan.

Et bien que je leur rappelais que des recherches avaient été publiées pendant la période des années 20 et des années 30, recherches qui mettaient en valeur certains aspects de l'activité économique et de la culture des Kurdes d'Azerbaïdjan (par exemple : G.F. Fourcine - Les Kurdes d'Azerbaïdjan, des notes ethnographiques - in «Les nouvelles de l'Institut caucasien d'études historiques et archéologiques, + Ch, Tibilissi 1925 ; A. Boukchpan - Les Kurdes d'Azerbaïdjan - Bakou 1932 ; A. Alekperov - La question de l'étude de la culture kurde ; - les travaux de la filiale azerbaïdjanaise de la République soviétique d'Azerbaïdjan - numéro 25 ; Bakou 1936), cela ne fit aucunement changer d'avis les dirigeants locaux, qui me privèrent pratiquement de toute possibilité de continuer à rassembler du matériel d'étude dans la région de Latchinski.

Fort de cette expérience amère, je décidai de procéder autrement dans la région de Kelbadjarski. Je m'adressai donc directement à la communauté locale kurde, qui répondit avec empressement à ma demande.

L'intelligentsia locale me prêta secours, en particulier le poète, candidat ès-lettres, Chamile Askarov, qui a entrepris pendant des années une activité importante pour obtenir la réouverture des écoles en langue kurde et l'inscription de la véritable nationalité sur les passeports, où le mot «kurde» avait été remplacé par le mot «azéri», et qui a oeuvré également à l'épanouissement de la culture nationale kurde ainsi qu'à l'idée du rétablissement du district (département) du Kurdistan, district qui avait existé et fonctionné de 1923 jusqu'à 1929 (durant la période des années de stagnation - l'ère Brejnev - Chamile Askarov fut injustement accusé et poursuivi pénalement dans le but de mettre un terme à ses activités patriotiques). De cette façon, je réussis à me procurer dans cette région les données ethnographiques qui m'étaient nécessaires, alors que, n'ayant pas reçu l'appui de l'autorité de l'intelligentsia locale, que je ne connaissais pas, je n'avais pas pu y parvenir dans la région de Latchinski, et

après le boycottage de l'administration la population kurde avait même très peur d'entrer en contact avec moi.

J'ai eu personnellement, comme d'autres de mes collègues, plusieurs fois l'occasion d'entendre des questions synonymes de reproches des Kurdes qui venaient de l'étranger et visitaient notre pays : « que sont donc devenus les Kurdes d'Azarbaïdjan ? » auxquelles il n'a pas été possible jusqu'à nos jours de répondre autrement qu'en décrivant la politique nationale de notre pays. Les Kurdes d'Azarbaïdjan, qui d'après les documents officiels établis par des démographes azéris, ont disparu (selon les recensements le nombre des Kurdes d'Azerbaïdjan serait passé de 41000 à 55000 individus en 1970 et ils auraient même fini par disparaître en 1979), renaissent de nouveau aujourd'hui, car ils ne veulent pas perdre leur particularité nationale et leur dignité. Ce n'est pas par hasard, que le nouvel essor de la conscience nationale des Kurdes d'Azerbaïdjan a coïncidé avec les récentes manifestations des Arméniens du Haut Karabagh, voisins immédiats des régions de Latchinski et de Kelbadjarski où vivent les Kurdes.

Et il n'est pas étonnant, que les représentants kurdes de ces régions aient participé aux meetings et aux manifestations pacifiques, qui ont eu lieu à Erevan et que les mass-médias ont enfin relaté et dont l'ampleur a été évaluée objectivement. Il faut cependant mentionner qu'il ne leur a pas été possible de participer à des meetings semblables au Haut Karabagh à cause des mesures de blocus mises en place par les autorités azerbaïdjanaises. Les délégués ont soutenu les Kurdes qui avaient manifesté leur solidarité avec le peuple d'Arménie et du Haut Karabagh et exprimé leurs angoisses en ce qui concerne le sort de la partie de leur peuple qui vivait à Azerbaïdjan et était soumis à une assimilation forcée. Les représentants des Kurdes d'Arménie issus de diverses couches sociales allant des paysans jusqu'aux hommes de lettres et aux savants ont souligné dans leurs interventions la différence qui saute aux yeux dès que l'on compare la situation des Kurdes dans les autres républiques voisines. Si en Arménie la population kurde s'est considérablement accrue de 1926 à 1979, en passant de près de 15 200 à 51 000 mille personnes, elle a totalement « disparu » en Azerbaïdjan au cours de la même période. De même en Arménie, contrairement à ce qui se passe en Azerbaïdjan, les Kurdes peuvent étudier à l'école dans leur langue maternelle, lire leur journal « Ria Taza » (organe du Comité Central du Parti Communiste du Soviet des ministres et du Soviet suprême de la République d'Arménie, fondé en 1930), ils peuvent également écouter quotidiennement des émissions de radio d'une heure et demi en langue kurde. Par ailleurs il existe un département d'études kurdes et l'Union des Ecrivains d'Arménie comprend une section d'écrivains kurdes et tous les médecins, savants, artistes émérites, hommes politiques et publics d'origine kurde y jouissent d'une grande considération.

C'est avec tristesse que je dois mentionner que de nos jours la République d'Azerbaïdjan apparaît comparativement aux autres républiques comme une regrettable exception en ce

qui concerne la façon dont elle traite ses minorités nationales. Ainsi ces derniers temps la Georgie, où déjà d'après les initiatives d'Edouard Chevernadze des mesures visant à améliorer considérablement la vie sociale et culturelle des Kurdes avaient été adoptées, s'est mise à suivre l'exemple de l'Arménie - des classes spéciales ont été créées dans les écoles pour que les enfants kurdes y puissent étudier leur langue maternelle et leur littérature, et une fois par semaine on retransmet sur les ondes une émission de radio de 15 minutes diffusée en langue kurde. La direction actuelle de la République de Georgie avec à sa tête D. Patiachvili continue de développer cette noble politique. Et dans la République du Kazakhstan les premiers pas dans cette direction viennent tout juste d'être entrepris.

Les délégués des régions de Latchinski et de Kelbadjarski ont fait part du désir légitime de la population kurde de ces régions de rétablir leurs droits nationaux, et ont déclaré, qu'à l'heure actuelle, la solution la plus rationnelle pour y parvenir serait d'annexer à la République d'Arménie les régions de la République d'Azerbaïdjan peuplées par les Kurdes, car en Arménie un programme a déjà été établi dans le but de donner les moyens au peuple kurde d'oeuvrer à l'épanouissement de sa culture nationale.

Je considère qu'une telle décision est amplement justifiée, elle permet d'améliorer le sort de deux peuples : les Kurdes et les Arméniens, séparés tous les deux artificiellement aussi bien géographiquement que culturellement. J'ajoute, en tant qu'ethnologue, que le sort des Kurdes d'Azerbaïdjan dépend principalement et étonnement de leur appartenance religieuse, ils sont musulmans comme les Azéris. Il semblerait que dans notre pays ce facteur ne devrait pas être décisif en matière d'orientation nationale, d'autant plus, que selon des données ethnographiques, génétiques, linguistiques et culturelles ces deux peuples se distinguent considérablement.

Je me rappelle involontairement du sort qui a été réservé à la population kurde de Turquie, de ces millions de personnes qui ont officiellement « disparu » aujourd'hui, transformés sur le papier en « montagnards turcs ». Et le fait que les Kurdes ne souhaitent pas oublier le passé les oblige à subir des génocides, comme le premier génocide au monde qu'a subi le peuple arménien.

On ne peut pas s'empêcher de comparer les événements récents, et oh combien tragiques, de Soungaït avec les pages terribles de l'histoire du peuple arménien. Si à notre époque, des bandes de hooligans ont pu, avec la complaisance des autorités (pour ne pas dire qu'il s'agissait de pogroms organisés), assassiner au grand jour des vieillards et des enfants, alors rien ne peut nous garantir qu'un tel sort n'attend pas les Kurdes d'Azerbaïdjan, qui ont eu l'audace d'affirmer et de défendre leur dignité nationale.

Avec mes profonds respects

A SIGNALER

Mme SALIHA SENER, 61 ANS, CONDAMNÉE A UN AN DE PRISON POUR AVOIR PARLE KURDE. Le Tribunal d'instance n 1 de Diyarbakir a condamné, le 21 novembre 1989, Mme Saliha Sener, âgée de 61 ans, à un an de prison. Dans les attendus de la décision le Tribunal déclare notamment : *«il a été établi par des preuves collectées et les aveux mêmes de l'accusée, que celle-ci, au cours d'une réunion du SHP devant la mairie de Diyarbakir a, le 20 mars 1989, prononcé un discours dans une langue autre que le turc, dite le kurde, qui n'est pas reconnue par l'Etat turc et que ce faisant elle a enfreint les dispositions fondamentales du Code électoral et de la loi 2932 (NDLR. Loi portant interdiction de la langue kurde, promulguée par les militaires). Pour cette raison l'accusée est condamnée à un an de prison pour infraction aux deux lois et en vertu de l'article 4 de la loi n 647. Cette peine est convertie en une amende de 2 845 000 LT (NDLR. Environ 7 000 FF, soit deux ans de salaire moyen d'un ouvrierer).*

Ne parlant pas du tout le turc, Madame Sener qui avait déposé devant la cour par le truchement d'un interprète (la cour ne reconnaît pas l'existence du kurde mais dans la pratique, elle est quand même obligée d'interroger les inculpés ne parlant que cette langue par le biais d'un interprète kurde-turc) a déclaré au quotidien turc Cumhuriyet (22.11.1989) : *«Je suis paysanne, dans notre village tout le monde ne parle que le kurde. Je me suis mariée à l'âge de 15 ans et je n'ai jamais été à l'école. Quelle autre langue puis-je parler ? Ne connaissant pas le turc je suis intervenue en kurde dans cette réunion. Je refuse*

la peine à laquelle ils viennent de me condamner. Je suis kurde et le revendiquerais même s'ils devaient me pendre. Ni moi, ni l'Etat nous ne pourrions changer ce fait. Nous sommes des Kurdes vivant sous le drapeau turc.»

AMNESTY DENONCE LA REPRESSION
DES ENFANTS KURDES

A la veille de la discussion par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une Convention des droits de l'enfant, Amnesty International a publié le 15 octobre un document sur la répression des enfants dans le monde. Ce texte affirme qu'en Turquie «les enfants kurdes de tous âges sont persécutés. Emin Orkaya, 13 ans, est mort en détention en janvier 1988, après avoir subi des violences. Saradet Akkaya, 16 ans, a raconté à son procès les tortures que lui ont fait subir les policiers. De l'autre côté de la frontière, en Irak, les enfants kurdes sont aussi victimes des forces de sécurité, et certains sont massacrés. D'autres, parfois des bébés, sont enlevés et servent d'otages avant d'être exécutés».

Quelques semaines après le communiqué d'Amnesty, le 19 décembre, le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat de Diyarbakir a requis la peine de mort contre 3 adolescents kurdes accusés d'activité «séparatiste» : Yusuf Erturte (15 ans), Hasan Ulger (16 ans) et Ahmet Diri (17 ans). 41 autres adolescents kurdes entre 11 et 17 ans détenus à la prison de Diyarbakir attendent d'être traduits devant cette même Cour de Sûreté de l'Etat.

REVUE DE PRESSE

OCTOBRE (31 pages)

DES REFUGIES KURDES EN AUVERGNE ET EN ARIEGE. (Dépêche du Midi 3.10.89, Nouvelle République 3.10.89). p. 1.

DEUX KURDES PREFERENT SE BRULER PLUTÔT QUE DE RENTRER EN TURQUIE. (A.F.P. 5.10.89). p. 1.

DES REFUGIES KURDES EN CREUSE - AIDE AUX REFUGIES KURDES. (Montagne 7.10.89). p. 1

NOUVELLES DE LA REPRESSION DES KURDES EN RFA. Les conditions d'incarcération de 17 Kurdes originaires de Turquie emprisonnés en RFA et en attente

d'être jugés sont telles que leurs défenseurs ont convoqué une conférence de presse pour les dénoncer. (l'Ecole Emancipée 5.10.89). p. 2.

LES CASTILLONNAIS TENDENT LA MAIN AUX KURDES. Trois à quatre familles rescapées de la guerre chimique irakienne vont venir s'installer dans l'ancienne gendarmerie de Castillon. La population s'apprête à les accueillir le 13 octobre. (Dépêche du Midi 8.10.89). p. 3.

SEPT TUES ET UN BLESSE LORS D'UN ACCROCHAGE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 10.10.89). p. 4.

LONDRES LIBERE 25 REFUGIES KURDES DE TURQUIE QUI DEMANDENT L'ASILE POLITIQUE. (A.F.P. 10.10.89). p. 4.

UN REFUGIE KURDE EST MORT DIMANCHE A LONDRES. (Ouest-France 10.10.89). p. 5.

POLITIQUE ET CHARITE. (Ouest France 11.10.89). p. 5.

LES KURDES IRAKIENS SUCCOMBENT A UNE OPERATION IMPITOYABLE. L'Irak n'a pas gagné la guerre de propagande mais l'emprise de son armée au Kurdistan est indéniable. (Financial Times 12.10.89). p. 6.

ONZE ENFANTS KURDES A L'ESPRIT OUVERT. (Montagne 13.10.89). p. 7.

PLUSIEURS COMMUNES DECIDEES A ACCUEILLIR LES 350 REFUGIES KURDES. (A.C.P. 13.10.89). p. 7.

LE QUADRILLAGE DU KURDISTAN. Un an après avoir «matraqué» la guérilla kurde, l'armée occupe toujours la région meurtrie par la destruction systématique de centaines de villages. (L'Aurore 13.10.89). p. 8 et 9.

NEUF MEMBRES DU PDKI TUES EN IRAN. (A.F.P. 14.10.89). p. 10.

REFUGIES KURDES : ADIEU BOURG-LASTIC. (Montagne 14.10.89). p. 10.

TRENTE ET UN KURDES D'IRAK ACCUEILLIS EN ARIEGE. (A.F.P. 15.10.89). p. 10.

AMNESTY DENONCE LES REPRESSIONS SUR LES ENFANTS. Amnesty affirme qu'en Turquie les enfants kurdes de tous âges sont persécutés. (Var Matin 16.10.89). p. 11.

TURQUIE: TREIZE MORTS LORS D'ACCROCHAGE ENTRE LES MILITANTS KURDES ET LES FORCES DE L'ORDRE. (A.C.P. 17.10.89). p. 11.

TURQUIE : ACCROCHAGES. (Petit Bleu du Lot et Garonne 18.10.89). p. 11.

ONZE PERSONNES TUEES LORS D'ACCROCHAGES DANS L'EST ET LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 16.10.89). p. 12.

KURDISTAN : UN PEUPLE MARTYR. (Echo du Centre 16.10.89). p. 12.

LES RATES D'UNE «B.A.». Ils sont 335 hommes,

femmes, enfants venant de Turquie et accueillis à Bourg-Lastic, en Auvergne : improvisation et imbroglio administratif. (Le Point 18.10.89). p. 13.

KURDES : L'ARIEGE TERRE-REFUGE. Quatre familles de Kurdes réfugiés politiques, viennent de s'installer à Castillon-en-Couserans. Après les gaz chimiques et les camps turcs, ils découvrent une nouvelle vie. (Dépêche du Midi 18.10.89). p. 14.

LE ROBOT ET LA VALISE. (Le Parisien 19.10.89). p. 15.

Mme MITTERRAND A VIC-LE-COMTE, PREMIERE VILLE AU MONDE A ACCUEILLIR DES REFUGIES DU KURDISTAN IRAKIEN. (A.F.P. 20.10.89). p. 16.

LE FRONT KURDE DEMANDE UN STATUT D'OBSERVATEUR AUX NATIONS-UNIES. (Haarlems Dagblad 20.10.89). p. 17.

Mme MITTERRAND CHEZ LES KURDES. (Médiocal 21.10.89). p. 18.

OU EST LA DIFFERENCE ? (Sud-Ouest dimanche 22.10.89). p. 18.

DES TURBANS AU PAYS DU BERET. Depuis une semaine, trente Kurdes à Castillon-en-Couserans (Ariège). Ils font partie des milliers de résistants chassés d'Irak par les armes chimiques et des 335 arrachés au camp de Mardin (Turquie) par la fondation France-Libertés. (Sud-Ouest dimanche 22.10.89). p. 19 & 20.

LESEAUX REDUITES DE L'EUPHRATE SUSCITENT UNE TENSION TURCO-SYRIENNE. (Financial Times 23.10.89). p. 21.

SOIXANTE DEUX REFUGIES KURDES A MAINSAT. La commune creusoise mobilisée pour accueillir cette population nouvelle. (Montagne 23.10.89). p. 22.

OUVERTURE TUMULTUEUSE DU PLUS GRAND PROCES EN R.F.A. DE KURDES PRESUMES TERRORISTES. (A.F.P. 24.10.89). p. 23.

TERRORISME-EUROPE. LE CLUB DES CINQ CREE UN GROUPE D'EXPERTS SUR LE PROBLEME DES ATTENTATS LIES A LA QUESTION KURDE. (A.F.P. 24.10.89). p. 23.

EVACUATION DES MANIFESTANTS KURDES QUI AVAIENT PENETRE DANS L'AMBASSADE DE R.F.A. A PARIS. (A.F.P. 24.10.89). p. 24.

R.F.A.-KURDES. Le procès des Kurdes renvoyé à la semaine prochaine, faute d'interprètes. (A.F.P. 25.10.89). p. 24.

ARRESTATION D'UN MEMBRE DIRIGEANT DU PKK EN R.F.A. (A.F.P. 26.10.89). p. 25.

R.F.A. OUVERTURE DU PROCES DE TERRORISTES KURDES. (Le Monde 26.10.89). p. 25.

TENSION ENTRE LA TURQUIE ET LA SYRIE. (L'Express 26.10.89). p. 25.

MANIFESTATION KURDE ET TURQUE A STRASBOURG. (Montagne 28.10.89). p. 25

BAGDAD DEVRAIT PAYER POUR SES MEFAITS. (International Herald Tribune 27-28.10.89). p. 26.

MANIFESTATION A LONDRES CONTRE LE SORT RESERVE AUX REFUGIES KURDES. (A.F.P. 28.10.89). p. 27.

ARRESTATION DE 18 PERSONNES DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 30.10.89). p. 27.

TRENTE DEUX REFUGIES KURDES DANS LA FOULE DE CASTILLON. Arrivés en août, 335 réfugiés kurdes sont aujourd'hui répartis dans des communes rurales. Allocations familiales en septembre, statut de réfugiés politiques à l'horizon. A Castillon, on joue la cohabitation. (Libération 30.10.89). p. 28.

L'IRAK DE L'APRES-GUERRE. Une reconstruction à marche forcée. Le 25 octobre sera inaugurée la nouvelle ville de Fao, surgie du désert après avoir été dévastée par la guerre et rasée par les bulldozers. «Les Prussiens du Moyen-Orient». (Ouest-France 30.10.89). p. 29 & 30.

LA TURQUIE CHERCHE L'ASSISTANCE SYRIENNE POUR LUTTER CONTRE LES REBELLES. (Arab News 31.10.89). p. 31.

NOVEMBRE 1989 (27 pages).

LES KURDES FACE A UN AUTRE HIVER GLACIAL. Jim Bodgèner fait un voyage avec l'armée au milieu des insurgés en Turquie. (Financial Times 2.11.89). p. 1.

M. ORAL REJETTE LES RAPPORTS SUR LA TURQUIE. (Financial Times 2.11.89). p. 1.

LETTRE DE BAGDAD. (The Middle East International 3.11.89). p. 2.

L'«INVASION» KURDE. Fuyant l'Irak, ils arrivent par dizaines en gare de Nice d'Antibes et de Monaco. La fin d'un long périple pour ces centaines de paysans apatrides rançonnés par les passeurs entre Budapest et la

Côte d'azur. (Nice Matin 4.11.89). p. 3.

ALPES-MARITIMES : KURDES. (Petit Bleu du Lot et Garonne 5.11.89). p. 3.

LE «NON» DU FRONT NATIONAL AUX IMMIGRES KURDES EN AUVERGNE. (L'Eveil de Haute Loire 8.11.89). p. 4.

POLITIQUE DES NATIONALISTES ALARMANTES EN TURQUIE. (Neue Züricher Zeitung 9.11.89). p. 4.

REUNIFICATION KURDE A BERLIN-OUEST. (Die Wahrheit 17.11.89). p. 5.

DES KURDES FURENT BLESSES EN ROUTE VERS LA IJZERTOREN. (Woensdag 15.11.89). p. 5.

GUERRE AU KURDISTAN. Depuis cinq ans, la Turquie est en guerre contre les séparatistes kurdes du PKK. Un tiers du territoire, à l'Est de la Turquie, aux frontières de la Syrie, de l'Irak et de l'URSS, est placé sous administration militaire. Au nom de la lutte contre les terroristes, les militaires ne prennent guère de gants avec les populations locales. Humiliations, massacres de populations civiles, déplacement des populations locales sont le lot quotidien des habitants dont la langue maternelle - le kurde - et la culture sont interdites. Le quadrillage renforcé de l'armée ne vient pas, cependant, à bout d'une insurrection qui fait 70 morts par mois depuis mars dernier. Une guerre inavouée aux confins de l'Europe contre un peuple éclartelé entre quatre états. (Nord Matin 17.11.89). p. 6-7-8-10.

LA SOCIALE-DEMOCRATIE TURQUE CONTRE LES KURDES. (Taz 17.11.89). p. 11, 12 & 13.

A SAINTE-FLORINE C'ETAIT «L'HEURE DE LA RENTREE» LUNDI, POUR 45 ENFANTS D'AGE SCOLAIRE. Quarante-cinq enfants des familles de réfugiés kurdes installés dans le bassin ont fait leur «rentrée des classes» lundi matin, sous la responsabilité de quatre enseignants de l'Education nationale spécialement formés à cet effet. (Montagne 17.11.89). p. 14.

LES KURDES ENVISAGENT DE PORTER LEUR LUTTE VERS DES VILLES IRAKIENNES. (The Independent 18.11.89). p. 15.

M. DUMAS EVOQUE LES INITIATIVES DE MME MITTERRAND. (A.F.P. 21.11.89). p. 15.

PEYRELEVADE : LA DIFFICILE INTEGRATION DE 56 KURDES. Située à 800 mètres d'altitude au coeur du plateau de Millevaches, la commune corrézienne de Peyrelevade est redevenue, cet automne, une terre d'accueil pour des réfugiés politiques. Après avoir

abrité six mois, pendant l'hiver 1984-1985, une quarantaine de Cambodgiens, les gîtes du village de vacances servent depuis le 14 octobre de cadre de vie à 56 Kurdes appartenant à sept familles. (Populaire du Centre 21.11.89). p. 16.

LE FRONT NATIONAL ACCUEILLE «FRATERNELLEMENT» LES «ELECTEURS COMMUNISTES SIN-CERES. L'immigration kurde et turque est «particulièrement redoutable pour notre sécurité intérieure et extérieure» déclare M. LE PEN. (A.F.P. 22.11.89). p. 17.

TROIS MORTS LORS D'UN ACCROCHAGE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 23.11.89). p. 17.

LES KURDES ATTAQUENT LA TURQUIE. La Turquie est confrontée cette année, dans ses provinces du sud-est, à l'offensive terroriste déclenchée par le PKK, le Parti marxiste kurde du Travail, à l'occasion de ses dix ans d'existence. (L'Impact Suisse nov. 89). p. 18 & 19.

LE SORT DES REFUGIES KURDES. Les réfugiés kurdes fuyant la persécution en Turquie trouvent en Grande-Bretagne une vie qui est loin de leurs rêves. (London Student 23.11.89). p. 20 et 21.

KURDE EN DANGER. Un requérant d'asile expulsé de Suisse est jugé en Turquie, après cinq mois de prison et des tortures. (L'Hebdo 23.11.89). p. 22.

IMPRESSION DES ANGLAIS SUR LE PROJET DU GAP. (Gamk 24.11.89). p. 22.

NOUS POUVONS AIDER LES KURDES QUI SOUFFRENT. (Herald Tribune 24.11.89). p. 24.

MASSACRE DE 21 VILLAGEOIS PAR DES SEPARATISTES KURDES. (A.F.P. 26.11.89). p. 25.

LE PRIX D'UN KURDE. Mustafa avait 44 ans. Il était heureux d'avoir un travail en Suisse. Il a été tué à Fribourg par un jeune apprenti et par la montée du racisme. (L'Hebdo 30.11.89). p. 26.

MANDATS D'ARRET CONTRE TROIS IRANIENS IMPLIQUES DANS L'ASSASSINAT DE TROIS DIRIGEANTS KURDES SELON LA PRESSE AUTRICHIENNE. (A.F.P. 30.11.89). p. 27.

DECEMBRE 1989 (19 pages).

L'AVOCAT KURDE INTERPELLE A LA COOPERATIVE ONGO MAI A ETE REMIS EN LIBERTE. (Le Monde 2.12.89). p. 1

DES BOUGIES POUR LES REFUGIES KURDES.

Campagne 89 de Terre des Hommes pour financer un projet concret : deux missions d'aide internationale médicale au Kurdistan iranien. (Libération Champagne 2.12.89). p. 2.

ACCROCHAGE AVEC DES SEPARATISTES KURDES EN TURQUIE : 5 MORTS. (A.F.P. 4.12.89). p. 3.

L'AMBASSADE IRANIENNE A VIENNE SOUS CONTROLE POLICIER RENFORCE A LA SUITE DES MANDATS D'ARRET LANCES CONTRE TROIS IRANIENS. (A.F.P. 4.12.89). p. 3.

ENTRE LE DIABLE ET LE MINISTERE. Persécutés et abusés en Turquie, des milliers de Kurdes ont fui cet été vers la Grande-Bretagne. Ils subissent l'emprisonnement, des pressions pour retourner et souvent la déportation. Une minorité doublement damnée. Des pénalités dures du chat et de la souris. Turabi Karin a encore des cauchemars au sujet de la torture qu'il a subie dans les mains de la police turque il y a 10 ans. (The Guardian 6.12.89). p. 4, 5, 6, et 7.

BOUGIES «TERRE DES HOMMES» - GENEROSITE DES TROYENS EN FAVEUR DES REFUGIES KURDES. (Libération Champagne 4.12.89). p. 8.

ASSOCIATION MAINSAT-KURDISTAN. (Populaire du Centre 7.12.89). p. 8.

DES GRAFFITI HOSTILES AUX REFUGIES KURDES SUR LES MURS DE VIC-LE-COMTE. (Montagne 8.12.89). p. 8.

ACTION DE SOLIDARITE AVEC LES REFUGIES KURDES : «Nous voulons vivre en Autriche». (Volkstimme 7.12.89). p. 9

UNE LETTRE D'ELIE WIESEL. (Nouvel Observateur 14.12.89). p. 10.

TURQUIE : POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE. (L'Actualité Religieuse dans le Monde 15.12.89). p. 10.

LE DRAME DES REFUGIES KURDES. LA POLITIQUE DE REJET DE L'AUTRICHE. (Der Standard 16-17.12.89). p. 11 et 12.

DES MONTAGNARDS KURDES AU COEUR DE L'AUVERGNE. Depuis deux mois, la commune de Vic-le-Comte, dans le Puy-de-Dôme, accueille un groupe de soixante-dix Kurdes : ce sont des familles, avec des enfants, des vieillards ; ce sont aussi des réfugiés politiques qui ont fui l'Irak, puis transité dans un camp de Turquie avant d'arriver en France grâce à l'action de Danielle Mitterrand et de l'Association France-Libérés. (Témoignage Chrétien 18 au 24.12.89). p. 13 & 14.

LA PEINE DE MORT REQUISE CONTRE TROIS ADOLESCENTS D'ORIGINE KURDE. (A.F.P. 19.12.89). p. 15.

ANKARA QUALIFIE «D'ETRANGE» QUE LA COMMISSION EUROPEENNE MENTIONNE LES «PROBLEMES» CHYPRIOTE ET KURDE. (A.F.P. 20.12.89). p. 15.

TURQUIE : KURDES. (Libération 20.12.89). p. 15.

PEINE DE MORT REQUISE CONTRE TROIS ADOLESCENTS D'ORIGINE KURDE. (Paris Normandie 20.12.89). p. 15.

UN ENTRETIEN AVEC LE KURDOLOGUE HASRETIAN (Riya Teze, journal kurde soviétique, 20.12.89). p. 16.

LETTRE OUVERTE DES INTELLECTUELS KURDES D'ARMENIE A M. GORBATCHOV ET A S.G. HARTOUNIAN, SECRETAIRE GENERAL DU PC ARMENIEN (Riya Teze, journal kurde soviétique, 18.12.1990) p. 17

LA TURQUIE S'ETONNE QUE LA COMMISSION EUROPEENNE MENTIONNE LES PROBLEMES KURDE ET CHYPRIOTE. (Gamk 22-24.12.89). p. 18.

MOBILISATION AUTOUR D'UN KURDE MENACE D'EXPULSION. L'intégration, Ibrahim Er la demande. Mais les autorités la lui refusent. Installé depuis 1987 en France, ce Kurde d'une vingtaine d'années s'est vu refuser le statut de réfugié politique. Un courrier récent de la préfecture d'Eure-et-Loir lui demande de prendre ses dispositions pour quitter le territoire français avant le 7 janvier. Soutenu par des membres de sa famille établis à Epernon, des organisations, Ibrahim Er tente de faire barrage à cette décision. (Echo Républicain 26.12.89). p. 19.

REVUE DE PRESSE TURQUE (44 PAGES)

NOUS NE LEUR AVONS PAS ACCORDE LE DROIT D'ASILE ET ILS RETOURNENT DANS LEUR PAYS TEL QU'ILS ETAIENT VENUS. Dans les camps des réfugiés kurdes d'Irak 280 enfants sont morts de malnutrition au cours de l'année écoulée. Plutôt qu'une mort lente en Turquie ils préfèrent, dans la tristesse, retourner en Irak vers un avenir inconnu. (Sokak 1.10.89). p. 1.

LES PETITS DEPORTES : Des familles entières se sont réfugiées à l'autre bout de la Turquie pour fuir la terreur. Les enfants en âge de scolarité sont devenus des cireurs de chaussures. (Hürriyet 6.10.89). p. 2.

LES AMIS KURDES DE «MADAME» (MITTERRAND) EN DIFFICULTE APRES LA CONFERENCE KURDE DE PARIS. Ils risquent l'expulsion du S.H.P. (Milliyet 19.10.89). p. 3.

L'ATTENTE SANS FIN DES PESHMERGAS DANS LES CAMPS DES REFUGIES EN TURQUIE. (Gunes 20.10.89). p. 4.

TOUTES LES ECOLES PRIMAIRES EN ANATOLIE DE L'EST (11 VILLES), SOUMISES A LA LOI D'EXCEPTION, SERONT FERMEES. Les écoliers seront transférés dans les villes sous le contrôle de l'armée. (Gunes 22.10.89). p. 4.

SELON M. BAKSI, MEMBRE DU PEN-CLUB KURDE, M. MITTERRAND SOUTIEN TOUTES LES ACTIONS ENGAGEES PAR SON EPOUSE. (Gunes 23.10.89). p. 5.

LES 7 DEPUTES DU SHP TRADUITS DEVANT LE CONSEIL DE DISCIPLINE DU PARTI DECLARENT : «Les accusations de ce Conseil dépassent largement celles des auteurs du coup d'Etat du 12.9.80». Tercüman 7.11.89). p. 6.

SELON UN MILITANT REPENTI : «200 MILITANTS DU PKK SONT ENTRAINES EN GRECE.» Tercüman 8.11.89). p. 6.

LE SORT DES 7 (DEPUTES KURDES) SERA BIENTOT FIXE PAR LE SHP : L'EXPULSION OU PEINE DE DISCIPLINE ? (Hürriyet 10.11.89). p. 7.

LA REALITE DU PKK ET LES DECLARATIONS IRRÉALISTES DES AUTORITES. (Hürriyet 10.11.89). p. 8.

LA REACTION DES DELEGUES DU SHP DE SANHURFA A L'EXPULSION DES 7 DEPUTES. (Tercüman 12.11.89). p. 9.

INONU : NOUS SOMMES CONTRE LE PAN-KURDISME ET LE PAN-TURQUISME. (Tercüman 14.11.89). p. 9.

POUR SUBVENIR A LEURS BESOINS LES PESHMERGAS DES CAMPS DE REFUGIES VENDENT DES FOULARDS FAITS A LA MAIN. (Hürriyet 13.11.89). p. 9.

LE RAPPORT D'AUTOPSIE DU MEDECIN LEGISTE CONCLUT A PROPOS DES 9 VILLAGEOIS TUES QU'ON LEUR A TIRE DANS LE DOS. (Cumhuriyet 15.11.89). p. 10.

UN MILITANT DU PKK TUE A SURUC. (Cumhuriyet 15.11.89). p. 10.

LE CLAN DES JIRKIS ARME PAR LE GOUVERNEMENT CONTRE LE PKK. (Milliyet 15.11.89). p. 11 & 12.

L'AILE GAUCHE DU SHP S'EST SCINDEE EN DEUX. 15 députés ont constitué «L'Union Patriotique Progressiste». (Tercüman 15.11.89). p. 12.

L'OUEST TOURNE LES YEUX VERS LES KURDES. Washington déclare être en dialogue avec la Turquie au sujet de la question kurde. (Cumhuriyet 15.11.89). p. 13.

UN PRISONNIER TORTURE. LES VILLAGEOIS DE SIIRT NE PEUVENT S'ÉLOIGNER DE LEURS VILLAGES SANS PERMISSION DE L'ARMÉE. (Cumhuriyet 18.11.89). p. 14.

DEUX AFFRONTEMENTS A L'EST ENTRE LES MILITANTS DU PKK ET LES FORCES DE L'ORDRE : 2 militants tués et 19 personnes arrêtées. (Cumhuriyet 18.11.89). p. 14.

«L'EXPULSION DES 7 DEPUTES DU SHP EST UNE DECISION LOURDE ET IRRESPONSABLE.» déclarent plusieurs responsables de section du SHP. (Cumhuriyet 19.11.89). p. 15.

JE FELICITE LE SHP D'AVOIR EU LE COURAGE D'EXPULSER LES 7 DEPUTES QUI ONT PARTICIPE A LA CONFERENCE KURDE METTANT EN PERIL L'INTEGRITE DE LA TURQUIE. (Hürriyet 20.11.89). p. 16.

TROIS AVERTISSEMENTS A LA SYRIE, DONT DEUX AU SUJET DE SON SOUTIEN APORTE AU PKK. (Milliyet 20.11.89). p. 16.

LES 7 DEPUTES DU SHP CONTRE-ATTAQUENT A LA SUITE DE LEUR EXPULSION DU PARTI. (Milliyet 20.11.89). p. 17.

LE VICE-PRESIDENT DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA SYRIE EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE. Parmi les sujets abordés, l'existence des camps d'enfermement du PKK en Syrie. (Cumhuriyet 20.11.89). p. 17.

POLEMIQUES AU SHP : L'EXPULSION DE 7 DEPUTES EST OUVERTEMENT CRITIQUEE PAR CERTAINS MEMBRES DU PARTI. (Cumhuriyet 20.11.89). p. 18.

UN APPEL D'INONU POUR LE «RESPECT DE LA DECISION» D'EXPULSION DES 7 DEPUTES DU SHP. (Cumhuriyet 20.11.89). p. 18.

LE DEPUTE DU SHP, ILHAMI BINICI : «JE SUIS KURDE ET MON FILS S'APPELLE SIVAN. Même INONU ne peut m'expulser du SHP». (Milliyet 21.11.89). p. 19.

LES OEUVRES BANNIES DE GÜNEY ATTENDENT LA LEVEE DE L'INTERDICTION. (Tercüman 21.11.89). p. 19.

UN AN D'EMPRISONNEMENT PRONONCE CONTRE UNE FEMME AGEE POUR AVOIR PARLE LE KURDE. (Cumhuriyet 22.11.89). p. 20.

UN AN DE PRISON POUR UNE FEMME QUI NE SAIT PAS PARLER LE TURC. (Hürriyet 23.11.89). p. 21.

CRISE DE L'EST AU SHP. Les membres de 12 provinces décident de démissionner à la suite de l'expulsion des 7 députés d'origine kurde. (Cumhuriyet 23.11.89). p. 21.

L'ABSENCE AU SHP D'UNE POLITIQUE SUR LA QUESTION KURDE ET LA DEMOCRATIE INTERNE. (Cumhuriyet 24.11.89). p. 22.

UN SOUS-OFFICIER TUE PAR LE PKK A DIYARBAKIR. (Cumhuriyet 24.11.89). p. 23.

SIX DEPUTES DU SHP DEMISSIONNENT DU PARTI POUR PROTESTER CONTRE L'EXPULSION DES 7 DEPUTES. (Hürriyet 24.11.89). p. 24.

LES PRESIDENTS DES 12 PROVINCES DE L'EST DEMISSIONNENT DU SHP POUR PROTESTER CONTRE L'EXPULSION DES 7 DEPUTES. (Hürriyet 24.11.89). p. 24.

LE LEADER KURDE TALABANI : «NOUS FRAPPEONS DESORMAIS LES OBJECTIFS CIVILS ET MILITAIRES DANS LES VILLES». (Cumhuriyet 24.11.89). p. 25.

LES EXPULSIONS ET LES DEMISSIONS AU SHP. (Milliyet 25.11.89). p. 25.

MORT SOUS LA TORTURE D'UNE PERSONNE A MARDIN. (Hürriyet 26.11.89). p. 26.

LES DEMISSIONS SE SUCCEDENT AU SHP A LA SUITE DE L'EXPULSION DES 7 DEPUTES AYANT PARTICIPE A LA CONFERENCE KURDE A PARIS. (Hürriyet 25.11.89). p. 26.

L'APPEL A L'UNION D'INONU A LA SUITE DES DEMISSIONS EN SERIE : «C'EST UNE QUESTION NATIONALE». (Hürriyet 25.11.89). p. 27.

LE PROCUREUR DES TRIBUNAUX DE LA SECURITE D'ETAT s'adresse au Ministère de la Justice pour demander la levée d'immunité parlementaire des 7 députés du SHP afin de les poursuivre pour propagande séparatiste de l'Etat. (Cumhuriyet 25.11.89). p. 28.

LES PAYSAGES KURDES : LA TORTURE NE CONNAIT PAS D'AGE. A 66 ANS UN HOMME EST TORTURE. (Sokak 26.11.89). p. 29.

LA QUESTION KURDE DELAISSEE DEPUIS DES ANNEES FAIT SON ENTREE DANS LA POLITIQUE quotidienne et réussit même à diviser le SHP. (Sokak 26.11.89). p. 30.

LES PORTRAITS D'INONU BRULES A DIYARBAKIR. (Tercüman 27.11.89). p. 31.

INONU : «INCLURE LA QUESTION KURDE DANS NOTRE PROGRAMME et séparer la population selon leurs origines reviendraient à les désigner comme des gens différents. C'est pourquoi nous refusons de faire cette distinction». (Cumhuriyet 27.11.89). p. 31.

DES CHANSONS EN KURDE ! POURQUOI PAS dit Inonu. Mais faire la distinction entre kurde et turc, non ! (Cumhuriyet 27.11.89). p. 32.

COMMENT PARVENIR A MADAME POUR LA SENSIBILISER SUR LE SORT DES TURCS EN BULGARIE. (Cumhuriyet 27.11.89). p. 33.

LES TUEURS APPARTENANT AU PKK SE SONT ENFUIS VERS L'IRAK APRES AVOIR TUE 21 VILLAGEOIS. (Hürriyet 28.11.89). p. 33.

LE LOBBY KURDE EST TRES EFFICACE. Les médias américains parlent de plus en plus de la question kurde et du traité de Sèvres. (Cumhuriyet 28.11.89). p. 34.

UNE LETTRE DE YÜKSEKOVA : LA POLITIQUE DE L'ETAT TURC DANS LA REGION. (Cumhuriyet 28.11.89). p. 34.

NOUS AVONS PROTESTE CONTRE L'IRAK QUI A LAISSE PASSER LES MILITANTS DU PKK. (Hürriyet 29.11.89). p. 35.

LA SENSIBILITE KURDE DE L'OUEST : «L'autonomie culturelle» est à l'ordre du jour. (Cumhuriyet 30.11.89). p. 35.

LE MAIRE DU VILLAGE : «LES HORS-LA-LOI ONT ATTAQUE AVEC DES GRENADES» et le député d'ANAP d'Istanbul interpelle le Ministre de l'Intérieur sur l'absence des forces de l'ordre au moment de l'attaque du village. (Tercüman 30.11.89). p. 36.

LE PRESIDENT OZAL MENACE D'ENVAHIR L'IRAK si les autorités irakiennes refusent de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'infiltration des militants du PKK. (Tercüman 30.11.89). p. 37.

LE PREFET DE SIIRT CONTRE L'OUVERTURE DES ECOLES PRIMAIRES EN PRETEXTANT LES ATTAQUES DU PKK. (Cumhuriyet 3.12.89). p. 38.

DECLARATION DU COMITE DU KURDISTAN A PARIS : «LE MASSACRE DU VILLAGE D'IKIYAKA N'A RIEN A VOIR AVEC LE PKK. (Cumhuriyet 3.12.89). p. 38.

LA HONTE ! LES LIVRES D'ECOLE EN R.F.A. MENTIONNENT LE KURDISTAN SUR LES CARTES GEOGRAPHIQUES DE TURQUIE. (Hürriyet 4.12.89). p. 39.

UN EDITORIAL SUR LA QUESTION KURDE EN TURQUIE. (Milliyet 4.12.89). p. 40.

LA MISERE ECONOMIQUE POUSSE LA POPULATION A DEVENIR DES «GARDIENS DE VILLAGE». (Cumhuriyet 4.12.89). p. 41.

TURC ET KURDE ... ATATÜRK ET LA QUESTION KURDE. (Cumhuriyet 5.12.89). p. 42.

6 DES 13 TERRORISTES TUES SONT D'ORIGINE ARMENIENNE. (Cumhuriyet 7.12.89). p. 43.

LE TRIBUNAL DE DUSSELDORF NE PERMET PAS AUX DETENUS, MEMBRES DU PKK, DE PARLER EN KURDE. (Tercüman 8.12.89). p. 43.

LE GOUVERNEMENT IRAKIEN DEMANDE LA RESTITUTION DE 138 PESHMERGAS ACTUELLEMENT DANS LES CAMPS DE REFUGIES EN TURQUIE. (Tercüman 8.12.89). p. 43.

TURQUIE : LE BILAN DES DROITS DE L'HOMME DURANT LES 10 DERNIERES ANNEES : 650 000 personnes arrêtées, 6 553 demandes de peine de mort, dont 50 exécutions, 171 personnes mortes sous la torture ... (Cumhuriyet 12.12.89). p. 44.



Dépeche du Midi 3 10 1989

Nouvelle République 3 10 1989

Des Kurdes en Ariège ?

L'on sait que trois cent cinquante Kurdes ont été accueillis en France en juillet, dans le Puy-de-Dôme, à l'initiative de M^{me} Danielle Mitterrand.

Une trentaine d'entre eux pourraient s'implanter en Ariège, dans le Couserans, et notamment dans le Castillonnais.

Une réunion des élus autour du sous-préfet de Saint-Girons aura lieu en direction des populations, vendredi, à 19 heures.

Des réfugiés kurdes en Auvergne et en Ariège

Deux communes d'Auvergne, Vic-le-Comte dans le Puy-de-Dôme, et Sainte-Florine en Haute-Loire, vont accueillir des réfugiés kurdes qui se trouvent depuis 2 mois en phase d'adaptation au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme).

Les 330 réfugiés kurdes ont obtenu ainsi asile, comme l'avait demandé Mme Danièle Mitterrand, présidente de

l'association France-Liberté, lors de sa visite à Bourg-Lastic le 15 septembre dernier.

Cinq familles, soit 60 personnes, seront accueillies à Vic-le-Comte et 11 autres familles, soit près de 100 Kurdes, seront reçues à Sainte-Florine. Par ailleurs, d'autres réfugiés devraient se rendre dans des familles d'accueil en Ariège.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

FRA0697 4 I 0169 GRB /AFP-NZ92

GB-Kurdes

Deux Kurdes préfèrent se brûler plutôt que de rentrer en Turquie

LONDRES, 5 Oct (AFP) - Deux réfugiés kurdes turcs, auxquels les autorités britanniques avaient refusé le droit d'asile, ont préféré se brûler grièvement plutôt que d'être rapatriés en Turquie, a-t-on appris jeudi soir de source policière.

Les deux hommes, M. Dojan Aslan, 23 ans, et M. Cijo Lyijuen, se sont enfermés dans une pièce du centre de détention administrative de Harmondsworth, près de l'aéroport de Heathrow, où ils ont mis le feu. Les deux hommes ont été transférés ensuite dans des hôpitaux pour grands brûlés.

Ils font partie d'un groupe de 72 Kurdes, qui étaient arrivés à l'aéroport de Manchester (centre de l'Angleterre) en juin dernier, dans l'intention de demander l'asile politique, affirmant être victimes de persécutions dans leur pays.

Mercredi dernier, le ministère de l'Intérieur leur a fait connaître son refus de leur accorder l'asile politique et sa décision de les rapatrier en Turquie.

jaf/gb

AFP 052353 OCT 89

DES RÉFUGIÉS KURDES EN CREUSE

Prochainement, plusieurs familles de réfugiés kurdes vont arriver à Mainsat.

M. Gaston Rimaneix, député-maire de cette commune creusoise, l'a annoncé, hier soir, au cours d'une réunion publique.

Ces réfugiés politiques se trouvent actuellement au camp militaire de Bourg-Lastic, dans le Puy-de-Dôme.

Le Conseil municipal de Mainsat s'est porté volontaire, voici plusieurs semaines, pour accueillir des familles kurdes.

Il a obtenu l'accord de Matignon avant-hier.

Mainsat est la seule commune creusoise qui recevra des Kurdes. Pour l'heure, on ignore le nombre de familles qui arriveront en Creuse.

Montagne 7.10.1989

AIDE AUX RÉFUGIÉS KURDES

Dans le cadre de l'arrivée prochaine à Vic-le-Comte de cinq familles kurdes, il est demandé aux Vicomtois, dans la mesure de leur possibilité, de fournir du linge de maison, des couvertures, des draps, trois buffets, quatre tables, dix chaises, deux cuisinières, deux réfrigérateurs, des armoires, ainsi que du mobilier et des affaires pour bébé.

Se mettre en rapport avec la mairie.

L'Ecole Emancipée 5. 10. 1989

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

nouvelles de la répression des Kurdes

Nous vous avons entretenu dans une précédente revue (n° 12 du 20.3.89) de la situation de 17 Kurdes originaires de Turquie emprisonnés et en attente d'être jugés. Les conditions de ces incarcérations sont telles que leurs défenseurs ont convoqué une conférence de presse pour les dénoncer. Nous publions ci-dessous la déclaration liminaire des avocats des ressortissants kurdes et la lettre de l'un de ces emprisonnés.

Bureau d'avocats et de notaire
Lindenstrasse 14 (maison des syndicats)
2820 Brême 70
Tél : 0421/663090

Hans-Eberhart Schultz
Avocat et notaire, spécialiste
du droit du travail
Peter Reimers
Avocat
Renate Schultz
Avocate

Brême, le 9 juin 1989

Conférence de presse des défenseurs des 17 Kurdes accusés en RFA d'appartenance à une organisation terroriste.

Mesdames, Messieurs,

En tant que défenseurs des 17 Kurdes impliqués jusqu'ici, nous nous élevons contre les accusations portées contre ces hommes et ces femmes par le procureur fédéral Rebmann, accusateur suprême d'Allemagne fédérale. Il leur est reproché d'avoir formé au sein du Parti ouvrier kurde (PKK) une "organisation terroriste" tombant sous le coup du § 129a du code pénal. L'accusation a d'ores et déjà annoncé que ce procès serait le "plus grand procès" jamais intenté à des "terroristes" en Allemagne fédérale.

Avant même que la justice ait fait connaître sa décision de donner suite ou non à ces accusations, une aile du tribunal de Düsseldorf, le Oberlandgericht, est transformée spécialement pour ce procès en une sorte de forteresse, le tout pour 7 millions de mark.

Nous pensons que la justice ne peut, pour des raisons de droit, donner suite à l'accusation : celle-ci est dénuée de tout fondement juridique, elle repose sur des témoignages douteux, des traductions fausses et des conclusions erronées. De plus, elle présente un danger politique en matière de droit, car c'est la première fois que, dans le cadre de la lutte "anti-terroriste" le § 129a est appliqué à une organisation dans laquelle militent des étrangers vivant en Allemagne fédérale.

14 des accusés sont incarcérés depuis plus d'un an dans des conditions d'isolement total, ils sont dispersés aux quatre coins de la République fédérale.

Nous pensons que ce procès, et tout ce qui l'entoure, représente un soutien apporté par le procureur fédéral Rebmann au régime militaire turc, qui s'efforce par tous les moyens de réduire le Mouvement de libération nationale kurde conduit par le PKK.

Les services secrets turcs ont déjà fomenté des complots contre le PKK, ils ont essayé de lui faire porter la responsabilité de l'assassinat du premier ministre suédois Olaf Palme. Ces tentatives ont échoué et c'est maintenant, de toute évidence, au procureur fédéral Rebmann et à tout son appareil juridique d'exception de combattre et d'éliminer le PKK en Europe occidentale en le présentant comme une "organisation terroriste".

* * *

Extrait d'une lettre écrite par Hüsseyin Celebi, incarcéré à Wuppertal depuis février 1988. (Hüsseyin a 21 ans, il a grandi en RFA ; la lettre était écrite en allemand.)

"Voici comment les journées se passent pour moi : je me lève à 6h et j'écoute la radio en prenant mon petit déjeuner (radio Ankara ou radio Sofia), ensuite je relis les journaux ou revues de la veille jusqu'à l'heure de la promenade (en rond dans la cour, seul). Ensuite, jusqu'à midi, je prends une douche, je range ma cellule, etc. Après le repas de midi, j'écoute des émissions à la radio, je parcours les journaux qui sont arrivés. L'après-midi, je réponds à des lettres ou je lis un livre, j'écoute différentes émissions de radio, sur différents émetteurs. Le soir, je participe aux "loisirs" de 18h à 20h, ou bien je reste dans ma cellule et écris des lettres ou des traductions. Une fois par semaine, je participe à un "groupe", un atelier de littérature, qui est la seule activité valable proposée actuellement.

Dire qu'il n'y a pas d'isolement est, dans ces conditions, absurde. Bien sûr qu'il existe : les contacts humains sont impossibles, je n'ai aucun contact avec mes camarades, on essaie de détruire mon identité politique, il y a la censure et toutes les mesures spéciales dont nous

sommes l'objet.

Il serait nécessaire que nous soyons regroupés, mais je ne peux pas expliquer ici pourquoi, ça ne passerait jamais la censure. C'est la même chose en ce qui concerne les quartiers de haute sécurité, je ne veux pas m'étendre sur ce sujet, c'est clair ! Pendant les derniers mois, la censure a surtout touché ce qui concernait les QHS, ce qui avait un rapport avec les poursuites dont nous sommes l'objet, ainsi que le mouvement de solidarité. En ce qui concerne notre grève de la faim, rien ne passe, ou alors, si ça passe, c'est que je me suis censuré moi-même avant, comme je l'ai fait plus haut."

Dans la même lettre, Hüsseyin résume sa situation dans les termes suivants :

"Ce qu'il y a de plus important pour moi ici, c'est lire, écrire et écouter la radio. Tout simplement parce que je n'ai pas la possibilité d'avoir des conversations intéressantes. Les lettres ne peuvent pas les remplacer. L'impossibilité pratique de communiquer mène à une accumulation d'idées et de pensées dans la tête, qui y restent à l'état brut et, plus le temps passe, moins on est capable de s'exprimer, de formuler ses pensées, de penser de façon organisée. Tout ça est fait pour nous rendre idiots..."

Un cas qui mérite particulièrement de retenir notre attention Yasemin Gelik

Yasemin, jeune femme kurde d'environ 26 ans, est incarcérée à la prison de Bielefeld.

En Turquie, ses activités politiques lui ont valu d'être arrêtée à plusieurs reprises et torturée. Elle a passé trois ans à la prison militaire de Diyarbakir. Arrêtée de nouveau, elle a été de nouveau condamnée — à 7 ans de réclusion. Elle a réussi à s'échapper et à gagner la République fédérale où elle a demandé à être reconnue comme exilée politique.

Six semaines après son arrivée en RFA, elle était arrêtée, Rebmann (1) n'hésitant pas à lui reprocher des crimes ayant eu lieu non pas en RFA, où elle n'a jamais séjourné, mais au Liban.

A ce sujet, elle écrit à son compatriote Hüsseyin :

"Depuis 15 ans, des dizaines et des dizaines de personnes sont tuées ou blessées quotidiennement au Liban. On ne peut plus les compter. Si de tels faits sont maintenant évoqués à notre sujet ; cela signifie que le procès ne prendra jamais fin. C'est un cul-de-sac étrange, ou bien une volonté déclarée de faire de tout cela une affaire absurde. Il y a au Liban un autre problème qui préoccupe le monde entier : celui des otages. Je crois que nous sommes, nous aussi, des otages."

Cette jeune femme qui a été torturée dans les prisons turques écrit à ce sujet :

"Tu le sais peut-être, j'ai des problèmes de colonne vertébrale. C'est une invalidité due, comme chez beaucoup d'autres camarades qui ont séjourné dans les geôles du système colonialiste turc, aux tortures que nous avons endurées. J'ai déjà subi une opération. Le médecin d'ici dit qu'à ce stade, on ne peut plus faire grand-chose. Il a raison. Mais, d'un autre côté, j'ai des douleurs très fortes, insupportables. Le pire, c'est d'être condamnée à rester couchée, ce qui est devenu nécessaire ces derniers temps.

Je prends des calmants et, en même temps, j'essaie de trouver d'autres solutions."

(1) Procureur fédéral

Les Castillonnais tendent la main aux Kurdes

Trois à quatre familles rescapées de la guerre chimique irakienne vont venir s'installer dans l'ancienne gendarmerie de Castillon. La population s'apprête à les accueillir le 13 octobre

Il fallait bien une réunion d'information, vendredi soir, pour éclairer les esprits. La nouvelle avait filtré, via « La Dépêche du Midi », que des Kurdes allaient s'installer en Couserans, dans le Castillon-nais.

Le sous-préfet, M. Eric Delzant; le conseiller général Robert Zonch, le maire de la localité M. Bussou, ainsi que Julien Caruela, responsable du foyer d'accueil local « Cantou de soieilh », se sont chargés de la tâche vis-à-vis d'une cinquantaine d'habitants du village réunis à la mairie.

Qui sont-ils ces Kurdes ? Trois ou quatre familles parmi les rescapés de la guerre chimique. Rappelez-vous : en 1988, à la fin août, vous découvriez sur vos écrans de télévision les corps allongés d'hommes, de femmes et d'enfants paraissant dormir. Sommeil fatal car tous ces gens étaient bel et bien morts, immolés sur l'autel du non-droit à la différence.

Les Kurdes, peuple de montagnards réunissant des musulmans mais aussi des chrétiens et des juifs sur un territoire syrien et la Turquie, ont cherché de tout temps à préserver leur identité culturelle. Peuple fier, fait de guerriers, il a toujours su se faire respecter, jusqu'à ce que l'on en vienne aux moyens de sa lâcheté pour le faire.

Des réfugiés par milliers

En 1988, 100.000 Kurdes

se sont réfugiés en Turquie. La solidarité, par le biais de M^{me} Danielle Mitterrand, a permis d'en accueillir 335 en Auvergne, au mois d'août dernier. Plusieurs pays d'accueil, des pays de montagne pour respecter les conditions de vie des Kurdes, ont été choisis : le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire et le Couserans.

Ce sont donc entre 25 et 30 personnes qui seront accueillies très prochainement (probablement le 13 octobre) à Castillon, l'équivalent d'un maximum de quatre foyers. Dans un premier temps, les Kurdes seront reçus au foyer local, avant de s'installer dans les locaux aménagés de l'ancienne gendarmerie pour une durée de six mois. Le maire précise que l'opération ne coûtera rien à la commune; le plan gouvernemental sera appliqué dès l'arrivée, à savoir alphabétisation, formation pour une intégration à venir, du moins permettre aux Kurdes de pouvoir repartir du bon pied. Un interprète de l'Institut kurde de Paris sera présent pour faciliter la communication entre tous, ainsi que des animateurs diplômés. Ces Kurdes bénéficieront, comme l'a expliqué M. Delzant, du statut de réfugiés politiques; ce sont des ruraux, qui trouveront peut-être dans les activités pastorales ou l'économie de la filière bois un accès à une véritable autonomie familiale. Qu'on ne s'y trompe pas, les Kurdes ne sont pas des quémandeurs, comme l'a



La réunion était présidée par MM. DELZANT, sous-préfet de Saint-Girons; BUSSOU, maire de Castillon; ZONCH, conseiller général du canton, et CARUELA, responsable du foyer de Castillon. (Photo « La Dépêche du Midi ».)

précisé le sous-préfet. Ils sont désormais libres.

Les six mois passés à Castillon seront peut-être trop courts, comme l'ont objecté des membres de l'assistance, mais il n'est pas question non plus de les laisser tomber. Les personnes présentes vendredi soir ont manifesté leur solidarité, en évoquant l'intégration des Kurdes, mais peut-on refuser quelque chose à des gens qui n'avaient pas le choix ? ». Espérons que le 13 octobre les montagnards d'ici parleront aux montagnards venus de l'Est. Un dialogue qui pourrait bien être enrichissant.

de Saint-Girons ou un chef d'entreprise du Castillon-nais. D'autres se sont inquiétés des problèmes d'insertion des jeunes comme des moins jeunes. Dans l'ensemble, les réactions sont positives, mais a-t-on tout entendu vendredi soir ? « Le pari est difficile, disait M. Delzant en évoquant l'intégration des

J. M.

GLGL
 FRA0286 4 I 0178 TUR /AFP-SE69
 Turquie-Kurdes
 Sept tués et un blessé lors d'un accrochage dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 10 oct (AFP) - Cinq "terroristes" et deux gendarmes ont été tués et un autre "terroriste" blessé lundi à Erdogdu, dans la province de Nusaybin près de Mardin (frontière avec l'Irak), lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes, rapporte mardi l'agence turque Anatolie.

Selon cette agence semi-officielle, ces "terroristes" étaient soupçonnés d'avoir incendié une école et un véhicule dans la nuit de dimanche à lundi à Acikkoy, dans la même province. Ils étaient aussi accusés du meurtre de deux paysans, selon Anatolie.

Les séparatistes kurdes qui opèrent dans cette région appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) en lutte armée depuis août 1984 contre le pouvoir central. Au total 90 personnes, dont 31 militaires, ont trouvé la mort depuis la mi-juillet lors d'accrochages entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes, selon un bilan établi par l'AFP.

nf/gb idf

AFP 101612 OCT 89

GLGL
 FRA0014 4 I 0243 /AFP-OH09
 GB-Kurdes
 Londres libère 25 réfugiés kurdes de Turquie qui demandent l'asile politique

LONDRES, 10 oct (AFP) - Vingt-cinq réfugiés kurdes de Turquie ont été libérés de prison lundi soir et autorisés à séjourner temporairement sur le territoire britannique par les services de l'Immigration, a-t-on appris de source officielle.

Ils sont autorisés à demeurer en Grande-Bretagne pendant la durée de la procédure d'examen de leur demande d'asile politique, a indiqué un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Cette mesure intervient à la suite de la mort, dimanche, d'un jeune réfugié kurde, Siho Iyigüven (26 ans), qui s'est immolé par le feu après avoir appris que les autorités britanniques lui refusaient l'asile politique et qu'elles avaient ordonné son rapatriement en Turquie.

Un autre réfugié, qui a également tenté de se suicider avec lui, est gravement brûlé.

Sur les 25 Kurdes libérés lundi soir, 18 ont quitté la prison de Gloucester (centre de l'Angleterre) où ils avaient entamé, la semaine dernière, une grève de la faim. Sept autres ont franchi la porte de la prison de Gosport dans le Hampshire, au nord de Southampton.

Le ministère de l'Intérieur a démenti avoir été influencé par le mouvement de protestation en prenant la décision de libérer les 25 réfugiés.

Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, 3500 réfugiés kurdes ont demandé l'asile politique à la Grande-Bretagne.

jaf/hlfm amw.fra
 AFP 100232 OCT 89

Quest France 10 10 1989

□ Un réfugié kurde est mort dimanche dans un hôpital de Londres trois jours après s'être immolé par le feu parce que le ministère de l'Intérieur britannique non seulement lui refusait un visa mais voulait le renvoyer en Turquie. Un autre Kurde qui se trouvait dans la même situation et a accompli le même geste est dans un état critique dans le même hôpital.



Points de vue

par Jean-Marie Domenach

Quest France 11 10 1989

Politique et charité

Depuis quelques années, politique et charité se mêlent au point de se confondre. Il y a cent ans, les impérialismes occidentaux se partageaient le monde. Il y a cinquante ans, la Seconde Guerre mondiale se déclenchait entre totalitarismes et démocraties. Maintenant que tous les peuples ont acquis une indépendance nominale, le partage se fait entre les nations dites riches et celles qu'on n'ose pas dire pauvres. Les premières se sont même constituées en une sorte de directoire mondial et se targuent d'aider les secondes en leur remettant tout ou partie de leur dette. Mais les riches, du fait qu'ils sont riches, ont-ils plus le droit de gouverner le monde qu'ils avaient jadis celui de gouverner leur pays ?

Cette richesse, qui se traduit par une sur-exploitation des ressources de la planète et par un gaspillage scandaleux, est en contradiction avec les idéaux dominants, l'équité et la dignité humaine. D'où les actes spectaculaires, qui semblent généreux – et le sont dans une certaine mesure – mais qui relèvent d'abord de la prudence politique, car le fossé qui se creuse entre les nations riches et les autres menace les échanges économiques et la paix mondiale.

La propagande s'en mêle. Des personnalités en vue s'illustrent en distribuant sur les fonds d'Etat des aumônes copieuses et des promesses de subvention. Ici, on construira un gigantesque barrage ; là, on envoie des équipes médicales ; ailleurs, on va chercher des réfugiés. Certes, mieux vaut secourir une douzaine de blessés libanais et installer dans le Puy-de-Dôme 335 Kurdes menacés d'être massacrés par les Irakiens, que de ne rien faire du tout. Cela honore la France. Mais – il est cruel de le dire – cette charité-là n'est que la conséquence de notre impuissance et de nos erreurs politiques.

Si l'on avait protégé le Liban, on n'en serait pas réduit à soigner quelques Libanais tout

en laissant exterminer les autres. Si l'on n'avait pas tant courtisé l'Irak, on n'en serait pas réduit à recueillir une fraction de ses victimes. De même que si l'on avait mené en Algérie une politique intelligente et généreuse, on n'aurait pas, vingt-cinq ans plus tard, à se préoccuper de ces milliers d'enfants de harkis qui ne sont toujours pas intégrés, car la charité politique est volontiers tapageuse, mais rarement persévérante.

Aider les pauvres, nourrir les affamés, soigner les blessés et les malades, c'est la tâche des associations caritatives, et de toutes les personnes privées qui y consacrent leurs efforts et leur argent, ce n'est pas la tâche de la politique. Mère Teresa n'est pas un chef d'Etat. Le devoir des gouvernements est d'éviter, autant qu'il se peut, les guerres, les génocides, les famines et les épidémies. Il est de modifier les structures politiques et économiques qui engendrent des situations telles que la charité ne peut plus que prélever quelques privilégiés sur un océan de misère. Et quand même on parviendrait à recueillir des millions de Cambodgiens, de Kurdes et de Libanais, il resterait encore les Palestiniens, les Tamouls, les Péruviens, les réfugiés du Vietnam et de la Chine, sans parler de l'Afrique noire, qui s'enfoncé.

Lorsque la politique faillit à sa tâche (le cinquantième anniversaire de septembre 1939 nous le rappelle), des souffrances innombrables s'ensuivent. Au lieu de nous faire une bonne conscience avec nos bonnes actions, songeons d'abord à notre responsabilité politique à l'égard du Bien et du Mal. La diplomatie française semble l'avoir compris. Mais c'est aussi la responsabilité des partis et la nôtre, électeurs que nous sommes, qui est engagée dans une lutte mondiale contre la misère et la barbarie – une lutte qui, avant d'être affaire d'argent et de philanthropie, est affaire de lucidité et de courage.

Iraqi Kurds succumb to a ruthless and successful operation

Victor Mallet reports that while Iraq has not won the propaganda war, its military grip on Kurdistan is undeniable

IRAQ'S armed forces, after driving out Iranian troops and their Kurdish guerrilla allies last year with the help of chemical weapons, have largely reconquered Iraqi Kurdistan.

"I don't see any current problems in the north," says Mr Nizar Hamdoun, the Iraqi Deputy Foreign Minister. "All areas are back under our control. All areas are now under the firm control of the government." Kurdish opposition leaders have reason to dislike such statements, but little reason to dispute them.

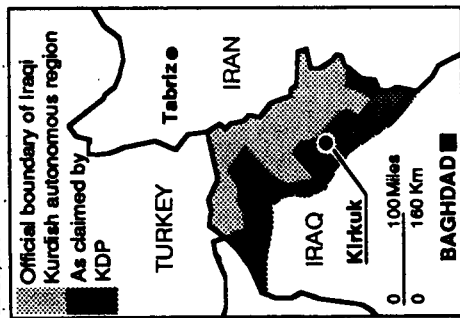
This year, in the face of infrequent international protests, the Iraqi authorities have revived their programme of forcibly resettling Kurds, depopulating a 30km-wide "security zone" along the borders with Iran, Turkey and Syria.

No official figures are available, but it is estimated that well over 100,000 people - out of a total Iraqi Kurdish population of some 3.5m - have been moved this year alone.

It has been a ruthless and successful operation. Kurdish guerrillas have had their cross-border lines of communication severed, and their rural support networks eradicated. Thousands of border Kurds had already fled to Turkey and Iran to escape chemical attacks. Those who stayed have been moved from towns and inaccessible mountain hamlets to sprawling breeze-block suburbs in well-guarded valleys.

Foreign observers were excluded during the forced removals, but the Iraqi government - after the event - has attempted to repair the propaganda damage by inviting diplomats and journalists to Kur-

distan and the rest of Iraq. "We are sure we are going to win the war of the press by opening our doors," says Mr Salah al-Mukhtar, the Iraqi director general of information. Iraq says it has given grants of between 1,500 and 3,000 Iraqi dinars (\$4,500 to \$9,000 at official rates), and occasionally ID10,000 to resettled families.



Iraq's dismal human rights record dictates that victory in the propaganda war is a long way off, but the military grip on Kurdistan is undeniable. On the main road between Kirkuk and the north-eastern town of Sulaymaniyah, Iraqi troops and loyalist Kurdish militiamen are manning hilltop fortifications every few hundred yards. Last month the Government began a military campaign to push the guerrillas - the *peşmarga* - out of their remaining strongholds in the far north.

The Kurdish opponents of President Saddam Hussein, including Mr Masoud Barzani's Kurdish Democratic Party and Mr Jalal Talabani's Patriotic

Union of Kurdistan, have been forced to bury their differences, adopt a united front and change their military tactics completely.

"We couldn't cope with such atrocious weapons," said Mr Barzani in London recently, referring to poison gas. "The situation is difficult but we haven't given up."

Instead of permanent bases in "liberated" territory and direct confrontations with the Iraqi army, the KDP says it is resorting to classical insurgency tactics involving small, highly-trained units which will sabotage economic targets, such as dams. Previously the guerrillas were reluctant to risk Iraqi retaliation against innocent villagers or to damage infrastructure of possible benefit to the Kurdish people.

Mr Barzani, whose declared aim is to achieve Kurdish autonomy without endangering the integrity of existing states, agreed that in the latest round of removals no Kurds had been shifted from their homes to areas outside the official Kurdish autonomous region. But both he and Western diplomats say that some villages which have been moved are outside the 30km-wide border security zone.

"I believe that this depopulation will continue and will affect other Kurdish areas, not just near the borders," says Mr Barzani. Some 4,000 Iraqi Kurdish villages, he says, have been destroyed since 1975, while thousands of southerners have been brought in to "Arabise" Kurdistan.

Officials in Baghdad and in Sulaymaniyah reject accusations of genocide, declare that Arabs have also been moved from border areas and insist that Kurds have been trans-

ferred to new settlements with better services - such as electricity - than their old homes.

"The policy of the Government is to gather the people attacked by (Iranian) missiles and put them in special villages with good facilities," says Mr Mohammed Amin Abbou, Sulaymaniyah's deputy governor.

Iraq's Kurdish policy is viewed with remarkable leniency by those Western embassies which believe that Kurdish exiles have exaggerated the Government's campaign of repression in the north.

Diplomats compare Iraq's recognition of the Kurdish identity and support for Kurdish schools to the ambivalence of Iran and the outright hostility of Turkey, where Kurds are not Kurds but "mountain Turks". They also point to the fact that Arab Iraqis who oppose the Government are treated as harshly as Kurds, and they emphasise the feeling of betrayal among Iraqis over the Kurdish guerrilla alliance with Iran during the Gulf war.

As Mr Abbou puts it: "Any person who did not support the Iraqi Government during the war is our enemy." According to Mr Hamdoun: "The treatment of those smaller groups that allied themselves with Iran during the war is not an indication of the treatment of the Kurds."

Iraq put its Kurdish credentials on display by flying in journalists to witness the recent elections for the autonomous region's legislative council, an event dismissed by Kurdish opposition groups as an affront to public opinion and hailed by the authorities as a beacon of democracy.

With courageous frankness, Sulaymaniyah's Kurdish fruit shop owners and pomegranate vendors told visitors that the elections were a waste of time. And a man from Halabja, where thousands of inhabitants were killed by poison gas in March 1988, said he would go back to his home - if he could.

Montagne 13 10 1989



Onze enfants kurdes à l'esprit ouvert

LE 5 octobre, un groupe de onze enfants kurdes, âgés de sept ans, est venu passer la journée à La Bourboule, sur l'invitation de Mlle Vessier, directrice de l'école primaire.

Accompagnés par des élèves de leur âge, ils se rendirent d'abord à la bibliothèque pour y découvrir un large éventail de livres et d'illustrations.

Malgré l'obstacle de la langue, ils établirent rapidement le contact grâce aux images, pour lesquelles ils montrèrent un vif intérêt, répétant les noms à la suite de leurs petits guides français.

Certains participèrent ensuite à un jeu proposé par les animatrices de la bibliothèque, jeu consistant à retrouver dans les livres consultés, l'original d'illustrations photocopiées au préalable. Les enfants se montrèrent surtout avides d'images et vivement désireux de montrer leur rapidité d'esprit.

Après cet échange tout à fait positif, les enfants étaient invités par la municipalité, représentée par Mme Farhat, à prendre leur repas à la cantine de l'école. Puis ils furent répartis dans les classes afin de suivre un moment le déroulement des cours.

Le goûter avait été organisé à la maternelle avec les plus petits. Puis les enfants s'éparpillèrent dans la cour de récréation, profitant un moment des jeux avant de prendre le chemin du retour.



Agence Centrale de Presse Agence Centrale de Presse Agence Centrale de Presse

ACP233 PR:00 TGN W KURDES
REFUGIES-KURDES-ACCUEIL

130

ACP/VP/JLG

Réfugiés Kurdes
Plusieurs communes décidées à les accueillir

Clermont-Ferrand, 13 Octobre (ACP)

Les 350 réfugiés Kurdes, qui ont été installés au début du mois d'août dans le camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), seront répartis dès samedi dans les différentes communes avoisinantes, a-t-on appris de bonne source.

Samedi, une trentaine de ces réfugiés partiront pour Castillon (Ariège), une soixantaine iront à Mainsat (Creuse) et autant à Peyrelevade (Corrèze). Lundi prochain, dix-sept autres arriveront à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Enfin, un dernier groupe de soixante-dix réfugiés partira pour Sainte-Florine (Haute-Loire).

Comme à Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme), où cinquante-neuf réfugiés sont déjà installés, des associations locales se sont proposées pour les aider à s'habituer à leur nouvel environnement.

13-10-89 21:10
NNNN

L'Aurore 13 10 1989

Irak

Le quadrillage du Kurdistan

Un an après avoir « matraqué » la guérilla kurde, l'armée occupe toujours la région meurtrie par la destruction systématique de centaines de villages.

« Les Kurdes : droits de l'homme et identité culturelle », c'est le thème de la conférence internationale qui se tiendra, ce week-end, à Paris, à l'initiative de l'Institut kurde et de la Fondation France-Libertés, que préside M^{me} Danielle Mitterrand. Des personnalités françaises, Claude Cheysson et Jean-François Deniau notamment, et étrangères, comme Andreï Sakharov doivent participer à cette réunion, qui crée un certain malaise dans les relations avec la Turquie et qui est suivie de très près par l'Irak.



D'origine indo-européenne, les Kurdes (une vingtaine de millions) sont répartis essentiellement entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie.

DOHUK :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Les chiens n'ont pas voulu partir. Ils veillent sur les ruines d'un village kurde, niché entre les peupliers, sur les rives d'un oued, à une quarantaine de kilomètres de la frontière turque. Les bulldozers et les camions de l'armée irakienne n'ont pas eu raison de leur attachement à ces vieilles pierres retournées comme un champ par le passage des sangliers.

Connue, archiconnue, parce que annoncée officiellement par Bagdad, la destruction en masse des villages du Kurdistan désarçonne néanmoins le voyageur.

Je l'ai constatée sur des centaines de kilomètres de route : depuis les régions frontalières de la Turquie, qui servaient de sanctuaire aux commandos marxistes du PKK en lutte contre Ankara, jusqu'aux marches de l'Iran, où opéraient les rebelles kurdes irakiens de Massoud Barzani et de Jalal Talabani, soutenus par Téhéran.

« Bagdad, estime un diplomate chevronné, n'oubliera jamais leur collusion avec l'Iran, surtout en 1987 et en 1988, quand Bassorah, la métropole du Sud, était à deux doigts de tomber. »

Sur la grand-route frontalière qui descend de Sulaymaniye vers Bagdad, j'ai compté, en moins de deux heures, une douzaine de villages rasés. Si les vivants ont été déménagés *manu militari*, les morts, eux, sont restés. Les cimetières, avec leurs pierres anonymes et leurs petits monuments de couleur vive, sont intacts.

Treize mois après le cessez-le-feu avec Téhéran, l'armée reste sur le pied de

guerre au Kurdistan. Deux corps d'armée (de 200 000 à 300 000 hommes) sont encore sur place.

Les chiffres parlent moins que les images : sur la route Mossoul-Dohuk, les postes de guet de l'armée populaire (milice du parti Baas) se succèdent kilomètre après kilomètre. Ils se composent d'une casemate centrale entourée d'une demi-douzaine de guérites en briques.

Pendant la guerre, les rebelles kurdes descendaient de la montagne et s'attaquaient aux véhicules. La terrible offensive irakienne d'août 1988, qui provoqua l'exode de dizaine de milliers de civils kurdes, a ramené le calme. Les guetteurs scrutent toujours la route.

Une sorte d'« agroville »

La présence militaire est encore plus impressionnante quand on se rapproche de l'Iran : camps de toile de l'armée régulière, forts rouges à quatre tours d'angle de la milice et observatoires des Fuisan (les « chevaliers »), auxiliaires kurdes recrutés par les chefs de clan et financés par le pouvoir central. Ils portent la culotte bouffante des paysans et la kalachnikov en sautoir.

Serchau, dans la région d'Irbil, est l'une des villes nouvelles où ont été installées les familles qui fuyaient les bombardements iraniens, puis celles qui ont été déplacées d'autorité par Bagdad. C'est une sorte d'« agroville ». Les paysans se rendent en camionnette ou à dos d'âne jusqu'à leurs champs, désormais lointains. Les maisons, les murs des jardinets sont en parpaings gris et lugubres.

Un tracteur s'arrête devant l'échoppe du marchand de poulets. Le chauffeur a le sou-

rire. Il vit à Serchau depuis trois ans. Il habite une maison (« jolie », souligne-t-il) et dispose d'un terrain de 300 mètres carrés. A la sortie de l'agglomération, un barrage : la police militaire contrôle qui-conque entre ou sort !

La ville nouvelle d'Halabja ressemble beaucoup à celle de Serchau, mais en rien à l'ancienne bourgade d'Halabja. Celle-ci avait été conquise, en mars 1988, par les Iraniens et par leurs alliés kurdes irakiens, puis bombardée au gaz par l'Irak, avant d'être rasée sur ordre du président Saddam Hussein. La nouvelle Halabja est une vraie ville, avec son monument (une énorme rose rouge en ciment), son poste de police, son hôpital et ses sept écoles : 2 300 familles y sont déjà logées ; 2 372 maisons restent à terminer.

La télévision en kurde

Le gouverneur de la province de Sulaymanié, Jaafar al-Barazanchi, est un personnage important : petit-fils (à moins que ce ne soit petit-neveu) du chef d'une des grandes révoltes kurdes, il vient d'être élu membre, puis président, de l'Assemblée régionale autonome du Kurdistan. Il reçoit dans son bureau, entre dix téléphones, sept portraits de Saddam Hussein et ceux des précédents gouverneurs.

Il remarque que « tous sont kurdes depuis l'obtention du statut d'autonomie en 1974 ».

La destruction des villages est une opération terminée, assure-t-il ; 160 000 villageois ont été déplacés depuis 1982... Beaucoup de gens viennent nous voir pour habiter les villes nouvelles. Ils y trouvent l'électricité, des hôpitaux, des écoles. Ils découvrent la civilisation. »

La conversation s'oriente sur le « cordon sanitaire », de 100 kilomètres de large, dont la création, « tout le long de la frontière », a été annoncée en juin dernier. Un diplomate fait sur ce sujet deux remarques : premièrement, il ne s'étend pas au sud du Kurdistan ; deuxièmement, « tout ce qui y pousse, c'est des lapins » !

Je n'ai pu m'y rendre. Les

militaires n'arrivent pas les curieux. C'est pourtant tout à fait officiellement que, cet été, ils ont évacué, avant de la détruire, la ville de Qala Diza. Le gouverneur en évalue la population à 7 000 familles, soit 45 000 personnes. Elles ont été davantage indemnisées que les autres, en raison, a annoncé Bagdad, « de leur résistance à l'Iran et aux traîtres » (les rebelles kurdes).

Jaafar al-Barazanchi rappelle aussi qu'il existe une télévision kurde, une radio kurde, des journaux kurdes, et que les documents officiels sont rédigés en kurde comme en arabe. Concessions qui paraîtraient irréelles aux Kurdes de Turquie ! Le Kurdistan possède aussi une Assemblée. Mais, souligne un observateur, « le président Saddam Hussein n'a jamais voulu donner de véritable pouvoir aux grandes familles kurdes. Ni chez elles ni à Bagdad. Le vice-président Marouf, un Kurde, est un personnage protocolaire ».

Pour statique qu'elle soit, la stratégie de l'armée irakienne se révèle payante : aucun incident depuis dix mois.

Un hôtelier de Sursang, station de vacances proche de la Turquie s'en réjouit : « Pendant la guerre, quand j'allais faire des courses à Dohuk, je partais le matin, après l'ouverture de la route par les militaires, et je rentrais toujours avant 16 heures. L'hôtel tournait au tiers de sa capacité. Le 8 août 1988, j'étais déjà complet. Et pourtant, le cessez-le-feu n'était pas encore effectif. »

L'ordre règne donc. Mais combien en coûte-t-il sur les plans humain et économique ? Certains « déplacés » ne s'en tirent pas trop mal, comme Feyrouz, qui a conservé à Halabja la Neuve le travail de camionneur qu'il avait dans le vieux bourg détruit ; ou comme Akram et Faraj, deux terrassiers de la ville nouvelle d'Akua (près de Sulaymanié).

Ils s'estiment heureux car « ceux qui n'ont pas de travail restent à la maison et attendent ». Mais tous rêvent du retour au hameau perdu, où, plaide un de ces paysans déracinés, « tout ce qui me manque pour vivre, c'est du sucre et du thé. Le reste, je le cultive moi-même ».

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL
 FRA0267 4 I 0133 /AFP-BC86
 Iran-kurdes
 Neuf membres du PDKI tués en Iran

TEHERAN, 14 oct (AFP) - Les forces armées iraniennes ont pris en embuscade un groupe important de militants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI, interdit), faisant neuf morts dont une femme, a annoncé samedi Radio-Téhéran.

Selon la radio, le groupe comptait plusieurs hauts responsables du PDKI qui s'apprêtaient à se réfugier à l'étranger.

L'embuscade a eu lieu dans la région de Piranshar, non loin de la frontière avec l'Irak et la Turquie, indique la radio qui laisse entendre qu'une partie des autonomistes kurdes est parvenue à échapper aux forces armées iraniennes.

Deux dirigeants du PDKI, dont son secrétaire général Abdol Rahman Ghassemlou, ont été assassinés à Vienne le 13 juillet dernier.
 sa/nab/gb idf

AFP 141827 OCT 89

Montagne 14 10 1989

Réfugiés kurdes : adieu Bourg-Lastic

Après de longues semaines d'incertitude, il semble que, enfin, les réfugiés kurdes puissent quitter le camp militaire de Bourg-Lastic, où ils séjournent depuis début août. Des communes d'autres régions ont, en effet, accepté d'accueillir des familles, afin qu'elles puissent poursuivre leur insertion dans notre société occidentale.

Dès aujourd'hui, une trentaine d'entre eux partiront pour Castillon-en-Ariège, soixante à Mainsat (dans la Creuse) et soixante également à Peyrelevade (en Corrèze).

Lundi, dix-sept autres arriveront à Clermont-Ferrand. Enfin, en milieu de semaine prochaine, un dernier

groupe de soixante-dix personnes environ partiront pour Sainte-Florine (Haute-Loire).

Hébergement et accueil ont été mis en place par les communes concernées. Comme à Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme), où cinquante-neuf réfugiés sont déjà installés, des associations locales et des bénévoles les aideront à s'habituer à leur nouvel environnement.

Un environnement provisoire, puisque, durant les six prochains mois, divers organismes vont collecter les offres d'emplois nécessaires à une insertion totale.

Mercredi, le camp militaire de Bourg-Lastic devrait être vide. Une page de plus de l'exil des 350 Kurdes irakiens est tournée.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR
 FRA0095 4 I 0178 FRA /AFP-D082
 Kurdes-réfugiés
 Trente et un Kurdes d'Irak accueillis en Ariège

TOULOUSE, 15 oct (AFP) - Trente et un Kurdes d'Irak, réfugiés en France depuis le 3 août, sont arrivés samedi à Castillon-en-Couserans, dans les Pyrénées ariégeoises, où ils ont été reçus dans un centre d'accueil en attendant leur intégration dans la région, a annoncé dimanche un responsable du centre.

Les 31 Kurdes, quatre familles au total, faisaient partie d'un groupe de plus de 300 réfugiés arrivés par avion en France le 3 août en provenance de Turquie, dans le cadre d'une opération réalisée sous l'égide de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France Libertés, a précisé le responsable.

Le groupe avait choisi la France comme terre d'asile et avait été provisoirement hébergé au camp militaire de Bourg-Lastic, près de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

"A l'exception des quatre familles que nous espérons voir rester en Ariège, les autres membres du groupe sont tous restés en Auvergne", a déclaré le responsable du centre d'accueil, le "canton du Souleil".

Amnesty dénonce les répressions sur les enfants

Var Matin

16 10 1989

A la veille de la discussion par l'assemblée générale des Nations Unies d'une convention des droits de l'enfant, Amnesty International rappelle qu'il y a dans le monde des dizaines de milliers d'enfants emprisonnés, torturés ou tués par les forces gouvernementales.

Le premier exemple cité par Amnesty est celui des enfants palestiniens des territoires occupés. « Des enfants palestiniens sont presque quotidiennement tués par balles, passés à tabac, emprisonnés ou mis en détention administrative depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987 », écrit l'organisation, avant de citer plusieurs exemples d'enfants tués ou maltraités par l'armée israélienne.

Amnesty International évoque aussi trois pays d'Amérique du Sud ou d'Amérique Centrale, le Pérou, le Brésil et le Guatemala, où des enfants sont victimes de violences commises par l'armée ou la police. Au Guatemala, la petite Iris Yomila Reyes Urizar, 15 ans, a été capturée en février 1989, emmenée dans un camp militaire et violée. L'oncle d'Iris est le président d'une organisation qui défend les droits des indigènes.

Amnesty affirme qu'en Turquie, les enfants kurdes de tous âges sont persécutés. Emin Ozkaya, 13 ans, est mort en détention en janvier 1988, après avoir subi des violences; Saadet Akkaya, 16 ans, a raconté à

son procès les tortures que lui ont fait subir les policiers.

De l'autre côté de la frontière, en Irak, les enfants kurdes sont aussi victimes des forces de sécurité, et certains sont massacrés. D'autres, parfois des bébés, sont enlevés et servent d'otages avant d'être exécutés.

La liste d'Amnesty est longue : l'organisation cite aussi l'Éthiopie, le Nigéria, le Pakistan, le Sri Lanka, l'Afghanistan, l'Ouganda, mais aussi les États-Unis, où la Cour suprême a jugé en juin dernier que l'exécution des délinquants mineurs et des arriérés mentaux était conforme à la Constitution.

Agence Centrale de Presse Agence Centrale de Presse Agence Centrale de Presse

Paris, 17 octobre (ACP)

Turquie: treize morts lors d'accrochages entre des séparatistes kurdes et les forces de l'ordre

Treize personnes, dont cinq soldats, ont été tuées lors d'accrochages entre des séparatistes kurdes et les forces de l'ordre dans l'est et le sud-est de la Turquie depuis samedi, ont annoncé les autorités turques. La dernière confrontation a eu lieu lundi dans la province de Van, à 940 km au sud est d'Ankara, où des rebelles ont ouvert le feu sur une patrouille militaire, tuant un officier. Un militant kurde a été également abattu alors que les autres rebelles se sont échappés dans l'obscurité. Dimanche, deux militaires avaient été tués près de Eruh, à 880 km au sud-est d'Ankara. Dans la confrontation qui s'en est suivie, sept Kurdes ont été tués et un autre capturé. Selon la police, l'un des rebelles tué à Eruh était une femme, responsable du meurtre d'une trentaine de personnes cette année. Dans un autre accrochage près du village de Yaslik, sur la frontière irakienne, un officier et un mercenaire ont été tués samedi. Les militants kurdes, marxistes-léninistes, ont repris les combats contre l'armée en 1984 pour obtenir un État kurde indépendant du territoire turc.

TURQUIE : ACCROCHAGES

● Treize personnes, dont cinq soldats, ont été tuées lors d'accrochages entre des séparatistes kurdes et les forces de l'ordre, dans l'est et le sud-est de la Turquie, depuis samedi, ont annoncé les autorités turques. La dernière confrontation a eu lieu, lundi, dans la province de Van, à 940 km au sud-est d'Ankara, où des rebelles ont ouvert le feu sur une patrouille militaire, tuant un officier.

Petit Bleu du
Lot et Garonne
18 10 1989

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL
FRAD255 4 I 0164 TUR /AFP-KH86
Turquie-Kurdes
Onze personnes tuées lors d'accrochages dans l'est et le sud-est de la Turquie

ANKARA, 16 oct (AFP) - Huit "séparatistes kurdes" et trois militaires ont été tués ce week-end lors d'accrochages entre forces de l'ordre et "rebelles kurdes" dans les provinces de Van (est), Siirt et Hakkari (sud-est), rapporte l'agence semi-officielle turque Anatolie, qui cite des autorités provinciales.

Les "indépendantistes kurdes" qui opèrent dans cette région montagneuse de l'est et du sud-est de la Turquie appartiennent généralement au parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) principale organisation kurde en lutte armée depuis août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara.

Depuis l'intensification des opérations du PKK à la mi-juillet dernier, 107 personnes, dont 34 militaires, ont perdu la vie lors d'accrochages ou d'attaques contre des villages dans l'est et le sud-est du pays, selon un bilan établi par l'AFP.

ym/gb idf

ECHO DU CENTRE 16 10 1989

KURDISTAN

Un peuple martyr

Kurdistan : ce nom en Turquie désigne un secteur géographique de l'Orient reconnu comme un pays par le traité de Sèvres. La richesse de son sol et de son sous-sol et sa position stratégique en ont fait un objet de convoitise de ses voisins, soutenus sur ce point par les grandes puissances capitalistes. Le Kurdistan est maintenant séparé de la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Dans la capitale du Kurdistan, Diyarbakir, où règne l'ordre turc, on croise fréquemment des « Pechmergas » (« combattants », en langue kurde). Ils viennent de l'Irak, où leurs villages ont été bombardés à l'arme chimique par le régime de Saddam Hussein. La presse française les a parfois présentés comme réfugiés, laissant croire que la Turquie les avait accueillis à bras ouverts. La réalité est toute autre. A Diyarbakir, ils sont plus de 13.000 à être parqués. Ekrem Mayl, responsable de ces combattants, rencontré clandestinement dans la ville, raconte :

« Tout d'abord, dit-il, il faut préciser que le régime irakien a voulu détruire toute trace du Kurdistan. Mais depuis 1961, le mouvement révolutionnaire s'est consolidé. Prenant le pouvoir en 1968, le parti Baas a tenté de dominer les Kurdes sans succès.

En 1970, il a accepté l'idée d'une autonomie kurde à l'intérieur de l'Irak. La paix s'est alors profilée.

Mais à partir de 1975, le régime s'est de nouveau montré sous son vrai jour : « Peu à peu, les assassinats de nos dirigeants ont repris. Nous n'avions plus qu'une économie de papier ».

C'est alors que le Parti démocratique kurde a proposé de former le corps des Pechmergas, véritable armée de plus de 200.000 hommes, en osmose avec leur peuple, animés d'une telle détermination qu'ils infligèrent plusieurs défaites aux forces irakiennes.

Maintenant, les réfugiés kurdes sont dans des immeubles entourés de barbelés. « Nous ne pouvons pas sortir sans permission de la police, et il faut être rentrés avant huit heures du soir. Nous n'avons pas le droit d'occuper un emploi, et les aides internationales sont arrêtées avant d'arriver au camp. Il y a des médecins parmi nous, mais ils n'ont pas le droit d'exercer leur métier ». C'est cela l'accueil réalisé par le gouvernement turc.

L'optique du pouvoir : ou les faire partir à l'étranger, ou les étouffer économiquement et par tous les moyens. Mais les Kurdes de Turquie sont aussi là, solidaires des Kurdes d'Irak, ce qui est significatif de l'unité profonde du peuple kurde opprimé.

Réfugiés kurdes

Les ratés d'une « B.A. »

Ils sont 335 hommes, femmes, enfants venant de Turquie et accueillis à Bourg-Lastic, en Auvergne : improvisation et imbroglio administratif.

Quand 335 Kurdes quittent le camp de Mardin, en Turquie, à la fin du mois de juillet et embarquent en catastrophe dans deux avions à destination de la France, ils ne savent pas qu'ils vont mobiliser sept ministères, plusieurs préfetures, des dizaines de militaires et de fonctionnaires et une poignée d'énarques peu préparés à accueillir des réfugiés de ce type.

L'histoire de ces 335 Kurdes débute en mai dernier, lors d'un voyage de Danielle Mitterrand à la frontière turco-irakienne, accompagnée de quelques membres de la fondation France-Libertés, dont elle est présidente. Emue, dit-on, des conditions déplorables d'hébergement de ces familles contraintes par la répression irakienne de se « réfugier » en Turquie, Danielle Mitterrand décide d'accueillir en France quelques-uns des 16 000 Kurdes du sinistre camp de Mardin. Bicentenaire oblige.

Les autorités turques vont prendre les Français au mot et autoriser le départ de quelques familles. Le feu vert de la Turquie surprend tout le monde. Les Kurdes en premier : ils ne sauront que quelques minutes avant d'emprunter la passerelle de l'avion qu'ils se rendent à Clermont-Ferrand. A ce moment, ils ne soupçonnent pas non plus le degré d'improvisation.

Pourquoi l'Auvergne ? D'abord parce qu'un haut fonctionnaire a trouvé que cela ressemblait quelque peu au Kurdistan. « Excepté, certes, les essences végétales », précise-t-il, buco-

lique. Ensuite parce que s'y trouve un camp militaire. Conduits directement en car de l'aéroport d'Aulnat-Clermont-Ferrand au camp de Bourg-Lastic, les Kurdes découvrent avec étonnement de longs bâtiments bien rangés sur de grandes pelouses vertes, et avec inquiétude ces militaires du 92^e régiment d'infanterie chargés, une heure auparavant, d'assurer le « premier accueil ». On défonce rapidement les cartons de rations « type musulman », on contacte Samu, Croix-Rouge, Médecins du monde, et Restaurants du cœur ; on rassure les quelques Auvergnats du coin, intrigués par ces nouveaux voisins. La nouvelle vie des Kurdes de Bourg-Lastic, Auvergne, commence. Elle va durer deux mois. Rien n'a été prévu. Tout est à faire.

La bonne volonté des militaires, détournés un temps de leur mission guerrière, ne peut pas grand-chose contre l'angoisse de ces femmes et enfants qui se retrouvent, après l'enfer du gaz moutarde irakien et l'autoritarisme violent des gardiens turcs du camp de Mardin, dans un autre camp d'une autre armée. Au bout de dix jours, les militaires font place aux civils. Le hiatus perdure. Sceptiques face au coordinateur kafkaïen qui ne représente pas moins de sept ministères, les Kurdes élisent un comité chargé de les représenter en face du nouveau directeur du camp, un ancien architecte. Très vite, ils se plaignent de l'absence totale d'information sur leur devenir. Si les militaires ne leur disaient rien sur leur sort — et pour cause, car ils ne savaient rien — les civils vont faire preuve du même mutisme. « Parce qu'il fallait, avant de les informer, avoir un plan précis et ferme d'insertion », se défend — fort logiquement — un haut fonctionnaire du ministère de la Solidarité. « Il y a la même distance entre Mardin et Bourg-Lastic qu'entre le ciel et la terre, sourit un membre du comité, ancien Peshmerga, qui a vu son village rasé par les Irakiens et certains membres de sa famille mourir de malnutrition dans les camps turcs. Pour cela, nous bénissons la France. Mais pendant deux mois, aucune des promesses faites avant notre départ n'a été tenue. Comme si la France n'avait



« On ne nous a jamais demandé ce qu'on voulait faire »

pas les moyens de nous accueillir... »

Tous, aujourd'hui, établissent le même constat. Héberger et nourrir ; cela s'est déroulé plus ou moins bien, dans l'improvisation totale. En revanche, l'alphabetisation, la scolarisation et l'insertion de ces 335 Kurdes, en majorité agriculteurs et ne parlant pas un mot de français, restent à faire. Les Kurdes, dont la majorité a insisté pour apprendre rapidement le français, n'ont bénéficié, pendant leur séjour de deux mois à Bourg-Lastic, que de dix heures de cours par semaine. « On nous a toujours demandé ce qu'on faisait avant, et jamais ce qu'on voulait faire », regrette Zineb, mère de quatre enfants. « Nous n'avons vraiment pas été à la hauteur », déplore une institutrice. La semaine dernière, après de multiples négociations du « coordinateur » Frédéric Tissot, quelques communes du centre ont proposé, le temps d'une alphabetisation et d'une formation professionnelle, d'accueillir les 335 Kurdes. Aux réfugiés, ensuite, de décider de rester en Auvergne. Ou de partir.

Pour la fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand, l'« opération Kurdes », la première dans le monde, devait être un exemple et inciter les autres pays occidentaux à imiter de tels gestes humanitaires. Mais voilà, l'exemple n'a pas été exemplaire jusqu'au bout. ● FRANÇOIS ROUSSELLE

Kurdes : L'Ariège terre-refuge

Quatre familles de Kurdes, réfugiés politiques, viennent de s'installer à Castillon-en-Couserans. Après les gaz chimiques et les camps turcs, ils découvrent une nouvelle vie...

DEPECHE DU MIDI
18 10 1989

Le soleil qui coule doucement le long des vallons décolore tranquillement les arbres. Sur la place du village, la fontaine balbutie fraîchement. Les haut-parleurs éraillés bourdonnent dans les rues et entre miel et jambon, cabrions et seaux en plastique, Castillon-en-Couserans savoure sa foire d'automne... Devant le foyer Le Larrech, autour de quelques tables en fer, une quinzaine de gosses butinent sur des feuilles de papier, avec de gros feutres de couleur...

Tarik a 10 ans. Il tend son dessin à la monitrice. Entre deux maisons à peine esquissées, on devine des avions, des hélicoptères, des bombardiers, des obus, des missiles...

Un doigt pointé sur la feuille, le regard grave : « C'est pas bon », déclare-t-il, dans un Français tout juste appris...

Tarik fait partie de ces quatre familles kurdes de réfugiés politiques, qui viennent de trouver asile à Castillon grâce à l'association France-Solidarité que préside Danielle Mitterrand. Les Kurdes. Vingt millions d'âmes, un pays, une langue et le destin d'un peuple maudit. Son histoire est une litanie d'invasions et de persécutions. En 1920, les accords de Sèvres ont voulu lui reconnaître un droit à l'existence... Mais l'accord n'a jamais été appliqué.

Des bonbons qui tuent

Le Kurdistan a été haché menu, saucissonné en cinq morceaux que se partagent la Syrie, la Turquie, l'Iran, l'Irak et l'U.R.S.S. Et sur

Menu kurde à Castillon

« C'était étrange, poursuit Mustapha, ces soldats qui embrassaient nos enfants. C'était une toute autre image de l'homme en kaki ! » Après deux mois dans ce camp provisoire, ce fut l'arrivée à Castillon. Les gens du village se sont décarcassés pour leur préparer une sorte de brandade de sardines dont les Kurdes raffolent. Elisabeth et Julien Caruana, responsables du foyer Le Larrech, ont à cœur de respecter les différences et de favoriser les échanges et l'intégration.

« Mais il s'agit de leur donner au plus vite leur autonomie. Ils resteront un mois au foyer, le temps de s'adapter, ensuite, on mettra à leur disposition les locaux de l'ancienne gendarmerie. » L'obstacle le

ces cinq fronts, les Kurdes résistent ou tentent de résister...

« Nous étions des combattants du parti démocrate du Kurdistan irakien, explique Mustapha, l'un des quatre pères de famille accueilli à Castillon. Jusqu'alors, nous nous battions avec nos fusils... Mais en 1988, les armes chimiques ont fait leur apparition... Il a fallu fuir. »

Nouri, lui, se souviendra toujours de ce petit matin. Le vrombissement de ces douze appareils. Le cri des bombes qui sortent du fuselage : « Je n'ai pu que courir pour m'éloigner. Heureusement, le vent n'allait pas dans ma direction.. »

Ce souffle létal, c'est celui des gaz toxiques. Des enfants cloués sur place par l'asphyxie, des yeux condamnés à pleurer ou à s'éteindre, des poumons calcinés, de la peau boursoufflée...

Première étape de l'exode des Kurdes irakiens : la Turquie. Un camp de tentes pour 16.000 exilés. Un kilo de riz par personne pour vingt jours. Un cordon de soldats tout autour. Les mêmes vêtements qu'il fasse +40° ou -10°. Ni hygiène ni soins médicaux...

Les Kurdes, personne n'en veut. Alors, dans certains pays, on leur distribue du pain empoisonné ou des bonbons qui tuent. L'Association France-Solidarité a pu arracher trois cents Kurdes de ce ghetto concentrationnaire. Ils ont été hébergés dans un camp militaire en Auvergne, avant d'être repartis dans toute la France en plus petites unités...

plus dur, c'est pour l'instant la langue. Ahmed, réfugié lui aussi depuis un an en France, fait l'interprète. Les enfants, eux, vont très vite. D'abord à Bourg-Lastic, au camp militaire, puis à Castillon, ils avalent le français à toute vitesse. Dans un mois, ils iront à l'école du village ! Leurs parents, eux, agriculteurs, trouveront du travail.

« Nous sommes là pour une cause politique, pas une cause économique. Mais nous savons faire un tas de petits métiers », assure Mustapha.

En attendant, les femmes ont pris possession de la cuisine du foyer. Et mitonnent quelques vieilles recettes kurdes. Dont une soupe qui a le goût de l'ail, du persil et de l'agneau. Le goût aussi d'un lointain pays perdu...

Dominique DELPIROUX.

Le Parisien
19 10 1989

— B O M B E —

Le robot et la valise

COUPE de téléphone, hier en début d'après-midi, au service de déminage de la préfecture de police. Une valise est abandonnée juste à côté d'un Atribus... juste en face du 106, rue La Fayette (X^e), à l'adresse de l'Institut kurde. La police

prend l'affaire très au sérieux.

La communauté kurde, cette minorité islamique fait sans cesse l'objet de menaces dans le monde entier.

Un cordon de sécurité bloque la rue. Les services de

déminage ont amené leur robot aux bras mécaniques télécommandés. L'opération débute. Les policiers s'écartent et attendent ; le robot a placé un bâton de dynamite.

Quelques secondes, et la valise vole en mille morceaux... elle était vide !



(Photos
« le Parisien »,
J. - F.
Rous-
sier.)

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Kurdes-réfugiés

Mme Danielle Mitterrand à Vic-le-Comte, première ville au monde à accueillir des réfugiés du Kurdistan irakien

VIC-LE-COMTE (Puy-de-Dôme), 20 oct (AFP) - Un mois après avoir visité le camp provisoire de réfugiés kurdes de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), Mme Danielle Mitterrand s'est rendue vendredi à Vic-le-Comte, dans le même département, la première commune à avoir décidé d'accueillir une partie des 337 réfugiés.

Selon Raphaël Doueb, secrétaire général de l'association France Liberté-Fondation Danielle Mitterrand, Vic-le-Comte est la première ville au monde à accueillir ainsi des réfugiés du Kurdistan irakien. Son maire, Henri Bertrand (PS), a fait part à Mme Mitterrand de "la fierté de la commune de marquer sa solidarité pour des gens qui ont souffert".

Mme Mitterrand doit se rendre le 24 octobre à Washington pour évoquer le problème de ces réfugiés devant la commission des Droits de l'Homme du Sénat américain.

Les 337 kurdes étaient arrivés au camp militaire de Bourg-Lastic au début du mois d'août. Leur accueil en France avait été décidé à la suite d'une visite de Mme Mitterrand et de France-Liberté au camp de Mardin-Kisiltepe, dans l'est de la Turquie, où 14.000 kurdes d'Irak ont trouvé asile après avoir fui en septembre 1988 les bombardements chimiques de l'armée irakienne.

L'installation de 60 de ces kurdes à Vic-le-Comte, comme celle des autres réfugiés dans d'autres communes du centre de la France, constitue une nouvelle étape de leur intégration en France. En Auvergne, le préfet a confié à une association humanitaire, l'ANEF (Association nationale d'entraide) le soin de mener l'insertion d'une partie des réfugiés de Bourg-Lastic.

"Que l'Europe en face autant"

L'Auvergne a accueilli en tout 153 kurdes dans trois communes qui se sont proposées: Vic-le-Comte, Clermont-Ferrand (17 réfugiés) et Sainte-Florine, en Haute-Loire (76 réfugiés).

L'ANEF a trouvé à chaque famille un logement, et mis en place un programme de scolarisation des enfants, d'alphabétisation et de formation professionnelle des adultes. "Notre pari, dit le responsable local de l'ANEF, René Baptistini, est que tous les chefs de famille aient dans 6 mois trouvé du travail".

Raphaël Doueb a de son côté indiqué que le camp provisoire de Bourg-Lastic avait pu être fermé définitivement, l'ensemble des réfugiés ayant trouvé des communes d'accueil. Ceux qui ne sont pas restés en Auvergne ont trouvé asile à Peyrelevade (Corrèze), à Mainsat (Creuse) et à Castillons-en-Couseran (Ariège).

Pour M. Doueb, l'objectif est aujourd'hui "que l'insertion des réfugiés soit réussie d'ici la fin de l'année". Dans cette hypothèse, ajoute-t-il, "notre grande idée serait d'accueillir bientôt 1.000 kurdes et aussi que tous les pays de la communauté européenne en fassent autant".

Pour aider à cette insertion, le secrétaire de la fondation a quelques idées. Ainsi, l'habileté des femmes kurdes pour coudre broderie et paillettes l'a conduit à prendre contact avec plusieurs grands couturiers, comme Thierry Mugler, pour leur suggérer de faire appel à elles.

BCG/af

Om terroristische acties tegen bevolking te voorkomen

Kurdisch front pleit voor waarnemerstatus bij VN

Haarlems Dagblad
20 10 1989

Leiders van de twintig miljoen kurden in het Midden-Oosten willen bij de Verenigde Naties (VN) aandringen op de waarnemerstatus voor een verenigd kurdisch front. Ze hopen op de internationale aandacht te vestigen op de fysieke en culturele volkerenmoord die de kurdische bevolking volgens hen moet ondergaan.

Het voorstel voor de waarnemerstatus werd afgelopen week gelanceerd op een speciale conferentie in Parijs waar de leiders van de kurdische onafhankelijkheidsbewegingen uit Iran, Iraq, Turkije, Syrië en de Sovjetunie voor het eerst in zestig jaar bijeenkwamen. Aanleiding voor de conferentie zijn de Iraakse campagnes van het afgelopen jaar om kurdische woonoorden te ontvolken en de angst dat een uiteindelijk vredesverdrag tussen Iran en Iraq zal resulteren in een gezamenlijke overeenkomst ter onderdrukking van de onafhankelijkheidsbeweging in beide landen.

De bijeenkomst in Parijs werd voorgezeten door Daniëlle Mitterrand, de vrouw van de Franse president. De bedoeling was dat de conferentie zou worden geleid door Abdulrahman Qassemelou, de secretaris-generaal van de kurdische Democratische Partij van Iran en de belangrijkste theoreticus van de kurdische beweging. Hij werd echter op 13 juli in de Oostenrijkse hoofdstad Wenen vermoord tijdens vredesonderhandelingen met Iraanse vertegenwoordigers. Volgens kurdische bronnen zou Iran voor de moord verantwoordelijk zijn.

Qassemelou, die tien jaar lang een opstand tegen het regiem van Khomeini leidde, zei in een interview, dat kort voor zijn dood was afgenomen: „De kurden zijn te weinig in het nieuws, omdat wij nooit gijzelaars hebben genomen of een vliegtuig hebben gekaapt. Daar ben ik trots op.” Op de tweedaagse conferentie in Parijs overheerste echter de mening dat het nu hoog tijd wordt om de internationale schijnwerpers op te zoe-



Een kurdische vader en zijn zoon wandelen door het dorre landschap van noord-Iran bij de Iraakse grens.

ken. Het uitblijven van internationale actie ter bescherming van de rechten van de kurden zal anders opgevat worden als een stilzwijgende toestemming tot terroristische campagnes tegen de kurden, aldus afgevaardigden op het congres.

Smerige kampen

De jongste poging om kurden te onderdrukken, gebeurde afgelopen week door Turkije. In de heuvels in het zuidoosten van Turkije zouden Turkse veiligheidstroepen kurden uit hun dorpen verdrijven en hun huizen verbranden, zo hebben honderden ontheemde kurden in smerige kampen langs de grens met Iraq laten weten.

Het leger ontkent al tijden dat het kurdische dorpen platbrandt. Zij zouden dat doen om schuilplaatsen voor de guerrilla's van de marxistische kurdische onafhankelijkheidsbeweging (PKK), te vernietigen. De PKK strijdt al sinds 1984 voor een onafhankelijk Kurdistan.

THE INDEPENDENT

Harvey Morris en Tim Kelsey

In één van de grotere kampen nabij de stad Sirkak, bevinden zich bijna 2.000 kurden. Zij kregen drie weken geleden opdracht van de Turkse militairen om binnen één dag hun huizen te verlaten. „De plaatselijke legercommandant zei ons dat als we het dorp niet zouden verlaten, het leger alles plat zou branden, met ons erbij. Sommigen gingen de volgende dag stiekem terug en zagen dat de soldaten alles verbrandden. Zelfs de tarwe die we hadden opgeslagen”, zo vertelt Sait Kılıc. De agrariër wist als één van de weinigen sommige van zijn bezittingen te redden voordat hij zijn dorp Basagac moest verlaten.

Uit trots heeft hij zelf zijn huis afgebroken voordat de soldaten het konden doen. Naast zijn onderkomen in het opvangkamp, een tent van bruin doek, ligt een nette stapel hout. „Dat is de helft van mijn huis. We konden niet meer meenemen”

De verhalen van andere angstige dorpbewoners in het kamp zijn niet veel anders.

De dorpelingen zijn niet alleen het slachtoffer van een gefrustreerd leger op zoek naar PKK'ers, maar ook van guerrilla's. „Als het leger onze huizen niet platbrandt, dan doen de guerrilla's dat wel als we ze niet helpen”, zegt Sait

Recep, een kurd die zojuist met zijn familie in het tentenkamp is aangekomen, bevestigt Sait's verhaal. Volgens hem heeft het leger zijn broer vermoord toen deze niet kon vertellen waar de guerrilla's zich verstopten. Later vermoordden onafhankelijkheidsstrijders een ander familielid van Recep, toen deze weigerde om hen geld te geven.

Sovjet-volkstelling

Overigens blijkt de kurdische minderheid in de Sovjetunie ruim een miljoen mensen te tellen. Eerder werd aangenomen dat hun aantal tot beneden de 200.000 was gedaald. De nieuwe cijfers werden bekendgemaakt tijdens de conferentie over de rechten van kurden in Parijs door de kurdische academicus en wetenschapsman Nadir Nadirov. Volgens hem blijkt uit de Sovjet-volkstelling van het afgelopen jaar dat 1.150.000 Sovjet-burgers zichzelf kurd noemen. Een telling die in 1979 werd gehouden gaf aan dat de kurdische minderheid maar 170.000 bedroeg.

Volgens Nadirov waren de kurden tot de komst van Gorbatsjovs perestrojka een grotendeels vergeten minderheid. De afgelopen jaren zijn echter kurdische culturele centra in Moskou en een aantal republieken geopend. Daarnaast wordt nu ook de kurdische taal op scholen onderwezen.

Meridional 21 10 1989

MME MITTERRAND CHEZ LES KURDES

Un mois après avoir visité le camp provisoire de réfugiés kurdes de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), Mme Danielle Mitterrand s'est rendue hier à Vic-le-Comte, dans le même département, la première commune à avoir décidé d'accueillir une partie des 337 réfugiés du Kurdistan iranien.

Les 337 kurdes étaient arrivés au camp militaire de Bourg-Lastic au début du mois d'août. Leur accueil en France avait été décidé à la suite d'une visite de Mme Mitterrand et de France-Liberté au camp de Mardin-Kisiltepe, dans l'est de la Turquie, où 14.000 kurdes d'Irak ont trouvé asile après avoir fui en septembre 1988 les bombardements chimiques de l'armée irakienne.

Où est la différence ?

Cette semaine, une communauté kurde — quatre familles, trente personnes — s'installe à Castillon-en-Couserans, chef-lieu de canton de l'Ariège. Accueil chaleureux. Ce n'est pas la révolution au village où le voisinage du béret et du turban (notre photo) ne choque pas.

Néanmoins, malgré l'unanimité apparente de la population et la volonté d'intégration des nouveaux venus, des réticences s'expriment çà et là à mots couverts.

A Castillon-en-Couserans on est pourtant très loin des querelles parisiennes rallumées par le port du voile dans une école. Dans un pays où chacun se réclame du « droit à la différence », tout le monde, de gauche à droite, y va de son couplet et vole au secours de la laïcité.

Motifs de polémiques et sujets de méditation qui régulièrement ramènent la question de l'immigration sur la sellette.

Un peu partout, elle est à l'ordre du jour.

Dans un contexte qui s'incline

guère à la sérénité, Mar Fall, sociologue sénégalais vivant à Bordeaux, évoque l'attitude du socialisme vis-à-vis de la question de l'immigration. Car elle reste posée : où est la différence ?



MICHEL LACROIX

Sud-Ouest dimanche
22 10 1989

Des turbans au pays du béret

Depuis une semaine, trente Kurdes à Castillon-en-Couserans (Ariège). Ils font partie des milliers de résistants chassés d'Irak par les armes chimiques et des 335 arrachés au camp de Mardin (Turquie) par la fondation France Libertés.

Dans un français impeccable, Ahmed Maib, 32 ans, poète qui milita au nicro de Radio-résistance kurde avant d'être chassé d'Irak, son pays natal, fait les présentations. Hossain Harid, 47 ans, son frère Mohammed, 40 ans, leurs cousins Mustapha Waisi, 44 ans, et Nouri Chaban, 34 ans, les épouses Siakhan, 40 ans, Remzia, 36 ans, Maryam, 30 ans, et Halima, 31 ans, déposent les baluchons. Les enfants, onze garçons et dix filles de 15 à 1 ans se serrent les uns contre les autres.

Des bergers l'arme au poing

Le regard des adultes trahit l'incrédulité et l'anxiété. Malgré la sollicitude empressée des hôtes, ils ont du mal à croire à la paix retrouvée. Leur mémoire a effacé le mot il y a bien longtemps, là-bas sur les hauts plateaux du nord de l'Irak. Membres de la tribu Bahwari — 20 000 à 30 000 personnes dans la région du Bahdman — bons musulmans sunnites, ils y menaient l'existence rude et tranquille des bergers agriculteurs accordés à l'altitude. Des chevaux, un troupeau de moutons, des arbres fruitiers et des plants de tomates subvenaient aux besoins des familles. Quelques ruches distillaient les douceurs des premiers âges. L'âne ne traquait pas au-delà des montagnes les trésors de la civilisation.

1978. Les vallées se renvoient les rafales de la guérilla kurde. Entrés en résistance, Hassani, Mohammed, Mustapha et Nouri se replient sur la ville de Douhok. Entre deux escarmouches, ils survivent de petits bouillottes, menuisier, manoeuvre, ils s'accrochent pendant dix ans.

Au printemps 1988, l'armée irakienne fait donner l'arsenal des armes chimiques. Leurs pélores et leurs mitraillettes réduites à des jouets d'enfants, les résistants cé-



MICHEL LACROIX

Le week-end dernier, sous le patronage de Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France Libertés, Paris est le théâtre d'une conférence internationale sur l'identité kurde.

Au même moment, à la sortie de Saint-Girons, un car emprunte la route qui se hausse le col en se tortillant vers le massif du Couserans. Ses occupants, trente Kurdes ballottés par une histoire chaotique, se posent d'autres questions. En proie à une angoisse sourde, ils routent, nez écrasé contre les vitres vers une étape de leur destin. Une quinzaine de kilomètres, un quart d'heure dans une vie.

Castillon. Un panneau annonce le terminus. Un bourg, 400 âmes sous les toits d'ardoise du chef-lieu d'un canton de vingt-six communes qui ont du mal à retenir 3 000 habitants. A Castillon, trois médecins, deux kinésithérapeutes, un chirurgien-dentiste, un pharmacien, trois boulangers, deux charcutiers, trois épiciers, un tabac, un hôtel, une poignée de gendarmes, les employés de l'ONF et de l'administration, trois instituteurs, soixante écoliers et une équipe de rugby qui se maintient en 2^e Série du championnat des Pyrénées, entretiennent l'espoir.

Coiffé d'un bonnet de neige, emmitouffé d'ors, de fauves, de mauves et de pourpres, le pic du Barlonguère se décape dans l'entrebâillement de la rue principale. La beauté du site et la douceur du soir invitent à l'apaisement. N'était l'impatience qui remue une partie de la population et assaille la brandade de sardines de bienvenue, la semaine déclinerait avec des paresseuses de saison.

Sur la place du village, Marc Bressou, le maire, Julien et Elisabeth Caruana, animateurs de l'association Cantou del solet, accueillent la colonie de voyageurs. Ensemble, ils gravissent les marches du Larrech, un ancien hôtel reconverti en foyer.

appelle ses ouailles à la fraternité. Il n'ignore pas la tradition d'hospitalité du département et de la commune. Les Espagnols, poussés par le vent mauvais de la guerre civile, sont venus en voisins par les sentiers de montagne ils sont restés au village. Leurs enfants y sont nés et s'y sont mariés avant de se mêler aux cortèges de l'exode turci. M. Taji, un Antillais du plus beau noir, croupi à la retraite, refuse de quitter le bourg pour rejoindre sa femme à Paris. La belote et la pétanque n'ont pas de secret pour lui. « Il ne lui manque que la casquette ou le béret. Celui-là, il est des nôtres », glisse un Castillonnais de vieille lignée.

Les oiseaux se sont tus

Alors, pourquoi pas les Kurdes ? Cette semaine, le mardi du marché bimensuel qui déploie les étals du prêt à porter, du fromage et du miel du pays dans la rue, et parque quelques dizaines de moutons près de l'école, la vox populi annonce haut et clair une nouvelle adoption. Ce jour-là, le docteur Tissoit, détaché de Malignon et grand ordonnateur de l'opération France Libertés dans la province profonde est descendu de Paris pour régler avec le sous-préfet, les responsables départementaux et locaux, les derniers détails de l'installation.

Au matin du 6 novembre, les enfants rejoindront les petits Castillonnais à l'école où un poste et demi supplémentaire a été créé en vue de leur scolarisation. Les parents entreront chacun chez soi dans les logements de la gendarmerie.

En attendant, les mères s'activent dans la cuisine du Larrech. Au troisième étage, les enfants dessinent la fresque naïve du pays perdu. Hélicoptères, avions, chars, gerbes de feu, gisants; le rouge et le noir sont les couleurs dominantes des souvenirs. Explosions spontanées d'une vision obsédante. Signées Djaaan, Aziz, Assan, Aziza, les catatrices d'un univers où les oiseaux ne chantent plus seront longues à se réformer.

Sur la place, les pères tourment en rond pour écouter les fantômes d'une interminable oisiveté. Ils expriment l'intention de nettoyer leurs futurs logements et de défricher le jardin de la gendarmerie. La tâche ne les ef-



CASTILLON. - 400 âmes, 3 médecins, 2 kinésithérapeutes, 1 chirurgien, 1 pharmacien. et depuis peu, 30 Kurdes.

min. Très vite, on prit contact avec les décideurs de Paris. Le dossier de Castillon sans faille, les affaires ne traîneront pas.

Début octobre, lors d'une réunion publique à la mairie, la population infirmée de l'arrivée prochaine de quatre familles, ne met pas son veto. Dans l'arrondissement, les services compétents et les bénévoles se mobilisent autour du sous-préfet et des responsables de l'action sanitaire et sociale.

Samedi 14, Castillon est prête à fêter ses nouveaux habitants. Pendant qu'à Paris, Danielle Mitterrand dit sa fierté d'être à côté de ses amis kurdes — peuple sans terre — lorsqu'ils revendiquent leur identité et leur patrimoine culturel, Hassan, Mohammed, Mustapha, Nouri et les leurs posent le pied sur le sol de l'Arriège.

Le lendemain, le sermon de la grand-messe ne les oublie pas. L'abbé Servat, curé de la paroisse,

ils atterrirent pourtant en France, le 1^{er} et le 3 août. L'ordinaire du camp militaire de Bourg Lastic, en Auvergne, est apprécié comme un premier don d'Allah. Le départ pour une destination inconnue comme une bénédiction du ciel malgré des séparations parfois déchirantes.

A Castillon-en-Couserans, on avait appris les tribulations de la colonie kurde à la lecture du « Monde », dès les premiers jours d'août. « Pourquoi pas les recevoir ici ? », lança le conseiller général Zonch. Au Larrech depuis sept ans, Julien Caruana le musicologue et Elisabeth la sophrologue poursuivent sans relâche leur mission d'animateurs sociaux. Ils paraissent tout désignés pour amorcer l'intégration de ces réfugiés politiques. En outre, l'ancienne gendarmière somait creux depuis que la brigade avait pris ses quartiers dans du neuf. Le maire ne bouda pas l'idée du conseiller général. Elle fit son che-

dent du terrain. L'été précipite la déroute. En septembre, acculés dans une poche de 30 kilomètres, ils rassembleraient leurs et ramassent quelques hardes. Ils sont des milliers que la retraite force à une marche de trois jours en direction de la frontière turque. Le gouvernement d'Ankara observe l'exode d'un oeil sombre. Le spectacle de vieillards, de femmes et d'enfants exténués et menacés d'extermination ouvre la frontière.

En sursis, Hassan, Mohammed, Mustapha, Nouri et les leurs échouent avec 16 000 autres Kurdes dans le camp de tentes de Mardin. Sous la garde d'un cordon militaire renforcé, ils y vivront onze mois. Régime de rigueur : un kilo de riz par personne et pour vingt jours. En avril 1989, Danielle Mitterrand visite Mardin. Hassan et les autres ignorent que la présence de la présidente de France Libertés incarne le salut pour 335 d'entre eux. Après d'interminables démarches et d'après négocia-

fraie pas. Disponibles, ils se disent prêts à accepter tous les jobs, n'importe quel job. Immédiatement. Une dame vient proposer un lopin de terre. Marcel Boyer, employé d'une entreprise d'électricité met son pot-de-soin que moi ». Les maillons de la solidarité se soudent autour du Larrech. Ils ne ligotent pas la méfiance. Des Castillonnais ont dépossédé de vieux dictionnaires. Ils ont lu : « Kurdes. Peuple de bergers, nomades, pillards, etc. » Et puis il y a le regard farouche d'Hassan Hamid coiffé d'un turban au pays du béret. Et surtout l'islam dont la tête et les journaux n'ont pas toujours dit du bien ces dernières années.

Dans une région où la prudence atavique ne prend pas le tout nouveau tout beau pour argent comptant, certains glissent sur le comptoir : « La municipalité a tenu une réunion publique pour se dédouaner. Tout avait été décidé à l'avance. On nous a mis devant le fait accompli. On nous dit aussi qu'on va leur trouver du boulot. Ici, il y a des jeunes en pure perte. » Ils ne le croient pas sur les toits. Ainsi vont les histoires de village. Castillon reste donc au grand jour la terre nourricière des enfants de l'exil.

Ce mardi de foire ils se séparent d'Ahmed Mala que des études de lettres, rappellent à Paris et font connaître avec leur nouvel interlocuteur. Hassan Jalal est kurde, né à Beyrouth-Ouest il y a vingt et un ans. En 1985 il est arrivé en France accompagné d'un oncle. « Je voulais faire des études. Mais je ne parlais pas votre langue. A 17 ans j'avais le niveau de cinquième. J'ai renoncé. » Hassan Jalal est imprimeur bénévole à l'institut kurde de Paris. Il maîtrise parfaitement le français. Pendant six mois, il s'évertuera à l'apprendre à Hassan Hamid, Mohammed Hamid, Mustapha Waisi et Nouri Chaban, qui, à Castillon-en-Couserans, redécouvrent l'Eldorado.

Jean-François Mézergues.

Shrinking Euphrates raises Turkish-Syrian tension

Scheherazade Daneshkhu and Andrew Gowers see water becoming a weapon in the Kurdish dispute

LONG-SIMMERING tensions between Turkey and Syria have burst into the open in the last few weeks, throwing the spotlight on that most sensitive of Middle Eastern issues: the scarcity of water.

Not for the first time, what is arguably the region's most valuable resource is being used as a strategic weapon in the old dispute between the two neighbours over the Kurdish issue.

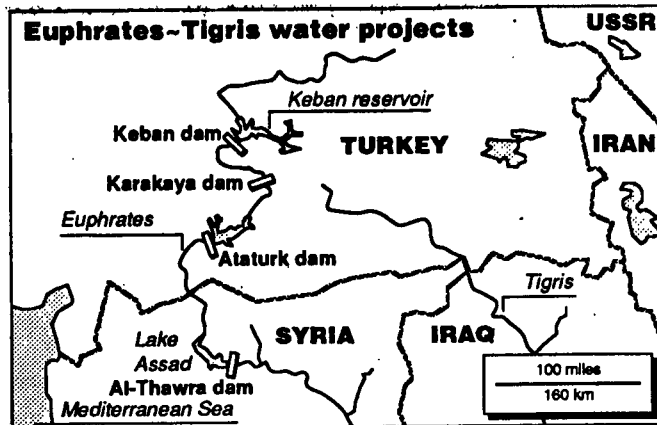
The question has been brought into focus by an extraordinary outburst from Mr Turgut Ozal, the Turkish Prime Minister who is now running for president. This month, he accused Damascus of breaching a 1987 protocol on security and threatened to cut the flow of the Euphrates river into Syria unless the latter ended support for the Marxist Kurdish Workers Party (PKK).

Given the prime minister's current political troubles, his remarks may well have been aimed at his domestic audience as much as his southern neighbour. But the statement touched a raw nerve in Turkish-Syrian relations at a time of severe drought problems in both countries and a growing Kurdish rebellion in south-eastern Turkey. It may also have provided an ominous foretaste of problems to come between the states sharing the waters of the Euphrates.

Nearly 90 per cent of the river's water originates in the Turkish highlands, running 2,330km (1,460 miles) from Turkey to Syria and then into Iraq. All three countries have rapidly-growing populations and ambitious plans to harness the river's resources.

But Syria's water supply problem is the worst of the three and its quest for alternative sources could in addition easily lead it into potential conflict with Israel over the Yarmuk river, a tributary of the Jordan.

In Turkish-Syrian relations, the twin issues of Kurds and water surfaced together in July 1987, when Mr Ozal visited Damascus and signed a security protocol with Syria's President Hafez al-Assad under which each country agreed to try to curb terrorist groups carrying out operations against



the other.

Separately, Turkey promised to try to maintain the flow of the Euphrates into Syria at an average of 500 cubic metres per second.

For a while it seemed to be working. But a dramatic upsurge in fighting between Turkish forces and Kurdish insurgents - with the monthly average death toll more than doubling, from 30 to 70 - has brought renewed expressions of concern from Ankara about alleged Syrian support for the PKK.

Turkish officials point to what they are convinced are two PKK training camps in the Syrian-controlled Bekaa valley in eastern Lebanon. Since the summer, they also claim to have detected signs that Kurdish guerrillas are escaping across the border into Syria after conducting raids in Turkey.

More darkly, they mutter about suspicious activities being undertaken by a new Bulgarian consulate-general in the northern Syrian city of Aleppo. This mission - from a country currently at odds with Turkey over an exodus of Turkish speaking inhabitants - is said to be well staffed with Turkish-speaking diplomats who the Turks claim make regular forays into Syria's Kurdish areas.

It may be convenient for the Ankara government, which has been heavily criticised in this election year for failing to control the rebellion, to blame the worsening security situation in Turkey's south-eastern provinces on outside forces. But in doing so, it has exposed frictions that are in any case

being exacerbated by the water shortage in both countries.

This year has been Turkey's driest in 52 years. The flow of the Euphrates has been sharply reduced, and agriculture and the country's balance of payments are suffering.

The situation is no better in Syria. With the water level sinking behind the main dam on Lake Assad, which normally generates a sizeable proportion of Syria's electricity supply, major cities have experienced protracted power and water cuts throughout the summer. The country has had to import large amounts of grain that it can ill afford, and to consume fuel oil that would otherwise have gone for export.

More to the point, the drought, by reducing the flow of the Euphrates from Turkey, has stoked Syrian unease at being beholden to its northern neighbour for water. At some points during the summer, the flow dropped well below the 500 cu m/sec which Ankara promised to supply - although Turkish officials say that they have topped up the flow to 480 cu m/sec by releasing water from their own Keban and Karakaya dams.

Despite Mr Ozal's recent pronouncement, Ankara denies that it is using water to pressure the Syrians. "It would be very attractive to use water as a weapon, but we have not resorted to that, and the Syrians know it," said one senior official. All the same, the threat remains clearly implied.

In the medium to long term, problems between the two countries over water are in any case almost inevitable, given

Syria on Saturday ordered an inquiry into the downing of a Turkish civilian aircraft and offered condolences to the Turkish government, which accused Syrian aircraft of shooting it down with the loss of five lives, Reuter reports.

The Syrian Foreign Ministry said Damascus hoped the incident would not affect relations between the two countries.

Turkey said earlier two Syrian MiG-21 jets shot down on Saturday morning a Turkish survey plane about 13 miles inside Turkish territory.

Turkey's continuing dam construction work on the Euphrates as part of its ambitious south-east Anatolian development project (GAP). These dams generate more than 40 per cent of Turkey's electricity but have already severely reduced the flow of water into Syria. And the giant Atatürk dam, third and largest of the series, with a storage capacity equivalent to 10 times the average yearly discharge of the Euphrates, is now nearing completion.

The problem is that no formal agreement has ever been reached between Turkey and the two downstream states, Syria and Iraq, on sharing out the waters of the Tigris and Euphrates. Tripartite talks held intermittently since the 1960s have recently tapered off.

The potential for disputes between the riparian states in the next few years is clearly enormous. "The situation is bad and getting worse," said Professor Elias Salameh of Jordan University this month at the annual Arab Press Service conference in Cyprus. "Unless [co-operative] steps are taken the water issue will develop into a major conflict in the Middle East."

Montagne 23 10 1989

62 RÉFUGIÉS KURDES A MAINSAT

La commune creusoise mobilisée pour accueillir cette population nouvelle



MAINSAT, commune creusoise de 700 habitants environ, compte depuis une semaine une population nouvelle. En effet, 62 réfugiés kurdes sont arrivés dans le hameau de vacances des Portes, bouleversant la routine quotidienne, mobilisant une large partie de la population locale qui, derrière le député-maire Gaston Rimareix, a entrepris de jouer la carte de la solidarité en accueillant dans les meilleures conditions possibles des familles qui ont dû fuir le Kurdistan, abandonnant tout derrière elles après avoir subi une terrible répression.

Mainsat, terre d'accueil

A Mainsat, on sait ce qu'accueillir veut dire. Les Kurdes ne sont pas les premiers réfugiés de la commune. Bien avant eux, il y a eu les Espagnols, dont certaines familles se sont fixées dans la commune, puis les Juifs, en nombre important durant le second conflit mondial. Il y a eu également les Polonais, certains sont toujours là, parfaitement intégrés depuis longtemps au pays.

Aujourd'hui, ce sont les Kurdes... Ils sont très exactement 62 dans le village de vacances qui vient de rouvrir. Parmi eux, il y a 37 enfants de moins de 12 ans, dont 27 sont en âge scolaire.

La journée, ils quittent le village de vacances pour aller à deux pas de là, au château des Portes où des salles de classe ont été aménagées. Les communes voisines, dont les écoles n'en finissent pas de perdre des élèves, ainsi que le collège d'Auzances, ont prêté le matériel scolaire nécessaire.

Deux jeunes institutrices ont pris en charge les enfants qui,

dans la verdoyante cour du château, retrouvent la joie de vivre.

Au village de vacances aussi, les sourires sont revenus sur les visages. Il y a là des jeunes femmes comme des vieilles grands-mères de 90 ans. En fait, ce sont les membres d'une même famille qui ont trouvé refuge à Mainsat, une famille composée de neuf foyers allant de deux à onze membres.

Au Kurdistan, les hommes travaillaient la terre ou dans le bâtiment. M. Reshid avait, lui, un verger de 10.000 pommiers. Il rêve déjà de produire des pommes dans la campagne de Mainsat.

Les réfugiés vont passer plusieurs mois dans le village de vacances, avant de pouvoir s'établir dans des maisons situées dans le bourg ou dans des villages. Plusieurs propriétaires de maisons se sont fait connaître.

Elles ne sont pas en général en bon état, mais les Kurdes vont s'employer à les restaurer. Des habitants de Mainsat souhaitent, pour leur part, parrainer des foyers.

Tout est allé très vite à Mainsat. M. Rimareix a d'abord organisé une réunion d'information destinée à la population. Il a expliqué sa démarche et celle de son Conseil municipal qui, on s'en souvient, se sont portés volontaires pour accueillir des réfugiés kurdes se trouvant au camp militaire de Bourg-Lastic.

Quelques jours après, l'association Mainsat-Kurdistan voyait le jour avec pour objet l'accueil et l'intégration des réfugiés kurdes. Elle bénéficiait d'emblée du soutien de M. Dubreuil, sous-préfet d'Aubusson, et de M. Rimareix.

Henri Tixier, élu municipal local et notaire à Mainsat, en devenait le président. Cette association est composée de différentes personnalités locales et d'habitants des communes voisines. Elle est confortée par des commissions spécialisées chacune dans un domaine : apprentissage du français et intégration, affaires scolaires (avec les quatre instituteurs de Mainsat qui ont en charge cette commission), intendance, sports, loisirs et culture, communication et logement.

Christiane Oudin est, pour sa part, animatrice et reste parmi les réfugiés au village de vacances.

L'accueil a pu se faire grâce à la mobilisation de la population, mais aussi avec des aides nationales et internationales. D'emblée, les hommes ont proposé leurs services à l'association de M. Tixier. Ils vont réaliser des travaux d'intérêt général pour la commune, mais la priorité, indispensable à leur intégration, est l'apprentissage du français.

Le GRETA et l'AFPA apportent une aide importante dans ce

domaine, aide confortée par des bénévoles qui se sont proposés pour assurer un soutien.

Tout est donc allé très vite à Mainsat où l'on souhaite que les familles de réfugiés retrouvent leur autonomie dès que possible. Les Kurdes sont très ouverts, très cordiaux aussi. A leurs côtés, il y a deux interprètes.

C'est une population jeune, désireuse de prendre des initiatives, que vient de recevoir Mainsat. Outre l'aspect humanitaire, Henri Tixier veut voir l'intérêt de la commune qui, comme la Creuse en général, est aux prises avec la baisse de sa population.

Ainsi, en juillet, l'épicerie Coop a fermé et le repreneur qui s'était montré intéressé n'a pas donné suite faute d'une clientèle suffisante. Les réfugiés kurdes sont allés à plusieurs reprises effectuer leurs achats dans les commerces de Mainsat.

« Nous ne pouvons voir l'arrivée de ces gens que d'un bon œil. Ils ne demandent qu'à vivre paisiblement. Ce sont des gens de bonne compagnie », déclare M. Tixier qui, aux côtés de Gaston et de Marie-Louise Rimareix, a entrepris un courageux combat en faveur de la réussite d'une intégration que, dans la commune, beaucoup de personnes souhaitent.

Grâce à la qualité des rapports humains, à la bonne volonté et à la compréhension des différentes administrations, ainsi que de la population locale, l'accueil des 62 réfugiés kurdes s'effectue dans de bonnes conditions.

Robert GUINOT.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

RFA-Kurdes

Ouverture tumultueuse du plus grand procès en RFA de kurdes présumés terroristes

DUESSELDORF (RFA), 24 oct (AFP) - Le plus grand procès en RFA de Kurdes inculpés de meurtres, séquestration et appartenance à un groupe terroriste s'est ouvert mardi dans le tumulte au tribunal de Duesseldorf (Ouest de la RFA), selon des sources judiciaires.

Avec des mesures de sécurité renforcées, 19 inculpés de nationalité turque, dont deux femmes, comparaissaient pour avoir participé sur le sol ouest-allemand à des représailles contre d'anciens membres ou sympathisants du parti des travailleurs kurdes (PKK), mouvement interdit en Turquie et en RFA.

Les troubles ont commencé lorsque les quelque 50 avocats des accusés ont refusé de prendre place devant la vitre de plexiglas qui isolait leurs clients de la salle d'audience, exigeant de s'installer à côté des inculpés.

En même temps, les Kurdes échangeaient des coups avec leurs gardiens et manifestaient leur colère en frappant violemment du poing contre la vitre. Le président ordonnait alors l'évacuation du box des accusés. Certains d'entre eux ont dû être traînés de force jusqu'à leurs cellules.

Jusqu'à la pause de midi, les avocats ont continué à protester. Ils ont aussi réclamé un examen médical de leurs clients qui avaient été, selon eux, malmenés ainsi que l'amélioration de la procédure des traductions simultanées.

Pendant le week-end, quelque 6.000 Kurdes et des sympathisants avaient manifesté à Duesseldorf contre ce procès, réclamant la libération de leurs compatriotes et criant "Vive la lutte armée pour le Kurdistan". D'autres manifestations de soutien se sont également déroulées mardi à Duesseldorf (250 participants) et à Paris, où 40 Kurdes ont réussi à pénétrer dans l'enceinte de l'ambassade de RFA.

Les actes préparatoires du procès-géant qui doit durer au moins deux ans comportent 30.000 pages remplissant 170 gros classeurs, dont une grande partie a dû être traduite du kurde ou du turc (coût des traductions: près de 5 millions de F). La transformation de la salle d'audience pour le procès a elle-même coûté environ 26,5 millions de F.

Selon les services de renseignement ouest-allemands, sur les 3 à 400.000 Kurdes vivant en RFA, un millier ou deux sont affiliés au PKK ou à des mouvements proches.

Terrorisme-Europe

Le Club des Cinq crée un groupe d'experts sur le problème des attentats liés à la question kurde

VIENNE, 24 oct (AFP) - Le Club des Cinq, qui regroupe les ministres de l'Intérieur d'Autriche, de RFA, de France, d'Italie et de Suisse, a décidé, lundi soir, à l'issue de sa réunion à Vienne, de créer un groupe d'experts chargés d'étudier le problème des attentats liés à la question kurde.

Cette mesure a été prise à la suite des récents attentats qui ont eu lieu dans différentes capitales européennes, a expliqué le ministre autrichien de l'Intérieur, M. Franz Loeschnak.

Dans une déclaration à la presse, M. Loeschnak a précisé que ce groupe d'experts aura pour mission de s'intéresser aux problèmes spécifiques posés par ces attentats.

En juillet dernier, trois dirigeants de l'une des principales formations politiques kurdes, le Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (P.D.K.I.), en particulier son secrétaire général, M. Ghassemlou, avaient été assassinés à Vienne.

D'autre part, M. Loeschnak, après s'être félicité de la présence, pour la première fois comme observateurs, de la Hongrie et de la Yougoslavie à la réunion du Club des Cinq, a indiqué qu'un groupe d'experts s'attachera également à examiner les problèmes posés par le trafic de drogue sur la route des Balkans, du sud-est de l'Europe vers le nord.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

France-Kurdes-RFA

Evacuation des manifestants kurdes qui avaient pénétré dans l'ambassade de RFA à Paris

PARIS, 24 oct (AFP) - Une soixantaine de manifestants kurdes, selon des sources policières, ont occupé sans incidents le jardin de l'ambassade de RFA à Paris pendant une demie-heure mardi matin pour protester contre le procès à Duesseldorf de 19 kurdes soupçonnés de terrorisme.

A la demande du Chargé d'Affaires ouest-allemand, la police est intervenue pour procéder à l'évacuation des manifestants, qui a donné lieu à quelques bousculades, a indiqué un diplomate de l'ambassade. Les Kurdes se sont ensuite regroupés dans la rue, à proximité du bâtiment, où la manifestation se poursuivait en fin de matinée. Aucune interpellation n'a eu lieu, indique-t-on de source policière. L'ambassade a décidé de son côté de ne pas porter plainte.

Les manifestants avaient réussi à pénétrer par surprise dans l'ambassade en envoyant d'abord deux de leurs se faire ouvrir la porte en se présentant comme des visiteurs, selon un diplomate ouest-allemand.

Les manifestants, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), entendaient protester contre la "brutalité de la répression contre les Kurdes en RFA", et notamment contre le "procès politique" de Duesseldorf, mais aussi contre "l'aide allemande à la Turquie", a indiqué un responsable kurde à l'AFP.

19 kurdes accusés de meurtre, séquestration et appartenance à un groupe terroriste soutenant le PKK comparaissent depuis mardi matin devant le tribunal de Duesseldorf (RFA).

RFA-Kurdes

Le procès des Kurdes renvoyé à la semaine prochaine, faute d'interprètes

DUESSELDORF (RFA), 25 oct (AFP) - Le procès des 19 Kurdes présumés terroristes, qui s'était interrompu dès l'ouverture mardi à cause d'un tumulte, a été renvoyé mercredi à la semaine prochaine, faute d'interprètes compétents, a-t-on appris de source judiciaire au tribunal de Duesseldorf (Ouest de la RFA).

Deux des trois interprètes ont déclaré forfait après avoir mis environ une demi-heure pour traduire quelques phrases d'une déclaration préliminaire en turc de l'un des principaux inculpés, Ali Haydar Kaytan, âgé de 47 ans et de nationalité turque, qui est soupçonné d'être l'une des têtes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie et en RFA.

Le troisième ayant indiqué qu'il ne pouvait assumer à lui seul l'interprétation des débats, le président de la cour, M. Joerg Winfried Belker, âgé de 46 ans, a décidé de renvoyer l'affaire à lundi prochain.

Ce procès, le plus important en RFA concernant des Kurdes impliqués dans des affaires de terrorisme, est prévu pour durer au moins deux ans.

La justice ouest-allemande reproche aux inculpés, parmi lesquels se trouvent deux femmes, des meurtres et séquestrations commis en représailles contre d'anciens membres ou sympathisants du PKK, ainsi que leur appartenance à un mouvement terroriste agissant sur le territoire de la RFA.

Plusieurs manifestations à Duesseldorf et Paris ont marqué l'ouverture du procès.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

RFA-Kurde

Arrestation d'un membre dirigeant du PKK

KARLSRUHE (RFA), 26 oct (AFP) - Un membre dirigeant du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en RFA et en Turquie, a été arrêté à la frontière germano-néerlandaise, a-t-on appris jeudi auprès du parquet fédéral à Karlsruhe.

Il s'agit d'Ahmet Goetkas, 31 ans, qui se fait appeler "Amele" et qui est soupçonné par le parquet d'avoir essayé de faire tuer une "dissidente" du parti.

Actuellement 19 membres du PKK, qualifié par la RFA d'organisation terroriste, sont jugés à Dusseldorf (ouest) pour meurtres, tentatives de meurtre et enlèvements.

Ce procès, le plus important en RFA de présumés terroristes, doit durer deux ans.

Selon le parquet, la police de Ludwigshafen (sud-ouest) a trouvé le 18 octobre des munitions de calibre 7,65 mm dans l'appartement de M. Goetkas. Le Kurde a été arrêté une semaine plus tard, alors qu'il tentait de franchir la frontière.

Le Monde 26 10 1989

RFA

Ouverture du procès de terroristes kurdes

Le procès en RFA de dix-neuf Kurdes inculpés de meurtres, séquestration et appartenance à un groupe terroriste s'est ouvert, mardi 24 octobre, au tribunal de Düsseldorf. Ces personnes, de nationalité turque, sont accusées d'avoir participé en République fédérale à des représailles contre d'anciens membres ou sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Pendant le week-end, six mille Kurdes et des sympathisants avaient manifesté à Düsseldorf contre ce procès qui doit durer au moins deux ans, réclamant la libération de leurs compatriotes. A Paris, une soixantaine de manifestants kurdes ont occupé, mardi, le jardin de l'ambassade de RFA pendant une demi-heure pour protester contre la brutalité de la répression vis-à-vis de leurs compatriotes, ce procès « politique » et l'aide allemande à la Turquie. De même, en Suède, une cinquantaine de réfugiés kurdes ont occupé pendant une heure les locaux de la compagnie Lufthansa pour les mêmes raisons. - (AFP.)

L'Express 26 10 1989

Tension entre la Turquie et la Syrie. En même temps qu'il fournit des armes aux rebelles du Kurdistan turc, le régime de Damas vient de regrouper à Tripoli (dans la zone du nord du Liban qu'il contrôle) plusieurs centaines de Kurdes venus de Turquie. Pour leur donner un entraînement militaire et créer, ainsi, une nouvelle milice.

Montagne 28 10 1989

MANIFESTATION KURDE ET TURQUE A STRASBOURG

● Quelque 130 Kurdes et Turcs ont manifesté, hier, devant le Palais de l'Europe, à Strasbourg, pour protester contre la présence du Premier ministre turc, M. Turgut Ozal, au Conseil de l'Europe (Europe des 23).

Les manifestants, entourés par d'importantes forces de l'ordre, ont crié des slogans hostiles à M. Ozal, responsable, selon eux, des « tortures, de massacres et des violations des droits humains » en Turquie. La manifestation s'est terminée sans incident.

International Herald Tribune

October 27-28 1989

Baghdad Should Pay for Its Record

WASHINGTON — Recently, lobbyists for Iraq, a government responsible for grave crimes against its own people, went into action on Capitol Hill. The U.S.-Iraq Business Forum, a group that promotes trade between the United States and Iraq, galvanized its members to deluge congressional offices with calls and cables against a measure sponsored by Senator Daniel Inouye of Hawaii that would prohibit the Export-Import Bank from making loans to countries which promote terrorism or grossly violate human rights.

The Export-Import Bank, a U.S. government institution set up to promote the export of American goods, has extended some \$250 million in loans to Iraq since 1987. The bank's program was launched under considerable pressure from the Reagan administration, despite the fact that Iraq has maintained a brutal, pervasive police state since 1968.

Shocking violations of human rights were in the news a little over a year ago when then Secretary of State George Shultz rebuked the Iraqi government for using poison gas against its Kurdish citizens.

But chemical weapons are only part of the problem. Almost every year for the past 20 there have been reports of hundreds of killings by the Iraqi secret police. In 1986 and 1987, some 300 Kurdish children reportedly were tortured, killed or "disappeared" after being arrested. Political prisoners are believed to number in the tens of thousands, and torture is routine. Even abroad,

By David A. Korn

Iraqis who have opposed or fled government persecution have been killed or wounded by Iraqi agents.

Before and during the war with Iran, Iraq deported tens of thousands of its Shiite citizens, stripping them of their citizenship and property. Since 1987 it has expelled hundreds of thousands of its Kurdish citizens from their mountain homes and forcibly relocated them in the lowlands of Iraqi Kurdistan and, according to reports, to camps in the desert near the Saudi and Jordanian borders.

The United States is well aware of Iraq's abuses, but largely has chosen to ignore them. Iraq's enormous oil reserves, its putative role as a bulwark against Iranian extremism and its shift since the early 1980s toward the West and the moderate Arab states, explain — but do not justify — this policy.

With the exception of condemning Iraq's use of chemical weapons, the United States has said nothing publicly about other human rights violations and has apparently done very little in its private diplomatic discourse with Iraq.

Neither the Bush nor the Reagan administration has ever spoken out against the forcible relocation of the Iraqi Kurds. Similar measures against smaller numbers of people in Ethiopia and Nicaragua have brought stiff U.S. condemnation.

Even on the matter of Iraq's use of poison gas against the Kurds, the

Reagan administration opposed congressional sanctions and took no measures to make Iraq pay for its abuses. Nor did the United States pursue the issue in the chemical weapons conference held in Paris last January. And, unlike its European allies, the United States has made no real effort to call Iraq to account in the UN Human Rights Commission.

Iraq's human rights abuses are not the only reason for supporting the Senate's proposed measure. There are valid banking grounds. Owing to its large debt amassed during its war with Iran, estimated at some \$50 to \$70 billion, Iraq has a very shaky credit rating. It is in arrears or in default on its payments to France, West Germany, Italy and Japan, and has been behind in some of its payments to the Export-Import Bank as well. U.S. exporters criticize the bank for not expanding credits but are reluctant themselves to take the risk of loaning to Iraq.

The Inouye measure, although modified to permit a presidential override of the ban on Export-Import Bank credits, deserves support. It would put Congress on record as having taken at least a symbolic step in condemning consistent and gross human rights violations. It would put the government of Iraq on notice that there could be more to come if serious changes are not made in its human rights practices.

The writer is a consultant to Middle East Watch on Iraq, a human rights organization. He contributed this comment to The New York Times.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GB-Kurdes

Manifestation à Londres contre le sort réservé aux réfugiés kurdes

LONDRES, 28 oct (AFP) - Environ 4.000 personnes, selon les observateurs, ont manifesté samedi dans les rues de Londres derrière la dépouille d'un réfugié kurde qui s'était suicidé après le rejet de sa demande d'asile, pour protester contre le sort réservé aux réfugiés kurdes en Grande-Bretagne.

Siho Iyiguven, 26 ans, s'était immolé par le feu le 5 octobre dans sa cellule du centre de détention d'Harmondsworth, près de l'aéroport de Londres-Heathrow, après avoir appris que sa demande d'asile était rejetée et qu'il allait être expulsé vers la Turquie. Il avait succombé à ses blessures trois jours plus tard.

Son corps, qui devait être renvoyé à sa famille en Turquie après la "procession funéraire" de samedi, a été porté par ses amis à travers les quartiers de Stamford Hill et Stoke Newington (nord de Londres), où résident la majorité des quelque 3.000 kurdes arrivés cette année en Grande-Bretagne. La plupart d'entre eux attendent que le ministère de l'Intérieur statue sur leur sort.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Turquie-Kurdes

Arrestation de 18 personnes dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 30 oct (AFP) - Dix-huit personnes --8 "terroristes séparatistes" kurdes selon les autorités et dix personnes accusées de les avoir aidés-- ont été arrêtées récemment dans le sud-est de la Turquie par les forces de l'ordre, ont annoncé les autorités de la région dans un communiqué cité lundi par l'agence turque Anatolie.

Dix personnes ont été arrêtées pour avoir "aidé les terroristes" opérant dans les régions de Sirnak, de Uludere, de Siirt et de Hakkari, dans le sud-est du pays, a ajouté Anatolie.

Les huit "terroristes" se sont "livrés aux forces de l'ordre" à la suite d'un "conflit interne" à leur organisation, a affirmé l'agence turque, sans préciser toutefois le nom de leur mouvement, ni la date de leur arrestation.

Les séparatistes kurdes qui opèrent dans le sud-est de la Turquie appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), en lutte armée depuis août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara. Leur lutte pour la création d'un Etat indépendant a fait jusqu'ici entre 1.600 et 2.000 morts, selon des sources informées.

32 réfugiés kurdes dans la foule de Castillon

30 10 1989

Arrivés en août, 335 réfugiés kurdes sont aujourd'hui répartis dans des communes rurales. Allocations familiales en septembre, statut de réfugiés politiques à l'horizon. A Castillon, on joue la cohabitation.

Castillon (envoyé spécial)

Ils sont arrivés il y a dix jours, un samedi, en plein marché, avec des gestes empruntés et des regards inquiets. Les gens de Castillon-en-Couserans ont tout de suite remarqué le turban d'Hassan, un homme long et sec au sourire d'enfant, les yeux très bleus de son cousin Nouri et les robes bariolées des femmes. Des Kurdes dans le Castillonais ! Ce canton des Pyrénées ariégeoises, pays rude et beau, en est encore tout imprégné.

Près des comptoirs des cafés, ou sous les platanes du centre de ce village de 400 habitants, on feint d'abord l'indifférence. Castillon en a vu d'autre, dit-on, depuis l'installation de ces familles de républicains qui fuyaient l'Espagne toute proche. Il y a Monsieur Paul, l'Antillais, ancien croupier, qui taquine avec bonheur les boules ou la pelote. Il y a le Grec qui tient le bar à vin sur la route de Bethmale, ou le dernier boulanger, un jeune Portugais, qui fait la tournée dans les vallées du coin. Et puis il y a aussi des Marocains, des Algériens, des marginaux venus du Nord dont certains, comme Pendick, l'Allemand, le fromager du Pourterès, sont parfaitement intégrés. Il y a surtout le foyer de Larrech, qui accueille l'homme au turban et ses proches, et où depuis sept ans ont défilé Laotiens, Latino-Américains, toxicos et délinquants...

Yvette, la jeune serveuse du bar le *Maubermé*, ne va pas s'effrayer pour si peu, 32 Kurdes, « des malheureux qu'il fallait bien accueillir quelque part ». Ailleurs, quelques-uns ronchonnent mais ils ne sont pas très nombreux. Hassan, Mustapha, Nouri, Mohammed, leurs épouses et leurs enfants déambulent sur la terrasse du foyer du Larech, regardent les montagnes ensoleillées, s'assoient côte à côte sur les marches de l'escalier. Ils ont encore du mal à réaliser. Membres de la tribu Bahwari, ces Kurdes irakiens ont fui en août 1988 la région de Dohuk bombardée par l'armée de Saddam Hussein. Réfugiés et à peine tolérés en Turquie, ils se sont retrouvés en novembre dernier à Mardin, un camp de toile où 16000 person-

nes vivent dans des conditions déplorable. Plus au Nord, près de Diyarbakir, et au-delà du lac de Van, environ 30000 Kurdes irakiens, parqués dans deux autres camps que surveillent les militaires, attendent avec angoisse la venue de l'hiver. Le Kurdistan turc enregistre des records météo désagréables. A Mardin, il fait 40 degrés en été et -20 degrés au cœur de l'hiver...

Les quatre familles qui viennent de débarquer en Ariège sont des miraculés. Quand madame Mitterrand est venue en Turquie visiter les camps au printemps dernier, les réfugiés ont d'abord cru que c'était un mauvais gag. A tout hasard, par le biais des responsables de leur communauté, ils ont fait établir une liste de 335 noms parmi les plus défavorisés. Bouteille à la mer. « On n'y pensait plus, on n'a jamais cru que ça pouvait aboutir », remarque Mustapha. Le 2 août dernier, le film s'emballa : convoqués le matin par le directeur du camp, ils se retrouvent le lendemain soir à l'aéroport de Clermont-Ferrand après un vol direct au départ de Diyarbakir.

« Tout est allé très vite, on ne savait plus où on était », dit Hassan. La fondation France Libertés, que préside Danielle Mitterrand, s'attendait-elle à un dénouement aussi précipité ? On ne sait pas trop. Mais le préfet du Puy-de-Dôme, lui, s'est retrouvé pris dans une sacrée tourmente. On a installé en toute hâte les 335 réfugiés au camp militaire de Bourg-Lastic, en Auvergne, et on a mobilisé toutes les énergies. Frédéric Tissot, le coordonnateur désigné par Paris, après quelques cafouillages inévitables, a fini par décrocher la lune. Les Kurdes ont obtenu un visa, ils ont reçu dès la fin du mois de septembre les allocations familiales et sont d'ores et déjà assurés de bénéficier du statut de réfugiés politiques.

De plus, à l'instar de Castillon, ils sont installés progressivement et par familles dans des communes rurales. Qui dit mieux ? Chaque fois, tous les servives préfectoraux sont sur le pont, les préfets en tête. Et les Kurdes, qui n'ont toujours pas bien compris à quoi corres-

pondait la fondation France Libertés, restent convaincus qu'ils sont les invités de la présidence de la République.

Julien Caruana, musicien, et sa femme Elisabeth, responsables du foyer du Larrech, estiment que leurs hôtes comprendront peu à peu que les choses ne sont pas aussi simplifiées. Pour l'instant, ils leur donnent des cours d'alphabétisation, règlent au jour le jour mille problèmes. La semaine prochaine, les Kurdes seront installés dans l'ancienne gendarmerie que le département a mise à la disposition de la municipalité. Depuis, Castillon fonctionne sous le signe de la solidarité : pièce montée offerte par un donateur anonyme, bouquet de pivoines apporté par le président du club du Troisième âge, billes et jouets portés par les enfants du village, ou ces cartons de vêtements venus d'on ne sait où. Mieux encore : monsieur Boyer, un retraité, a proposé aux hommes de cultiver librement son jardin, et madame Gramparret leur a offert la jouissance d'un pré en jachère. Et le village raconte comment l'un des Kurdes a semé des fèves, l'autre jour : en rangs très serrés, pour éviter les mauvaises herbes. Le dialogue est déjà entamé.

Mercredi, au cours d'un goûter offert au foyer par des femmes du village, les gamins kurdes ont entonné à pleins poumons leur première chanson française, *Jean-Petit qui danse*, et fait hurler de rire les petits Ariégeois. Hassan, l'homme au turban, s'est taillé un joli succès personnel : dimanche dernier, il est allé voir seul son premier match de rugby. Nouri, son cousin, a encore du mal à réaliser. « Tout va très vite, mais ces montagnes me rappellent le Kurdistan », répète-t-il. Le soir, quant il sirote le thé avec les siens, il pense aux pompiers, aux moutons, aux vaches et au miel couleur de lait qui encombrèrent ses souvenirs. Il pense à Koutcher, leur village, qui n'existe plus. Bombardé, puis rasé, comme la plupart des villages du Kurdistan irakien. Castillon-en-Couserans est encore un paradis irréel presque brutal.

Jacques MAIGNE

Ouest France

30 10 1989

L'IRAK

DE L'APRÈS-GUERRE

Une reconstruction à marche forcée

Le 25 octobre sera inaugurée la nouvelle ville de Fao, surgie du désert après avoir été dévastée par la guerre — 53 000 morts irakiens durant les batailles et la conquête — et rasée par les bulldozers. Ce défi, cher au président Saddam Hussein, est à l'image du pays, qui n'a cessé de se reconstruire tout au long du conflit.

Thierry Garcin, qui a suivi en septembre les élections législatives au Kurdistan (où Bagdad avait convié plus de deux cents journalistes étrangers), se demande si l'Irak pourra suivre longtemps un tel rythme.

Du marbre à profusion, une propreté presque clinique, des installations dignes des plus grandes métropoles européennes : en plein désert, l'aéroport grandiose de Bassora, édifié pendant les hostilités, donne le ton. En effet, la deuxième ville d'Irak (un million d'habitants), située à 28 kilomètres de la frontière, semble gagnée par une véritable fièvre. A demi-détruite, cette agglomération renaîtra de ses cendres encore chaudes. On réaménage les canaux pour l'irrigation et le transport, on reconstruit 41 ponts et d'innombrables édifices.

Tous les camions du monde paraissent s'être donné rendez-vous sur la route qui mène à la péninsule de Fao : noria incessante, dans des nuages de sable. Aux abords d'une des plus belles palmeraies du monde, transformée par les millions d'obus en rangées de moignons calcinés, la ville aura été reconstruite en sept mois (25 000 travailleurs irakiens, pakistanais, soudanais...). De 1986 à 1989, la rage des hommes n'avait épargné qu'une mosquée : les nouvelles mosquées sont élevées en trois jours, dans une ambiance de gigantesque Meccano.

Rue des Martyrs, à Fao : cent officiers (tués au combat) indiquent la direction de la menace, à l'embouchure du Chott el Arab.



Poste de garde à l'entrée de Fao : le V de la victoire devant le portrait de Saddam Hussein.

« Les Prussiens du Moyen-Orient »

Pourtant, si l'Iran a accepté le cessez-le-feu en 1988, la mort dans l'âme, si des pourparlers sporadiques ont lieu sous

l'égide de l'O.N.U., il n'y a ni guerre ni paix entre les deux pays. Dans le Sud,

l'armée est discrète, sauf sur les bords du Chott el Arab où, à deux cents mètres sur la rive opposée, flotte le drapeau irakien : les adversaires pourraient presque se regarder dans le blanc des yeux. Et la raffinerie irakienne d'Abadan paraît à portée de fusil. Mais 100 000 prisonniers crouissent de part et d'autre, l'Irak demande le déblaiement du Chott el Arab et, surtout, exige des négociations strictement bilatérales. « Alors, dit-on aux Affaires étrangères, nous ferons un paquet de tous les différends ».

De fait, sorti de la guerre vainqueur aux points, le pays a acquis dans la région une telle stature qu'il inquiète même des pays du Golfe et l'Arabie Saoudite, qui le confient en privé. Puissance militaire qui a prouvé son courage et se constitue une industrie d'armement grâce à son savoir-faire et aux transferts de technologies, l'Irak est également à couteaux tirés avec la Syrie (autre régime baassiste), s'oppose aux ambitions de Damas sur le Liban en armant les Chrétiens et ne laisserait vraisemblablement pas impunément une attaque d'Israël. « Ce sont un peu les Prussiens du Moyen-Orient », remarque un expert français.



Les Kurdes et le Kurdistan

Si la majorité chiite (60 %) s'est montrée d'un nationalisme remarquable, la minorité kurde (près de trois millions de personnes) a souvent fait cause commune avec les Iraniens.

L'utilisation des armes chimiques contre les combattants est expliquée à Bagdad par cette trahison. Paradoxe : si les Kurdes (de 20 à 25 millions d'habitants) sont opprimés en U.R.S.S., en Syrie, en Turquie et en Iran, ils profitent en Irak d'un régime d'autonomie depuis 1974 (enseignement de la langue, chaînes de télévision et de radio, journaux).

Bureaux de vote pleins, listes électorales vite feuilletées, conseillers

cochant les noms pour les analphabètes, isolement symbolique, non-anonymat du vote : contrôlé par le pouvoir central, les législatives sonnent un peu creux. Mais que sont nos règles démocratiques pour des populations où les notions de politique, de parti, de programme restent abstraites ? Seuls comptent les clans, les familles, le clientélisme : les Kurdes se sont toujours divisés, ont fait souvent alliance avec le pays voisin. « De surcroît, les États rivaux s'entendent généralement sur leur dos, assure un diplomate. Sans doute Bagdad et Téhéran échangeront-ils un jour leurs traités : les têtes seront livrées sur un plateau ».

Pour l'heure, l'armée quadrille le Kurdistan : postes tous les kilomètres sur les grands axes, et engins blindés. L'Irak a même créé un no man's land large de 30 km sur la frontière, « car nous voulions éviter toute infiltra-

tion et préserver l'avenir ». Destructions de nombreux villages, populations déplacées : la version irakienne et la propagande kurde ne facilitent pas le travail des experts. Et y aura-t-il jamais un Kurdistan indépendant ?

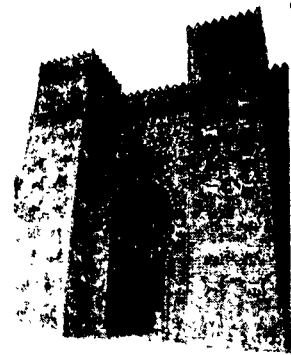
Tambour battant

Lac de pétrole, l'Irak n'est pas solvable à court terme. La dette s'élève à quelque 50 milliards de dollars, « mais nous la paierons. Attendez », dit-on aux Occidentaux (celle contractée auprès des pays du Golfe ayant été remboursée par le sang versé). « Regardez ces autoroutes, l'expérience acquise dans les domaines-clés, la vitalité du peuple, les premiers résultats des privatisations, assure un industriel européen. La capitale s'est transformée en quinze ans... L'Irak a un gros appétit, en effet ».

Et, à Mossoul, un ingénieur irakien, fier du chantier national, lance : « Nous devons courir, si d'autres marchent ! »

Mais, comme d'habitude, la stabilité interne et les équilibres sociaux (plus fragiles qu'avant) dicteront le rythme de cette aventure. On reconstruit même Babylone, on restaure des vestiges

de la monarchie : l'Irak veut renouer avec son



L'Irak veut renouer avec son histoire. On reconstruit même Babylone (ici, la Grande Porte).

histoire glorieuse et revendique un destin régional. Trouvera-t-elle son chemin sans précipitation dans un Moyen-Orient menacé de balkanisation ?

Thierry GARCIN.



Un bureau de vote à Dohok, à la frontière turque. Pas un modèle de démocratie.

Turkey seeks Syrian help to fight rebels

ANKARA, Oct. 2 (R) -- Turkey has hinted that it may withhold the waters of the River Euphrates from Syria if Damascus fails to curb the activities of Kurdish rebels fighting in southeast Turkey for autonomy.

"Of course the water will be supplied as long as there is enough and as long as Syria abides by certain terms," the Anatolia news agency quoted Prime Minister Turgut Ozal as saying.

"We have doubts that Syria is abiding by these terms," he added in the southeastern city of Sanliurfa.

Turkey agreed to supply Syria with 500-cubic meters of water per second from the Euphrates under an economic protocol signed when Ozal visited Damascus in mid-1987, a Foreign Ministry source said.

But he said the supply was linked implicitly with action by Syria to prevent guerrillas of the Marxist Kurdish Workers Party (PKK) crossing its border into Turkey.

During Ozal's 1987 trip, Turkey and Syria also signed a security protocol under which Damascus agreed to keep a tight rein on cross-border movements by the rebels.

Turkish security sources say Syria moved rebel bases away from the border after 1987 but the rebels still have a major training camp in Lebanon's Syrian-controlled Bekaa Valley.

Ozal said in August during a previous visit to the southeast: "We also want to establish good relations with Syria ... I hope they calculate (there is) an end to our patience."

Nearly 2,000 people have been killed since the PKK launched a guerrilla war in mid-1984 for an autonomy for Turkey's estimated eight million Kurds.

Meanwhile, a newspaper poll said today less than 14 percent of Turks would vote for Ozal's party.

A Gallup poll published in the mass-circulation daily Sabah said only 13.5 percent of Turks would vote for Motherland compared to 14 percent in a similar poll last month.

The Motherland which won two general elections in 1983 and 1987 with 43 and 36 percent support, polled a slim 22 percent in nationwide local elections in March.

The poll showed the popularity of the main opposition Social Democratic Populist Party declining from 30.6 percent in September to 29.0 percent and the center-right True Path Party to 24.6 percent from 25.3 percent.

Gallup gave the Democratic Left Party of former Premier Bulent Ecevit who sent troops into Cyprus in 1974, 9.7 percent putting him close to a 10-percent nationwide vote stimulation to enter parliament.

Ozal is keeping Turkey guessing on whether he will seek the less powerful job of president after six years as the country's dominant politician.

Most people expect him to become president in an election by legislators this month -- but Ozal, facing stiff political opposition and unpopularity with the public over the economy, is keeping his plans to himself.

"My chances of running are 50-50," Ozal, who must declare his candidacy by Oct. 19, told Motherland Party last week.

Opposition parties have threatened to boycott the vote if Ozal stands and refuse to recognize him if he wins, saying an Ozal victory would be unpopular with the public.

The party, with 289 of parliament's 450 seats, is busy discussing who would be the new prime minister if Ozal does leave the roughhouse of daily politics to succeed current President Kenan Evren.

There is no obvious successor to Ozal, but possibilities include Foreign Minister Mesut Yilmaz, 42, who played a role in forming Ozal's latest cabinet, Deputy Prime Minister Ali Bozer, 64, and Finance Minister Ekrem Pakdemirli, 51.

Bozer, a former judge at Strasbourg's Human Rights Court, and Parliamentary Speaker Yildirim Akbulut, 54, are seen as possible presidential candidates if Ozal does not run.

Only Kasim Gulek, an 85-year-old former politician, has declared his candidacy so far.

"I believe Ozal will run," one of Ozal's aides said. "The more opposition parties shout and threaten the more he is likely to be determined to show them he is the boss."

Meanwhile, Iraqi-backed Iranian Kurdish rebels said yesterday they killed 42 Iranian troops and took eight captive in a series of attacks last week.

A spokesman for the Kurdish Democratic Party of Iran said its guerrillas attacked a Revolutionary Guards base in the northwestern town of Naqadeh and killing 11 of them.

He said the fighters briefly occupied several parts of the town whose people took to the streets shouting slogans of support.

The spokesman also said 31 Iranian troops were killed and eight were captured in attacks in the Orumiyeh region between Sept. 25 and 27, one guerrilla was killed.

The dead included Hojatoleslam Muhammad Husseini who was in charge of political affairs of Orumiyeh's 64th corps, he said.

The guerrilla group claimed last month that it briefly occupied the northwestern Iranian town of Mahabad and killed many Iranian soldiers.

Financial Times
2 11 1989

Kurds face another bleak winter

Jim Bodgener takes a trip with the army to Turkey's insurgency

Winter is fast approaching in the rugged mountains of Turkey's south-east where guerrillas of the separatist, Marxist Kurdish Workers Party (PKK), operate. Blizzards and the cold are expected to drive the guerrillas down from their mountain hide-outs where security forces will be waiting for them, according to senior gendarmerie officers.

Some will evade the net, and return to bases in Iran and Syria, while others may winter in deserted hamlets and settlements.

This year's migration comes after a sharp escalation in fighting between the Kurds and the Government in Eastern Turkey. Since March the death toll from clashes has doubled to around 70 a month, clashes with a people who do not officially exist, who speak a "non-language" and belong to a proscribed organisation.

For Turkey the Kurdish insurgency in the South is not just a serious military threat but also a growing international political problem fueling European opposition to Ankara's entry into the EEC.

While the insurgency continues it fuels growing resentment of the suppression of Kurdish ethnicity elsewhere in Turkey, particularly in the main opposition Social Democratic Populist Party (SHP). Many of its moderate and left wing deputies come from the south east and, although they do not say so, are ethnic

Kurds. This to some extent mirrors the vicious interethnic polarisation in the south-east between PKK sympathisers and Government supporters.

Brigadier General Kamil Basar, gendarmerie commander in Hakkari province, estimates there are around 2,250 PKK guerrillas currently operating in the south-east.

According to Mr Hayri Kozakcioglu, Super- vali, or regional governor handling security in six provinces of the south-east, the security forces were winning during the summer because they brought the battle to the PKK, not the other way round. He made the comments during a helicopter visit to the region arranged by the Government for foreign journalists. The insurgency had been contained in an area centring on the Cudi mountain massif, and embracing parts of Siirt, Mardin and Hakkari provinces, he claimed.

But so long as the root lay outside in external support, the government could only contain the problem, Mr Kozakcioglu tacitly admitted. The official line is that neighbouring powers, jealous of Turkey's economic development, seek destabilisation and backwardness in the south-east through the PKK's destruction of infrastructure like dams, water supplies, roads and electricity lines, schoolroom tactics in guerrilla warfare.

Officials point the finger of blame at Syria and PKK training bases in the Syrian-con-

trolled Bekaa valley; Syrians and Armenian Syrians have had been discovered running with the guerrillas inside Turkey, said Brigadier-General Basar. PKK fighters had also infiltrated from two bases recently established in Iran.

Sealing the borders is well-nigh impossible, although cross-border trade has ceased with Iraq since Baghdad cleared a 30km wide cordon sanitaire against Iraqi Kurdish guerrilla fighters from the Kurdish Democratic Party (KDP).

In Turkey there were around 30 villages whose 10,000 inhabitants were in danger of cross-fire, and would be helped to move if they wanted to, said Mr Kozakcioglu.

"For years, these mountains have been full of bandits," he added. The border bad-lands from the air are a maze of jumbled peaks, ridges, river valleys, switchback ravines and gullies, caves, and remote villages and settlements.

Arrayed against the PKK are security forces answering to Mr Kozakcioglu - gendarmerie, special police hit teams, and village guards - numbering around 30,000. Based in the region are also about 100,000 soldiers and airmen, contingents of which sometimes take part in combined operations with the security forces.

There are around 15,000 village guards. They join up both for security and economic reasons, their monthly pay around TL400,000 compares

with the national minimum wage for adults of TL225,000 and the area is one of the most deprived in Turkey.

Many Kurdish *agas* (landlords) are inimitably opposed to the PKK's ideology; one in the gendarmerie officers' mess in Hakkari town was wanting more guns for a spring offensive. Other *agas* side with the guerrillas for self-preservation, distrust of the security forces, and sometimes because of tribal politics. Although officially denied, clan loyalties and feuds are inextricably bound up with the struggle.

Lately, there has been an increase in the "kidnapping" of young people, aged upwards of 13-14 years old, who the PKK train and indoctrinate over the border, although some go voluntarily, officials said.

Throughout the summer, the PKK has thrown into the front-line ill-trained fighters barely out of childhood, they added. But independent reports say the youths receive up to two years of intensive training.

The government's claim to have bottled up the PKK in Cudi does not explain why peasant are fleeing villages in Van province for fear of an outbreak of terrorism. Nor does it square with the security forces' need for an unspecified number of Apache helicopter gunships to be delivered soon.

What is clear on the ground is that the insurgency will be a running sore in Turkey's strategic south-eastern flank for some time to come.

Ozal rejects report on torture

By Jim Bodgener
in Ankara

MR TURGUT OZAL, Turkey's Premier and President-elect, yesterday declared his belief in freedom of thought, religion and enterprise but stopped short of promising to lift a constitutional ban on Communist and religious parties.

The Premier, due to become head of state on November 9 following a parliamentary ballot on Tuesday, also dismissed as ill-intentioned a report by Amnesty International saying that torture remained widespread in his country.

The study says that more than 500 political prisoners have claimed they were tortured in Turkey so far this year, and that 10 prisoners are reported to have died.

The human rights body says use of torture to obtain information or extort confessions is "continuing unabated."

Mr Ozal said the report reflected the influence of "circles in Europe" who wanted to influence the climate of opinion ahead of the European Commission's reply to Turkey's two-year-old bid to join the Community.

He declined to say, before his inauguration speech, whether he wanted to change the constitution drawn up by the military in 1962. He indicated, however, that it would be difficult to delete articles 141 and 142, which ban Communist and religious parties.

The Middle East International
3 11 1989

Letter from Baghdad



Old Baghdad hands are used to saying they recognise nothing of the city they once knew, what with the vast amount of building that even the war did not halt. They are in for a few surprises. Not least is the sight of the equestrian statue of King Faisal I right back where it used to be in the centre of Sahat Antar square near the British embassy. Not a mirage, it is an exact, Italian-cast copy of the original, which was knocked off its pedestal and melted down in the first flush of revolutionary fervour in 1958. It is perhaps just slightly less imposing than it must once have been; the enormous modern blocks on all four corners of the square do dwarf it a little.

The statue is probably the most visible sign of what seems to be an emerging pattern of rehabilitation of the Iraqi monarchy. Faisal I, son of the Hashemite Sharif Hussein of Mecca, was placed on the throne of Iraq in 1921 after the French decided that its mandate over Syria should take the form of a republic. Unsurprisingly, each mandatory power tried to shape its charge in its own image. For thirty years after the revolution, Faisal and his successors, the most unfortunate of them the last, Faisal II, killed by the mob on the first day of the revolution, 14 July 1958, were reviled as British stooges, puppets of imperialism. But now, subtly, things have begun to change.

The first sign for alert observers came in the autumn of 1987, when King Hussein of Jordan came on a visit to Baghdad and asked to visit the tombs of his Hashemite cousins. He may even have done so on previous visits, but it was the first time that President Saddam Hussein publicly accompanied him. The tombs are in Adhamiya on the left bank of the Tigris in one of the few neighbourhoods that retains some of the charm that Baghdad probably had before the oil boom, with its late Ottoman and pre-revolutionary two-storey houses with gardens, shaded streets and almost no cars. Saddam is said to have been ashamed to show his royal guest the sorry state into which the tombs had fallen and to have ordered an immediate clean-up followed by a proper restoration of the whole site. Now the brickwork has been pointed, a new garden planted and the small, elegant building reopened to the public. Any taxi driver, I was told, will know the way – and, amazingly for Baghdad, where taxi drivers very often need directions from their passengers, that is true.

Other royal touches are appearing; when a stamp exhibit opened recently in the new postal museum the rather surprised curator was told to put labels on the royal stamps; he had tactfully left them off, because for decades history had stopped between the glories of Babylon and the Abbasids and those of the successive revolutions. Not far away, and only a few hundred meters from the statue of Faisal I, one experiences an almost palpable shock at seeing a giant portrait of Saddam on a white charger, his mount's forefoot lifted in nearly perfect symmetry to the royal statue down the road.

Why this sudden interest in the monarchy, these multiple references to a period and to leaders ignored, or more often reviled? In Iraq, where the manipulation of symbols has been elevated to a fine art, such things do not happen just by accident. There could be several explanations. The official one is that Iraqis are now considered mature enough to come to grips with all the periods of their history. Related to that is the presentation of Faisal I, especially, as an early hero of Arab nationalism, somewhat as he was shown in David Lean's film, *Lawrence of Arabia*. The Ottoman period has not had at all the same sort of revival.

On a deeper level, an analysis could show that rehabilitation of the monarchy is a good way to give some conservative Iraqi citizens a respectable alternative to the revolutionary model which, for various reasons, they have never really accepted. Some of them – but they are probably only a tiny minority of the elite – are simply unreconstructed monarchists, hankering after what they remember as a gentler, more refined, more civilised life. A larger number are to be found in the countryside, where more of the old order subsists – with most of the nastier elements of feudalism subject to government regulations but a good deal of nostalgia remaining. Since the end of the war there is evidence of a growing desire to change the modes by which Iraqi citizens can identify with the state beyond the iron hand that ruled supreme during the eight long years of the conflict.

There is even speculation that Saddam might be considering a change toward a monarchic government, which could preserve his own power while making it possible to delegate more power around him and at the same time allow a dynastic succession within the Takriti family. In other words, the institution of a constitutional monarchy. Saddam has certainly been keeping one eye on posterity – on very long-term posterity. The *stèle* in front of the conference centre built for the 1982 Non-Aligned summit that was finally switched to New Delhi could throw future archaeologists off-balance with its reference to Saddam as the leader of the Non-Aligned movement, and there was much disappointment in Baghdad that the next Non-Aligned summit was not awarded to Iraq to make up for what still rankles as a slight.

Liesl Graz

Nice Matin 4 11 1989

L'« invasion » kurde

Fuyant l'Irak, ils arrivent par dizaines en gares de Nice d'Antibes et de Monaco. La fin d'un long périple pour ces centaines de paysans apatrides rançonnés par les passeurs entre Budapest et la Côte d'Azur.

DEVANT les grilles de la caserne Auvergne à Nice, accroupis presque corps à corps comme pour se réchauffer ou pour se protéger d'une hypothétique agression, ils attendent. Des hommes au regard de chien battu, jeunes dans de vieux costumes d'hiver ternes et élimés, paysans turcs d'origine kurde arrivés au terme d'un long périple à travers l'Europe.

Trente-deux d'entre eux ont été interpellés aujourd'hui en gare de Nice et d'Antibes alors qu'ils se cachaient dans un compartiment de l'express Monaco-Marseille. Presque de la routine pour les inspecteurs de la brigade des étrangers de la sûreté urbaine de Nice qui délivrent les dossiers de demande d'asile politique à ces clandestins d'un type particulier.

De la routine car ce contingent d'agriculteurs apatrides du Kurdistan n'est pas le premier à avoir été appréhendé depuis le début de l'année entre Nice et Menton. Fin octobre, ils étaient dix-huit, errant dans les rues de Nice, ne parlant pas un mot de français, qui avaient décidé de se retenir, dont les frontières ont l'audace de se superposer

avec celles, reconnues internationalement, de la Turquie, l'URSS, l'Irak, l'Iran et la Syrie.

La filière Hongroise

Mussa, la quarantaine noueuse, le nez busqué sur une moustache luxuriante, cherche à expliquer cet exode dans un espéranto de mauvais allemand et d'anglais gestuel.

Communication difficile dans les locaux du commissariat central ! Jusqu'à ce qu'il exhibe à l'inspecteur de permanence son torse, couvert de cicatrices, de brûlures et autres plaies. Prononçant un simple mot : « torture ». L'horreur au quotidien qu'il a fui (il y a trois semaines) lorsque, obtenant un visa de trois jours pour la Hongrie avec la bénédiction des autorités turques, Mussa a quitté les siens.

Aujourd'hui, comme ses trente-deux compagnons de voyage, il n'a plus rien. Car si la Hongrie l'a accueilli, « les trains de la liberté » mis à la disposition des réfugiés Allemands de l'est n'étaient pas groupés square Jeanpierre derrière la gare S.N.C.F. pour y passer leur première nuit de liberté. Et depuis janvier 89,

trois cents d'entre eux ont été signalés ou interpellés dans les Alpes-Maritimes... comme si la filière des réfugiés Kurdes aboutissait désormais sur la Côte d'Azur. En transit ici avant de se répartir en France dans l'une des trois communautés d'accueil ouvertes à Lyon, Paris et Bourg-Lastic en Auvergne à l'initiative de l'association France-Liberté.

Pour la plupart, ils fuient l'Irak et la répression terrible menée systématiquement depuis septembre 1988 par le gouvernement de Bagdad. Délogés et chassés de leurs villages de l'est irakien par les attaques aux armes chimiques de l'armée irakienne, ils se sont réfugiés d'abord dans le sud-est de la Turquie.

Rôle d'espoir pour ces agriculteurs combattants de la nation kurde qui n'y ont trouvés que des camps de transit et des tentes de toile pour seul abri à des températures de moins 20° en hiver et plus 50° en été. Indésirables partout les Kurdes car coupables de revendiquer un État, le Kurdistan... Lui, Mussa, ne pouvait compter que sur son maigre pécule : ses huit cents Deutsch Mark (soit plus d'une année de salaire moyen) collectés au prix d'immenses sacrifices

consentis par les siens. Trésor bien dérisoire pour traverser clandestinement l'Europe (Hongrie, Autriche, Italie) et juste suffisant pour, de passeurs en escrocs, se retrouver finalement sur le quai de la gare de Vintimille avec pour seule ressource un billet SNCF Monaco-Marseille.

Detroussé, clochardisé sans doute mais libre. Heureux au point d'aller, une fois sa demande d'asile politique enregistrée, se confondre en remerciements sincères et déferents... saluer plusieurs fois des policiers interloqués à l'entrée du commissariat.

Dans les jours qui viennent, Mussa et les siens devront se présenter au service des étrangers de la préfecture des Alpes-Maritimes, régulariser leur situation et ouvrir un dossier qui sera transmis ultérieurement à l'office français pour les réfugiés et apatrides : l'OF-PRA, organisme national, seul habilité à statuer sur la recevabilité des demandes d'asile politique.

D'ici là, leur permis de séjour et de travail seront automatiquement renouvelés... comme celui des cent Kurdes qui, depuis janvier 89, se sont ainsi présentés et de dizaines d'autres qui, de Vintimille, ont pu directement se rendre dans une des trois communautés d'accueil où ils savaient pouvoir compter sur l'aide de leurs frères de combat et d'exode depuis longtemps installés en France.

Jean-François ROUBAUD

ALPES-MARITIMES : KURDES

● Trente-deux Kurdes fuyant l'Irak ont été interpellés en gare de Nice, hier, alors qu'ils se cachaient dans un compartiment de l'express Monaco-Marseille. Depuis janvier 1989, trois cents réfugiés kurdes ont été signalés ou arrêtés dans les Alpes-Maritimes. Chassés de leur village de l'est irakien par le gouvernement de Bagdad, ces agricul-

teurs ont d'abord gagné le sud-est de la Turquie. De là, certains d'entre eux ont obtenu des visas limités pour la Hongrie. Enfin, ils ont traversé clandestinement l'Autriche et l'Italie pour gagner la France. Généralement, leurs maigres économies ont servi à payer les passeurs (environ 2 500 F) et ils arrivent sur la côte d'Azur sans argent et sans adresse où se rendre.

Petit Bleu du Lot et Garonne
5 11 1989

LE « NON » DU FRONT NATIONAL AUX IMMIGRÉS KURDES EN AUVERGNE

G.H. Fayard, secrétaire départemental du Front national de la Haute-Loire, accompagné de Claude Jaffres, secrétaire du F.N. Auvergne et de l'ensemble des membres du bureau fédéral du F.N. 43, s'est rendu vendredi 3 novembre devant la mairie de Sainte-Florine pour affirmer publiquement le refus de son organisation à l'accueil en Auvergne, dont la Haute-Loire, de 400 Kurdes d'origine irakienne.

Après avoir indiqué en préambule que les « Kurdes soumis aux persécutions de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie ont droit à une patrie dans leur espace historique, tout comme les Palestiniens » et, qu'en avril dernier, « Mme Mitterrand a décidé du déplacement de 400 Kurdes à destination de l'Auvergne », les responsables du Front national ont dénoncé cette « opération politico-médiatique totalement utopique et démagogique », car, ont-ils affirmé, « la sauvegarde du peuple kurde et de son identité ne passe pas par une déportation laissant ainsi le champ libre aux oppresseurs mais par une action internationale au Kurdistan ».

Les responsables du Front national ajoutent : « La situation économique et

sociale du Bassin ne pourra faire face longtemps à ces installations à moins que ce soit au détriment des Français. Et, devant la poursuite de l'immigration, ils rappellent notamment que « Pour cela, le Front National et Jean-Marie Le Pen réclament :

- la mise en place du principe de la préférence nationale, en son temps les députés F.N. avaient déposé un projet de loi visant à la priorité du travail, du logement et de l'aide sociale aux Français et ressortissants de la C.E.E. La bande des quatre (R.P.R., U.D.F., P.S., P.C.), avait voté contre !

- l'expulsion de tous les clandestins, délinquants.

- la réforme du code de la nationalité pour cesser de fabriquer des Français qui n'en sont pas !

- le tour de tous ceux qui ne désirent pas s'assimiler à la communauté nationale.

Les Français découvrent que nous sommes les seuls à avoir la lucidité à regarder les problèmes en face. L'actualité démontre la justesse des propos de Jean-Marie Le Pen et du front national sur l'islamisation de notre pays par les promoteurs de l'anti-France ».

Neue Zürcher Zeitung 9 11 1989

Alarmierende türkische Nationalitätenpolitik

Zwangsumsiedlung und Vertreibung

Mitg. Die Lage der nationalen und religiösen Minderheiten in der Türkei – über ein Viertel der Bevölkerung – hat sich laut einem Bericht der Gesellschaft für bedrohte Völker (GfbV) seit der sogenannten Redemokratisierung des türkischen Militärregimes kontinuierlich so verschlechtert, dass sich die Regierung Ankaras in Südostanatolien einer immer explosiver werdenden Situation gegenüber sieht. Die gesamte ostanatolische Region steht noch immer unter Ausnahmerecht. Unter Leitung des 1987 eingesetzten Generalgouverneurs für die acht kurdischen Kernprovinzen, Hayri Kozakcioglu, und dem Minister für die Entwicklung Südostanatiens, Kamran Inan, wird unter sicherheits- und entwicklungspolitischen Vorwänden eine zwangsweise Umsiedlung der kurdischen Bevölkerung stetig fortgeführt.

In der Provinz Tunceli dient das Forstgesetz zur Rechtfertigung der Umsiedlung von 250 Dörfern. Während man bei dem Atatürk-Staudammprojekt ökonomische Gründe für die bereits begonnene Umsiedlung von 40 000 kurdischen Bauern in türkischsprachige Regionen angibt, wurde die Zwangsumsiedlung der Einwohner von 24 Dörfern in der Nähe des Jüdi-Dagh am Dreiländereck mit sicherheitspoliti-

schen Argumenten (Terrorismusbekämpfung) begründet.

Mit Bestürzung stellt die Gesellschaft für bedrohte Völker fest, dass die Vertreibung der religiösen Minderheit der Yezidi durch muslimische Banden mit Duldung und Ermutigung durch den türkischen Staat nahezu abgeschlossen ist. 17 000 Yezidi wurden – hauptsächlich in die Bundesrepublik – vertrieben. Die Zahl der assyrischen Christen ist inzwischen durch Flucht nach Westeuropa von über 60 000 auf höchstens 12 000 zusammengeschmolzen. Von etwa 250 000 durch den Vertrag von Lausanne geschützten griechisch-orthodoxen Christen in Istanbul und auf den Inseln Imbros und Tenedos sind heute nur noch 2500 Menschen übrig. Auf Grund der Missachtung der im Lausanner Vertrag festgelegten Minderheitenrechte ist die Zahl der Armenier auf nur noch 50 000 Angehörige gesunken. Die Menschenrechtsorganisation kritisiert, dass das verfassungsmässig verankerte Sprachengesetz immer rigorosere von türkischen Behörden zur Auslöschung der nationalen Kulturen der arabisch sprechenden Volksgruppen in den Provinzen Hatay und Urfa, der Volksgruppen der Lasen, Georgier und Abchassen in der Nordosttürkei und der tscherkessischen Minderheit angewandt werde. Die GfbV stellt fest, dass die türkische Regierung permanent die Menschenrechtsnormen der Europäischen Gemeinschaft in bezug auf Nationalitätenrechte mit Füßen trete.

DIE WAHRHEIT 17 11 1989

Kurdische Wiedervereinigung in Westberlin

Zum ersten Mal kurdische Flüchtlinge aus den Lagern der Türkei

(DW-Mit). Vier Monate Strapazen der Birgit Ammann lösten sich gestern auf dem Flughafen Tegel in Freudentränen auf. Durch ihren persönlichen Einsatz und mit Hilfe ihrer Freunde konnte zum ersten Mal eine kurdische Familie aus dem Irak nach Westberlin kommen. (Siehe unser Müljan-Foto: Birgit Ammann, 2. v. l., mit der kurdischen Familie). Nach dem barbarischen Giftgasangriff des Saddam-Regimes vor einem Jahr im Irak, der 5000 Menschenleben kostete und bei dem 15 000 Kurden verletzt wurden, war die Familie Bekkar (Namen von der Redaktion geändert) in die Türkei geflüchtet.

Das zu der Zeit gerade frischgebackene Ehepaar befand sich während des Giftgasangriffs in einem autonomen Gebiet an der türkisch-irakischen Grenze und bekam von dem Giftgas nichts mit.

„Wir wurden unterwegs von den irakischen Militärs mit Granatwaffen beschossen. Es war entsetzlich. Man kann es gar nicht in Worte fassen. Menschen, kleine Kinder und Tiere schrien vor Angst“, sagt Selim, der noch gar nicht fassen kann, daß er und seine Familie in Westberlin sind. In der Türkei angekommen, wurden sie zum Flüchtlingslager in Mus gebracht. Die Ehefrau Beyan brachte dort ihr jetzt sechs Monate altes Kind zur Welt. Daß das Kind überhaupt überlebte, grenzt an Wunder. Denn die medizinische Versorgung ist in den Lagern fast überhaupt nicht vorhanden. Allein in dem Flüchtlingslager von Mus starben letztes Jahr 290 Neugeborene von 650 Geburten. Die türkische Regierung erkennt die Flüchtlinge aus dem

Birgit Amman setzte sich in mühseliger Arbeit für die Familie ein. Nachdem sie einen Antrag beim Innenministerium für eine Familienzusammenführung gestellt hatte, dieser durch alle Instanzen ging, kam doch die erlösende Nachricht, daß die Familie nach Westberlin kommen kann. Die Familie bekam von den türkischen Behörden einen türkischen Reisepaß, der mit einem Fremdenpaß-Stempelvermerk versehen ist. Pässe für Flüchtlinge scheint die Türkei nicht zu besitzen. Daß diese eine kurdische Familie aus dem Lager entkommen konnte, ist nur ein Tropfen auf den heißen Stein. In den drei Flüchtlingslagern der Türkei befinden sich noch über 35 000 kurdische Flüchtlinge aus dem Irak.

Koerden raakten gewond op weg naar de IJzertoren

KOOLSKAMP — Eén Vlaming en twee Koerden raakten gewond toen een vrachtwagen in Koolskamp inreed op een groep wandelaars. In het raam van de jongste 11.11.11-aktie hield de groep een vredesmars van Leuven naar de IJzertoren in Diksmuide. Met de vredesmars wil het Koerdisch Instituut van Brussel, dat mede-organisator is, protesteren tegen het gebruik van chemische wapens. Dat vertelden de gewonde Koerden in het stedelijk ziekenhuis, waar ze voor verzorging werden opgenomen.

Koerdistan is een aaneengesloten gebied in het Midden-Oosten dat verspreid ligt over Turkije, Syrië en Irak. Het Koerdische volk van bergbewoners (ca. 7 miljoen) streeft reeds geruime tijd naar meer autonomie. Twee jaar geleden werd dit protest de kop ingedrukt door het gebruik van chemische wapens in Galabdzja. Er vielen duizenden doden en gewonden.

„Met de vredesmars vestigde het Koerdisch instituut van Brussel opnieuw de aandacht op dit drama. Het Instituut is een culturele, a-politieke vereniging die zich verzet tegen de onderdrukking van de Koerdische kultuur in Koerdistan en andere landen. Mijn volk heeft reeds veel geleden onder het gebruik van chemische wapens. Zo was de vredeswandering ook een protest tegen de aanmaak van die wapens.“

„De keuze van de IJzertoren als eindbestemming is makkelijk te begrijpen. Het monument staat immers symbool voor een Vlaams volk dat eveneens een zware tol betaalde voor de chemische oorlogsvoering“, aldus de Turkse Koerd Mehmetemin Celebi (26), die bij het ongeval in Koolskamp zwaargewond raakte.

De tweede Koerdische wandelaar, Jamil Amanj, werd slechts licht gewond. Hij maakte het bloedbad van 1987 in Galabdzja mee. Beide Koerden zijn kandidaat-vluchtelingen en wachten op een verblijfsvergunning voor ons land.

Van de resterende vier (Vlaamse) wandelaars raakte enkel Toon David uit Kortenberg gewond. Hij onderging een operatie in het stedelijk ziekenhuis in Roeselare. (HWR)

Nord Matin

17 novembre 89

Turquie

GUERRE AU KURDISTAN



Après avoir observé les pratiques employées par le régime turc contre ses opposants, le fait que le vide créé par la chasse aux « éléments subversifs » de la société en crise, se remplissait avec l'intégrisme musulman, le reportage aborde la « question kurde ». Le Kurdistan est une entité géographique qui chevauche trois pays à régimes dictatoriaux : l'Iran, l'Irak et la Turquie. Depuis des années ces pays font la guerre à la population kurde, employant même les armes chimiques contre femmes et enfants. La pression internationale ne se fait remarquablement pas sentir lorsqu'il s'agit d'aider les Kurdes à obtenir au moins la paix et une autonomie.

Des massacres de civils ont ainsi lieu, que ce soit en Iran, en Irak ou en Turquie, dans une indifférence qui frise souvent la complicité.

LA GUERRE AU KURDISTAN

III. - « Les soldats nous ont forcés à manger des excréments devant nos enfants » nous disent les villageois de Yecilgurt.

TURQUIE : LA DEMOCRATIE EN TROMPE L'ŒIL

Depuis cinq ans, la Turquie est en guerre contre les séparatistes kurdes du PKK. Un tiers du territoire, à l'Est de la Turquie, aux frontières de la Syrie, de l'Irak et de l'URSS, est placé sous administration militaire. Au nom de la lutte contre les terroristes, les militaires ne prennent guère de gants avec les populations locales. Humiliations, massacres de populations civiles, déplacement des populations locales sont le lot quotidien des habitants dont la langue maternelle - le kurde - et la culture sont interdites. Le quadrillage renforcé de l'armée ne vient pas, cependant, à bout d'une insurrection qui fait 70 morts par mois depuis mars dernier. Une guerre inavouée aux confins de l'Europe contre un peuple écartelé entre quatre états.

Un reportage de Pascal PERCQ
pour le Club des Régions

« N'allez pas dans l'Est », nous a-t-on répété tout au long de notre séjour en Turquie, tant à Ankara et Istanbul. Et les amis qui nous tenaient ce discours ne peuvent être tenus pour des supôts du régime. En Turquie, on ne prononce pas le mot « Kurdistan », c'est interdit. Alors on dit « l'Est ». Et l'Est commençait pour nous dès notre descente d'avion par une haie de militaires équipés de kalachnikov sur l'aéroport de Diyarbakir.

Diyarbakir est une ville sombre. Derrière ses remparts de basalte noir qui lui donnent l'aspect surréaliste de la forteresse du « désert des Tartares », ses prisons ont vu mourir quantité d'opposants au régime ou de nationalistes kurdes : comme les six qui sont morts lors de la grève de la faim de 1986. Diyarbakir est en état de siège permanent. « Ailleurs en Turquie, l'état de siège a été levé mais pas ici :

nous sommes toujours régis par un gouverneur militaire qui double le préfet », nous explique un enseignant turc, fraîchement revenu de France, et qui a quelque peine à se réadapter à un tel régime. Ici l'armée a tout pouvoir. Ici on est en guerre.

Le crime c'est d'être kurde

L'ennemi ? Il est d'abord kurde. (Même si les prisons regorgent aussi de démocrates de gauche, opposés au gouvernement Ozal). Un ennemi qui a, aux yeux des militaires, le double visage des combattants maquisards et d'une population locale kurde qu'on soupçonne d'être « bergers le jour et tueurs la nuit », selon le mot d'un officier. « Le malheur ici, c'est être kurde, or tout le monde l'est », confie Rasim Oz, avocat d'origine kurde. « Les Kurdes... »



Les habitants du village de Yecilgurt racontent comment les militaires les ont obligés à manger leurs excréments et veulent obtenir réparation pour leur honneur et leur dignité.

toujours été considérés en Turquie comme des citoyens de 2ème catégorie, réprimés au plan culturel : leur langue est interdite. L'armée se sert des séparatistes comme d'un épouvantail pour atteindre des objectifs divers. Par exemple : on évacue les populations des villages de la région d'Urfa pour des raisons dites militaires alors qu'en fait, on récupère des terres mises en valeur par les gros investissements effectués avec les barrages sur l'Euphrate ».

Mais bien entendu l'action de l'armée a également un but stratégique : couper la population locale de tout contact avec les autres kurdes d'Irak, d'Iran ou de Syrie. Aussi règne-t-il un climat de terreur dans toute la zone et l'on incite les populations à « l'exode volontaire » : depuis quelques mois l'on concentre ainsi par la force la population des villages vers les villes pour mieux la contrôler. « Aujourd'hui un village sur deux est vidé de ses habitants, indique le représentant de l'association des Droits de l'Homme. Les villages des abords du mont Cudi près de la frontière irakienne sont désertés de leurs habitants qui viennent grossir le flot des réfugiés aux portes des petites villes : Van, Siirt, Mîdyat, Silopi, etc. Villages de toiles improvisés, femmes et enfants entassés dans des hangars, des entrepôts, une bergerie, sans aucune aide humanitaire. Des milliers de personnes ont été déplacées sans qu'il soit possible de les recenser », nous indique le président local de l'association des Droits de l'Homme. Les familles vivent dans le dénuement total, sans ressources. Ceux qui sont parvenus jusqu'à Diyarbakir sont sans travail. Les plus riches ont pu sauver quelques moutons et ont marché des journées dans la montagne, fuyant les militaires le jour redoutant les maquisards la nuit.

Quadrillage militaire

« Au-delà de la rivière, tous les villages sont morts, tous les habitants ont été contraints de partir comme peut-être nous demain », nous confie le chef d'un village entre Maardin, petite ville surmontée de radars aériens, transformée en bastion et Cizré, sur le Tigre, la ville point de rencontre stratégique des frontières de Syrie et d'Irak. Lui-même a été emprisonné plusieurs fois à Diyarbakir. Un autre homme du village raconte les sévices qu'il a subis dans les cachots de la prison de Diyarbakir de sinistre renommée où il a été emprisonné durant deux ans. On l'accusait d'être complice de « l'ennemi ». « L'ennemi, où est-il ? Invisible, niché dans la montagne ou réfugié de l'autre côté de la frontière en Syrie : c'est le PKK, mouvement marxiste et séparatiste kurde. Hier, le PKK

était redouté, aujourd'hui ce sont les militaires qui font peur. Un villageois nous raconte : « Quand le PKK vient, c'est la nuit. Il frappe à la porte, demande à manger et nous dit qu'il est notre sauveur. Les militaires, eux, défoncent la porte à coups de pied... » Sans autre commentaire.

A l'entrée et à la sortie de chaque ville, les véhicules et leurs passagers sont contrôlés et fouillés. Il est interdit de circuler la nuit. Rasant avec les contrôles et jouant « à cache-cache » avec les forces militaires, nous sommes passés au travers de ces barages... jusqu'au jour où, ayant quitté les grands axes routiers, notre voiture est repérée par un hélicoptère de l'armée. Une colonne militaire stoppe notre véhicule quelques instants plus tard. Les militaires braquent leurs armes automatiques dans notre direction. Nous mesurons l'inconfort de notre situation à travers l'inquiétude que manifeste notre interprète : « Frania, Frania ! », crie-t-il aux militaires pour leur faire savoir que nous sommes des journalistes étrangers, notre seule protection. Plusieurs heures durant, un lieutenant agacé, et que notre présence encombre visiblement, interroge ses supérieurs par radio sur ce qu'il doit faire de nous. Un « accrochage », dans la montagne proche, entre l'armée et le PKK le contraint à nous laisser poursuivre notre route. Nous filons. « Si nous avions eu affaire aux « spéciaux », ils commençaient d'abord par tirer », nous indique notre interprète, rassuré.

Des milices armées par les militaires

Nous traversons un pays totalement occupé par les militaires : chars d'assaut, chasseurs aériens, hélicoptères armés... En ville, chaque téléphone est gardé par un soldat. Chaque déplacement doit être justifié. Les arrestations arbitraires ne se comptent plus et la torture, la « falaka » est systématique. Le régime d'exception permet aux autorités de porter la garde-à-vue à 45 jours, renouvelable. Des patrouilles se succèdent. Le couvre-feu est d'usage, à la nuit tombée. A Cizré, petite ville proche de la frontière irakienne que nous atteignons au soir tombant, chacun se terre chez soi : un homme vient d'être tué en plein centre de la ville. Les convois militaires se succèdent sur la fameuse « route de la soie » qui longe la frontière turco-syrienne, une route jalonnée de miradors. Une « force » militaire de 40.000 hommes de troupe (selon les autorités) contre des rebelles dont le nombre est évalué à 2.250 maquisards (selon les militaires), et à 10.000 selon le leader du PKK Abdullah Öcalan, dans une interview accordée en Syrie

Mais dans cette zone, l'armée a recours aussi à des « suppléments » civils, exploitant les querelles ancestrales entre tribus. C'est un tournant dans cette guerre intérieure. « Depuis l'an passé, explique un avocat de Cizré, les militaires ont décidé d'armer dans chaque village des « gardes de village ». Nous sommes très inquiets car ceux-ci en profitent pour régler leurs comptes personnels : le nombre de pillages, de viols ne cesse de croître. La situation est très grave, ce sont de véritables « escadrons de la mort », dit-il. L'armée, la gendarmerie et les forces de police disposeraient aussi aujourd'hui dans la région d'un appui de 15.000 gardes de village armés de kalachnikov ou de fusils automatiques ouest-allemands G-3, chacun est payé jusqu'à 40.000 liras turques (1.300 FF).

C'est à ce prix que l'armée peut affirmer « contenir » dans cette zone l'action des « terroristes » kurdes. A Diyarbakir, le gouverneur militaire Hayri Kozakçioğlu reconnaît un chiffre de 70 morts - civils et terroristes - depuis mars dernier, soit plus de 2.000 depuis cinq années, deux fois plus que les estimations officielles.

Dans un régime d'exception, dans ce contexte de guerre intérieure, les droits de l'homme n'existent plus. « Ailleurs en Turquie, nous déplorons le double langage des autorités. Ici, elles ne démentent même pas la raison d'Etat est la justification, indique Mehmet Vural, avocat à Diyarbakir. Nombre d'intellectuels, d'hommes politiques, de parlementaires sociaux démocrates ont été contraints de quitter la région et d'évacuer vers l'Ouest.

Contraints à manger leurs excréments

Bien plus graves encore sont les exactions commises par l'armée en zone rurale. Aujourd'hui en Turquie, tout le monde a les yeux tournés vers le village de Yesilyurt.

Mehmet, un des habitants du village, nous y mène discrètement à travers la montagne. Nous parvenons à Yesilyurt, au sud de Cizré après une bonne heure de piste et avoir traversé quelques villages déserts. Un monde ocre de cailloux, un village en terrasses, surplombant un vallon boisé : paisible oasis de verdure dans un univers lunaire. Yesilyurt est un village marqué depuis cette nuit du 14, au 15 janvier dernier. Ce soir-là, nous raconte Mehmet, l'armée a cerné le village. Les militaires ont roué de coups le chef du village l'accusant de cacher des terroristes. Ils ont fouillé, pillé, ravagé chaque maison bousculant femmes et enfants. Ne trouvant rien, ni armes, ni personne, le commandant de colère fait rassembler la population sur la place du village et frappe à nouveau le chef au visage, puis l'emmène à la fosse d'aisance et l'oblige à ramasser des excréments. Un à un, devant leurs fils, leurs enfants, sous la menace de armes, chacun des hommes présents sera contraint d'en manger

Cette soldatesque ne s'arrête pas là. Cette fois, les militaires sont allés trop loin. Mehmet et les hommes du village appuyés par plusieurs organisations humanitaires ont décidé de porter l'affaire en justice. Il y a quelques jours, le 10 octobre dernier, s'est tenu



Battus, torturés, emprisonnés et maintenant déplacés, « après la rivière, les villages sont morts » nous disent ces habitants près de Maardin à la frontière syrienne.

LA QUESTION KURDE

Le colloque, organisé à Paris en octobre dernier, sur la question kurde, n'a certes rien résolu. Mais du moins le problème de l'identité culturelle et plus encore de la « survie » des

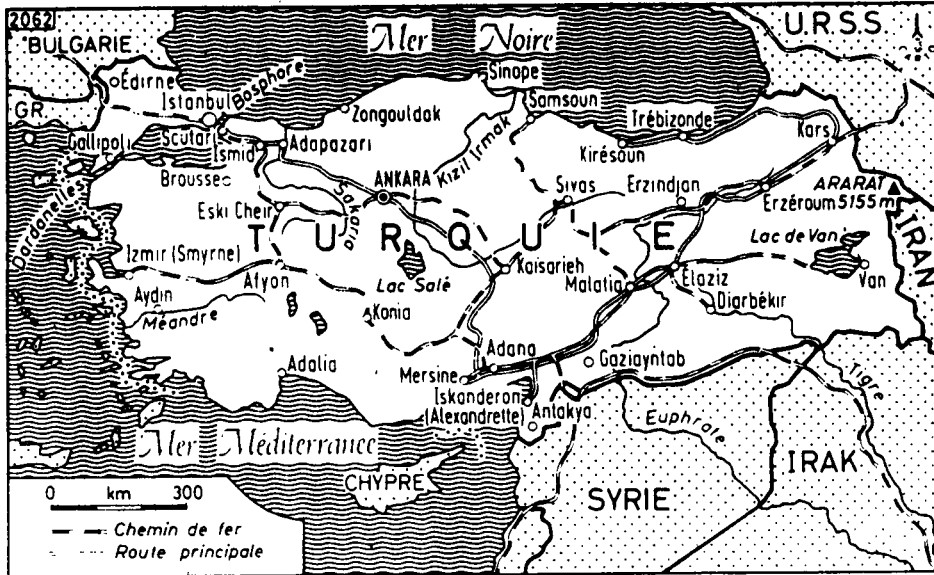
Kurdes a ressurgi quand d'aucuns le limitaient à la seule guérilla de quelques marxistes illuminés.

Quel sera le sort de 25 millions de Kurdes répartis entre la Turquie,

l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'URSS ? L'intervention de M^{me} Danielle Mitterrand en faveur des réfugiés kurdes, à Paris, puis à Washington, a suscité des réactions d'irritation dans tous les milieux

politiques de Turquie. Auparavant, l'opinion internationale ne s'était guère émue que Bagdad eût bombardé d'armes chimiques les Kurdes d'Irak. Quant aux réfugiés kurdes iraniens, « accueillis » en Turquie par le gouvernement turc parce qu'on lui avait promis une aide financière, ils sont « parqués » comme à Pechmergue et coupés de tout contact avec l'extérieur. Les leaders kurdes non terroristes se font assassiner comme Abdel-Raman Ghassemlou, leader kurde iranien, à Vienne en juillet dernier, « exécuté » sur les ordres de Téhéran.

Aujourd'hui, au Kurdistan, les jeunes Kurdes qui voient leurs pères dont l'attitude fut modérée, humiliés, maltraités, massacrés, regardent vers le PKK.



Les Kurdes sont entre deux feux : celui des séparatistes du P.K.K. et celui des militaires turcs qui occupent tout l'Est du pays.

Ankara la première audience du procès. Si lors de l'enquête initiale le général de brigade avait nié les faits, à l'audience, le commandant incriminé, Tayer Caglayan, 41 ans, — mute depuis à Istanbul « pour sa sécurité », dit-on — a justifié ses « méthodes » en déclarant au tribunal que les paysans de Yesilyurt aident les terroristes et mettent ainsi en danger la sécurité de l'Etat. Lui-même estime avoir agi en étant habilité à utiliser la torture dans un cadre réglementaire d'exception pour obtenir des aveux. Pour l'avocat des paysans : « Ce procès est exemplaire car c'est la première fois que des paysans redressent la tête et osent réagir contre l'attitude des militaires dans cette région. Volontairement, nous avons intenté ce procès personnellement contre ce commandant pour tenter d'influencer le comportement inadmissible de ces officiers... ».

Le massacre de Silopi

Pourtant, les partisans des droits de l'homme au Kurdistan turc n'ont plus guère d'illusion. On torture et on déplace les populations à Maardin, Cizré, Siirt, Midyat et dans la région du lac Van. « Beaucoup d'entre nous qui nous opposons au régime sans être pour autant d'accord avec les séparatistes craignons d'être retrouvé mort un matin à l'écart de la ville. Il suffit de dire que l'on est « terroriste » pour justifier notre élimination », confie un de ces militants de la cause des « droits de l'homme », ancien directeur de collège, interdit de travail pour avoir critiqué ouvertement le régime. Emprisonné deux ans, torturé, il cherche aujourd'hui un pays où il obtiendrait l'asile politique.

Et puis il y a quelques semaines, dans la nuit du 20 septembre dernier, à Delebashir, près de Silopi, à 30 kilomètres de Cizré, l'armée est « accrochée » par des partisans du PKK. Dans la fusillade, trois terroristes sont tués. Au petit matin, de dépit, les militaires tirent à vue sur six paysans qui partaient vendre leurs légumes au marché voisin. Six civils morts, étalés sur la route, et que les militaires entendent considérer eux aussi comme des « terroristes ». Aujourd'hui le village de Delebashir est vidé de tous ses occupants. Les militaires craignent d'être cités eux aussi en justice.

C'est une des habitantes que nous avons retrouvée plus loin qui nous raconte l'horreur de ce massacre. A-t-elle peur aujourd'hui ? « Ils m'ont tout pris : mon père, mon frère, mon mari. Ils ont fait fuir la population de notre village. Celui-ci aujour-



Dans les champs de coton, les enfants sourient mais les parents sont tristes. Un village où deux a été évacué.



A Silopi, à la frontière irakienne, cette femme réfugiée dans une bergerie raconte comment son village a été brûlé et six hommes dont son frère et son mari tués le 20 septembre dernier.

d'hui n'est plus. Pourquoi as-tu peur désormais ? », nous répond un ami kurde. Puis il nous propose de partir, notre présence dans le village a été signalée l'armée turque. Si nous ne sommes guère en danger, cette femme l'est... Ne serait-ce que pour nous avoir parlé.

Mais dans son regard, il y a moins la crainte qu'une lueur de révolte.

FIN.

Türkische Sozialdemokratie gegen Kurden

taz 17 11 1989

Disziplinarverfahren für Abgeordnete / Das Delikt: Besuch einer Konferenz / Parteiverfahren und Strafverfahren oft Hand in Hand

Aus Istanbul Ömer Severen

„Vaterlandsverräter“, „Seperatisten“ — mit solchen Schlagzeilen empfangen türkische Tageszeitungen sieben Abgeordnete der Sozialdemokratischen Volkspartei, die am 14./15. Oktober an einer internationalen Kurden-Konferenz in Paris teilgenommen hatten. Die Konferenz war ein Novum: Politiker, Wissenschaftler, kurdische Intellektuelle und Vertreter kurdischer Organisationen diskutierten über die „kulturelle Identität der Kurden und Menschenrechte“ — so der Titel der Veranstaltung. Die sieben sozialdemokratischen Abgeordneten — alle kurdischer Herkunft — sollen nun für ihre Teilnahme büßen: Der Parteivorstand beschloß, die Querulanten mit der Forderung nach Parteiausschluß vor die Disziplinarkommission der Partei zu stellen.

Die Partei hat Erfahrung darin, wie man mit „nationalen Widersachern“ umgeht. Der Abgeordnete Ibrahim Aksoy wurde vor sechs Monaten aus der Partei geworfen. Er hatte in einer Kommissionssitzung

des Europarates in Straßburg kulturelle Autonomie für das kurdische Volk gefordert. Die Existenz einer kurdischen Minderheit in der Türkei wird nicht anerkannt. Ungeachtet der Tatsache, daß viele Kurden in der Türkei noch nicht einmal Türkisch sprechen können, halten sie sich stets an die Parole des türkischen Republikgründers Mustafa Kemal (Atatürk): „Wie glücklich, wer von sich behauptet, daß er Türke ist.“

„Haben wir denn noch nicht einmal das Recht, auf einer internationalen Konferenz zu erfahren, was die Kurden, die in verschiedenen Staaten des Nahen Ostens leben, fordern?“ fragt der vom Parteiausschluß bedrohte Abgeordnete Mehmet Ali Eren im Gespräch mit der taz. In der Türkei existiere „einerassististische Front quer durch alle Parteien“. Das Disziplinarverfahren sei „eine Folge der rassistischen Politik“. Da die Politik der Sozialdemokraten in der Kurdenfrage sich völlig mit der staatlichen Doktrin deckt, laufen Strafverfahren und Verfahren wegen parteiwidrigen

Verhaltens häufig Hand in Hand.

Wegen ihrer Auftritte während des Kommunalwahlkampfes im März — sie waren von der Polizei mitgeschritten worden — leitete der Staatsanwalt des Staatssicherheitsgerichtes Diyarbakir ein Ermittlungsverfahren gegen sieben Abgeordnete ein. Zwecks Aufhebung der Immunität wurde die Akte dem Justizministerium zugleitet. Es sind mehrheitlich jene Abgeordneten der „Sozialdemokratischen Volkspartei“ betroffen, die nun der Parteivorstand wegen der Teilnahme an der Pariser Konferenz aus der Partei ausschließen will. Während die kurdische Guerilla PKK zur Gründung eines unabhängigen Kurdistan einen bewaffneten Kampf gegen die türkische Armee führt, sprechen sich Abgeordnete wie Eren für eine friedliche Lösung auf „einer demokratischen, parlamentarischen Plattform“ aus.

Doch selbst in der türkischen Sozialdemokratie, die sich als linke Alternative zur konservativen Regierung begreift, stoßen solche Forderungen auf erbitterte Ablehnung.

Kritiker in der Partei, die die kemalistische Ideologie vom (zentralistisch regierten) Nationalstaat in Frage stellen, werden zum Schweigen gebracht — trotz des gewaltigen Preises, der zu zahlen ist: Die acht bis zwölf Millionen Kurden in der Türkei sind ein gewaltiges Wahlerpotential. Deshalb nominiert auch die regierende Mutterlandspartei bei Wahlen Kandidaten kurdischer Herkunft.

Der Abgeordnete Eren sieht nach einem Parteiausschluß unheilvolle Entwicklungen voraus: „Die Menschen werden sagen, für uns ist kein Platz in dieser Partei. So wird es zu Parteigründungen auf Rassengrundlage kommen. Es ist ein gefährliches Spiel, zumal mittlerweile die Hälfte der Einwohner in den großen Städten kurdischer Herkunft sind. Sie säen die Samen für Feindschaften.“

Eren weiß, wovon er spricht. Sein Wahlbezirk ist nicht in Kurdistan, sondern im Istanbulbezirk Sisli. Die Kurden, die auf der Suche nach Arbeit in die Metropole strömen, sind seine Wähler.

„Es gibt noch Kurden in Kurdistan“

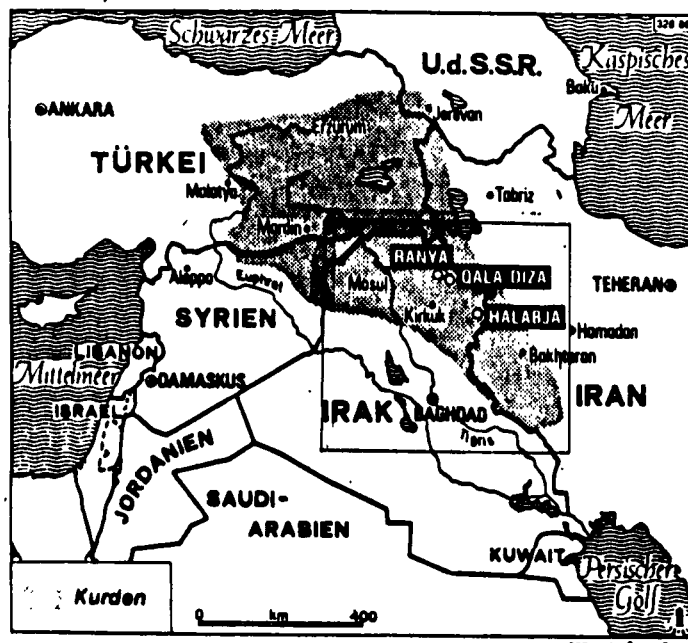
Mit ihrer Deportations- und Entvölkerungspolitik will die Regierung in Bagdad die kurdische Bewegung zerschlagen / Erschwerte Bedingungen für den Betreuungskampf in den Bergen / Gemeinsame Front in Irakisch-Kurdistan / Interview mit dem Führer der „Patriotischen Union Kurdistan“ (Irak), Jalal Talabani

taz: Welche Ziele verfolgt die irakische Regierung mit ihrer Deportationspolitik in Kurdistan?

Jalal Talabani: Die Regierung in Bagdad will die kurdische Gesellschaft, ihre Kultur, ihr soziales Leben und ihre Wirtschaft zerstören. Es handelt sich um einen Plan, mit dem nicht nur die Bevölkerung deportiert und Kurdistan arabisiert werden soll, sondern man will damit auch eine „Assimilation der Kurden in die arabische Nation“ erreichen, wie sie das nennen.

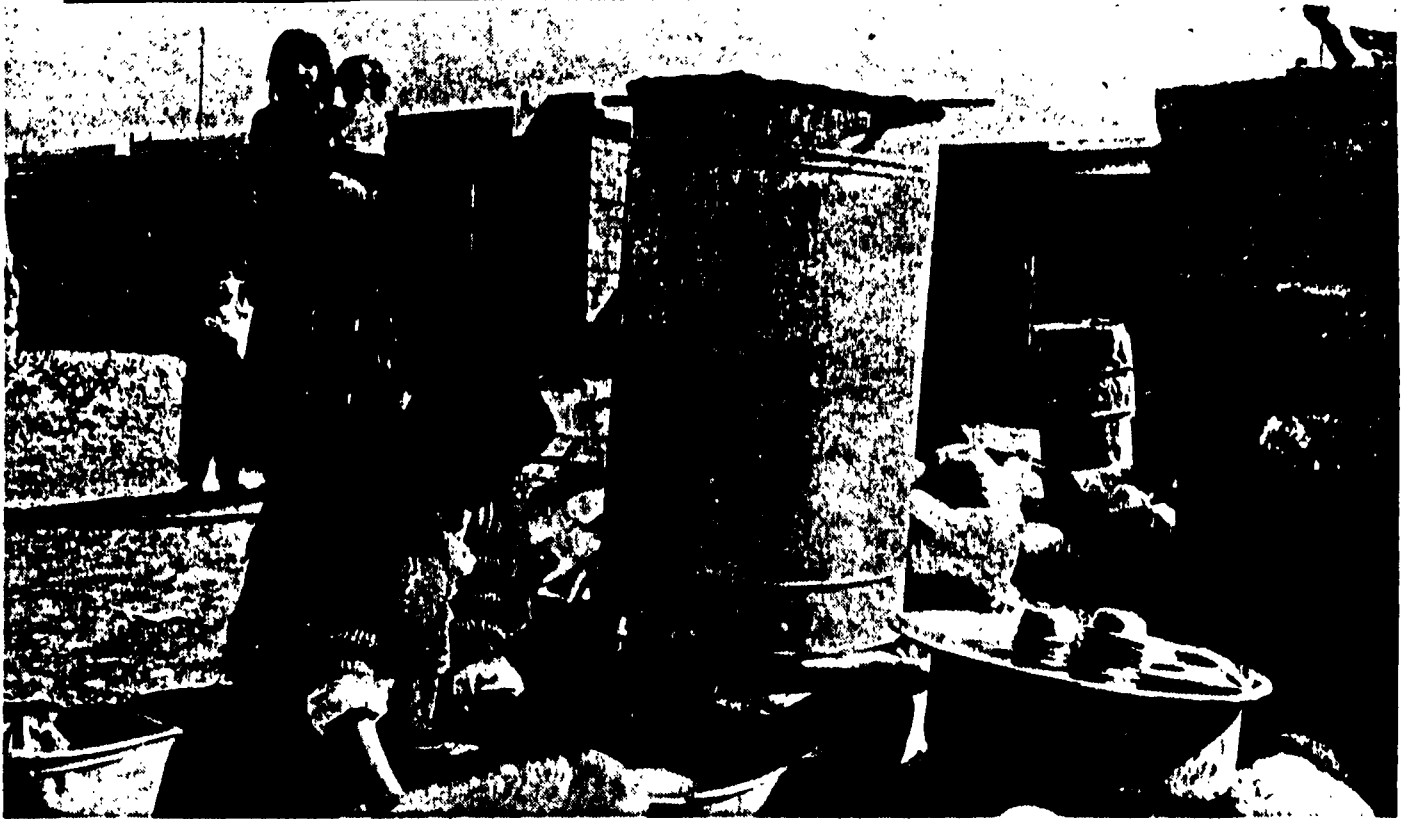
Zielt diese Politik nicht auch auf die Austrocknung und Zerschlagung des kurdischen Widerstandes?

Natürlich versucht die Regierung, mit der Entvölkerung Kurdistan die bewaffnete nationale Widerstandsbewegung der Kurden zu zerstören. Es gibt keine Dörfer mehr, in denen unsere Kämpfer, die Peschmerga, illegal leben können, wosie im Winter Schutz suchen, sich verpflegen oder Information sammeln können. Es ist eine leere Gegend geworden, und das Leben der Kämpfer ist sehr schwer.



Ist die Strategie der Regierung also erfolgreich?

Nein, die Peschmerga können selbst in einem leeren Gebiet leben. Es gibt noch Kurden in Kurdistan, die sie unterstützen, zum Beispiel diejenigen, die jetzt in den Lagern entlang der Hauptstraßen leben. Außerdem sind da noch die Kurden, die sich als Söldner verdingt haben, um ihre Familien zu ernähren, oder die zwangsrekrutiert wurden [für die „National Defence Bataillons“, eine unter irakischem Kommando stehende paramilitärische Organisation; Anm. d. Red.]. Sie sind keine Verräter, sie sympathisieren mit der kurdischen Bewegung. Die kurdischen Parteien haben sogar ihre Ableger unter diesen Söldnern. Daher ist es den Peschmerga auch immer noch möglich, sich Informationen, Nahrung und sogar Waffen zu beschaffen.



Entlang der großen Straßen siedelt man sie an: deportierte KurdInnen aus dem zerstörten Halabja im Lager „Neu Halabja“ Foto: Umbruch

Das klingt so, als hätte sich nichts verändert.

Doch, es gibt Probleme. Jetzt sind die Peshmerga auf bestimmte Stützpunkte angewiesen, in denen sie ihre Lebensmittel lagern, wo sie sich bei Regen und Schnee schützen können. Diese Orte sind oft erst nach vielen Stunden Fußmarsch zu erreichen, während die Kämpfer früher einfach in das nächste Dorf gehen und sich an einen gedeckten Tisch setzen konnten. Trotzdem sind wir optimistisch, weil es nicht das Ziel der irakischen Kurden ist, die Armee zu bekämpfen und Bagdad zu erobern. Unsere Strategie ähnelt der der algerischen Revolution: Wir halten die Truppen auf Trab, wir ermüden und zermürben sie, indem wir sie zu ständiger Alarmbereitschaft zwingen. Das kann man mit kleinen, mobilen Gruppen von Peshmerga erreichen.

Hat die Deportations- und Entvölkerungspolitik zu einer engeren Zusammenarbeit der verschiedenen kurdischen Parteien geführt? Was ist aus der Kurdischen Front geworden, die Ihre Organisation, die Patriotische Union Kurdistans (PUK), in der letzten Phase des Golfkriegs mit der Demokratischen Partei Kurdistans (KDP) von Massoud Barzani gebildet hat?

Die Front schließt heute fünf kurdische Parteien ein, die FUK, die KDP, die Demokratische Volkspartei Kurdistans, die kurdische Sozialistische Partei und den kurdischen Zweig der irakischen kommunistischen Partei. Die Führung ist kollektiv; es gibt ein Exekutivkomitee, in dem ein Vertreter jeder Partei sitzt. Die Front wird ihre bewaffne-

ten Kräfte in einer einzigen revolutionären Armee vereinigen. Außerdem sind wir jetzt dabei, Abteilungen für auswärtige Beziehungen, Public Relations etc. zu bilden.

Massoud Barzani erwähnte kürzlich in einem Gespräch mit der taz neben einer kurdischen auch eine irakisch-kurdische Front, in der auch islamische Kräfte mitarbeiten. Wie stehen Sie dazu?

Was die irakische Front angeht, so versuchen wir, ein Bündnis aller Oppositionsparteien aufzubauen, einschließlich der islamischen und arabisch-nationalistischen Parteien. Es gab mehrere Treffen in Damaskus, bei denen Barzani die kurdische Front repräsentierte. Aber diese Gespräche hatten keine praktischen Konsequenzen. Nach wie vor bestehen Meinungsverschiedenheiten zwischen den verschiedenen Gruppierungen. Wir hoffen, daß in Zukunft weitere Versuche unternommen werden, eine solche Front mit den islamischen Kräften aufzubauen.

Richten wir den Blick über die Grenze. Wie sind die Beziehungen zwischen der PUK und der PKK im türkischen Teil Kurdistans, von der mehrere Mitglieder derzeit in der BRD vor Gericht stehen, weil ihnen vorgeworfen wird, Dissidenten ermordet zu haben?

Wir gehen davon aus, daß die PKK die logische Antwort auf die türkische Politik gegen die Kurden ist. Wenn die Regierung die Existenz der Kurden negiert, wenn sie selbst die kurdische Sprache verbietet, wenn sie alle möglichen brutalen Mittel gegen die Kurden einsetzt, dann gibt es natürlich eine PKK, die

gegen eine solche Regierung kämpft. Im Frühsommer 1988 haben wir ein Abkommen mit der PKK unterzeichnet, um unsere Beziehungen zu normalisieren. Wir versuchen, die PKK davon zu überzeugen, ihre Beziehungen zu allen anderen kurdischen Parteien und Gruppen in der Türkei zu verbessern, weil wir glauben, daß es auch dort eine gemeinsame kurdische Front geben sollte. Aber so weit sind wir leider noch nicht. Nach der Unterzeichnung unseres Abkommens mit der PKK gibt es aber immerhin schon Anzeichen für eine Verbesserung der Beziehungen zwischen den kurdischen Parteien. Vor drei Jahren kam es zu vielen inneren Konflikten, zum Beispiel am kurdischen Nationalfeiertag Noruz. 1988 und 1989 gab es das nicht mehr. Die PKK zu isolieren ist nicht der richtige Weg. Man muß die Beziehungen vielmehr normalisieren und mit der Führung der PKK einen Dialog aufnehmen, damit sie ein Vorgehen vermeiden, das dem Kurdenproblem in Europa nur schadet. Weltweit zeichnet sich ein neuer Trend ab: Es wird zunehmend versucht, alle Konflikte mit politischen Mitteln zu lösen. Auch die Kurden müssen solchen grundlegenden Änderungen Rechnung tragen.

Apropos politische Lösungen: Wann werden Sie mit der Regierung in Bagdad verhandeln?

Wir gehen grundsätzlich davon aus, daß es eines Tages Verhandlungen zwischen der kurdischen Revolution und der Regierung in Bagdad geben wird. Wir kämpfen ja gerade, um der Zentralregierung eine politische Regelung aufzuzwingen. In der

Praxis brauchen wir dafür aber erstens eine starke Bewegung, zweitens müssen wir die internationale Situation ausnutzen, drittens uns die Unterstützung arabischer Länder und Organisationen sichern, viertens müssen wir weltweit die öffentliche Meinung mobilisieren und entsprechenden Druck auf die Supermächte und die EG ausüben. Eine politische Lösung anzustreben heißt schließlich nicht aufzugeben oder betteln zu gehen. Unser Gegner wird derzeit von allen Seiten unterstützt: Die UdSSR ist der wichtigste Waffenlieferant, danach kommt Frankreich, und die BRD hilft bei der Entwicklung von C-Waffen. Uns unterstützt im Moment niemand.

Vor zwei Jahren, als der Golfkrieg noch andauerte und die iranischen Truppen Fao im Südirak besetzt hielten, erklärte einer Ihrer Vertreter gegenüber der taz, die PUK strebe einen föderativen Irak an: ein Bundesstaat für die Schiiten im Süden, ein zweiter für die Sunniten, die sich in der Mitte konzentrieren, und ein dritter Bundesstaat für die Kurden im Norden. Ist das heute noch Ihr Ziel?

Das war nie die Haltung der PUK. Wir sind immer für eine Föderation zwischen Arabern und Kurden eingetreten, für das Recht auf Selbstbestimmung im Rahmen des Irak. Wollten wir die Bevölkerung nach Religionszugehörigkeiten aufteilen, dann müßten wir auch die Kurden aufteilen, unter denen es neben den Sunniten auch Schiiten und Christen gibt. Wir sind eine säkulare Bewegung. Unser Fernziel ist die Selbstbestimmung, unser Nahziel, den Völkermord an den Kurden zu

beenden und Schritt für Schritt Autonomie und Demokratie zu verwirklichen.

Wie haben sich seit Ende des Golfkrieges Ihre Beziehungen zu Iran entwickelt? Haben sie keine Angst vor dem Abschluß eines iranisch-irakischen Friedensvertrages, wenn sie sich an die Ereignisse des Jahres 1975 erinnern? Schließlich hat der Schah die Kurden unter Barzani damals fallen gelassen, nachdem beide Staaten ihre Grenzstreitigkeiten vertraglich geregelt hatten.

Wir gehen von zwei Möglichkeiten aus: erstens, Iran und Irak werden schließlich ein Friedensabkommen unterzeichnen. Zweitens, beiden Ländern gelingt es nicht, in naher Zukunft eine solche Übereinkunft zu erzielen. In unserer Politik müssen wir uns allerdings an der ersten Möglichkeit orientieren. Die kurdische Front hat deshalb beschlossen, den bewaffneten wie den politischen Kampf fortzusetzen. Und selbst wenn es zu einer Übereinkunft kommen sollte, wird es uns möglich sein, den Kampf fortzusetzen.

Sie kämpfen gegen eine arabische Regierung und suchen gleichzeitig Unterstützung in der arabischen Welt. Sind Sie dabei erfolgreich?

Wir suchen die Unterstützung aller arabischer Parteien und Strömungen. Die islamische Bewegung in der ganzen arabischen Welt unterstützt die Kurden — gemäß der Prinzipien des Islam. Die Kurden sind eine moslemische Nation. Die Ägypter sind z. B. Sunniten wie die Kurden auch. Die islamische Bewegung in Ägypten geht davon aus, daß Saddam Hussein sich mit dem Krieg gegen die Kurden außerhalb des islamischen Gesetzes gestellt hat, weil Sunniten gegen Sunniten kämpfen.

Auf der anderen Seite verurteilen auch die kommunistischen Bewegungen den Irak. Und es gibt noch einen anderen Teil der arabischen Gesellschaft, in Algerien, Marokko und Tunesien, der die Kurden unterstützt: die Berber und die Kabysten, die Minderheiten in diesen Ländern.

Und die Regierungen?

Heute unterstützt uns nur Syrien, das den Einsatz chemischer Waffen verurteilt hat. Wir haben angefangen, an die Türen der arabischen Regierungen zu klopfen und sie nach ihrer islamischen Einstellung gegenüber den Kurden zu befragen. Offiziell sind alle islamisch. Ich glaube nicht, daß wir sofort angehört werden. Aber es wird Änderungen geben, denn die inner-arabischen Beziehungen sind nicht stabil. In internationaler Hinsicht war auch die erste große Kurdenkonferenz im Oktober in Paris ein Erfolg. Sie war ein guter Anfang, die Öffentlichkeit für den gerechten Kampf des kurdischen Volkes zu mobilisieren.

Interview: Beate Seel

Arabisierung durch Deportation

Schätzungsweise eine Million irakischer Kurden von Saddam Husseins Deportationspolitik betroffen / Seit 1985 fast 4.000 kurdischer Dörfer im Irak zerstört / Entvölkerte Gebiete reichen bis zu 150 Kilometer ins Landesinnere

Die irakische Regierung in Bagdad leistet ganze Arbeit: Fast unbemerkt von der Öffentlichkeit hat das Regime Saddam Husseins seine Deportationspolitik in Kurdistan weitgehend abgeschlossen, eine Politik, die einer völligen Vernichtung der vorwiegend bäuerlichen kurdischen Gesellschaft gleichkommt.

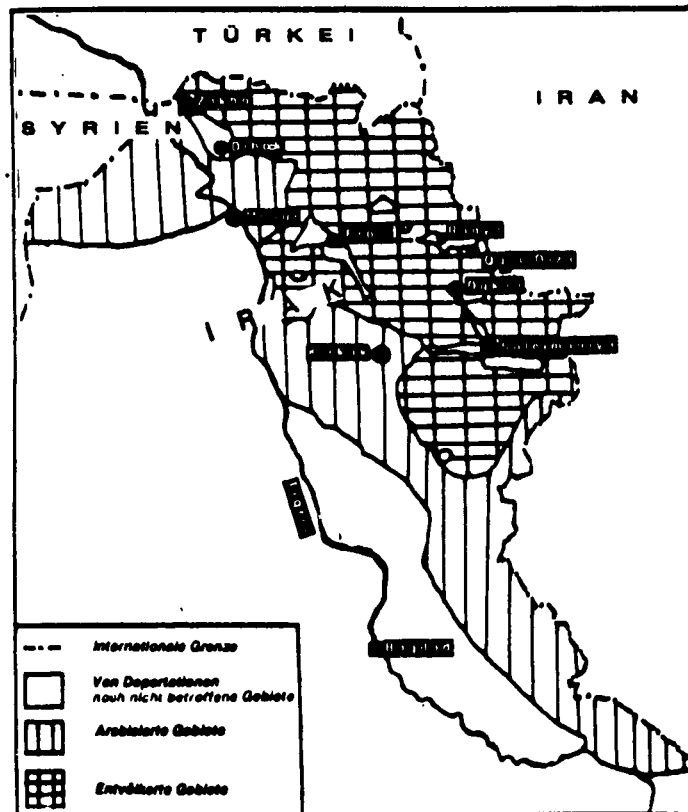
Von den Deportationen ist das gesamte irakische Kurdistan betroffen. Die zwangsweise umgesiedelten Kurden sind derzeit meist in Lagern entlang der großen Straßen untergebracht, ohne Wasser- und Stromversorgung, Schulen und ärztliche Versorgung und ohne Verdienstmöglichkeiten. Daher befürchten kurdische Politiker auch, daß die Bevölkerung langfristig in den arabischen Südirak verschickt werden soll, wo es Industrie und Arbeitsplätze gibt.

Anders als der östliche Teil von Irakischem Kurdistan, der völlig entvölkert werden soll, werden im westlichen Teil Araber aus anderen Regionen des Landes angesiedelt — ein gigantisches Umsiedlungsprogramm also, das den Aktivitäten der kurdischen Parteien und Kämpfer, die sich für eine Autonomie-Regelung einsetzen, den Boden entziehen soll. Das Argument der Regierung, beider Operation handele es sich um die Schaffung einer Sicherheitszone entlang der iranisch-irakischen Grenze, strahlt schon der Blick auf die Karte Lügen: Die entvölkerten Gebiete reichen bis zu 150 Kilometer weit ins Landesinnere.

In dieser Region sind, abgesehen von den Lagern, lediglich kleine Flecken noch bewohnt. Noch, denn in diesem Jahr hat sich die Regierung vorgenommen, einen weiteren dieser Flecken zu entvölkern: die Grenzstadt Qala Diza mit 100.000 Einwohnern. Die Kurden rechnen damit, daß im nächsten Jahr weitere Städte und Dörfer drankommen, in denen noch Menschen leben. Langfristig, so fürchten sie, werden nur fünf Städte übrig bleiben: Suleimaniya, Kirkuk, Erbil, Dihok und Zakhko.

Die Deportationspolitik gegenüber den Kurden im Irak hat Tradition: Sie wurde eingeleitet, als sich die jetzt in Bagdad herrschende Baath-Partei im Jahre 1963 das erste Mal an die Macht putzte. 1976, nach einer Niederlage der kurdischen Bewegung, wurde sie wieder aufgenommen und in den letzten Jahren weiter forciert. In der Zeit zwischen 1985 und 1988 wurden nach einer kurdischen Zählung, soweit bekannt, 3.839 Dörfer und Städte zerstört, unter den zerstörten Gebäuden 1.757 Schulen, 2.457 Moscheen und Kirchen, 271 Krankenhäuser. Die Zahl der deportierten Familien beläuft sich auf 219.828. Wenn man davon ausgeht, daß jede Familie rund sieben Personen umfaßt, kommt man auf eine Zahl von über einer Million Menschen, die von dieser Zwangsmaßnahme betroffen wurden. Die tatsächliche Zahl der Vertriebenen liegt noch höher.

D. S.



Montagne 17 11 1989

SAINTE-FLORINE

RÉFUGIÉS KURDES

C'était « l'heure de la rentrée » lundi, pour 45 enfants d'âge scolaire



Quarante-cinq enfants des familles de réfugiés kurdes installés dans le bassin ont fait leur « rentrée des classes » lundi matin, sous la responsabilité de quatre enseignants de l'Education nationale spécialement formés à cet effet.

L'ARRIVÉE de dix familles kurdes dans le bassin a suscité un réel élan de solidarité dans les quatre communes d'accueil. L'Education nationale n'a pas voulu être de reste quant à la scolarisation des plus jeunes de ces réfugiés.

Par l'intermédiaire de l'inspection académique, elle a recruté deux suppléants sur la liste supplémentaire et mis à disposition un poste sur le contingent départe-

mental, ainsi qu'un poste de maître auxiliaire affecté au CES pour subvenir à la création de trois classes du premier degré à Auzon, Bournoncle-Saint-Pierre et Sainte-Florine, et une classe du second degré au collège de Sainte-Florine (les enfants de moins de 6 ans sont scolarisés directement en maternelle).

Ces enseignants ont suivi un stage d'une semaine à l'Ecole normale de Clermont-Ferrand, en

compagnie de leurs collègues de Vic-le-Comte et Corent (Puy-de-Dôme), Mansat (Creuse), Peyrelevade (Corrèze) qui accueillent également des réfugiés kurdes. Ce stage, organisé par le CEFISEM (Centre de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants), a permis aux instituteurs d'appréhender quelques techniques pour l'enseignement du français à de jeunes migrants.

Lundi, donc, c'était jour de rentrée pour les quelque 45 enfants kurdes en âge d'être scolarisés. Les premiers instants de curiosité, d'une part, et de crainte, d'autre part, passés, les élèves français et kurdes ont vite trouvé un langage universel... sous la forme d'une partie de football, ce qui vaut bien toutes les pédagogies du monde pour l'intégration future de ces « petits nouveaux » !

The Independent
18 11 1989

Kurds plan to move their struggle to Iraqi cities

By Harvey Morris
Middle East Editor

IRAQ'S rebel Kurds are planning a campaign of urban guerrilla warfare against government targets throughout the country in response to what international human rights organisations have described as the genocidal policies of President Saddam Hussein's regime.

Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two principal Iraqi Kurdish rebel organisations, said the campaign would be aimed at military targets, state companies, economic installations, oil refineries, bridges and army schools and training centres.

The strategy he outlined in an interview with *The Independent* amounted to a renewed declaration of war against the central government and, for the first time, a warning that Kurdish rebels intended to spread their attacks outside Kurdistan and into the major Arab cities of Iraq.

But he said PUK guerrillas would avoid civilian casualties and there was no intention to spread the campaign outside the borders of Iraq. "We want to take our urban guerrilla war to Arab cities but I am sure responsible Kurdish forces will never go to terrorism," Mr Talabani said. "We are against any sort of action outside Iraq. We consider it as terrorism and it would jeopardise

the reputation of the Kurds and only serve Saddam."

He said the PUK's new strategy of urban warfare was partly prompted by the Iraq government's forced depopulation of rural Kurdistan, which constitutes the mountainous north of the country. Immediately after Iran announced its agreement to a ceasefire in the Gulf war in July 1988, Iraqi forces turned their attention to Kurdish rebel forces. Kurdish *peshmerga* guerrillas and their families were attacked from the air with chemical weapons and nerve gas and tens of thousands fled over the borders to neighbouring Turkey and Iran. Since then many Kurdish villages have been destroyed and their inhabitants relocated in areas of Arab Iraq.

Mr Talabani said that, as a result, much of the north was now empty territory for both rebel and government forces. Although the *peshmerga* would pursue their traditional policy of tying down the army in the countryside, the new tactic of urban warfare was important in keeping international attention on the question.

He said that because of the chemical weapons air raids on

Kurdistan in 1988, Iraqi pilots were considered to be a legitimate target. He said that the *peshmerga* had already killed 22 pilots in an attack on a military bus in the northern city of Kirkuk in September last year.

Mr Talabani said it was not the aim of the Kurdish rebels to overthrow the government of Saddam Hussein but to put pressure on it to bow to demands for Kurdish autonomy. He said there was no conflict between the PUK strategy and that of the Kurdish Democratic Party, the other main Iraqi grouping, led by Masoud Barzani.

Iraq's treatment of its Kurdish population, particularly since the end of the Gulf war, has been condemned by a number of human rights organisations, including Amnesty International. The London-based Minority Rights Group said in a recent report that the Iraqi government appeared intent on destroying the Kurdish community "by deliberately inflicting on the group [in the words of the 1948 Convention on Genocide] conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part".

The Minority Rights Group estimated that 3,000 of 4,000 villages of Iraqi Kurdistan had been razed and that up to half a million Kurds had been forcibly removed from their homes.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

Mitterrand-Dumas

M. Dumas évoque les initiatives de Mme Mitterrand

PARIS, 21 nov (AFP) - Le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a reconnu mardi que la démarche de l'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, dans la défense des droits de l'homme ne correspondait pas toujours à celle du Quai d'Orsay, tout en soulignant qu'il n'y avait pas lieu de "dramatiser".

"Elle ne se place pas sur le même terrain que les diplomates professionnels. Elle gère des détresses humaines. Elle intervient là où il y a de grands malheurs", a déclaré sur La Cinq M. Dumas, à qui l'on demandait si les initiatives de Mme Mitterrand n'embarrassaient pas parfois le Quai d'Orsay.

Sa démarche "ne rencontre pas forcément (celle) des diplomates et du quai d'Orsay. Mais tout ça s'harmonise très bien. Je veille à tout cela. Croyez moi il n'y a pas de quoi dramatiser", a ajouté le ministre.

Mme Mitterrand préside la fondation France-Libertés, pour la défense des droits de l'Homme, qui a parrainé récemment un colloque sur les Kurdes et doit en organiser un prochainement sur l'Afrique du sud.

Populaire du Centre

21. 11. 1989

RÉFUGIÉS EN CORRÈZE

Peyrelevade : La difficile intégration de 56 Kurdes

SITUÉE à 800 mètres d'altitude au cœur du plateau de Millevaches, la commune corrézienne de Peyrelevade est redevenue, cet automne, une terre d'accueil pour des réfugiés politiques. Après avoir abrité six mois, pendant l'hiver 1984-1985, une quarantaine de Cambodgiens, les gîtes du villages de vacances servent depuis le 14 octobre de cadre de vie à 56 Kurdes appartenant à sept familles.

Celles-ci ont quitté le nord de l'Irak, plus précisément la région de Dihok, en août 1988, après les bombardements de l'aviation irakienne (1).

Disséminés

Après avoir vécu des heures terribles sur leurs terres, puis pendant onze mois dans des camps militaires en Turquie, 335 Kurdes sont arrivés en deux groupes en France, à l'initiative de l'Association France-Libertés que préside M^{me} Danielle Mitterrand. Ces hommes, femmes et enfants furent installés au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) où ils restèrent deux mois et demi.

Ces réfugiés sont maintenant disséminés. Certains se trouvent à Paris ou Clermont-Ferrand. Des groupes plus importants ont été accueillis à Mainsat, en Creuse, à Sainte-Florine et dans des localités environnantes de la Haute-Loire, à Vic-le-Comte dans le

Puy-de-Dôme, à Castillon dans l'Ariège et à Peyrelevade.

Jusqu'au 30 avril prochain, date à laquelle s'arrêtera l'aide du ministère de la Solidarité, les nouveaux venus vont être alphabétisés : les adultes par l'A.F.P.A., 32 enfants par l'Education nationale avec deux institutrices spécialisées au sein de deux classes aménagées au groupe scolaire alors que les cinq plus jeunes vont à la crèche.

Des progrès très sensibles ont été déjà enregistrés à la satisfaction des divers intervenants impliqués dans cette action et d'Ismaël, l'interprète du groupe, originaire de Kerkuk, qu'il quitta voici six ans pour faire ses études à Besançon.

L'arrivée des Kurdes à Peyrelevade a été « commentée » diversement par les habitants de la commune et des environs. « Si des humeurs ont été enregistrées et des réticences exprimées, il n'y a pas eu de réactions de rejet pour le moment », souligne M. Chassaing, directeur du centre de vacances.

La municipalité de Peyrelevade que conduit Bernard Coutaud a voulu, en accueillant des Kurdes, participer à l'action humanitaire engagée par l'Association France-Libertés, au vu des enseignements retirés de la présence passée des Cambodgiens.

Un autre aspect est également pris en compte dans cette démarche. Le plateau de Millevaches perd de la population. L'installation définitive de Kurdes — les Cambodgiens ne sont pas restés sur place — permettrait de ralentir, pour le moins, le phénomène et peut-être de contribuer à revitaliser la région. Le maintien d'une classe, d'un commerce, le

développement ou la poursuite d'activités peuvent en dépendre.

Intégration

Pour ces Kurdes, quelle que soit leur décision, rester sur place ou s'établir ailleurs, recommencer une nouvelle vie est une nécessité. Vivant de diverses aides dont les allocations familiales — des démarches ont été faites pour qu'ils puissent bénéficier du R.M.I. — ces réfugiés font des « efforts de comportement » pour s'intégrer. Ainsi les jeunes filles ne portent plus le foulard traditionnel, la vie dans les gîtes passe par l'observation de règles explicitées par les autorités locales.

Pour autant, le chemin reste long. En plus de l'apprentissage de la langue, les Kurdes devront trouver un logement et un emploi le printemps prochain. D'où diverses initiatives conduites par les responsables locaux pour tenter de solutionner au mieux ces deux importantes questions. Recensement de logements, recherche de stages qualifiants rémunérés, aide à une meilleure connaissance de la région entrent dans ce cadre-là.

Si les Kurdes, les adultes mais aussi les enfants, gardent la nostalgie de leur pays, ils en parlent avec dignité. Ils savent qu'une nouvelle chance vient de leur être offerte. A eux maintenant de la saisir.

B. C...

(1) Les Kurdes dont le nombre se situe entre 20 et 25 millions habitent l'Irak, l'Irak, la Turquie, la Syrie et à un degré moindre l'Union Soviétique. S'il n'existe pas d'unité linguistique au sein de ce peuple musulman, ses membres se comprennent néanmoins.

Les Kurdes vivent dans un contexte politique très particulier. Ils souhaitent la reconnaissance de leur nationalité et de leur culture. D'où des problèmes notamment en Irak où leur situation est particulièrement difficile en raison de la violence de la politique menée à leur égard.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Législatives-LePen

Le Front national accueille "fraternellement" les "électeurs communistes sincères"

DREUX, 22 nov (AFP) - Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a invité mardi soir à Dreux (Eure-et-Loir) les "électeurs communistes sincères" à se joindre au "combat national" de son mouvement en leur assurant qu'ils seront "accueillis fraternellement" et a évoqué la "colonisation qui est en cours" avec l'immigration.

M. Le Pen s'est adressé, au cours d'une réunion publique en soutien à la candidate du FN aux élections législatives partielles de Dreux, Mme Marie-France Stirbois, "aux communistes qui ne font pas partie du noyau incompressible d'aigris, de fainéants qui trouvent dans le communisme l'explication de leurs échecs personnels". "Ceux là se rendent compte, parce que cela éclate aux yeux même des moins avertis, que dans les pays communistes c'est la misère, c'est la dictature", a ajouté M. Le Pen.

Concernant l'immigration, M. Le Pen a estimé qu' "en vérité on rentre et de partout". "Vous sentez bien que ce qu'il y a de plus grave et de plus immédiat" dans les événements de la RDA, c'est que si par hasard "il entre 500.000 réfugiés de l'Allemagne de l'Est, cela signifiera qu'il va sortir 500.000 turcs de l'Allemagne de l'Ouest et vous avez déjà deviné où ils iront", a ajouté le chef de file du Front national. Pour M. Le Pen, l'immigration turque et kurde est "particulièrement redoutable pour notre sécurité intérieure et extérieure".

"L'intégration n'est plus possible, elle eut été juste et légitime pour les harkis et leurs familles, or pour ceux là la France n'a pas été capable de le faire ou n'a pas voulu le faire", a-t-il dit.

Turquie-Kurdes

Trois morts lors d'un accrochage dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 23 nov (AFP) - Trois personnes, dont un militaire, ont été tuées dans la nuit de mercredi à jeudi près de Hakkari (frontière avec l'Iran et l'Irak) lors d'un accrochage entre séparatistes kurdes et forces de l'ordre, a annoncé l'agence turque semi-officielle Anatolie.

Selon la déclaration de la préfecture de la région à Diyarbakir (sud-est) citée par Anatolie, un groupe de "terroristes" kurdes a tiré sur les forces de l'ordre aux environs de Cukurca près de Hakkari, tuant un policier.

La police a saisi deux fusils d'assaut lors de cet accrochage, ajoute l'agence turque.

D'autre part, 28 personnes accusées d'avoir aidé des séparatistes kurdes ont été arrêtées dans les zones rurales de la ville de Mardin (frontière avec la Syrie et l'Irak), selon l'agence, qui précise que les forces de l'ordre y ont également saisi des armes et des munitions.

Les séparatistes kurdes qui opèrent dans cette région appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), en lutte armée contre le pouvoir central depuis août 1984. Entre 1.600 et 2.000 personnes ont été tuées depuis cette date, rappelle-t-on.

Les Kurdes attaquent la Turquie

DIX ANS DE TERRORISME COMMUNISTE

La Turquie est confrontée cette année, dans ses provinces du sud-est, à l'offensive terroriste déclenchée par le PKK, le Parti marxiste kurde du Travail, à l'occasion de ses dix ans d'existence. Notre envoyé spécial s'est rendu sur place pour rendre compte de la situation*.

Membre de l'OTAN, candidate à l'entrée dans la Communauté européenne, nation occidentale de culture musulmane et maillon indispensable entre l'Europe et le Moyen-Orient, la Turquie doit faire face à un affaissement sensible de son développement économique.

Par ses frontières communes avec l'URSS, l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Grèce et la Bulgarie, elle a développé un rôle médiateur — et commercial — avec l'Iran et l'Irak, alors qu'elle connaît de graves tensions avec Sofia à cause de la minorité turque assez importante qui fuit un régime oppressif et discriminatoire. Les rapports avec la Grèce sont moins brûlants, bien que la question de Chypre demeure sur le tapis.

Avec la Syrie, le plus proche allié de l'URSS dans la région, les relations connaissent des hauts et des bas dus au fait, entre autres, que Damas offre une protection plus ou moins occulte au terrorisme du PKK, l'impitoyable mouvement terroriste kurde fondé par Abdullah Ocalan (Apo), en 1979.

Ces dernières semaines, les attaques de ce groupe dans la zone sud-orientale de la Turquie ont été très intenses, d'une violence et d'une mise au point telles qu'on croit assister à une véritable offensive de grande envergure, destinée à démontrer la force du mouvement dix ans après sa création.

Plus de 260 attaques survenues durant les sept premiers mois de 1989 (143 en 1988) ont porté le nombre des victimes de ces deux dernières années à plus de 800 (1500 depuis 1984). Durant le premier semestre de 1989, en tout 49 soldats ont été tués (30 pour toute l'année 1988) et 32 civils (65 en 1988, dont les enfants de Yuvali). La population de la Turquie du Sud-Est, qui englobe les provinces chaudes de Diyarba-

kir, Siirt, Hakkari et Van, est en majorité kurde. Dans l'ensemble de la Turquie, on compte huit à dix millions de Kurdes, que le gouvernement appelle les « Turcs des montagnes ». Bien qu'elle soit la première victime du terrorisme communiste et qu'elle ait obtenu du Premier ministre Turgut Özal un adoucissement des lois qui interdisaient le nationalisme et l'usage de sa langue, la communauté kurde a matière à se plaindre, en partie à cause de « bavures » injustifiables, comme par exemple l'assassinat de deux civils à Balveren par des représentants des forces de sécurité, qui ont ensuite cherché à faire disparaître les cadavres en les brûlant.

Si l'année dernière, le *Partiya Karkaren Kurdistan* exterminait des civils sans défense à la nuit tombante à coups de rafales de AK 47, et semait des mines artisanales le long des voies d'accès aux villages isolés, cette année les tactiques ont évolué au point d'attaquer la base militaire de Sirkak avec des roquettes, dans les reliefs du Cudi, près de la frontière avec la Syrie et l'Irak. Lors d'une attaque de plusieurs heures qui s'est déroulée le 10 août dernier à Kayatepe, un lieutenant, deux soldats turcs et un *koruku* (le gardien du village) ont été tués. En même temps, des hommes masqués ont attaqué à coups de Kalashnikov le village de Hisar près de Cizre sur la frontière syrienne, tuant le *muhtar* (le chef du village) et trois *koruku*. Une heure plus tard, trois militaires de garde sont sortis du bâtiment scolaire à l'abri de sacs de sable, mais les hommes du PKK avaient disparu dans la nuit le long du fleuve. Ce ne fut qu'à l'aube que commença le râtissage. Dans une zone voisine, en revanche, deux terroristes ont été tués par des gendarmes qui avaient également descendu deux autres terroristes à Delerer, près de Sirkak, et saisi des armes et des munitions. A Caglayan, le PKK a abattu trois civils. Près de Hakkari, il a incendié les baraquements et les véhicules de chantier du Département turc de l'Elec-

tricité, tuant un chauffeur et un ouvrier qui tentaient de s'échapper. A Urumku, le PKK a enlevé dix habitants et à Gurpinar, il a incendié une école et pris 39 personnes en otages, dont 27 ont été libérées mais contraintes à rentrer au village pour intimider les gardes ruraux de se rendre avec leurs armes, sous peine de mort. Le même jour, à Onculer, un homme a été tué et trois autres blessés.

Ces attaques simultanées de villages distants jusqu'à cent kilomètres les uns des autres, démontrent une stratégie précise, ainsi qu'un grand raffinement tactique, à l'image de la doctrine communiste pour les opérations.

Toujours pendant la première quinzaine d'août, le PKK a enlevé neuf jeunes gens à Besbudak — un procédé qui rappelle les méthodes viêt-cong de recrutement forcé — et miné la route entre Catak et Narli; à Lican, ils ont brûlé l'école et piraté un autobus jusqu'à Bahcesaray, où ils ont attaqué la résidence du vice-gouverneur avec des roquettes RPG-7, faisant trois morts et un blessé. A Narli, le PKK a tué deux habitants et enlevé cinq jeunes gens; à Ovecek, il a tué un *koruku* et brûlé l'école et l'infirmerie.

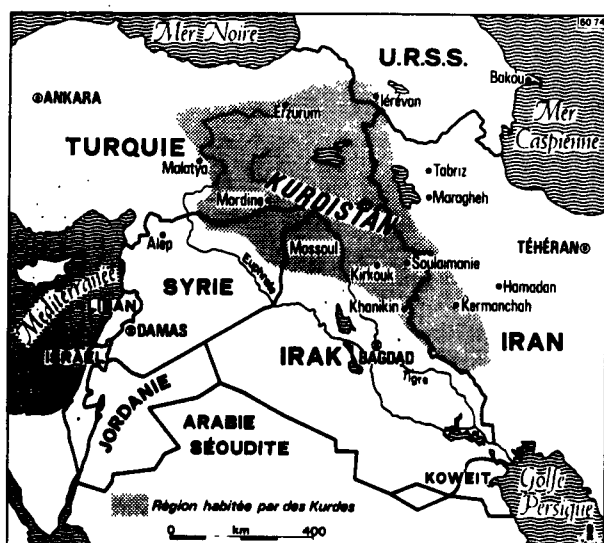
Ankara a réagi en renforçant le commando de gendarmes avec les Özel Tim (brigades spéciales) pour les opérations dans les zones montagneuses, fournissant, entre autres, de nouvelles tenues de camouflage et des fusils américains M16 A2 et CAR 15, alors que l'année dernière nous n'avions remarqué que des H & K G3 allemands fabriqués sous licence en Turquie et, pendant les patrouilles nocturnes, quelques AKM séquestrés aux terroristes.

Généralement, les « Bérets bleus » de la gendarmerie se déplacent avec des véhicules Unimog et des Jeeps, mais dans ces contrées rocheuses et désolées, où la température atteint 40 à 50 degrés, sur des chemins de terre, il est problématique d'intervenir avec la rapidité voulue pour frapper les uni-

* Voir « La Turquie face au terrorisme kurde » paru dans L'IMPACT n° 232 - janvier 1988.



La caserne de la gendarmerie à Midyat, au cœur de la zone attaquée par le PKK.



tés terroristes. Ces dernières attaquent par surprise et se dispersent à pied, se dissimulant dans un labyrinthe de vallées, de cavernes et d'anfractuosités, ou bien rentrent en Syrie.

L'usage d'hélicoptères nous a paru indispensable, mais l'unique AB 204 que nous ayons vu appartenait au gouverneur de Diyarbakir. Dans la capitale turque, on prétend que l'armée se préparerait à assumer le contrôle direct des opérations dans la région, pour répondre à l'offensive déclenchée par le PKK au mois de mai dernier. 30 000 soldats se trouveraient dans la zone de Dizre, Sirnak et Silopi, le long de la route qui conduit de Siirt en Irak.

Ceci modifierait la politique assouplie de «sécurité et développement» poursuivie jusqu'ici dans cette zone vulnérable, dirigée depuis 1987 par un gouverneur civil détenant d'amples pouvoirs, le Super Vali Hayri Kozakcioglu, en accord avec les autorités militaires.

Mais une reprise en main de la part des forces gouvernementales ne va pas sans provoquer quelque tension au sein de la population, comme le démontre l'événement de Yesilyurt: les mauvais traitements administrés à un homme suspecté d'appartenir au PKK, contraint par les militaires de manger des excréments. Le cas a été porté devant la Cour européenne des droits civils à Strasbourg. En outre, quand les habitants de villages isolés sont suspectés d'aider le PKK, ils sont déplacés par les militaires, une méthode qui n'a pas marché en Indochine, mais qui avait donné des résultats en Malaisie.

Sur le principe, la population a confiance dans le gouvernement. Un chef de village nous a affirmé: «Sans l'aide du gouvernement, que ferions-nous? Les bandits viennent ici, tuent les vieux, les femmes et les enfants, et volent nos chèvres». On construit actuellement sur le Tigre une digue pour favoriser l'irrigation, mais Ankara devrait s'engager à fond pour améliorer les conditions économiques et sanitaires d'une région magnifique, habitée par une popula-

tion digne et fière, et hospitalière. On a l'impression que le PKK ne possède pas d'appuis vraiment consistants parmi la population, même si les Kurdes ont un caractère difficile à déchiffrer et sont pris entre deux feux: la prison s'ils aident le PKK, ou les menaces de mort s'ils collaborent avec le gouvernement. Ce n'est pas un hasard si les *muhtar* et les édifices publics, symboles du gouvernement turc, constituent les objectifs du PKK. A part les difficultés d'ordre logistique, le contrôle de la situation devrait pouvoir être maintenu par l'administration, qui recourt à la police civile, à la gendarmerie paramilitaire et à l'armée (l'aviation a bombardé quelques bases du PKK en territoire irakien), ce qui crée des paradoxes, puisque tout doit se dérouler dans le respect des garanties démocratiques après l'abolition de la loi martiale en juillet 1987. Il faut se souvenir que les organisations kurdes à l'étranger sont très actives et prêtes à dénoncer comme persécution n'importe quelle intervention. Il n'y a qu'à voir les manifestes clandestins qui fleurissent sur les murs de tant de villes suisses.

Pour illustrer la complexité de la situation, j'ai été accompagné dans la zone de Cizre par un agent de la police politique de Mardin, par un caporal de la gendarmerie d'Anitli, par une courageuse interprète d'Ankara et un chauffeur kurde, qu'on disait être un informateur de la police à Mardin (où il a deux épouses) et du PKK dans les campagnes (où il a deux autres femmes; le Coran lui en consent quatre). La peine encourue par un sympathisant du PKK va, selon la loi turque, d'un minimum de cinq ans de prison, à dix ans si on prouve son appartenance au groupe terroriste, et à la condamnation à mort en cas d'homicide. Il semble que le PKK rencontre des difficultés de recrutement, les désaccords et les pertes exigeant le constant renouvellement des cadres. Depuis quelque temps, on capture également des terroristes étrangers, et le PKK a lancé cette année une campagne d'enlèvements et de recrutement forcé qui

obligent les malheureux jeunes gens à suivre des cours d'endoctrinement et d'entraînement militaire à l'étranger, en Syrie ou, présentement, au Liban. Il ne semble pas y avoir de volontaires, ce qui est révélateur. Voilà donc la situation en Turquie. Mais l'Irak de Saddam Hussein a chassé 300 000 Kurdes de leurs maisons et il y en a bien 50 000 qui ont été accueillis par la Turquie après que les Irakiens eurent bombardé leurs villages au gaz au cours d'une offensive contre les Kurdes, déclenchée au terme des hostilités avec l'Iran.

En automne 1988, 15 000 personnes ont été transférées en Iran où, après la mort de Khomeiny, quelques voix parlent d'une possible autonomie pour les Kurdes. Après avoir été soutenu par les Kurdes, l'ayatollah a lancé contre eux les Gardiens de la Révolution. Peu de Kurdes suivent le chef Abdulrahman Qassemou dans ses attaques sporadiques contre les forces de Téhéran. 1889 personnes sont retournées en Irak à la suite d'une amnistie et 300 autres ont été accueillies par la France en août dernier.

Le PKK est en train de lancer une vaste campagne contre le gouvernement en vue de constituer un Etat marxiste kurde. Mais, outre le PKK, il existe une douzaine d'organisations illégales kurdes en Turquie, dont les objectifs vont de la promotion de la culture kurde à la demande d'indépendance. Les observateurs retiennent qu'une solution globale est possible pour les Kurdes, dénommés les orphelins de l'univers par le leader Barzani, ennemi juré de l'Irak. Ils sont cinq millions en Iran, quatre millions en Irak et huit à dix millions en Turquie. Cette solution consisterait en une autonomie administrative et en l'amélioration des conditions de vie pour un des rares peuples du Moyen-Orient qui possède une langue et une culture propres, à la différence de tant d'Etats désignés comme tels à une table de conférence par les ex-puissances coloniales, avec les tragiques résultats que l'on sait au Liban •

LUCA M. VENTURI

Plight of Kurdish refugees

Kurdish refugees fleeing persecution in Turkey, find a life in Britain far from their dreams. **Stephen Cunningham investigates**

London Student
23rd November 1989

Tuesday November 14 was Dursun Sen's last interview with the Home Office and last chance to obtain refugee status to stay in England.

His story is fairly typical among the 3700 Kurds who have been arriving in Britain since May fleeing persecution from the Turkish authorities. "We came to save our lives and escape from the type of torture and oppression that all Kurds living in Turkey are subject to on a long-time basis," he said, speaking through an interpreter, at the Kurdish Workers Association's (KWA) temporary headquarters in a parish hall in Tottenham. The KWA hope Dursun will be given permission to stay in Britain because, like many of the Kurds, medical reports confirm he has suffered torture in Turkey.

Back home he was involved in a left-wing organisation fighting for an independent Kurdistan. Though not a member. He was active in delivering newspapers, writing slogans and hanging up posters.

Dursun explained the very existence of the Kurds in Turkey is in danger after years of systematic oppression by the Turkish Government. In Turkey almost 10 million Kurds are forbidden to use their own language or to describe themselves as Kurds. Allegations of atrocities committed against Kurds by the Turkish army have been widespread in recent years and a Marxist guerrilla group, the Kurdish Workers' Party, has sprung up.

Dursun mentioned an infamous massacre of Kurds in 1978 which left over a hundred dead. "Our mothers, wives and sisters were assaulted and many died."

Many members of his family have suffered prison sentences; his cousin was jailed for nine years and another close relative for four years.

When the Turkish authorities learnt of his escape, they went to his house, took his mother to a police station and beat her up. Dursun's wife and child are now in hiding, he does not know where.

His arrival in England in May did not unburden him of his troubles. He was immediately detained in Latchmere House, a detention centre, where he remained for two and a half months. Then wearing handcuffs, Dursun was taken to another detention centre where he stayed until October 10. Dursun claims that not only the Home Office has treated him badly, but also their interpreters are often sympathetic to the Turkish Government.

"Every two weeks when us Kurds go for interviews they put pressure on us by saying, "Come sign now and we'll send you straight back."

Dursun was in detention for 3 months before even the KWA knew he was there. He was not allowed to make any phonecalls and did not even know there was an organisation helping Kurdish refugees.

He strenuously denies the refugees are simply economic migrants, who are just seeking a better life in the West. "Why would we come here as economic refugees when we're only being given £25 a week? Even in Turkey we can earn more than that. It's not for money but because of our

suffering that we've come. I haven't even been able to buy myself a pair of socks since I've arrived here. What sort of economic advancement have I achieved?"

Dursun concluded that life was not much better in Britain. "The present influx of Kurds began last May, and by the time the Home Office introduced visa requirements to stem the flow, about 3700 had arrived. The Home Office claimed many were economic migrants rather than people "with a well-founded fear of persecution".

Since May 250 have chosen to return and over 600 have been interviewed by the Immigration Service to assess their asylum applications. 75 have been granted refugee status and another 270 given "exceptional leave to remain" for up to a year, after which they have to re-apply. The Home Office "is minded to refuse" 155 applications, 51 have had their applications refused but with removal deferred pending further representations, and 39 have been deported.

At first most of the refugees were held in detention centres, as the Home Office feared they "might not make themselves available for interviews". However after the two refugees set fire to themselves, most of the Kurds were released. Dursun's story is supported by the Kurdish Refugees Legal Group, set up to help those fleeing persecution in Turkey. According to Nony Aldill, "There is concern about allegations of badly-trained Home Office interpreters sometimes introducing subjective bias into their interpreting." She also pointed out it was ironic East Germans entering the West were described as "refugees".

Photo Madeleine Minson



Dursun Sen, fearful of being deported back to Turkey to face prosecution, contemplates his last Home Office interview.

On Thursday 5 October, Siho Iyiguya and Doga Srshan set fire to themselves at Harmondsworth detention centre near Heathrow. The two Kurdish refugees, who were fleeing oppression in Turkey, were facing deportation orders sending them back.

Siho has since died and Doga has been granted temporary leave to remain.

England than it was in Turkey. "I don't feel there can be much in the way of human rights in Britain. Nearly 4000 of us arrived here. 500 were put in prison. What did we do wrong? This is no way to show human rights. As London Student went to press, no final decision had been made by The Home Office with regard to Dursun.

Every case is supposedly taken on its own merit and so decisions can take a long time.

However Amnesty International and the refugee welfare organisations are concerned about a particular case last May and June, when dozens of Kurds were expelled from Britain without any



Mounting a vigil by Siho Iyiguya's coffin: he set fire to himself rather than be sent back to Turkey

but the Kurds as "economic migrants". However the Home Office refuted as "absolute rubbish" that any of its interpreters were biased against refugees, and any Kurds were forced to wear handcuffs, as Dursun claimed. A spokesperson added Harmondsworth Detention Centre was akin to a YMCA hostel, with complete freedom of association, television and leisure facilities.

The Home Office claims that when asked why they had come to Britain, some refugees said they understood jobs to be easy to obtain in the UK.

proper examination of their claims. Under guidelines drawn up by the United Nations High Commissioner for Refugees, all applicants for political asylum should be given full and confidential interviews by qualified officials. Here immigration officials - who receive no training in dealing with asylum cases - boarded the aircraft and, after brief interviews with the refugees, ordered the plane to return to Turkey with the Kurds still on board. Permission has been granted for a judicial review to appear before the High Court, to consider whether this was legal.

L'Hebdo 23 11 1989

RÉFUGIÉS

Kurde en danger

Un requérant d'asile expulsé de Suisse est jugé en Turquie, après cinq mois de prison et des tortures.

Il est dangereux, en Turquie, d'afficher de la sympathie pour le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une lutte armée dans l'est du pays. Le tarif est de cinq ans au minimum derrière des murs de sinistre réputation. Le risque est le même si le soutien au PKK a été manifesté à l'étranger. La Suisse, pourtant, n'hésite guère à expulser vers la Turquie des requérants d'asile dont l'engagement politique est sans mystère. «L'Hebdo» (No 35), sur la base d'un témoignage digne de foi, avait avancé que trois Kurdes, ainsi renvoyés, avaient été arrêtés et torturés une fois rentrés dans leur pays. Nous avons retrouvé la trace de l'un d'entre eux, dont le procès est en cours à Malatya.

V. T. faisait partie des vingt militants kurdes qui avaient occupé le consulat allemand à Bâle, en juillet 1988, pour protester contre l'arrestation, en RFA, de compatriotes. Ni le délégué aux réfugiés ni les autorités turques n'ignoraient bien sûr cette action. Pourtant, malgré de nombreuses interventions, et en particulier celle de Jean-Pierre Hocké, alors haut-commissaire, V. T. a été expulsé le 4 avril dernier. La police turque l'a arrêté pour deux jours à sa descente d'avion. «Contrôle de routine, avance Heinz Schöni, porte-parole du DAR. S'il avait été soupçonné d'activi-



En avril, les services d'Arbenz avaient expulsé le Kurde

tés politiques, il n'aurait pas été relâché.»

Mais dix semaines plus tard, V. T. est à nouveau arrêté dans son village de Ciftlik et, selon des informations recueillies sur place, torturé. Dans sa déposition ainsi que dans l'acte d'accusation, le Kurde, pour se protéger, nie tout activisme politique à l'étranger. En vain. Car la police turque va lui trouver quelques solides motifs, sur place, d'être emprisonné en vertu d'un code pénal emprunté à l'Italie mussolinienne. Dans sa déposition, V. T. explique qu'après son retour au village il a reçu la visite, un soir, de l'un de ses coïnculpés, Mustafa Açikgöz, qui l'invitait à rencontrer et à nourrir trois mem-

bres du PKK, cachés non loin de là. «Parce que je suis Kurde, j'ai dit que je pouvais les aider», concède V. T. aux policiers. En outre, il reconnaît avoir indiqué aux «terroristes» qu'un habitant du village, Mehmet Ceviz, était bien à son domicile, où on le retrouvera assassiné le 8 mai.

Le 14 novembre, devant la Cour de sûreté nationale réunie à Malatya, V. T. revient sur ses aveux, affirmant qu'ils lui ont été extorqués sous la torture, et

qu'il a été contraint de les signer les yeux bandés. Faut-il voir là, ou dans la fragilité de l'accusation ne reposant que sur le témoignage d'un repent, ou encore dans les pressions extérieures, la raison de la mise en liberté provisoire du Kurde? L'affaire devrait être rejugée le 12 décembre, et à en croire Heinz Schöni, V. T. «à de fortes chances d'être acquitté».

Cinq mois de détention préventive et des interrogatoires musclés n'auront été, en somme, qu'un simple incident de parcours pour les services du délégué aux réfugiés. Et on peut se demander ce qui serait arrivé au Kurde si les organisations de défense des droits de l'homme et la presse, ici, s'étaient tues. ■

gamk 24 11 1989

• Impression des Anglais sur le projet du GAP.

Le co-président du Conseil d'affaires turco-britannique, Martin Leing, s'est déclaré impressionné par le projet du GAP sous tous ses aspects, ayant affirmé que ce projet dépassait par sa grandeur toutes ses prévisions.

Une délégation formée des membres britanniques de ce Conseil a organisé une conférence de presse à Istanbul après avoir visité les 24 et 25 octobre les chantiers du GAP et la zone franche d'Antalya.

Prenant la parole lors de cette conférence de presse, M. Leing a souligné «ce que nous a le plus

impressionné au cours de notre visite a été surtout l'enthousiasme des firmes turques. Nous avons aussi étudié lors de cette visite la possibilité de coopération entre les firmes britanniques et turques dans les relations commerciales avec l'URSS et le Moyen-Orient et dans le domaine du tourisme.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

FRIDAY, NOVEMBER 24, 1989

We Can Help the Suffering Kurds

By William Safire

WASHINGTON — At a time when we feel special compassion for the homeless, let us consider a whole people without a home — the 17 million Kurdish people, a nation without a country.

Nowhere in the world can you find a distinct ethnic group, its language and culture over 1,000 years old, so systematically persecuted by Persian, Arab and Turkish regimes.

To be a Kurd today is to be the object of genocide. A world delirious with the outbreak of freedom in Eastern Europe is oblivious to the obliteration of a valiant people in the Middle East. Iran sent a team of assassins to Vienna to wipe out three Kurdish leaders who dared to organize a protest conference.

Turkey stamps out Kurdish culture among what it calls "mountain Turks" and does little for starving refugees from Iraq. The dictator of Iraq, Saddam Hussein, is the most zealous of all in punishing villagers who dared to live in oil-rich areas. He bulldozed their houses, literally wiped their cities off the map, deported thousands to deserts and declared the cleared areas "free-fire zones" where any Kurd is a target.

The Kurds were the victims of a massive poison-gas assault, the only in our time to target civilians. Thousands of men, women and children fell in the Iraqi mustard-gas massacre in Halabja.

How has the U.S. government re-

sponded? The Export-Import Bank has provided a \$200 million line of credit to Iraq; the Agriculture Department has provided \$1 billion in commodity credits to Saddam Hussein's regime; the State Department, eager to woo Iraq, turns a blind eye to the suffering of the people being told to assimilate or die. The UN bureaucracy refuses even to investigate the atrocities. Kurdistan, you see, is not a member; it is only an area whose people have been promised autonomy since Woodrow Wilson issued the Fourteen Points.

A few voices have spoken out.

In Paris, Danielle Mitterrand lent her prestige last month to a meeting called to protest the inhumane international silence. In Washington, Senator Daniel Inouye won an amendment last week to Export-Import Bank regulations stopping loans to terrorist nations unless the president requests a waiver "in the national interest" — which Mr. Bush would then have to justify.

But where are all the people who believe so fervently in the right of self-determination?

The ignored Kurds would leap at the chance for autonomy and cultural identity long spurned as insufficient by Palestinian spokesmen.

Can you imagine the international uproar if Israel were accused of inflicting 1 percent of the atrocities on

Arabs that Iraq has inflicted on Kurds? Such selective outrage on America's part is hypocrisy: Palestinians and Kurds alike are entitled to self-rule and respect for their culture on the way to settlement of sovereignty issues.

Here's what Mr. Bush should do:

1. Say a word in behalf of the Kurdish people's right to live in their villages and speak their own language, even if this upsets some of their many oppressors.

2. Direct America's UN delegate to sponsor and campaign for a Human Rights Commission investigation of population relocation crimes.

3. Suspend all Agriculture Department Commodity Credit guarantees to Iraq, and not on human rights grounds alone: Something fishy may be going on with U.S. credit guarantees to Iraq at the Atlanta branch of the Banca Nazionale del Lavoro. Incredibly, despite a worldwide investigation under way, the Agriculture Department only last week issued \$500 million in new export credits to Iraq.

4. Designate 5 percent of U.S. refugee slots to Kurds, who — better than most Polish or Hungarian dissidents, or Soviet Jews — can now claim "a well-founded fear of persecution."

Around the time Americans give thanks for their freedom, the least they can do is to give hope to the homeless nation.

The New York Times.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
 Published With The New York Times and The Washington Post

FRIDAY, NOVEMBER 24, 1989

(l'original du texte est au verso)

Nous pouvons aider les Kurdes qui souffrent

par William Safire

WASHINGTON - A un moment où nous éprouvons une compassion spéciale pour les sans logis, pensons à tout un peuple sans chez soi - les 17 millions de Kurdes, une nation sans patrie.

Nulle part dans le monde vous ne pouvez trouver un groupe ethnique distinct, avec sa langue et sa culture vieilles de plus de 1000 ans, si systématiquement persécuté par des régimes persan, arabe et turc.

Être Kurde aujourd'hui c'est être l'objet de génocide. Un monde en délire du fait de l'explosion de la liberté en Europe de l'Est oublie la destruction d'un vaillant peuple au Moyen-Orient. L'Iran a envoyé une équipe d'assassins pour liquider trois leaders kurdes qui osèrent organiser une conférence de protestation (NDT). Il s'agissait en fait de participation aux négociations de paix.

La Turquie étouffe la culture kurde parmi ceux qu'elle appelle "les Turcs de montagne" et fait peu de chose pour les réfugiés affamés d'Irak. Le dictateur d'Irak, Saddam Hussein, est le plus zélé de tous pour punir des villageois qui osaient vivre dans des régions riches en pétrole. Il a rasé leurs maisons, littéralement rayé de la carte leurs villes, déporté des milliers (de Kurdes) vers le désert et déclaré les régions évacuées "zones de libre tir" où tout Kurde est une cible.

Les Kurdes ont été les victimes d'une attaque massive aux gaz toxiques, la seule de notre époque qui vise les civils. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont tombés dans le massacre de Halabja perpétré au gaz-moutarde par l'Irak.

Comment le gouvernement américain y a-t-il répondu ? La Banque Export-Import a accordé une ligne de crédit de \$200 millions à l'Irak ; le Département d'Agriculture a accordé un milliard de dollars de crédits d'achat (de biens) au régime de Sad-

dam Hussein; le Département d'Etat, pressé de courtiser l'Irak, ferme les yeux à la souffrance d'un peuple à qui l'on dit de choisir entre l'assimilation et la mort. La bureaucratie de l'ONU refuse même d'enquêter sur les atrocités. Le Kurdistan, voyez-vous, n'est pas un membre ; c'est seulement une région dont le peuple s'était vu promettre l'autonomie lorsque Woodrow Wilson avait proclamé ses Quatorze Points.

Quelques voix se sont élevées. A Paris, Danielle Mitterrand a prêté le mois dernier son prestige à une réunion convoquée pour protester contre l'inhumain silence international. A Washington, le sénateur Daniel Inouye a fait adopter la semaine dernière un amendement à la réglementation de la Banque Export-Import, mettant fin aux prêts aux nations terroristes à moins que le président ne demande, "dans l'intérêt national", une dérogation - ce que M. Bush aura alors à justifier.

Mais où sont donc tous les gens qui croient avec tant de ferveur dans le droit à l'auto-détermination ?

Les Kurdes ignorés saisiraient volontiers au vol la chance de jouir de l'autonomie et de l'identité culturelle rejetées depuis si longtemps comme insuffisantes par les porte-parole palestiniens.

Pouvez-vous imaginer le tapage international si Israël était accusé d'infliger aux Arabes

le centième des atrocités que l'Irak a infligées aux Kurdes ? Un tel outrage sélectif de la part de l'Amérique est une hypocrisie : Palestiniens et Kurdes ont, au même titre, le droit à se gouverner et au respect de leur culture dans la perspective d'un règlement de questions de souveraineté.

Voici ce que M. Bush devrait faire :

1. Dire un mot en faveur du droit du peuple kurde à vivre dans ses villages et parler sa propre langue, même si cela vexé certains de leurs nombreux oppresseurs.

2. Donner des instructions au délégué de l'Amérique à l'ONU afin qu'il soutienne et mène campagne pour une enquête de la Commission des Droits de l'Homme sur les crimes de relocation (NDT, déportation et réinstallation forcées) des populations.

3. Suspendre toutes les garanties de crédits d'achat du Département de l'Agriculture à l'Irak, et pas seulement en raison des droits de l'homme : Quelque chose de louche peut se passer avec les garanties de crédits à l'Irak à la succursale d'Atlanta de la Banca Nazionale del Lavoro (NDT). Cette banque italienne a accordé "clandestinement" d'importants crédits à l'Irak utilisés à des fins non spécifiées, très probablement pour financer l'acquisition d'armes prohibées, dont certaines matières entrant dans la fabrication des armes chimiques et bactériologiques. Ces crédits ont transité par la branche d'Atlanta de la banque et ils se trouvent depuis septembre au centre d'un vaste scandale agitant la vie politique italienne).

4. Réserver un quota de 5 % de réfugiés accueillis aux Etats-Unis aux Kurdes, qui - mieux que la plupart des dissidents polonais et hongrois, ou les juifs soviétiques - peuvent maintenant affirmer "une crainte de persécution bien fondée".

Au moment où les Américains célèbrent leur liberté (NDT). Le quatrième jeudi de novembre, qui tombait cette année au 23 novembre, jour de la parution de cet article dans le *New York Times*, est *Thanksgiving Day* ; ce jour-là les Américains rendent grâce à leur liberté et la fête, le moins qu'ils puissent faire est de donner de l'espoir à une nation sans patrie.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

Turquie-Kurdes lead

Massacre de 21 villageois par des séparatistes kurdes

ANKARA, 26 nov (AFP) - Vingt et un villageois, dont 13 enfants, d'Ikikaya dans la province turque de Hakkari (sud-est, proche de la frontière irakienne), ont été massacrés dans la nuit de vendredi à samedi par un groupe de séparatistes kurdes, selon des sources locales officielles contactées dimanche par téléphone.

Cette tuerie de civils est la plus sanglante depuis celle de Pinarçik (près de Mardin à la frontière syrienne) qui avait fait 30 morts en juin 1987

Selon différents témoignages concordants parvenus à Ankara, un groupe de rebelles kurdes, dont le nombre est estimé entre 50 et 100, a fait une descente nocturne dans ce village d'un millier d'habitants. Il a rassemblé les membres de trois familles de "protecteurs de village" (milices pro-gouvernementales) sur la place principale et les a fusillés.

Selon une source bien informée, le commando aurait d'abord tué les 13 enfants avant d'exécuter leurs parents. Avant de s'enfuir vers la frontière irakienne, à 40 minutes de marche du village, profitant de la nuit, les terroristes ont mis le feu à une grande partie du village, selon ces mêmes sources, qui affirment que les séparatistes se vengeaient ainsi du "meurtre" de deux rebelles par les "protecteurs".

120 morts depuis la mi-juillet

Ce massacre intervient à une période où habituellement, les rebelles interrompent leurs opérations jusqu'au printemps en raison des conditions climatiques rigoureuses de cette région de montagnes enneigées, soulignent les observateurs à Ankara.

Depuis la reprise des combats en août 1984, quelque 2.000 personnes (civils, forces de l'ordre et rebelles) auraient été tuées lors d'affrontements dans cette zone peuplée majoritairement de Kurdes. Cent vingt personnes, notamment des civils, ont été tuées depuis l'intensification, à la mi-juillet, des accrochages et attaques, à la suite de l'accroissement des effectifs des forces de l'ordre dans les huit régions sous état d'urgence du sud-est anatolien, selon un bilan établi par l'AFP.

Les séparatistes kurdes, qualifiés officiellement de "bandits", appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste) en lutte contre le pouvoir central d'Ankara. Le PKK qui a son QG dans la Bekaa libanaise contrôlée par la Syrie, revendique "un Etat kurde marxiste-léniniste indépendant".

Turquie-Kurdes

21 villageois tués par des rebelles kurdes en Turquie

ANKARA, 26 nov (AFP) - 21 villageois dont 13 enfants d'Ikikaya, près de la frontière irakienne, dans la province turque de Hakkari (sud-est), ont été fusillés dans la nuit de vendredi à samedi par des séparatistes kurdes, a-t-on appris de source officielle à Hakkari.

Un groupe de rebelles kurdes, qui a fait une descente nocturne à Ikikaya à rassemblé les 21 villageois (13 enfants, 6 femmes, un milicien de l'Etat et un paysan) sur la place principale et les a fusillés avant de s'enfuir vers la frontière, à 40 minutes de marche.

Selon la presse, qui rapporte l'incident, les séparatistes kurdes qui opèrent dans cette région montagneuse se vengeaient du meurtre de deux rebelles par des "protecteurs" (miliciens pro-gouvernementaux) de ce village.

Un responsable de la préfecture de Diyarbakir qui contrôle les huit régions sous Etat d'urgence du sud-est anatolien, dont Hakkari, a affirmé "ne pas pouvoir confirmer cette information".

Les séparatistes opérant dans cette région appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste), principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central. Depuis la reprise des combats en 1984, quelque 1.500 personnes auraient été tuées lors d'accrochages ou attaques contre des villages de cette région en quasi-totalité kurde.

L'Hebdo 30 11 1989

RACISME À FRIBOURG

Le prix d'un Kurde

Mustafa avait 44 ans. Il était heureux d'avoir un travail en Suisse. Il a été tué à Fribourg par un jeune apprenti et par la montée du racisme.

C'est une petite place comme on les aime. Une fontaine, un banc entouré d'arbres, une vue superbe sur la cathédrale et le vieux quartier du Bourg. Mais il faudra la débaptiser. Place du Petit-Paradis est devenu un nom indécent pour cet endroit où Mustafa Yildirim, un requérant turc de 44 ans, a agonisé, dans la nuit de vendredi à samedi, roué mortellement de coups par un apprenti fribourgeois de 17 ans. Après les camps de réfugiés incendiés dans les Grisons, la ratonnade de Wald, en terre zurichoise, les événements de Zoug, le racisme a encore frappé.

Pourtant, cette soirée de vendredi aurait dû être une fête pour Mustafa, un Kurde originaire de Gaziantep, arrivé en Suisse il y a dix mois. Un de ses amis témoigne: «Il était tellement content d'avoir trouvé du travail en Suisse, lui qui avait été emprisonné un an en Turquie, pour des raisons politiques.» Ce soir-là, justement, Mustafa participait à une fête organisée par l'entreprise fribourgeoise qui l'emploie comme sou-

deur. Après le repas, Mustafa et deux de ses amis turcs se rendent à la Grand-Fontaine, la rue chaude de Fribourg. Une altercation oppose l'un des compagnons de Mustafa à une prostituée. Il veut avoir des relations sexuelles sans préservatif. Elle refuse. Il la rudoie, sous les yeux d'une bande de huit jeunes qui avaient passé la soirée à faire la tournée des bistrotts et à commettre quelques actes de vandalisme.

Entre les deux groupes, la tension monte. Les injures fusent. Les jeunes puisent, semble-t-il, dans l'arsenal du racisme le plus grossier, puis lancent des cartons d'ordures à la tête des Turcs. L'un d'eux, qui n'est pas Mustafa, sort un couteau. Une perche en bois passe des mains d'un jeune Fribourgeois à celles d'un Turc. L'autre compagnon de Mustafa s'enfuit. Lui est rattrapé, place du Petit-Paradis, par l'apprenti de 17 ans, un gaillard cos-

taud, qui assomme et tue Mustafa de trois coups de poing à la tête et d'un coup de pied dans le corps.

Samedi, les huit jeunes ont été arrêtés, interrogés puis libérés, sauf l'apprenti inculpé par le juge d'instruction André Piller. Il sera déféré devant la Chambre d'accusation des mineurs.

Ces Fribourgeois, âgés de 16 à 19 ans, ne font pas partie d'un groupement d'extrême droite. Mais Alain Boyer, le responsable fribourgeois de

de Fribourg en scandant «Plus jamais ça» et en demandant une protection légale contre le racisme.

Parmi ces manifestants, le rabbin Claude Layani. «La communauté juive a été choquée. Il faut réagir contre de tels drames, en parler sans cesse. Des injures suivies d'actes de violence: cela a commencé ainsi en Allemagne. Je vais proposer que l'on fasse, dans les écoles fribourgeoises, une série de cours sur le racisme.»



A la place du Petit-Paradis, des banderoles marquent le lieu du drame. A droite, la victime, Mustafa Yildirim

SOS Racisme, invoque un climat de plus en plus oppressant. «Nos amis turcs nous en parlaient, avant le drame. Quand ils se promenaient en ville et qu'ils croisaient des bandes de jeunes, ils se faisaient insulter. Du même coup, ils sortaient toujours en groupe.»

Dimanche matin, à la place du Petit-Paradis, un drap rouge, avec l'inscription «Les réfugiés sont nos potes», marque le lieu du drame. Un vieux passe, lit ce qui est écrit, crache par terre et grommelle: «Nos potes, nos potes, tous des profiteurs, oui...» Et dans les bistrotts les vitupérations contre «ces Turcs qui envahissent la Suisse» alourdissent encore l'atmosphère. Sans compter les remarques ironiques sur les manifestants qui ont défilé dans les rues

Au sein de mouvements comme SOS Asile, le Centre Suisse-immigrés, les syndicats et les partis de gauche, les critiques adressées aux autorités et au délégué aux réfugiés sont vives. Ainsi Jacqueline Sammali, de l'Association Suisse-Kurdistan: «Depuis deux ans, le DAR distille des informations alarmistes sur «l'afflux» des réfugiés. Au lieu de dire combien ils sont exactement, ce qu'ils font, on laisse ainsi couver une haine qui grandit.» ■ Pierre Pauchard

FRAD287 4 I 0399 /AFP-KV82

Autriche-Kurdes

Mandats d'arrêt contre trois Iraniens impliqués dans l'assassinat de trois dirigeants kurdes, selon la presse autrichienne

VIENNE, 30 nov (AFP) - Trois mandats d'arrêt ont été lancés mardi dernier contre trois Iraniens, soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat, le 13 juillet dernier à Vienne, de deux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), dont son secrétaire général Abdel Rahman Ghassemlou, et d'un opposant kurde irakien, a annoncé jeudi le quotidien autrichien Standard.

Selon Standard, le ministre de l'Intérieur autrichien, M. Franz Loschnak, a déclaré à Washington, où il se trouve actuellement en visite, que "tous les soupçons" se portaient actuellement vers "une origine iranienne" de l'attentat, perpétré dans un appartement du centre de Vienne.

Selon le PDKI, principal mouvement de l'opposition kurde armée en Iran, Abdel Rahman Ghassemlou négociait à Vienne avec des émissaires du gouvernement de Téhéran pour tenter de trouver une solution pacifique à la question kurde.

Standard indique que les mandats d'arrêts ont été lancés contre les ressortissants iraniens Amir-Mansour Bozorgian (31 ans), Mostefa Hadji (32 ans) et Mohammad Djaafari-Sahraroudi, ce dernier ayant été blessé au cours de l'attentat.

Les Moudjahidine du peuple (opposition iranienne) avaient affirmé en juillet que le diplomate Mohammad Djaafari-Sahraroudi était en réalité un important responsable des Gardiens de la Révolution et des services secrets iraniens.

Amir-Mansour Bozorgian, qui figure également sur la liste des diplomates à l'ambassade iranienne à Vienne, a aussi été accusé par l'opposition iranienne d'être un agent des services secrets de Téhéran.

Une semaine après l'assassinat de M. Ghassemlou, la police autrichienne avait lancé un premier mandat d'arrêt -- retiré par la suite -- contre Mostefa Hadji et Amir-Mansour Bozorgian. Ce dernier avait été interrogé par la police à la mi-juillet puis relâché. Il était retourné à l'ambassade iranienne à Vienne où il se trouverait toujours, selon Standard.

M. Hadji a pour sa part disparu depuis l'attentat et reste introuvable.

Quant à M. Djaafari-Sahraroudi, la police autrichienne l'a laissé repartir pour l'Iran le 21 juillet dernier sans l'avoir interrogé, ce qui a conduit la presse autrichienne à accuser de laxisme les autorités policières et judiciaires.

km/mk

AFP 301406 NOV 89

Le Monde

2. 12. 1989

Après la spectaculaire opération de police de mercredi

L'avocat kurde interpellé à la coopérative Longo Maï a été remis en liberté

M. Hussein Yildrim, avocat kurde de nationalité turque interpellé à la coopérative Longo Maï, a été remis en liberté. Quant aux trois Maliens interpellés, ils ont été placés en rétention administrative sous la menace d'un arrêté d'expulsion.

DIGNE

de notre correspondant

Interpellé lors de l'opération de police menée contre la coopérative agricole européenne Longo Maï (le Monde du 1^{er} décembre), près de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), l'avocat kurde de nationalité turque Hussein Yildrim a quitté librement le siège de la PJ de Marseille, jeudi 31 novembre vers 16 heures.

L'avocat, qui avait été entendu comme témoin dans l'affaire de l'assassinat de deux militants kurdes, Hussein Akagunduz, le 16 juin 1987 à Paris, et Guezédé Erkis, le 31 décembre à Coubron (Seine-Saint-Denis), a rejoint en début de soirée la coopérative Longo Maï où il séjourne depuis quelques semaines.

Rien n'a été retenu contre l'avocat et les responsables de Longo Maï affirment qu'il est parfaitement en règle avec la législation française.

Membre du Parti des travailleurs kurdes (PKK), longtemps inscrit au barreau d'Ankara, M. Hussein Yildrim fut le dernier avocat à défendre des opposants kurdes devant les tribunaux turcs. Il avait été le défenseur de mille cinq cents d'entre eux lors des fameux procès de masse avant d'être à son tour arrêté, emprisonné et torturé. Mais, en 1980, Amnesty International avait obtenu sa libération et son accueil en

Suède où il avait obtenu le statut de réfugié politique.

Commentant l'opération menée contre la coopérative agricole, les dirigeants de Longo Maï n'ont pas mâché leurs mots et notamment MM. François Bouchardeau, président du CEDRI Europe (Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrés), et Roland Perrot, deux des fondateurs de la coopérative arrivés de Paris dans la nuit.

Pour eux, c'est le CEDRI, seule organisation en Europe qui a soutenu la lutte des Kurdes contre le gouvernement, qui était visé. On a voulu, disent-ils, le compromettre au moment où a lieu, à Düsseldorf, le procès de vingt militants kurdes arrêtés en RFA.

Et Roland Perrot de surenchérir : « C'est cousu de fil blanc. On veut disqualifier notre témoignage devant le tribunal de Düsseldorf. Mais je peux vous assurer que, malgré tout, je m'y rendrai car les Kurdes accusés ne sont rien d'autre que des résistants à l'oppression turque. »

Menacé d'expulsion

Les responsables de Longo Maï ont même évoqué la possibilité d'une opération conjointe des services anti-terroristes allemands et français sous couvert de deux commissions rogatoires : « Il faut y voir la première application pratique des accords de Shengen », estiment-ils. Plusieurs des coopérateurs interrogés mercredi par les policiers font en effet état de documents entre les mains des enquêteurs qui portaient le sceau de la BK, la police anti-terroriste allemande.

« On nous a dit qu'un des repentis kurdes avait parlé de

Longo Maï aux policiers allemands. On nous a présenté des photos de Kurdes qu'on nous a demandé de reconnaître. On nous a interrogés sur les dissidences au sein du PKK », ont déclaré deux d'entre eux.

Restent les conditions dans lesquelles l'opération contre la coopérative a été organisée. MM. François Bouchardeau et Roland Perrot sont intervenus auprès des services du premier ministre mais également auprès des ministères de la justice et de l'intérieur : « Partout, on nous a répondu que le ministre n'était pas au courant de l'affaire. On veut bien, mais il faudra nous expliquer comment un juge d'instruction peut organiser tout seul un tel déploiement de forces. C'est d'autant plus curieux que même le procureur de la République de Bobigny, que nous avons également appelé, n'était pas informé. »

Les coopérateurs de Longo Maï suivront l'évolution de l'affaire, mais pour l'heure leur principale préoccupation concerne le sort réservé à deux des trois Maliens, en situation irrégulière, interpellés la veille (le troisième, un mineur, a été remis en liberté). Placés en rétention administrative à la gendarmerie de Forcalquier, ils sont sous la menace d'un arrêté d'expulsion qui pourrait être exécuté samedi 2 décembre. « Nous allons demander au ministre de l'intérieur de régulariser leur situation, ce sera la meilleure façon pour lui de réparer le préjudice que nous avons subi », a conclu M. Bouchardeau.

FRANÇOIS DE BOUCHONY

(1) Accord signé en 1985 entre la France, la RFA, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, pour assurer la sécurité des personnes lors de l'ouverture des frontières.

LIBÉRATION CHAMPAGNE

2 décembre 1989

Campagne 89 de Terre des Hommes

Des bougies pour les réfugiés kurdes

Cette année encore, durant tout le mois de décembre, les membres bénévoles de la délégation auboise de Terre des Hommes, vous invitent à travers les rues de Troyes à acheter une ou des bougies (10 F l'unité). L'argent recueilli servira à

financer un projet concret : deux missions d'aide internationale médicale au Kurdistan iranien. Pour la seconde année consécutive, la délégation Aube de Terre des Hommes se préoccupe donc du problème des réfugiés kurdes.

Pour « Terre des Hommes » le partenariat n'est pas un mot abstrait, mais un comportement. Depuis toujours, cette organisation humanitaire internationale a pour partenaire dans les différents pays du monde où elle intervient, des O.N.G. (Organisation non Gouvernementale) locales ou régionales, des groupements associatifs, des organisations paysannes ou citadines.

Tous les soutiens apportés par « Terre des Hommes » visent à donner des moyens financiers, humains, informatifs, à ces partenaires.

L'an dernier l'argent de la vente de bougies a permis, en relation avec MSF (Médecins Sans Frontières) de mettre en œuvre une évaluation pour la formation et de former du personnel infirmier dans deux camps de réfugiés kurdes de Turquie.

Au fil des ans, les campagnes de la délégation auboise de Terre des Hommes sont allées en direction de divers pays. Rappeliez-vous, en 82, et durant trois années, Terre des Hommes ont travaillé sur le projet de Sukumar en Inde et du centre de formation Maghat. Il s'agissait d'aider à la formation d'instituteurs et à la scolarisation de 80.000 jeunes dans les villages ruraux bengalis.

A partir de 85, et pour une durée de trois ans, Terre des Hommes Aube s'est intéressé à l'Afrique noire et plus particulièrement au Cameroun où elle a aidé au financement d'un centre pour enfants handicapés. La délégation Aube est également intervenue au Mali dans la région de Koursalé où durant deux ans, elle a soutenu financièrement les efforts de développement de la population de cette région.

Les Kurdes, un peuple oublié

Depuis l'année dernière, la délégation auboise de Terre des Hommes a pris en charge l'aide à la formation médicale de personnes travaillant dans les camps de réfugiés kurdes.

Il faut savoir que ce peuple de quelque 23 millions d'habitants est opprimé depuis longtemps. Aussi, le territoire du Kurdistan vaste de 550.000 kilomètres carrés, n'est pas un état,



Scène de vie quotidienne dans un village kurde

mais correspond à une identité de race répartie dans cinq pays différents : la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'Arménie.

Les Kurdes seraient, selon des estimations, plus de 10 millions à vivre en Turquie, 6 millions en Iran, 3 millions et demi en Irak, 500.000 en Syrie, 100.000 en Arménie... Les deux tiers de la population parlent le kurdinanji qui dans sa majorité est de religion musulmane sunnite.

La civilisation kurde est millénaire. Les Kurdes descendraient d'une tribu « turan » qui après la chute de Ninive en 612 avant Jésus-Christ viennent se superposer à des peuplades indo-européennes venant de Russie. Au 12^{ème} siècle après l'invasion des Mongols, les Kurdes se retirent sur leurs montagnes.

Le vingtième siècle n'aura pas épargné le peuple kurde. On se sou-

vient de la sanglante répression anti-kurde en Iran en 1978. De la guerre que leur imposera Khomeiny. De l'aviation irakienne qui en un an détruit 500 villages kurdes et gazo de manière effroyable des populations civiles...

Aujourd'hui, l'identité culturelle et ethnique, non seulement n'est pas reconnue, mais elle est bafouée. En Turquie, le mot même de « kurde » est proscrit...

Alors, soyez généreux et aidez la délégation auboise de Terre des Hommes à tenir sa parole : financer deux missions d'aide internationale médicale au Kurdistan iranien. L'argent que vous donnerez en échange d'une bougie servira concrètement à la formation de personnel en laboratoire et de quatre infirmiers kurdes.

Jean-Claude GEOFFROY

Les lieux de vente

Bougies, mais aussi cartes postales seront vendues tous les samedis du mois de décembre.

Le matin : rue Pithou à proximité des halles.

L'après-midi : place Alexandre-Israël à l'entrée de la rue Champeaux et rue du général-Saussier à l'entrée de la rue E.-Zola.

Délégation auboise de « Terre des Hommes » France, 5, rue Edouard-Vaillant, 10000 Troyes, tél : 25.80.56.37. C.C.P. 3853.7 N Châlons-sur-Marne.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRA0432 4 I 0250 TUR /AFP-XH09

Turquie-Kurdes

Accrochage avec des séparatistes kurdes en Turquie: 5 morts

ANKARA 4 déc (AFP) - Quatre "terroristes séparatistes" et un gendarme ont été tués jeudi dans le sud-est de la Turquie, aux environs d'Omerli (près de la frontière avec la Syrie et l'Irak), lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes, rapporte l'agence turque Anatolie.

Selon la déclaration de la super-préfecture de cette région à Diyarbakir (sud-est), citée par cette agence semi-officielle, quatre "terroristes séparatistes" qui agissent dans les zones rurales de Omerli ont été tués lors d'une opération de ratissage menée par les forces de l'ordre au cours de laquelle un gendarme a également été tué.

Parmi des séparatistes tués figure un "haut responsable d'une organisation clandestine" dont le nom n'a pas été cité par Anatolie. Les quatre séparatistes kurdes étaient accusés d'avoir tué 3 militaires et neuf civils lors "d'actes terroristes" dont Anatolie n'a pas précisé les dates.

Les séparatistes kurdes qui opèrent dans cette région appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) en lutte armée depuis août 1984 contre le pouvoir central pour créer un Etat Kurde marxiste léniniste dans cette région.

Depuis la reprise des combats en août 1984, entre 1.600 et 2.000 personnes ont trouvé la mort lors d'accrochages entre forces de l'ordre et rebelles kurdes et d'attaques contre les villages, rappelle-t-on.

NF/chm

AFP 041944 JAN 90

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRA0397 4 I 0250 AUT /AFP-PL83

Autriche-Iran-assassinat

L'ambassade iranienne à Vienne sous contrôle policier renforcé à la suite des mandats d'arrêt lancés contre trois Iraniens

VIENNE, 4 déc (AFP) - Le contrôle par des forces de sécurité autrichiennes de l'ambassade d'Iran près du centre de Vienne a été "renforcé" à la suite des mandats d'arrêt lancés mardi dernier contre trois Iraniens, soupçonnés d'implication dans l'assassinat, le 13 juillet dernier à Vienne, du secrétaire général du Parti kurde démocratique d'Iran (KPP-opposition) M. Abdel Rahman Ghassemlou et de deux de ses collaborateurs, a confirmé un porte-parole du ministère de l'intérieur autrichien.

Selon l'agence autrichienne APA la police compte ainsi pouvoir arrêter l'un des Iraniens contre lesquels un mandat d'arrêt a été lancé, à savoir Amor-Mansur Borsorgian, 31 ans qui serait réfugié dans l'ambassade depuis la mi-juillet.

Amor-Mansur Borsorgian avait déjà été interrogé par la police autrichienne après l'assassinat puis a été relâché et se serait caché ensuite à l'ambassade iranienne où il se trouverait toujours, selon la presse autrichienne.

Les deux autres Iraniens contre lesquels un mandat d'arrêt a été lancé sont Mustafa Haji (32 ans) qui a disparu depuis l'assassinat et Mohammed Djafaari-Saharoodi que la police autrichienne a laissé repartir en Iran le 21 juillet dernier sans l'avoir interrogé ce qui a conduit la presse du pays à accuser de laxisme les autorités policières et judiciaires autrichiennes.

km/al/nl

AFP 041703 DEC 89

THE GUARDIAN

Wednesday December 6 1989

Wednesday
December 6
1989

Persecuted and abused in Turkey, thousands of Kurds this summer fled to seek asylum in Britain. Instead, as **Sarah Boseley** and **Stephen Cook** report, they suffer imprisonment, pressure to return and, often, deportation

Between the devil and the ministry

B RITAIN'S long-established reputation as a safe haven for persecuted people from other countries, already damaged by its controversial treatment of some Tamil refugees three years ago, is once again in danger as it deals with a wave of Kurds who arrived here from Turkey seeking asylum earlier this year.

Ever since more than 3,750 Kurds reached this country in May and June, choosing exile rather than face discrimination and abuse in their homeland, there has been a stream of well-documented stories about corner-cutting, arbitrary detention and harsh treatment by the British authorities.

Immigration officials have conducted interviews with Kurdish asylum-seekers without letting them leave their aircraft seats, pressured people to go home "voluntarily" by telling them they have no chance of asylum, and kept them in prison for months while their applications are considered.

Time after time the Home Office has told Kurds that it is "minded to refuse" their applications, only to change its mind when lawyers have interviewed people in detail and made representations. The High Court will shortly hear cases in which clear requests for asylum by Kurdish arrivals were allegedly ignored by immigration officials. The Joint Council for the Welfare of Immigrants, which has worked with a small group of lawyers to help Kurds to present their cases, concludes in its annual report, published today, that the Home Office has treated some people inhumanely and illegally and breached the UN Convention on Refugees.

"This whole episode demonstrates the British Government's lack of commitment to refugees and that its sole concern in an asylum crisis is to keep people out of Britain," says the JCWI. "The treatment of Kurdish asylum-seekers has exposed the weakness of present procedures and the urgent need for reform."

Home Office figures illustrate, however, that the rear-guard action mounted by the lawyers and pressure groups has prevented wholesale depor-

tations. Ninety-six Kurds have been granted refugee status and 362 have been granted "exceptional leave to remain", a device for putting people's cases on ice to see if conditions change in their homeland.

Forty Kurds have been refused asylum and "removed" against their will, while another 31 have returned voluntarily after refusal. At least a further 240 are said to have departed voluntarily after seeking asylum but before being interviewed - succumbing in some cases, according to lawyers, to warnings that they don't stand a chance, and in others to news that their relatives at home are being persecuted.

But so far only 844 cases have been opened, and 3,000 remain to be dealt with. Lawyers have asked the Home Office to streamline and rationalise its procedures, but have gained few concessions and say they face the prospect of an uphill, case-by-case struggle against a hostile bureaucracy.

"You end up having battles all the time because there's no policy decision to deal with the Kurds consistently," says Jane Coker, a solicitor dealing with several Kurdish cases a week. "Everything has to be fought for, and yet it's so clear there is persecution of the Kurds in Turkey."

"All our Kurdish clients complain that the interviewer tells them there's nothing for them here and they must go back. They also complain of intimidation by some interpreters, who apparently tell them there's nothing wrong with Turkey and they must go back."

"Some arrivals also assume background knowledge which the interviewer doesn't have. For example, if a man says he's come to Britain because he couldn't make money farming, and fails to explain that his crops were being burnt by the military, he's described as an economic migrant rather than a refugee."

"We would like them to be dealt with like other groups, such as the Lebanese - they should be allowed into the country and given time to seek advice before sending in a written application. If the Home Office is minded to refuse, they could then be interviewed, and

a final decision made, with a right of appeal."

A group of lawyers recently asked Mr Timothy Renton, the former immigration minister now replaced by Mr David Mellor, to allow postponement of initial interviews until legal help is found for an applicant, to improve interpretation facilities, to improve the format of the asylum questionnaire, to allow a longer period and better facilities for medical examinations, and to make the detention of applicants "less arbitrary."

There has been progress in allowing lawyers to help applicants in filling in their papers, and Kurds are no longer being kept in prison. That, however, appears to result not from a policy decision but from an apprehensive official reaction to tragedy. Early in October, two young Kurds due to be "removed" from Britain set fire to their cell at Harmondsworth detention centre. One of them, Mr Sixo Iyiguvem, died, and all detainees were released within days. Ms Coker says the officials are clearly worried about further suicide attempts, and that very few Kurds have been imprisoned since, even in the period between refusal and removal.

Difficulties are still being reported over interpreters employed by the Home Office, some of whom have apparently taken sides during interviews and attacked Kurds for criticising the Turkish government. One official interpreter arrived for an interview wearing stickers extolling the Ankara government. The arrival of the Kurds followed election victories in their home area by militant Sunni Muslim groups who have persecuted them in

the past. The wave was abruptly stopped on June 23 when the Government ruled that all visitors from Turkey needed to get a visa in advance.

The treatment of the Kurds resembles that of the Tamils who fled recent sectarian violence in Sri Lanka. A visa requirement was imposed to stop the flow and refugee groups campaigned to prevent Tamils who had reached Britain from being sent back. With the detention centres full, Tamils were held on a prison ship, the Earl William, only to be released unconditionally when the boat was damaged in gale force winds.

Some Earl Williams detainees were among five Tamils who successfully appealed against Britain's refusals of their asylum claims. They were returned to Sri Lanka without any right of appeal before removal, and were imprisoned and tortured, one of them being hung upside down for long periods. The appeal after their removal found that they were genuine refugees, but the Home Office went back to court to contest their readmission. Five months later, the five were readmitted as refugees. "It is difficult to imagine a more grudging and petty response to a decision which exposed all the weaknesses of present procedures and safeguards," says the JCWI.

There appears to be a European Community dimension to the Government's treatment of the Kurds. Come 1992, there should in theory be free movement throughout the EC countries. Turkey's desire to join presents current members with a problem, since none are willing to accept the thousands of Kurds it is anticipated would

want to escape from Turkey if controls were lifted.

During the summer, hundreds of Kurds were sleeping in church basements in Hackney and Haringey where there already existed a small Kurdish community. Since then a plethora of Kurdish community groups has worked assiduously to find them accommodation.

Mr Sherif Xemgin, acting co-ordinator of the Kurdish Workers Association, said: "Some are living with friends but we have made very good contacts with estate agents." The local authorities have housed the few hundred families that arrived, as they are statutorily obliged to do, but not the majority who are single men.

Those whose applications are still being considered are not allowed to work. Others cannot find work, because they do not speak English, are educated to primary level at best, and their skills are more suited to a rural community than a city. Resettlement will be a major operation. Local authorities complain that the Government, which found money to help Vietnamese refugees from a Communist government, has not offered help to the Kurds.

Most of the Kurds spend their days at an old housing benefit office in Tottenham, given to the Kurdish Workers Association as a temporary community centre. They bring their problems with the DHSS and electricity and gas bills, they eat their meals there and drink tea and talk. But they must soon move on as the office is needed for other uses.

Education is a major need, which the Inner London Education Authority has been trying to organise through local adult education institutes.

A doubly damned minority

Sarah Boseley on the Alevis' pain

VIRTUALLY all the refugees from Turkey who arrived seeking asylum in May and June this year are from a doubly persecuted minority. Not only are they Kurdish, but they also belong to a deviant Muslim sect called the Alevi, regarded by many of Turkey's Sunni Muslim fundamentalists as no better than animals.

The one or two million Alevi Kurds live in south-eastern Turkey where the Kurdish ethnic areas give way to Turkish. As Kurds they have suffered from Turkey's nationalist drive, initiated by Kemal Ataturk who founded the Republic of Turkey out of the ruins of the Ottoman Empire after the first world war. Moves to create a Kurdistan for the Kurds in the redrawing of boundaries after the war were thwarted by Ataturk, and the mountainous region where now some 16 million Kurds live was carved up between Turkey, Iraq, Iran, Syria and the USSR.

In 1924, Ataturk's government banned the Kurdish language. All Kurdish schools, religious fraternities and teaching foundations were banned. In

the revolts that followed, hundreds of thousands of Kurdish peasants were killed.

Although the Turkish government this year seemed more inclined to acknowledge the existence of Kurds, little has changed. Kurds can participate in public life so long as they deny their ethnic identity. An ex-government minister who publicly stated in 1979, "I too am a Kurd," was sentenced to two years' hard labour. Most Alevi Kurds do not even speak

the main Kurdish language but a dialect called zaza. Their religious practices derive from a mixture of traditions. They do not observe any of the fundamental practices of Islam, such as prayer five times a day or fasting in Ramadan. They do not use mosques, although they are sometimes forced to build them by the authorities, and often worship at trees.

They are visibly an underclass, living in inhospitable mountain and marshy regions, and incline to the political left.

Between one and several hundred Alevis were massacred in Marash province by fascists in 1978. Some of their persecutors of that time have been absorbed into the fundamentalist Sunni Muslim groups that won power in the area in elections earlier this year.

Alevi Kurds now complain of daily harassment by Sunni Muslims. Islamic teachers are sent to their schools to indoctrinate their children, they say. A

guerrilla group called the Kurdish Workers Party (PKK) has embarked on a violent campaign in the cause of Kurdish separatism. Since 1984 they have killed over 1,000 Turkish soldiers and landlords co-operating with the government. As a result, about 40,000 troops are stationed in Kurdish areas.

According to Amnesty International, arbitrary arrest and torture have become commonplace, particularly in Alevi areas suspected of harbouring the PKK. Reports of deaths in custody, allegedly after torture, are increasing. There were 10 between January and August this year alone. Over 1,000 prisoners in Turkish jails went on hunger strike in August after the death of two Kurds in custody accused of membership of the PKK. Entire villages have been rounded up and beaten in the search for terrorists. Sometimes the village is razed and forced resettlement is common.

The Kurds who fled to Turkey from Iraq last year, amid allegations of the use of chemical weapons by Iraq, are now held in camps near the border. They are not among the refugees who have sought asylum in Britain. Turkey's humanitarian gesture in accepting them was an attempt to improve its image in western Europe, but the future for the Kurds in the camps looks bleak.



Sense of tradition . . . a gathering of Turkish Kurds at a hall in north London

Harsh penalties of cat-and-mouse

Turabi Kazin still has nightmares about the torture he suffered at the hands of Turkish police 10 years ago. Stephen Cook spoke to him

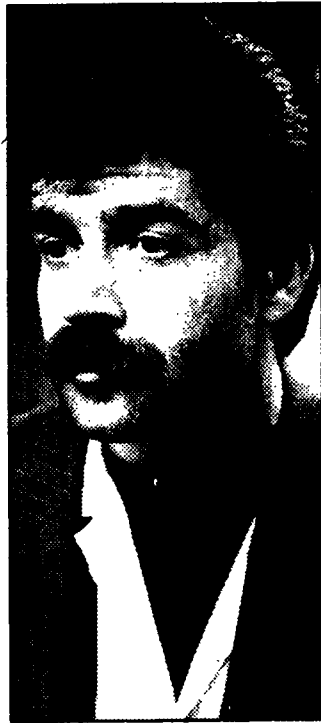
AT FIRST sight, Mr Turabi Kazin is an ordinary, pleasant-looking 28-year-old with a shock of black hair and a big moustache. Then you notice that his right sleeve hangs empty at his side and that his eyes are unusually dark and troubled.

He was arrested by the Turkish police 10 years ago, and during 15 days of torture they hung him by his wrists, hit him with sandbags, banged his head on the wall, beat the soles of his feet and smashed the bones in his arm.

Gangrene set in while his arm was in plaster, and in a series of three operations by a prison doctor his arm was cut back to a small stump. A recent examination by the Medical Foundation for the Care of Victims of Torture found 28 scars on his body and said he was psychically numb and suffering from post-traumatic shock syndrome.

"I'll never forget what happened to me in Turkey," says Mr Kazin. "They've destroyed my hopes, they've destroyed me physically, and I still have horrible nightmares about it." Asked about his future plans, he looks sadly at the floor and shakes his head.

He is one of four Kurds describing how their racial background and political convictions led to years of intermittent detention and torture. Three of them use false names in case publicity leads to persecution for their families at home.



Kazin: 'I'll never forget'

Mrs Zeynep Dikmen, a young woman in a grey suit, translates for them as they sit, smoke and pace about a north London law centre. She was a member of the radical movement Devrimci Yol, and lost her first baby after being kicked in the back under interrogation by the Turkish police.

Mr Hasan Atmaca and Mr Haci Dogan, two solidly-built Kurds in their mid-twenties, recount in matter-of-fact voices how they survived electric shocks, beatings, starvation and *falaka* -- beating of the soles of the feet, usually done with the victim pinned on the floor with his legs held in the rails of a chair.

Although all four are being allowed to stay in Britain -- two as refugees, two with "exceptional leave to remain" -- they are surprised and bewildered by the treatment they received when they arrived here.

Mr Dogan was detained for 50 days, including three days in the hospital wing of Pentonville

prison while on hunger strike. He was not allowed to make phone calls in Turkish, and didn't get a solicitor for weeks because none of his friends knew where he was.

"In Pentonville I was put in with the suicide risks, a filthy place with human faeces on the floor," he says. "I couldn't see much difference between a Turkish prison and a British one and to me the prison doctor was more like a hangman."

Despite the evidence of Mr Kazin's mutilated arm, immigration officers attempted to put him straight back on a plane to Turkey. They decided that he was fleeing from "prosecution, not persecution" because he had been tried (and acquitted) for murder 10 years ago.

After he'd been on hunger strike, a lawyer was found for him who presented his case properly and persuaded the Home Office to allow him to stay and review his case again in a year.

"After three days of our hunger strike in the detention centre, we did a sit-down protest about being kept in prison," he said. "The police came with dogs, and we told the officers we weren't criminals, that we shouldn't be kept in, and that we had just escaped from the Turkish government's prisons."

"When we refused to go back inside the prison we were attacked by the dogs and police. I was punched in the face and forced back in and later taken to Wandsworth prison."

"I was treated like an ordinary criminal, put in prison uniform, and not allowed to go to the toilet. Then someone came from the Medical Foundation and examined me for four and a half hours, and two days later I was released."

All three men became involved in radical politics in their schooldays, believing this was the only way of countering Turkish discrimination against Kurds and working towards Kurdish political autonomy.

Their lives since then have been caught up in the cat-and-mouse game played out in Eastern Turkey between political activists and the police, the

army and what they call "the paramilitary fascist terrorists encouraged by the state."

It is a game which the cat tends to win, largely through torture. Although Mr Atmaca and Mr Dogan endured weeks of abuse, both eventually signed statements and were sent to prison for years. Continuing persecution when they came out prompted them to leave their homeland.

Mr Atmaca, dark and impassive, tells how he went into hiding after the massacre of more than 100 Kurds near his home town of Marash in 1978. In 1981 he was captured by the police and subjected for 75 days to torture which included being sprayed with high-pressure cold water and kept for a month in a cage in which it was impossible to stand up. He signed a statement, disowned it before the public prosecutor, was tortured again, then signed again.

He was given refugee status six weeks ago and is having difficulty getting his wife and child out of Turkey, although the Geneva Convention on refugees guarantees family unity. "People who flee Eastern Europe seem very welcome, but not us," he says.

Mr Dogan, whose appearance is almost Asiatic, was involved with the Turkish Revolutionary Communist Party from 1978. He was first detained and hung by his wrists and tortured when he was elected to a student committee. After a period in internal exile, he was detained again and had his finger broken. "One night they blindfolded us and took us to a forest where soldiers stood in front of us with guns. After half an hour the officer said, 'Take them back and beat them to death instead'."

He survived 40 more days of detention and beating, then took to the mountains. After a year he was caught, left tied to a chair for 16 days, then chained for 10 days to a pipe so high that he had to stand on tiptoe. Eventually he signed a statement, was imprisoned, and afterwards did military service. His identity card was marked to indicate his political history and he found it difficult to get work. Like the others, he used bribes to obtain a passport and fled the country.

Asked if he had ever taken part in violent opposition to the Turkish regime, he replied only in general terms: "When the people are under oppression it is their right to use all available means to fight back."

Bougies « Terre des Hommes »

Générosité des Troyens en faveur des réfugiés kurdes

« Quand un délégué se rend dans un pays étranger, il va déposer une gerbe de fleurs sur le tombeau du Soldat Inconnu. Mais si demain, un délégué vient dans mon pays et m'interroge :

« Où se trouve le tombeau de votre Soldat inconnu ? » Je répondrai : « Monsieur, au bord de chaque rivière, à la porte de chaque sanctuaire, à l'entrée de chaque maison, face à chaque église, devant chaque caverne, sur chaque roc des montagnes, sur chaque arbre des jardins, dans ce pays, sur chaque pouce de terre, sur chaque parcelle qui s'étend sous le ciel. N'hésitez pas ! Recueillez-vous et déposez votre gerbe » écrit le poète kurde Pashew.

Il est vrai que l'identité culturelle et

ethnique du peuple kurde, non seulement n'est pas reconnue, mais est bafouée.

Eric Rouleau, dans l'Encyclopædia Universalis écrit « Ce n'est que

Une exposition itinérante

La délégation auboise de « Terre des Hommes » tient à la disposition des établissements scolaires et des associations, une exposition photographique sur le peuple kurde, proposée par l'Institut kurde de Paris. Toute personne intéressée peut téléphoner au 25-80-56-37 ou écrire à « Terre des Hommes », 5, rue E.-Vailant à Troyes.

depuis la seconde guerre mondiale que l'opinion internationale a pris conscience du problème kurde, problème particulièrement complexe, puisqu'il a trait à la fois aux droits d'une minorité implantée dans cinq pays différents, et à ceux d'un peuple

qui aspire à accéder au statut d'une Nation, voire à celui d'un Etat indépendant ».

Malgré le silence, les Kurdes, partout où ils se trouvent, se battent pour défendre et conserver leur identité spécifique. Pour sa part, pour la deuxième année consécutive, la délégation auboise « Terre des Hommes », forte de son slogan « La solidarité de toutes les couleurs », vend des bougies et des cartes postales (à 10 F l'unité) pour aider à financer deux missions d'aide internationale médicale. L'argent recueilli auprès des Troyens servira à la formation du personnel en laboratoire et de quatre infirmiers dans un camp de réfugiés au Kurdistan iranien qui possède 300 lits d'hôpital.

Soyez généreux, aidez la délégation auboise de « Terre des Hommes » à tenir sa parole et à réaliser son projet en faisant ce simple geste de solidarité qui consiste à acheter une ou des bougies à l'un des stands dressés dans les rues de Troyes (rue Pithou le matin, angle rue Gal-Saussier et Emile-Zola et place Alexandre-Israël, l'après-midi), tous les samedis de décembre

J.-C. G.

LIBÉRATION CHAMPAGNE

4 décembre 1989

Populaire du Centre 7. 12. 1989

ASSOCIATION MAINSAT-KURDISTAN

A la suite de la réunion de son conseil d'administration qui s'est tenue vendredi 1^{er} décembre, l'association "Mainsat-Kurdistan" tient à remercier tous les bénévoles qui se sont mobilisés pour accueillir les familles kurdes à Mainsat. Elle remercie également toutes les personnes qui ont, spontanément, fait don de vêtements, de mobilier, de denrées alimentaires, effectué gratuitement des transports et mis à la disposition de l'association des maisons dans lesquelles les familles kurdes seront prochainement installées.

Elle remercie également toutes les administrations et services du département qui apportent leur concours et leur soutien à la réussite de cette action humanitaire.

Dans le souci d'une bonne information, l'association "Mainsat-Kurdistan", Gaston Rimareix, député-maire de Mainsat, et son Conseil municipal, invitent samedi 9 décembre à 20 h 30 à la Maison du Temps libre, la population locale à une réunion publique d'information.

Montagne 8. 12. 1989

JOUR ET NUIT

DES GRAFFITI HOSTILES AUX RÉFUGIÉS KURDES SUR LES MURS DE VIC-LE-COMTE

Le maire de Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme) vient de déposer plainte pour injures et dégradation de monuments publics à la suite de l'apparition sur des bâtiments communaux de graffiti hostiles à la communauté kurde installée dans cette ville depuis peu grâce à l'association France Libertés de Danielle Mitterrand.

Des mains anonymes ont tracé, dans les nuits de lundi à mardi et de mardi à mercredi, des slogans tels que « Les français avant les kurdes » ou « Du travail pour les Vicomtois », ainsi que des inscriptions injurieuses à l'égard du maire, M. Henri Bertrand (PS).

Henri Bertrand déclare « ne pas comprendre » l'apparition de ces graffiti : « Il n'y a eu jusqu'alors, explique-t-il, aucune tension, aucun problème, aucune protestation, le Conseil municipal avait voté leur accueil à l'unanimité ». Selon le maire, qui voit en cet incident « le contrecoup d'un contexte national », ces inscriptions pourraient être le fait « de quelques isolés locaux ou une manifestation extérieure à la commune ».



Kurden wollen in Österreich bleiben. 68 Kinder zählen die Flüchtlingsgruppe. Photos: Schuh

„Wollen in Österreich leben“

„Volksstimme“-Solidaritätsaktion mit Kurdenflüchtlingen

Mehr als zwei Millionen Schilling haben 14 kurdische Familien für ihre Flucht skrupellosen Schleppern hingeblättert. Sie haben alles in ihrer Heimat aufgegeben. Nach einer 36-Tage-Odyssee durch halb Europa sind sie beim Roten Kreuz in Wien-Simmering gelandet.

WIEN. 106 Personen, 38 Männer und Frauen sowie 68 Kinder, kamen nach mehr als einem Monat Flucht erschöpft in Kaiserebersdorf an. Gestern, Dienstag, um 21.30 Uhr wurden die Geplagten im niederösterreichischen Rotkreuz-Schulungszen-trum aufgenommen. Gerhard Wessely, der Leiter des Hauses, berichtet, daß die 101 Kurden und fünf Türken bestens versorgt sind und bereits fleißig im Heimbetrieb mitarbeiten.

Drama in Kurdistan

„In den zwei Grenzorten zum Irak wütet die Spezial-armee“, berichtet ein älterer Kurde. 40 Männer sollen in den insgesamt 1600 Ein-wohner zählenden Dörfern bereits als Mordopfer zu beklagen sein. Sein Sohn landete im Gefängnis und wurde gefoltert, weil er Kurdisch sprach. Ein Dorfbewohner kam

von einem Istanbul-Auf-enthalt zurück und berich-tete von einer reibungslo-sen Fluchtmöglichkeit und einem problemlosen Leben in Österreich. Hab und Gut wurde verkauft, und für je-de Person, auch für Klein-kinder, wurden 14.000 Schilling an die Schlepper bezahlt. Über Bulgarien, Rumänien und Ungarn er-reichte die Schar am Dien-s-tag das österreichisch-un-garische Grenzgebiet. Nach einem mehrstündi-gen Fußmarsch wurden sie bei Nickelsdorf im Burgen-land von den österreichi-schen Exekutivbeamten entdeckt. Besonders den vier hochschwangeren Frauen setzte der Fuß-marsch zu. Eine von ihnen mußte in das Krankenhaus Kittsee gebracht werden.

Österreich will die Flüchtlinge wieder loswer-den. Asylanträge wurden vorläufig nicht entgegen-genommen. Die Beamten des Innenministeriums

sind der Meinung, daß nun Ungarn das erste Asyl-land ist. Heute, Donnerstag, gibt es Verhandlungen zwi-schen Österreich und Un-garn.

Drohende Abschiebung

„Wir wollen in Öster-reich leben und arbeiten“, protestiert ein jüngerer Kurde gegen die geplante Abschiebung nach Ungarn. Die Familien haben auch vor, gegen eine Abschie-

bung Widerstand zu lei-sten: Gestern, Mittwoch, gab es wegen der drohen-den Abschiebung eine Rei-he von Protestaktionen und Appelle an die österreichi-schen Behörden.

Gefordert wurde dieselbe freundliche Auf-nahme und ein Entgegen-kommen, vergleichbar mit den illegal eingereisten DDR-Bürgern im August.

Die „Volksstimme“-Re-daktion sammelte Geld für die Kinder und brachte die Geschenke in das Rot-kreuz-Schulungszen-trum. Dieser Solidaritätsaktion wird noch die Forderung zur raschen Asylgewäh-rung durch Österreich hin-zugefügt.

Nouvel Observateur 14.12.1989

Elie Wiesel nous écrit

Alfred Grosser, dans l'entretien qu'il vous a accordé (« N.O. » n° 1303 du 26 octobre), me reproche de n'avoir pas parlé à Oslo des mères kurdes dont les enfants ont été gazés par les Irakiens. Or le monde libre n'a eu connaissance de ce crime monstrueux qu'en 1988, alors que mon discours date de 1986. D'ailleurs, je n'ai pas attendu son apostrophe pour essayer d'alerter l'opinion publique américaine sur la tragédie des Kurdes si braves et si malheureux que trop de pays préfèrent oublier.

ELIE WIESEL

L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE 15. 12. 1989

Appel A.C.A.T. n° 73

Turquie : Pour l'abolition de la torture

Sur 53 millions d'habitants, la Turquie compte 30 millions de Turcs (75 %), 11 millions de Kurdes (20 %) et 2 millions de Grecs, Arméniens, Arabes (5 %). Le Kurdistan turc couvre 30 % du territoire, soit plus de 230 000 km².

Bien que la Turquie ait ratifié la Convention européenne pour la prévention de la torture (le 25 février 1988) et la Convention des Nations-Unies contre la torture (le 2 août 1988), « la torture est toujours systématique » selon un communiqué d'Amnesty International du 31 octobre 1989. La constitution de 1982 l'interdit pourtant et le Code pénal prévoit des sanctions pour les tortionnaires.

Néanmoins la police continue d'user de méthodes violentes. Depuis 1980, 250 000 personnes ont été arrêtées pour des raisons politiques et la plupart ont été torturées. Le plus souvent, les tortures ont lieu dans les locaux de la police alors que les détenus sont au secret. Les méthodes les plus employées sont le passage à tabac, la « falaka » (coups réguliers sur la plante des pieds), la suspension par les poignets, les décharges électriques, les sévices sexuels.

La spécificité kurde est réprimée par une impitoyable campagne de turquisation. Les nationalistes kurdes connaissent la prison et la torture, ou paient leur lutte de leur vie. La prison de Diyarbakir est tristement célèbre, véritable camp de concentration militaire où se trouvent 5 000 prisonniers politiques, pour la plupart kurdes.

En plus de la torture, la répression prend toutes les formes : humiliation des civils, arrestations arbitraires, razzias dans les villages, déportations en masse, création de milices privées qui dressent les Kurdes les uns contre les autres, transferts de prisonniers kurdes dans d'autres prisons où ils sont réduits à faire des grèves de la faim pour obtenir d'être traités humainement.

Betrifft: Kurdische Flüchtlinge

Der Fall der 106 Kurden, seit kurzer Zeit groß in den Medien, ist ein Dutzendfall. Derartige Dramen spielen sich täglich an unseren Grenzen ab. Nähert sich Österreich an die Flüchtlingspolitik der EG an, würde das Asylrecht – klassisches Recht des souveränen Staates – beschränkt werden.

Heinrich Vana

Einer der 106 Kurden, die vergangene Woche nach Österreich geflüchtet sind, erzählt: 18.000,- DM hat er den Schleppern bezahlt, für sich, seine Frau und seine fünf Kinder, das jüngste sechs Monate alt. Eine andere Familie mit neun Kindern mußte 22.000,- DM für die Hilfe zur Flucht aus dem Bürgerkriegsgebiet im Norden der Türkei aufbringen; insgesamt haben die Schlepper von den 14 Familien über 3 Mio. S kassiert. Auf meine Frage, wie sie diese Summen aufbringen konnten, zählt eine Familie auf, daß sie ihre 9 Kühe, 30 Schafe und das Haus verkauft haben. 5.000,- DM haben Verwandte aus der BRD geschickt. Eine andere Familie hat ihre 50 Schafe und Ziegen verkauft „und das Haus und das Geschirr“. Sie haben ihre Existenzgrundlage in den Bergen Kurdistans zurückgelassen, um mit ihren Kindern in Nacht und Kälte über die „grüne Grenze“ nach Österreich zu gehen. Jetzt sitzen sie in der Überprüfungsstation des Flüchtlingslagers Traiskirchen. Ob sie in Österreich bleiben können, ist ungewiß.

Die Gründe, warum die Kurden aus dem Bürgerkriegsgebiet geflohen sind, werden derzeit im Asylverfahren geprüft. Ich will den Fall daher nicht im einzelnen diskutieren.

Ein Dutzendfall

Ich meine nur: Es ist ein Dutzendfall. Dieses Flüchtlingsdrama, für kurze Zeit in die Medien gelangt, spielt sich täglich an Österreichs Grenzen ab. Ausländer werden massenhaft an der Grenze „zurückgewiesen“. Ein Erlaß des Innenministeriums spricht von „Zigeunergruppen, Gruppen mittellose... türkischer Arbeiter, die sichtvermerksfrei einreisen wollen“, denen die Einreise nach Österreich verweigert wird. Tatsächlich sind

unter den Zurückgewiesenen auch viele Flüchtlinge, denen es nicht möglich war, bei den Grenzkontrollorganen einen Asylantrag zu stellen. Ministerialrat Dr. Sellner, für die Grenzkontrolle zuständiger Beamte des Innenministeriums, hat im Juni 1989 gemeint, daß für die Asylantragstellung an der Bundesgrenze das Wort „Asyl“ nicht ausreichen würde. Mehr als dieses Wort, und das nicht einmal in deutscher Sprache, werden die Flüchtlinge dem Grenzorgan nicht sagen können, da eine Zurückweisung sofort erfolgt und keine Zeit ist, die Lebensgeschichte zu erzählen.

Zurückgewiesene oder auch Flüchtlinge, die zur Einreise einen Sichtvermerk benötigen würden und ihn nicht bekommen konnten, versuchen illegal nach Österreich einzureisen – wiederum ein Grund für ihre Zurückschiebung.

Der Innenminister

Diese menschenunwürdige Praxis ist grob rechtswidrig: Jeder Flüchtling, der binnen 14 Tage ab Einreise nach Österreich Asyl begehrt, hat das Recht, zumindest für die Dauer des Asylverfahrens in Österreich zu bleiben. Derzeit entscheidet jedoch über die Einreise nach Österreich und damit über die Möglichkeit, überhaupt zu einem Asylverfahren in Österreich zu kommen, der Grenzer durch einen kurzen Blick in den Reisepaß. Da der Innenminister in einem am 12. 12. 1989 erschienenen Interview die 103 kurdischen Flüchtlinge zum Anlaß genommen hat, die Abschaffung der sichtvermerksfreien Einreise von Türken zu fordern, wird dieser Fall doch exemplarisch:

- Das Innenministerium hat sich ursprünglich auf den Standpunkt gestellt, daß die Kurden sofort zurückzuschicken wären, da sie illegal eingereist sind. Obwohl die kurdischen Flüchtlinge bei ihrer al-

lerersten Befragung sofort um politisches Asyl angesucht haben, gab es nach Ansicht der Behörde keine ausreichenden Anhaltspunkte dafür, daß es sich tatsächlich um Flüchtlinge handeln würde.

Selbst nach zwei Tagen war das Flüchtlingshochkommissariat offiziell noch nicht verständigt worden. Motto: Wer ein Flüchtling ist, bestimmt das Grenzkontrollorgan.

- Nach Presseberichten, die erschütternd über das Flüchtlingselend berichteten, brachte das Ministerium ein neues Argument: Die Flüchtlinge seien über Ungarn gekommen, hätten daher bereits dort einen Asylantrag stellen können und würden dorthin zurückgeschoben. Damit sind wir beim Kern der Sache: Die Bundesregierung wünscht sich ein „Erstasylabkommen“, ein Abkommen, das regelt, wo die Flüchtlinge einen Asylantrag stellen müssen. Eine solche internationale Regelung gibt es bis heute nicht. Eine Rückschiebung der Flüchtlinge nach Ungarn, wo sie keinen „Schutz vor Verfolgung“ gefunden haben, würde daher einen klaren Verstoß gegen den tragenden Grundsatz des Rückschiebungsverbotes von Flüchtlingen bedeuten.

Eine Internationalisierung des Flüchtlingsrechtes ist sicher dringend geboten. Die Genfer Flüchtlingskonvention von 1951 war ursprünglich auf die europäischen Flüchtlinge der Kriegs- und Nachkriegszeit beschränkt. Das Protokoll von 1967, mit dem diese geografische und zeitliche Begrenzung der Flüchtlingskonvention aufgehoben wurde, spiegelt deutlich die Aufbruchstimmung der 60er Jahre wieder. Heute, am Ende der 80er Jahre, ist vieles anders. Die Kluft zwischen reichen und armen Ländern wird immer größer. Bürgerkriege, Menschenrechtsverletzungen und wirtschaftliche Krisen zerstören die Existenzgrundlage von Millionen. Menschen aus solchen Gebieten versuchen daher in Länder zu kommen, in denen sie sich ein menschenwürdiges Leben erwarten. Die europäischen Staaten haben auf die ständig steigende Zahl der Flüchtlinge mit einer restriktiven und protektionistischen Politik reagiert. Die Forderung des „burden sharing“, der gemeinsamen Verantwortung der Staa-

tengemeinschaft für Flüchtlingsfragen, wurde vorerst so verstanden, daß vor allem auch der Nachbarstaat die Flüchtlingslast zu tragen hätte. Allein die Schweiz wird heute mehr als 2.000 Türken nach Österreich zurückgeschoben haben. Die BRD schiebt ebenfalls Tausende Türken zurück und fordert, daß Österreich ebenfalls die Sichtvermerkspflicht für Türken einführt. Italien hat dieser Forderung bereits nachgegeben.

Gleichzeitig zeigt sich jedoch, daß auch mit einer protektionistischen Politik das Flüchtlingsproblem nicht gelöst werden kann. Diese Politik der Abschottung gerät in Widerspruch zur Harmonisierung des EG-Binnenmarktes.

Schengener Gruppe

Eine mögliche Antwort, die EG-Richtlinie werden könnte, kommt von der „Schengener Gruppe“. Sie umfaßt die Regierungen der Beneluxländer, der BRD und Frankreichs – weder das UN-Flüchtlingshochkommissariat, noch Wohlfahrtsverbände sind zugelassen. Im Flüchtlingsbereich wird etwa folgendes angestrebt:

- Harmonisierung von Sichtvermerk- und Einreisebedingungen
- Informations- und Datenaustausch
- Vor allem: Festlegung der ausschließlichen Zuständigkeit und Verantwortlichkeit jeweils eines Staates für die Durchführung des Asylverfahrens und die Aufenthalts- oder Abschiebungsmaßnahmen.

Für dieses Abkommen gilt ähnliches wie in der EG-Debatte. Das Asylrecht als klassisches Recht des souveränen Staates würde durch ein internationales Verfahren zur Regelung der ausschließlichen Zuständigkeit für das Asylverfahren beschränkt werden.

Damit Österreich mit seinem Asylproblem nicht übrig bleibt, sondern an den Vortei-

DER STANDARD
16./17. DEZEMBER 1989

len einer Verteilung der Flüchtlinge in der EG teilhaben kann, drängt es in die Schengener Gruppe. Aufnahmebedingung: Visumzwang für Türken. Bis vor kurzem hat der Innenminister eine Visumpflicht für Türken abgelehnt.

Das jüngste Drama wird zum willkürlichen Anlaß für eine Kursänderung genommen: „Jetzt plant Löschnak Visumpflicht für Türken.“

Dr. Heinrich Vana ist Rechtsanwalt in Wien.

SO/MO, 17./18. DEZEMBER 1989 VOLKSTIMME

Schicken Wiener Bürokraten Kurden in den Tod?

Im Lager geht die Angst um

Kaufrausch und Feiertagsrummel bestimmen in diesen Tagen das gesellschaftliche Leben. Geschäftsleute errechnen gierig Umsätze und Gewinne. Kaum jemand nimmt von den zahlreichen Flüchtlingen Notiz, die skrupellosen Schleppern auf den Leim gehen. Sie irren, mangelhaft bekleidet, dem Erfrieren nahe, in den Grenzregionen herum. Meistens werden sie erwischt, werden dann herumgeschoben, verhört und des öfteren auch abgeschoben.

WIEN. Die Zukunft der 14 Kurdenfamilien, die vor 14 Tagen an der österreichisch-ungarischen Grenze von Schleppern ausgesetzt wurden, ist noch ungeklärt. Derzeit leben die 103 Flüchtlinge unter miesen Bedingungen im Lager Traiskirchen. Seit Tagen gibt es kein Warmwasser in ihren Unterkünften. Niemand ist für die Reparatur des Rohrbrechens zuständig. Die Verwaltung des Flüchtlingslagers ist überfordert, denn die Gebäude sind total überbelegt.

Die Behörden sind in einen vorweihnachtlichen Dämmer Schlaf gefallen. Vor zehn Tagen wurden die Asylaufnahmeverfahren gestoppt. Lediglich acht Männer und zwei Frauen wurden einvernommen und ein Asylantragsverfahren eingeleitet.

Die Angst geht um

Die Kurden sind mißtrauisch geworden, seit sie in den Genuß der „österreichischen Freiheit“ gekommen sind. Sie werden bei den Einvernahmen von einem türkischen Dolmetscher übersetzt. Den Kurden drängt sich der Verdacht auf, daß der Übersetzer zu den Gegnern des kurdischen Widerstands zählt.

Sektionsleiter Hermann läßt aus dem Innenministerium durchblicken, daß die Asylanträge der Kurden eher ablehnend erledigt werden. Die Flüchtlingspolitik in Mitteleuropa gleicht, so hat es den Anschein, einem Schwarzen-Peter-Spiel.

Die Bundesrepublik schiebt die illegalen Grenzgänger nach Österreich ab.

Die österreichischen Verantwortlichen wollen die unliebsamen Gäste in Richtung Ungarn loswerden. Außenminister Mock und Innenminister Löschnak vertreten die Auffassung, daß nun Ungarn das „Erstland“ sei und deshalb dort die Asylverfahren abgewickelt werden müssen.

Um die Leute loszuwerden, ist den österreichi-

schen Beamten scheinbar jedes Mittel recht. Zwei Kurden sind mit gefälschten Reisepässen unterwegs.

Für unsere Bürokraten Anlaß genug, die „Wehrdienstverweigerer“ in die Türkei abzuschieben. Falls dies tatsächlich passieren sollte, käme das einem Todesurteil gleich.

Welle der Solidarität

Der kurdischen Flüchtlingsgruppe und vor allem den 68 Kindern wird auch konkrete Solidarität bekundet. Die Redaktion der „Volkstimme“ half bereits am Tag der Ankunft in Österreich. Spielsachen für Babys und Kinder wurden im Rotkreuz-Zentrum in Simmering übergeben. Weiters verlangten wir in unseren Berichten die rasche und positive Erledigung der Asylanträge. Die Tageszeitung „Der Standard“ organisiert heute nachmittag im Werkstätten- und Kulturhaus ein Solidaritätsfest.

Der Österreichische Berufsverband Diplomierter Sozialarbeiter fordert in einem offenen Brief von Minister Löschnak einen humanitären Akt und die Aufnahme der Flüchtlinge.

Am Mittwoch, den 20. Dezember gibt es um 16 Uhr vor der Wiener Uni-Rampe eine Demonstration für die Kurden.

Max Weidinger



Die Familien wollen in Österreich bleiben. Im Rotkreuz-Zentrum waren die Kinder und Eltern noch in besserer Stimmung. Photo: Schuh

LE PARI D'UNE INSERTION COLLECTIVE

DES MONTAGNARDS KURDES AU CŒUR DE L'Auvergne

Depuis deux mois, la commune de Vic-Le-Comte, dans le Puy-de-Dôme, accueille un groupe de soixante-dix Kurdes : ce sont des familles, avec des enfants, des vieillards ; ce sont, aussi, des réfugiés politiques qui ont fui l'Irak, puis transité dans un camp de Turquie avant d'arriver en France grâce à l'action de Danielle Mitterrand et de l'Association France-Libertes.



A Vic-le-Comte, la famille Kurde dans son nouvel appartement
Garder son identité en réussissant son intégration : un pari.

Vic-Le-Comte, plein après-midi : les rues sont désertes. Ce village de 4 000 habitants, situé à une trentaine de kilomètres de Clermont-Ferrand s'est-il habitué, depuis le 11 octobre dernier, à la présence des Kurdes ? « On ne peut pas dire que l'annonce de leur arrivée ait été reçue avec enthousiasme, reconnaît H. Bertrand, maire de Vic, mais il n'y a pas eu de protestations collectives organisées. Inversement, des gens se sont désignés pour fournir matériel, vêtements ; certaines familles assurent même un par-rainage des familles kurdes. »

Dans la cour de l'école publique, reconnaissables à leur visage aigu et à leurs yeux très noirs, les enfants kurdes jouent avec les autres enfants, écoliers parmi les autres, déjà rompus à une certaine organisation, à des horaires, à des habitudes qui n'étaient pas les leurs. L'adaptation est sans doute plus difficile chez les adultes : « Nous sommes bien ici », affirme ce chef de famille, ancien combattant de la guérilla kurde contre l'Irak, avant d'ajouter : « Le plus dur, c'est la langue ; quand nous aurons appris le français, peut-être que l'on trouvera du travail, on ne sera plus à la

charge de la France. » C'est Kamal, kurde de Paris, qui assure le rôle d'interprète à plein temps.

Solidaires d'un lointain combat

Cette famille de dix personnes vit dans un logement de quatre pièces : si leur accueil est chaleureux, on n'en ressent pas moins chez ces hommes et ces femmes une extrême gravité. Leur désir le plus profond ? Que l'on n'oublie pas leurs frères kurdes, restés en Tur-

qu'il y en ait en Irak, et que le monde entier apprenne le malheur qui frappe les Kurdes d'Irak.

Les soixante-dix Kurdes installés à Vic-Le-Comte font partie d'un groupe de trois cent trente-cinq arrivés en France le 3 août dernier : avec l'appui de la cellule d'urgence de Matignon, l'Association France-Libertés (dont la présidente est Mme Mitterrand) a pu organiser leur voyage à partir de Mardine, leur camp, le regroupement en Turquie où ils s'étaient réfugiés durant l'été 1988, après l'utilisation des armes chimiques par l'armée irakienne.

Le Kurdistan est une entité qui regroupe 25 millions d'individus mais qui est divisée entre cinq pays (Turquie, Iran, Irak, URSS et Syrie) : les Kurdes sont quatre millions en Irak, parmi lesquels soixante mille ont fui en 1988 après les bombardements. Ces trois cent trente-cinq Kurdes que la France accueille se trouvent donc isolés d'un combat qui continue, dont ils sont solidaires tout en se sachant pourtant d'une part inutiles, d'autre part privilégiés.

Le 3 août 1989, il a bien fallu leur trouver un lieu d'accueil, assez vaste pour qu'ils ne soient pas séparés : ce sera en Auvergne où le climat ressemblerait à celui de leur région d'origine. L'Anef-Association d'Entraide est alors chargée de la gestion de leur installation au camp militaire de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), sous le contrôle du préfet de région.

« On ne fait rien pour les gens sans eux », affirme M. Dupré, délégué national de l'Anef, et chargé du dossier. « Peut-être les Kurdes ont-ils souhaité à un moment trouver un village avec des fermes où ils auraient pu vivre groupés. Ils ont pu croire que c'était possible. » Et d'ajouter : « Il faut tenir compte de leur schéma d'intégration familiale ; et sur cette base, négocier par rapport aux capacités de la terre d'accueil. »

A cet égard, M. Dupré n'a sans doute pas tort de déplorer le flou qui a suivi les propositions faites par l'Anef. Il faut ajouter à cette difficulté un autre point : les Kurdes ont-ils dès le début eu ce désir de rester en France ? « Pour s'intégrer, il faut le vouloir, confirme M. Dupré. Or, des désirs ambivalents s'exprimaient : s'intégrer peut-être ; mais surtout, avoir la tête de Saddam Hussein. »

D'abord, apprendre le français

Les positions, depuis, ont sans doute évolué : mais ici, tous les hommes sont des combattants ; cet ancien commerçant par exemple, qui avait tout abandonné pour rejoindre les maquis, emmenant avec lui femme et enfants qui se cachaient dans les montagnes.

Il a donc fallu organiser l'après Bourg-Lastic. Après le temps du repos, nécessaire compte tenu des traumatismes subis, vient le temps d'un début « d'ancrage » : sollicitée par l'Anef, qui

chapeaute nationalement l'insertion, l'association Faite (Formation, animation, insertion, travail et environnement) se charge, sur le terrain, du projet concernant le Puy-de-Dôme et le Nord de la Haute-Loire. L'appel national aux communes s'avère moins efficace que la prospection directe auprès de certains élus. Ainsi, Faite, bien ancrée en Auvergne, parvient à convaincre les communes de Vic-Le-Comte, et de Ste-Florine (Haute-Loire) de tenter l'expérience, en accueillant respectivement soixante et soixante-dix Kurdes. Les autres ? Dix-sept d'entre eux s'en vont à Clermont-Ferrand, tandis que des familles partent pour l'Ariège, la Corrèze et Paris.

Le 11 octobre, soixante Kurdes arrivent à Vic-Le-Comte, soit sept familles. Des premiers jours, les enfants sont scolarisés : l'inspection académique a d'ailleurs accordé l'équivalent de 2,5 postes supplémentaires. Chaque famille habite un logement dont le loyer est payé par Faite à des particuliers, puisqu'une convention a été signée avec la DDASS dans ce but. Leurs revenus ? L'aide apportée par l'association, ainsi que le RMI et les prestations familiales, auxquelles ils ont droit puisqu'ils ont obtenu le statut de réfugiés politiques.

« Ils commencent à prendre possession de leurs habitations », se félicite Chantal Thomas, directrice des sites de Vic-Le-Comte et de Ste-Florine. Aidée par un interprète, une secrétaire à plein temps, des travailleurs sociaux et animateurs, Mme Thomas démêle au quotidien les divers problèmes. « Il faut, par exemple, qu'ils intègrent nos rythmes de travail, explique-t-elle : ils trouvent que nous sommes toujours pressés ! Ou dans un autre registre, concernant leurs habitudes alimentaires : par peur de manquer, ils voudraient faire des réserves, acheter en gros afin d'avoir des prix... Nous devons, nous, leur apprendre ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. »

Il avait été supposé d'autre part que les femmes devaient savoir tisser ; or pas une d'elles ne sait tisser. Il a donc fallu modifier le contenu des ateliers, en fonction des besoins mais aussi des compétences réelles. Pour ces femmes, qui ont souvent la charge de huit à neuf enfants, l'aide apportée s'apparente plutôt à une formation « ménagère » : lessive, fonctionnement de certains appareils ménagers, alimentation, couture. Encore habillée à la kurde, elles sont attirées pourtant par la coupe de nos vêtements, par les cheveux courts... Premier signe d'intégration ?

Il n'est pas de doute qu'avec les enfants, les femmes s'adaptent bien à cette nouvelle vie : mieux que les hommes, qui sont peut-être demeurés plus fortement au cœur du combat. Dans cet appartement par exemple, ils sont quatre hommes ; ce qu'ils veulent ? « Que vous fassiez connaître le sort de nos frères. » Au mur, un calendrier kurde, avec des images de guerre, sur la table, un livre de photos sur les bombardements. Ce sont les hommes pourtant,

qui vont devoir trouver du travail, et tenter d'ici au mois d'avril (date d'expiration de la Convention) d'acquérir les niveaux de français et de compétence professionnelle suffisants.

Un leurre ? « Ils n'ont pas idée du marché français » remarque Chantal Thomas : c'est pourquoi un plan de formation et d'alphabétisation (concernant hommes et femmes) a été élaboré par l'Anef et Faite, qui sera appliqué par le Greta, suivant les différents niveaux d'alphabétisation. Parmi les 29 Kurdes adultes de Vic-Le-Comte, treize sont en effet analphabètes dans leur langue d'origine. Outre les niveaux de langue, les compétences professionnelles dessinent un groupe extrêmement hétérogène que son sort tragique a soudé : c'est pourquoi des stages en entreprises sont prévus, de même qu'un travail concret dans le domaine du bâtiment (réfection d'une annexe du château de la Chaux-Montgros, à 15 km de Vic).

C'est dans la réussite de cette insertion professionnelle que réside probablement le défi majeur, mais aussi la grande inconnue du projet : défi, parce que les populations, en particulier celle de Ste-Florine, durement touchée par le chômage, ont pu se sentir lésées par rapport aux Kurdes ; le Front national, a d'ailleurs organisé une manifestation à Ste-Florine. M. Bertrand, maire de Vic-le-Comte, avait posé comme condition que sa commune reçoive, elle aussi, sa part de formation ; la chose est faite pour cent soixante demandeurs d'emplois, par l'ANPE.

Identité et traditions

Les Kurdes, parce qu'ils ont exilés, parce que c'est dans leur tradition, ont visiblement besoin de rester en groupe ; mais il leur faudra éviter le repli sur leur petite communauté, s'ils veulent parvenir à une certaine autonomie, indispensable pour trouver du travail, apprendre le français, faire des démarches.

Les moyens financiers, humains, mis en œuvre pour les aider sont importants : l'originalité, c'est qu'ils concernent, non pas des individus isolés et donc désireux de s'intégrer pour survivre, mais des groupes d'individus fortement soudés par une lutte politique et des traditions (ils sont par exemple musulmans sunnites). L'identité kurde est pour l'instant la seule qui leur reste, avec la famille : se pose à eux cette exigence contradictoire, s'intégrer dans la société française mais demeurer kurde et élever les enfants comme des Kurdes qui, peut-être un jour, rentreront dans leur pays.

Pour eux, le prolongement d'un long combat. Pour la société française, une certaine définition de l'intégration.

Isabelle DELPUECH

FRA0209 4 I 0293

/AFP-BJ89

Turquie-Justice

La peine de mort requise contre trois adolescents d'origine kurde

ISTANBUL, 19 déc (AFP) - Le procureur de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a requis lundi la peine de mort contre trois adolescents d'origine kurde accusés "d'avoir participé à des actes terroristes séparatistes" dans le sud-est anatolien, apprend-on de source judiciaire à Istanbul.

Le procureur qui a demandé la peine capitale contre Yusuf Erturk (15 ans), Hasan Ulger (16 ans) et Ahmet Diri (17 ans), les accuse d'avoir participé à des attentats qui ont fait seize morts, dont quinze militaires. Les trois garçons s'étaient rendus aux forces de l'ordre opérant dans cette région à grande majorité kurde, désertant le camp d'entraînement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste), principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara depuis août 1984.

Au cours de leur première interrogatoire, ces trois garçons avaient déclaré "avoir été enlevés" de leurs villages natalis et "avoir été entraînés dans les camps du PKK dans la Bekaa libanaise, sous contrôle syrien".

Le code pénal turc prévoit une réduction de peine pour tout "rebelle séparatiste" qui quitte son organisation et se rend aux forces de l'ordre pour "collaborer" avec ces derniers.

41 autres adolescents entre 11 et 17 ans également d'origine kurde, détenus à la prison de Diyarbakir, attendent d'être traduits devant ce même tribunal pour appartenir au PKK.

Le tribunal de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir avait mardi dernier demandé la peine capitale pour un autre mineur de 16 ans, accusé également d'appartenir au PKK et d'avoir tué cinq personnes.

La majorité est à 18 ans en Turquie.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRA03/2 4 I 0211 10K 701P BK32

Turquie-CEE

Ankara qualifie "d'étrange" que la commission européenne mentionne les "problèmes" chypriote et kurde

ANKARA, 20 déc (AFP) - Ankara qualifie "d'étrange" que la situation de la population kurde de Turquie et le différend chypriote aient été mentionnés dans "l'avis" soumis lundi par la commission au conseil des ministres et au parlement européen, concernant la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE, a déclaré mercredi le porte-parole de la diplomatie turque Murat Sungar.

Concernant le contentieux chypriote, le porte-parole a indiqué que "les pressions exercées sur la CEE par un de ses membres étaient à l'origine du fait que cette question avait été mentionnée dans ce rapport". "La communauté tombera en contradiction avec-elle même si elle prend partie dans cette affaire", a-t-il affirmé, rappelant que "l'avis" de la commission en 1975 avant l'adhésion de la Grèce indiquait que la communauté ne prenait pas partie dans ce contentieux.

Le porte-parole a par ailleurs précisé que la Turquie avait toujours respecté le statut de toutes les minorités de Turquie (juive, grecque et arménienne) définies par le traité de Lausanne de 1923, mais qu'elle "n'acceptait pas d'autres définitions et identifications de minorités".

YM/ej

AFP 201524 DEC 89

LIBÉRATION 20.12.1989

Turquie: Kurdes

Le Procureur de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est) a requis lundi la peine de mort contre trois adolescents d'origine kurde. Ils sont accusés d'avoir participé à des attentats qui ont fait seize morts, dont quinze militaires. Les trois garçons s'étaient rendus aux autorités, désertant le camp d'entraînement du PKK (guérilla kurde marxiste) où ils affirment avoir été enrôlés de force.

PARIS NORMANDIE 20.12.1989

Peine de mort requise contre trois adolescents d'origine kurde

Le procureur de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a requis hier la peine de mort contre trois adolescents d'origine kurde accusés « d'avoir participé à des actes terroristes séparatistes » dans le sud-est anatolien. Le procureur qui a demandé la peine capitale contre Yusuf Erturk (15 ans), Hasan Ulger (16 ans) et Ahmet Diri (17 ans), les accuse d'avoir participé à des attentats qui ont fait seize morts, dont quinze militaires. Les trois garçons s'étaient rendus aux forces de l'ordre opérant dans cette région à grande majorité kurde, désertant le camp d'entraînement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste).

бе Партия К'ордстана Иранебе Демократичей сэрэке Э'бдур'ахман Фасымло кыштын. Эндэме политбюроо же партияе ИИрафи аз т'эглифи бал хэе кырым у дэрхэда н'але же п'ара К'ордстанда мэ зг'ешэйи хэбэрда. Натэмэ сэр же фыкере, мэки н'ал галэки саргэ у галэ пашвахтие же чь быба, нэ э'йа. че. Т'эне заным, к'б бы р'епресна, депортаснакырна шьмэ'та к'орда, бь ледан у кыштына млэтэ к'орд нэе р'ае.

— Чь планед мэ хэне?
— Дьхжэзым хэбэге к'эрич. занейе мэзын бынысым бь сэр-нысыз п'етература у преса Турк...

...а перспективед н'э жед к'ордада чь дьсарын бешы?
— Ван салед ахьриэ н'энед к'орда эйфанаке мэзын к'этын. Бь бир у бажерийа мьн пробле-ма к'орда нэ т'эне бь силь'е готи бе сафнырыне. Герэже н'э му саргивед К'ордстане т'эни саргивед ван шэлатайэ ч'эне — коммуниста, нава баар'ашхыл'а-риедэ бьн, к'ыжана К'ордстан нав хэда п'аразымырыне.

К'ордстале коллективэ р'едак-свае р'азкбуна хэбэе к'ур э'ле-ми олмдар кыр. Башкэ нэте го-тыне, мэки хэбэцэвэнед мэ жь хэбэтед шьба трансабайа дэрбэ-ца к'ордстаниедэ ви баш нас дь-гьн. Иро жи шэне, мэки р'едак-свае р'эсти хэбэнед шьн хэ-бата вагын. Мэ т'эме т'э'мши сырийа, мэки нун, Исмаиле М. Иасраг'йан, нэме шьмэ'та шэ. достед млэте мэни шьн'э'лэлыи. Лама жи ем бь ц'флэ'т дьсарын бэжын, мэки эм шэ у шьмэ'та шьба хэрмаз н'эз дькын.

— Зэф р'эзимэ. Эз жи мэ у шьмэ'та шэ н'эз дькым.

Т'емуре ХЭЛИЛИ



...академик пешданин дькыр, мэки конференс бэрб'ри Т'МИ бьба, к'б асамблеа шьба сэрэке сесна-ке хэбэе мэхус ц'ешк'ешн проблема к'орда бьба.

Конференсе фрэрэке мэхус фрбул кыр жь чанд ньртына у с'рар кыр конференса майкин са-ла 1990-я. мэна ийуне, Шьвесиэ-да дэрбэзкын.

— Гэло бэлэцэнед к'этыбе Партия К'ордстана Ирадеёе Де-мократичей сэрэке Мэ'суд Бар-зави у Партия Ньлтэманц'эр-варен (вэг'өн'ьэе) К'ордста-на Ирадейн сэрэке Шэалл Т'э-хэбэни чаванын?

— Мэ'деки дэрэж орг'а ван-да дьлскри, нэрэзыбун хэбул. Нэр йэк бь шур'е хэвэа барбь-ри шур'е Ирадеу—Иране дьбу; лама жи нысарьбун жь ви пэ-ри к'арек'этана. Ле мэна г'э-лане сала 1988-а орг'а ван нэрбд партия, бса жи чэнд пар-тияед К'ордстана Ирадеёе ма-йин десп'э'лийа йэкти саз буйэ.

— Гэло н'але К'ордстана у Иране чаванын?

— Вава э'йанэ, к'б навина исалын дьжмьн—намама к'эты-

— Мэке 200 олмдар, пар-ламентван, сэркванед партия, т'эшкилата, к'ома, навалгына, р'ожиэман, ныск'аред жь 26 шэлэтед дьнйае, же р'эдемеда жь ШАИ, Англиае, Франсиае, Р'ГФ, Шьвесиэе, Турк'яе, Ира-не, Ираде, Суриае, Т'Р'СС г'эви же бун. Жь шэлэте мэ, хенжь мьн, шьра баэр'бун: к'ордзан М. Ласарев, академикэ акаде-

миа Фазакстанейэ олма Надьре К'эрэм (Надилов) т'эви к'олфэ-та хэе — кандидата олмед к'и-миае н'элима Э'мо, к'олфэга А. Сахаров, к'ыжана шьра нэма академикэ иро р'ах'мэти хэанд. бса жи жур'налист Аза Э'вдали.

Т'эви же дьбун баар'бын'ч'э-му к'этыбед шьривед К'ордста-нейе сэрэке — Шэалл Т'э'лэба-ни, К'эмал Бурк'ай, Сэрфед Дьшлэ, Мах'мэд Э'бдильр'ахман (Саман), Р'асул Марман, Сальн' Бадр'дин у ед майкин, бса жи 7 депутатед шар'амента Тур-к'яе, к'б э'сле хэваа к'орд бун. Т'эмэед доклада Башкэ — Башкэ бун. Нама А. Сахаров гэлэки н'агаск'ар бу, ль к'э

Ч а р ш э м а м э

К'ОРДЗАН М. ИАСРАГ'ИАН

МЕВАНЕ МЭ БУ

Наве М. Иасраг'йан дьнйа блмидэ э'йанэ чэва р'овьлэзган. Ле гэлэк мэдэлэ, монографияед шьба ван салед ахьриэёе дэрхэца к'орда у К'ордстанда, эмэке ви нава ленер'анцья у азьр'у-кырна проблемед т'эрнэца шьмэ'та к'ордада бунэ н'эви бона өв бе нассырыне бса жи чэва к'ордзанеки хэбэйшброт.

Ван р'ожа докторэ блмед т'эрнэце, профессор М. Иасраг'йан оу меване р'эдаксна мэ. Хэбэжк'аред р'ожиэме натэна блмдар — т'эрнэцзане э'йан слав кырын у нвни же кырын чэнд гьлына дэр-хэца э'мр у шьхылваннйа хэвэда назьрар'а бэжа.

— Бэри нэр' тышги. — М. Монография «К'ордед Тур-асраг'йан гот. — эз гэлэки к'нае мэде нэри т'эзада» назь-шэме, мэки коллективэ р'ожиэ-рэ. Р'ожиэни дитийэ хэбэда к'орд-ма „Р'йа т'эзэ“ р'е тер'а дит эз зан О. Жигалинаёе бь сэрни-т'эглифи р'эдакснае кырым. Эз сара „н'эжа к'ордед Иранеёе бажэрьм, к'б р'астхатына мэ же млэгине“. К'т'эба профессор Шэк-н'ым бона мьн, н'ым жи бона мэ Ирадеца бона нашьркырыне на-к'ардэрба.

Эва 30 сали зедэтэрэ, мэки т'эзэ бса жи пьрсед к'ордзаниева у мэдэлед дэрхэца к'ордзаниёе мьжул дьбьм. Нава дисертасна башкэ — башкэда, сектора мэ жьне кандидатэде, к'б мьн са-ла 1956-а хэай кыр. Д'арэке мэ-зын дэрхэца проблема к'ордада т'эви институтэ Паризейэ „К'орд“-а, т'эви федерасна к'о-сектора (н'эгани с. 1986-а к'ом млелед к'ордайэ ль Шьвесиэе. бу) к'ордзание йа институтэ Эм буне меване мэна, агана мэ академикэ Т'Р'СС блмайэ р'о-цэсэдына. Эм т'эви ван симпо-шьлэзание дькым. Сектора мэда з олмдар дьхэбэтын. Эм бь проб-лемед нэр чар д'эрч'ед К'орд-стане. бса жи мэч к'ордава жь-жул дьбьн, к'б ль шьр'эвана дь-миньн. Мэ сала пар бь фэрэк'э-тэ к'ордзаниед институтед акде-миаед Т'Р'СС у Р'ССЭ блмайэ ахьрийа т'эви конференса орг'э-р'ошьлэзание бь сэрнысарэ „н'эжа к'орда мэде т'эзэ у йэри т'эзада“ монография чап кыр. сала те же сальхэме „К'орд“ р'ожиэни бьбынэ, т'эви назьркырна к'ыжана бунэ к'орд-чэнед „Москвэе, Ленинградэ, Ереване у Т'билиске.

Пайр'а М. Иасраг'йан бь ша-бун шэба чэнд шьрса йа. — Эм заным, мэки нун ван ахьрийа т'эви конференса орг'э-р'ошьлэзание дэрхэца шьрса к'орда-йа млэгинеда бунэ, к'б бь ини-снэтива институтэ П'эриэейэ „К'орд“ у К'абулэга президэнтэ Франсиае Даниел Мингеране на-т'эбу т'эшкиллырыне. К'эрэма хэе чэнд гьлына дэрхэца же конференседа бэжын.

СЭДРТИЙА СОВЕТА Т'Р'СС
 Т'ӨВРЭБЛЫНДР'А,
 ҺӨВАЛЕ А. С. ГОРБАЧОВР'А,
 ДЕПУТАТЕ Т'Р'СС ШЬМЭТИЕ, К'АТЬБЕ
 КМ ПК ЭРМӘНИСТАНЕЙИ ПЕШЫН
 ҺӨВАЛЕ С. Г. ҺАРУТ'ЙУН'ЙАНР'А,
 ДЕПУТАТЕ Т'Р'СС ШЬМЭТИЕ
 ҺӨВАЛЕ З. Н. БАЛАЙАНР'А

Эм һиви дькьн телеграма мә Қөр'лт'еда бьхунын. Эм пе һ'эсийанә, вәки нава депутатед Т'Р'СС шьмәтиедә телеграма Бабаев һатийә бәлакьрыне, к'нжан дәрһәқа һ'але к'ордаданә чәва мләтәки бьч'ук ль Т'Р'СС. Телеграм бь бьниат'е хвәва бса жи һа провакосионә. Эм т'ам ван дә'вкьрынед телеграмер'а, кө дәрһәқа ләзьмайә дасәкьнандына қәза к'ордайә автономә ль Адрбещане, у ве йәкер'а қайнлын, вәки бнәлинед к'ордә шишь'ьти вәгәр'иньнә ве нәһ'не. Ве йәкер'а т'өвайи әм р'е тер'а дьбиньн бьднә к'ывше, вәки телеграма жорготидә иет—мәрәмед фә'шкьрына избатиед ә'йан һәнә дәрһәқа һ'але к'ордада, к'нжан бал бнәлинед Эрмәнистана Советийә к'орд нәр'азибуие пешда тиньн. Т'фақа Советиеда у гәләки жь һ'ьдудед ве дәр Эрмәнистан бь һәқи һатийә наскьрыне чәва мәрк'әзәкә пешдабьрына култура, литература к'орда, к'ордзание у ван һ'әму тышта, кө ә'мре п'арәкә шьмә'та к'ордайә мьләтине—културнейә нормал бехоф дькә. Ощахед к'ордайә мләтине—културне, кө һәлә һе дәстпека сәлед 20-и Эрмәнистанеда һатьнә сазкьрыне, иро жи т'ам у бь к'ардари ә'мәл дькьн. У гава гьли те сәр дәстаниед к'ордед советийә мләтине-културне, бәре ә'вльн әмәке Эрмәнистана Советие, шьмә'та әрмәнийә те шекь-

рандыне. Әв йәк жи, вәки пьрса дәрһәқа қәдьргьртьна әхтиярнед бнәлинед к'ордә п'епәскьрыда кьрыне нава платформа партиәе, фә'шкьрынед политика мләтнейә мөзыр'а гредайинә, к'нжан Адрбещанеда бунә, ль к'б йәканийә к'ордайә автоном һатә һьлдәне, п'арәкә шьмә'те шишь'ьти бу, ле п'ара майин бь дәсти зоре һатә аснимл йаснакьрыне. Тыштәки ә'йанә, вәки анәгори сальхед сала 1926-айә р'әсми Адрбещанеда се щара дһа зә'ф к'орд дьман, нә кө Эрмәнистанеда. Ле анәгори са

льхед сала 1979-а Эрмәнистанеда р'әқәма к'орда вәкә чар щара зедә бу, ви чахи, гава Адрбещанеда қәстбәндә һатә ә'лаикьрыне, вәки р'еспубликаеда бнәлинед к'орд т'өнәнә. Ле чь дьминә дәрһәқа р'әқәма ван к'ордада, кө жь Эрмәнистане чунә, әв р'әқәм зедә кьрыне, ле әв избати надә к'ывше, вәки шьмә'та әрмәнийә һьндава ванада хернәхвәзи кьрийә. Тыштәки лапи ә'йанә, вәки гава һәһельн гьһдарие бьднә сәр һ'але к'ордед Адрбещане, һ'әтани р'ожед мәда жи дәрһәқа һәйәтийә онәлинед к'ордда хвә кәр'дькьн, ве йәкә дьдә к'ывше, вәки дьхвәзын ве пьрсе сафи нәкьн, мәщала че нәкьн бона к'орд вәгәр'нә қәза Р'СС Адрбещанейә к'ордстане у бь ве йәкәва әве пьрсе бькнә һасегәһе, бса жи сафикьрына проблемәд мләтине—эт'никийә майин бьднә чәтьнкьрыне.

Дәрһәқа ве йәкәда вә'дәда органед партиәе у советийә жордәстр'а документ у мә'лумәтинед анәгор һатьнә шандьне.

МСТОЯН Мирә — дәвсгьртне сәдре Советә Р'СС Эрмәнистанейә т'өврәблынд, әндәме КМ ПК Эрмәнистане, шьхьлване култураейи әмәқдар, әндәме т'фақед жур'налист у нвиск'әед Т'Р'СС.

Титале ӘФО — р'едакторе р'ожнәма „Р'һа т'әзә“.

Шәкрәе Мь'ОИИ — сәрвәре п'ара к'ордзание һа институтә академия Р'СС Эрмәнистанейә блмайә р'оһьлатзание, докторе блмед т'әрниқе, професор.

Сәмәнд СИАБӘНДОВ — Мерхәсе Т'фақа Советие, бажарване Ереванейи һөрмәтли, ветеране партиәе.

Надо МАХМУДОВ — ветеране партиәе, шьхьлване култураейи әмәқдар, нвиск'ар.

Һ'әщие Щьнди — шьхьлване блли әмәқдар, професор.

Фәйзәе Ә'ГИТ — докторе блмед физикә—мат'ематикне, професор, хәбатк'аре институтә академия Р'СС Эрмәнистанейә блмайә мат'ематикаейи пеш.

Георгне ХОДО — докторе блмед дохтрие, травматологе Эрмәнистанейи зар'айи сәрәкә.

Хальт ЧАТОВЕВ — кандидате блмед т'әрниқе, ветеране партиәе.

Шәрәфе ӘШЬР — досенте институтә Ереванейә политехникне.

Кар'лене ЧАЧАНИ — кандидате блмед т'әрниқе, сәдре сексна нвиск'аред к'орда.

Мак'симе ХӘМО — кандидате блмед филологне.

Щасьме ЩӘЛИЛ — әндәме Т'фақа нвиск'аред Т'Р'СС.

Щәллие ЩӘЛИЛ — кандидате блмед т'әрниқе.

gamk 22-24. 12. 1989



La Turquie s'étonne que la Commission européenne mentionne les problèmes kurde et chypriote

On aurait pu s'attendre à une réaction de colère, mais c'est finalement l'étonnement qui semble l'avoir emporté à Ankara, après l'annonce de l'avis de la Commission européenne repoussant à l'après-1993 l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Du moins si l'on en croit M. Murat Sungar, le porte-parole de la diplomatie turque, qui a qualifié d'«étrange» que la situation de la population kurde de Turquie et le différend chypriote aient été mentionnés dans l'«avis» soumis lundi par la Commission au conseil des ministres et au Parlement européens.

Concernant la contentieux chypriote, Murat Sungar a indiqué que «les pressions exercées sur la CEE par l'un de ses membres étaient à l'origine du fait que cette question avait été mentionnée dans ce rapport». «La Communauté tombera en contradiction avec elle-même si elle prend partie dans cette affaire», a-t-il affirmé, rappelant que l'«avis» de la Commission avant 1975, avant donc l'adhésion de la Grèce, le pays incriminé par M. Sungar pour avoir exercé des pressions sur ses partenaires européens, indiquait que la Communauté ne prendrait pas partie dans ce contentieux.

Une telle analyse fait bien peu de cas de la levée de boucliers qu'avait suscitée l'invasion de la partie nord de Chypre par l'armée turque, en 1974, et qui dépassait largement les cadres d'un simple conflit régional entre Athènes et Ankara. Entrées officiellement dans l'île pour protéger la minorité turque, les troupes d'Ankara avaient amorcé un processus patent de colonisation du tiers de la République indépendante de Chypre. Un

processus qui a conduit à la création de la république turque du Nord de Chypre, reconnue par la seule Turquie et consommant la partition de l'île.

Cette intervention a été en son temps sévèrement condamnée par la communauté internationale, les Américains ayant pris des sanctions économiques contre la Turquie. Si la crise chypriote a eu pour conséquence indirecte la chute du régime des Colonels, en Grèce, permettant du même coup l'accession de ce pays à la démocratie et par voie de conséquence son entrée dans la CEE, la Turquie reste, malgré ses professions de foi démocratiques, la puissance militaire qui continue à occuper Chypre.

Ce contentieux, avec ou sans les «pressions» de la Grèce, a toujours constitué un obstacle à une normalisation des relations entre la Turquie et l'Europe, d'autant que Chypre est associée, au même titre que la Turquie, à la Communauté européenne. Ankara, pour sa part, persiste à l'inscrire dans le cadre d'un conflit bilatéral, comme vient de le confirmer la déclaration de M. Sungar.

Mais la surprise du porte-parole du ministère turc des affaires étrangères prend des dimensions encore plus absurdes lorsqu'il en vient au problème kurde. C'est avec une grande candeur en effet, que M. Sungar a tenu à rappeler que la Turquie avait toujours respecté le statut de toutes les minorités de Turquie, telles qu'elles ont été définies par le Traité de Lausanne, en 1923, à savoir les minorités juive, grecque et arménienne.

Décidément très soucieuse de respecter ses engagements, la Turquie entend prendre à la lettre le

Traité de Lausanne et à cet égard, «n'accepte pas d'autres définitions et identifications de minorités», comme l'a précisé M. Sungar. En d'autres termes, les Kurdes n'existant pas sur le papier, la Turquie n'a aucune raison de reconnaître leur spécificité et à fortiori, l'existence d'un problème kurde.

Cette désinvolture persistante avec laquelle Ankara répond aux critiques que lui adressent les Européens témoigne en tout cas de cette impréparation politique dont avait fait mention l'avis de la Commission européenne. On voit mal comment d'ailleurs, la Turquie serait capable de respecter les délais même lointains, fixés par l'Europe pour une éventuelle adhésion, quand un haut responsable turc se permet de contourner sans vergogne la réalité des problèmes. Alors que les contours encore flous d'un débat sur l'identité kurde semblaient se dessiner en Turquie, de telles déclarations en amoindrissent considérablement la portée.

Mais il est vrai par ailleurs que cette désinvolture peut s'avérer payante puisque la Turquie s'est permis de citer les Arméniens au titre des minorités respectées par les autorités turques, en vertu du Traité de Lausanne. Si l'on pense qu'en 1987, le Parlement européen avait approuvé une résolution sur «une solution politique du problème arménien», de laquelle dépendait en partie l'entrée de la Turquie dans la CEE, on peut évaluer l'ampleur du travail des forces de l'oubli. La Commission européenne n'a en effet pas cité le problème arménien parmi les points noirs du dossier turc, mais il faut bien reconnaître aussi que les Arméniens n'ont pas redoublé d'efforts pour le rappeler.

G.

La préfecture a donné un mois à Ibrahim Er pour quitter le territoire

Mobilisation autour d'un Kurde menacé d'expulsion

L'intégration, Ibrahim Er la demande. Mais les autorités la lui refuse. Installé depuis 1987 en France, ce kurde d'une vingtaine d'années s'est vu refuser le statut de réfugié politique. Un courrier récent de la préfecture d'Eure-et-Loir lui demande de prendre ses dispositions pour quitter le territoire français avant le 7 janvier. Soutenu par des membres de sa famille établis à Epemont, des organisations, Ibrahim Er tente de faire barrage à cette décision.

et placé sous l'effet d'une mesure de reconduite à la frontière.

Une pétition pour la défense du droit d'asile

EN 1987, Ibrahim Er quitte la Turquie de Turgut Ozal pour la France. Il s'établit chez son frère à Epemont et trouve du travail à la Sacer, une entreprise de travaux publics de Rambouillet. Pour régulariser sa situation, il s'adresse à l'Office Français pour la Protection des Réfugiés et Apatrides et demande son statut de réfugié politique. Le couperet tombe net : rejet. Ibrahim Er décide alors de porter son dossier devant la commission de recours. Et il essuie un nouveau revers : rejet. La préfecture d'Eure-et-Loir répercute : dans un courrier daté du 7 décembre dernier, elle enjoint Ibrahim Er de prendre ses dispositions pour quitter le territoire français avant le 7 janvier. Ce qui signifie qu'au delà de cette date, il sera en situation irrégulière — clandestin —

décide de porter le dossier sur la place publique, parallèlement à la procédure juridique engagée. Le représentant du CNDTI invite à une réunion commune syndicats (CGT, CFDT, FO, FEN), organisations attachées aux Droits de l'homme (MRAP, Ligue des droits de l'homme, Amnesty International, SOS Racisme, Libre Pensée), partis politiques (PCF, PS, MPTT), le député Gallet et l'Association kurde (ASCD). Ceci afin de « discuter et décider ensemble les moyens d'organiser la protection d'Ibrahim et son maintien sur le territoire français ». Le 21 décembre dernier, MRAP, LDH, et MPTT décident de s'associer à l'action du CNDTI. Une pétition est rédigée. Les co-signataires « fidèles à la tradition du

droit d'asile exigent, en ce 200^e anniversaire des Droits de l'homme, l'annulation de la procédure d'expulsion et que soient accordés à Ibrahim Er les titres nécessaires pour qu'il puisse conserver son travail et continuer à vivre dans un milieu qui est devenu le sien ». Cette pétition sera remise à la préfecture le 5 janvier à 17 heures par une délégation.

Six mois après la menace d'expulsion d'Hassan Ateci (2), le cas d'Ibrahim Er éclaire à nouveau la précarité de la condition de ces travailleurs étrangers entrés illégalement en France. Le MRAP par la voix de Catherine Robert (du bureau local) dénonce le caractère obsolète de la loi du 2 février 1945 qui, en dépit des aménagements, régit toujours l'immigration en France. Le CNDTI

redouble de combativité à l'heure où « des consignes sont données à l'OFPPA et à la commission de recours pour mettre les "bouchées doubles" sur le problème de l'immigration clandestine ».

L.P.

- (1) Daniel Moreau. Tél. : 37.21.77.17.
(2) Hassan Ateci a obtenu un « répit » d'un an.



GELDİKLERİ GİBİ DÖNÜYÖRLER

Bir yıl önce dünya aleme çalım yapıla bazırılanan Kürt kamplarında çocuk azrailleri kol geziyor. Bir yılda 280 çocuk yetersiz beslenmeden öldü. Kürtler bu koşullarda Türkiye'de yaşamaktansa bilinmeyen bir sona doğru büzünlü bir dönüüş yapıyorlar. 80 bin Kürt konuk kampın şartlarına dayanamayarak döndü

Kızıltepe'deki Kürt kampından içeri adiminızı atar atmaz, yolunuzu kesen Kürt kadınlarının "Me bibin! Me laskın!.." (Bizi götürün, bizi kurtarın) diye yankılanan feryatlarını duyacaksınız. Benizleri soluk, alabildiğine zayıf çocuklar, halsizlikten ağlayamayan bebekler göreceksiniz. Şaşırmanın. Günde bir somun ekmekek, ayda ikiyüz gram et, onbeş günde bir, bir kilo bulgur sığınmacıların başlıca yiyecekleri. Verilen yiyecekler büyüklerin ağıktan ölmelerine yeterken çocukların yaşamasına yetmiyor. Diyarbakır kampında bir yılda tam 280 çocuk, yetersiz beslenmeden ölmüş. Duhok'tan, İmadiye'den, Ninova, Akre, Şexan'dan oralaradaki kimyasal cehennemden kaçırılıp yaşasınlar diye Kürt kamplarına getirilen 280 çocuk yetersiz beslenmeden ölmüş.

Dünya aleme ilan edilerek hazırlanan

kocaman kamplarda sığınmacılar için bütün yapıları üç beş tuvalet ve yetersiz içme suyu ambarları. Zirevan Ahmedî ve Salih Rıza, tuvalet suyu içtiklerini ve yetkililerin "burada kalıp ölmektense gitmeniz daha iyi" dediklerini anlatıyorlar. Ve dönüyorlar artık Kürt sığınmacılar...

110 bin sığınmacıdan kala kala 30 bin kişi kaldı. Kalamların büyük çoğunluğu da dönuş hazırlığında. Peşmerge Liderleri "Çok kötü bir yıl geçirdik. Aç geldik aç kaldık. Üryan geldik, üryan kaldık. Zulüm/den kaçtık, zorbalığa tutulduk." diyorlar. Geldikleri gibi gidiyorlar, kırgın, ümitsiz.

Kampın idari sorumlusu Mardin Vali Muavini Ahmet Nevros ise kampın kış getirmen boşalacağı inancında. "Gidiyorlar, gidecekler." derken yüzünün ifadesi bir mutluluğun ipuçlarını veriyor. "Bunlar bu kış burada kalamazlar. Gitmeye elleri mah-

kum..." Ahmet Nevroz'un bir derdi var. O da kamp komitesinin tehditleri. Nevroz'a göre "Komite olmasaydı, kampın yerinde yeller eserdî." Bu tehditleri engellemek için dönuş başvurularını geceye aldıklarını ekliyor, yine yüzünde ne kadar zeki olduğunu anlatmak isteyen bir yarım gülüş.

IRAK - TÜRKİYE

Kamp komitesinden Zirevan'a göre engelleme ve tehdit söz konusu değil. Sözkonusu olan Irak'ın aldatmacaları ve Irak-Türkiye işbirliği. Zirevan, Saddam'ın yüzbinlerce Kürt'ü Kuveyt sınırındaki çöllerde kurduğu toplama kamplarına sürdüğünü ve Türkiye'den dönenlerin de buralarda toplanacağını söylüyor. "Oysa kamp idaresi ile Irak ajanları kendi köyünüze yerleşeceksiniz, eviniz sizi bekliyor" diye propaganda yapıyorlar. Sahite telefon konuşmaları düzenliyorlar. Oysa bizim terkettiğimiz yerlerde ne köyümüz kaldı ne

GÜNAY ASLAN

evimiz..."

Kürt sığınmacılar bir yıl dayanabildiler bu zorunlu konukluğa. Seksen bini geri döndü. Hâlâ dönüyorlar. Kızıltepe kampından bir ayda dört bine yakın sığınmacı dönmüş. Muş kampından 10, 11, 12 Eylül günlerinde dönenlerin sayısı bin beş yüz. 14 Eylül'de yola çıkan dönüş kafilesi ise bin kişilik. Muş kamp komitesinden üç peşmerge lideri ise kamptan sorumlu Hasköy Kaymakamı Bekir Sıtkı Kocakundakçı'nın emriyle dört saat gözaltına alınmış. Gerekçe: Dönenleri tehdit ettikleri...

UNUTULDUK

Diyarbakır kampından ise, son on günde 980 sığınmacı geri döndü. Kamp komitesinden Ekrem Mayı "Terkedildik! Unutulduk! diyor. Bize sahip çıkan olmadı. Çok kötü bir yıl geçirdik. Türkiye sanmasın ki bize iyilik yaptı. Bize büyük kötülük yaptı." Ekrem Mayı, Türkiye'nin Saddam'ın suç or-

tağı olduğunu, Kürtleri barındırmamak için elinden geleni yaptığını sonunda Irak'la birlikte istediklerinin olduğunu anlatıyor ve ekliyor. "Mültecilik statüsü tanınsaydı bize, Türkiye'ye yük olmazdı." Mayı'nın bir iddiası da Türkiye'nin Irak'a 1989'a kadar ülkesinde hiçbir sığınmacı Kürdün kalma-yacağına dair söz vermiş olduğu.

Vali Muavini Ahmet Nevroz'un "Gidiyorlar, gidecekler..." sözlerini hatırlıyoruz. Ekrem Mayı çıkardığı yüklü faturanın bir bölümünde Avrupa'daki Kürtlere yer veriyor. "Onlar Avrupa'ya gönderdiğimiz bizim kürtlerimiz. Kürdistan Devrimi ve Kürt halkı adına hareket ettiklerini iddia eden ve o sorumsuz, o utanmaz insanlar. Kardeşlerini burada minnete, açlığa, üryanlığa, sefalette terkettiler ve onlar adına ahkam kesmekten de geri durmadılar."

Kürt kamplarında bir belirsizliğe dönüşün hüznü var. Havaların soğumasıyla

tankerlerde ısınan suları soğutmak için buz toplanan çocuklar bu işi bırakmışlar. Şimdi 'Çadır okul'larda kürtçe eğitim görüyorlar. On üç yaşındaki Dara, "bize defter kalem vermeleri gerekirdi" diyor. İdare bu eğitimi engellemek için çok uğraşiyor ama başaramıyor. Her zaman da idare kazanmaz ya. Yarı aç yarı tok, eğitim peşinde kampın çocukları.

Kürt kampları terkediliyor. Kampların idari sorumluları memnun, kış bastırılmadan, kamp derdi bitecek onlar için. Sığınmacılar Türkiye'nin konukseverliğine bir yıl dayanabildiler. Kafiler halinde yeni bir bilinmezliğe doğru yol alıyorlar.

Kamplarda ayakta durmayı başarmış çocukların büyük çoğunluğu da yollarda ölecek. Kuveyt sınırındaki çöllerde kurulmuş kamplarla güneydoğuda kurulmuş kamplar arasında pek fark yok. Belki bir fark var denebilir, o da Türkiye'nin ikiyüzlü konukseverliği. ▲

Hürriyet 6.10.1989

Küçük sürgünler



(Fotoğraf: hha - Gürbel GÖKÇE / EDİRNE)

KALEM TUTACAK ELLER FIRÇA SALLIYOR Bu çocuklar, terörün küçük göçmenleri... Aileleriyle birlikte doğup büyüdüğü toprakları terk ederek geldikleri Edirne'de, fırça sallayıp ayakkabı boyuyorlar... Göçle zor durumda kalan ailelerinin geçimine katkıda bulunmaya çaba harcıyorlar... Çoğunun, o bir zamanlar kalem tutan ellerinde şimdi boya izleri var.

- PKK'nın kanlı eylemlerinden kurtulmak için göçe çıkan Güneydoğulu ailelerden bazıları, ta Edirne'ye kadar geldiler. Bu acı dolu göçten en büyük zararı, onların çocukları gördü.
- Ayakkabı boyacılığı yapan şanssız yavrular, şunları söylüyorlar: "Orada can korkusundan okula gidemiyorduk. Burada da, ekmek kavgasından gidemiyoruz."

Gurbet GÖKÇE | EDİRNE, (tha)

GÜNEYDOĞU Anadolu'da, bölücü çete mensuplarının kanlı eylemleri nedeniyle can korusuna kapılan ailelerin bir bölümü, doğup büyüdükları, acı tatlı nice anıların bulunduğu toprakları terk ederek, Edirne'ye geldi. Yeni bir kentte, yeni bir yaşama ayak uydurmaya çalışan "Terör kurbanı" çocuklar ise, boyacılık yaparak ailelerinin geçimine katkıda bulunuyor.

Mardin'in Midyat ve Gercüş ilçeleri köylerinden gelen ailelerin çocukları, çevreyi tanırtınamaz boya sandıklarını sırtlayarak çalışmaya

başladılar. Yaştları okula gidip boş zamanlarında çocukluğunun tadını çıkarırken, yaşam mücadelesine erken giren "Terörün küçük sürgünleri", sabahtan akşama kadar fırça sallıyor. Yaştları 6 ile 12 arasında değişen çocuklar, şunları söyledi:

"Köyümüzde de, teroristlerin korkusu yüzünden, okula düzenli bir şekilde gidemiyorduk. Ailelerimiz buraya göçtönce, onlara yardımcı olabilmek için çalışmak zorunda kaldık. Yani ekmek kavgası. Aslında okumak isterdik ama olmadı. Burada tek derdimiz, belediye zabıta ekipleri. Sürekli bizi kovalıyorlar. Onlarla köşe kapmaca oynuyoruz."



Milliyet
Halk gazetesi

19 EKİM 1989

Madam'ın Kürt dostları zor durumda



Paris'ten disipline

PARIS'te Bayan Mitterrand'ın öncülüğünde toplanan "Kürt Kongresi"ne katılan yedi SHP milletvekilini partinin Merkez Yürütme Kurulu, önemli olarak kesin ihraç istemiyle Merkez Disiplin Kurulu'na sevkini kararlaştırdı. Paris'ten dönen SHP'lilerden (soldan) Kenan Sönmez, Mehmet Ali Eren, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak ve İsmail Hakkı Önal, Atatürk Havalimanı'nda alışveriş yaptılar. (Fotoğraf: Serdar AKINAN)

ANKARA, ÖZEL

DİŞİŞLERİ Bakanlığı, Paris'te düzenlenen "Kürdistan ve İnsan Hakları" toplantısında Türkiye aleyhine konuşmalar yapılmasına sert tepki gösterdi. Bu arada SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de kendisinin karşı çıkmasına rağmen söz konusu toplantıya katılan partisinden yedi milletvekilinin disiplin kuruluna verileceğini açıkladı.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Murat Sungar dün yaptığı yazılı açıklamada, 14 ve 15 Ekim tarihlerinde düzenlenen ve Türkiye aleyhine istismar edilebileceği çok önceden de belli olan konferansla ilgili endişelerinin, Fransız makamlarına zamanında duyurulduğunu hatırlatarak şöyle dedi:

"Nitekim toplantının cereyan tarzı da, tepkimizde ne denli hak olduğumuzu göstermiştir. Özellikle Türkiye'nin bütünlüğüne karşı terorist eylemlere girişen bir cinayet şebekesi mensubunun, konferansta Türkiye aleyhine konuşmasına izin verilmesi infiale karşılanmıştır."

Murat Sungar, "Bu vesileyle, öteden beri tarafımızdan belirtildiği gibi, Batı Avrupa'da sosyal-kültürel kisve altında faaliyet gösteren bölücü örgütlerin esas gayelerinin, ülkemizin toprak bütünlüğüne yönelik olduğunun ve teröre hizmet ettiğinin, Batılı dostlarımızca artık anlaşılmalı olacağını ümit etmekteyiz" dedi.

Böyle bir toplantının, Fransa'da ve hükümetin bilgisi ve desteğiyle yapılmasının, ciddi bir durum ortaya çıkardığını belirten Sungar, resmi şahsiyetlerin de katıldığı konferansın düzenlenmesi sonucu meydana gelen bu gelişmenin, iki ülke arasındaki ilişkiler açısından teşvik edici olmadığına dikkat çekti.

Peşmergelerin bitmeyen bekleyişi

İRAK ordusunun baskısından kaçarak Türkiye'ye sığınan ve Diyarbakır ile Kızıltepe'deki kamplara yerleştirilen Kürt sığınmacılar, "umutsuz" bir bekleyiş içinde.

Kürt sığınmacılar, 15 aydan beri kamplarda her türlü sağlık koşullarına aykırı ortamlarda barındıkları için, Türkiye Cumhuriyeti'nin bütün gereksinimlerini karşılamasına rağmen, geleceğlerinin ne olacağı ko-

nusunda şu ana kadar kendilerine bir bilgi verilmemişini belirttiler ve başka ülkelerin kendilerini kabul etmeleri halinde sözkonusu yerlere gödebileceklerini söylediler.

Sığınmacıların lideri konumunda bulunan Hacı Hüseyin, Irak'taki liderleri Mesut Barzani'nin uzun süreden beri yurt dışında bulunduğu ve kendileriyle ilgili temaslara yaptığı, ondan gelecek bir emre bağ-

lı kalacaklarını bildirdi. Lider Hacı Hüseyin, "Türk hükümetinin bize yaptıklarını unutmak mümkün değil. Bizi mülteci olarak kabul edip, serbestçe çalışma imkanı yaratmalıdır. Türk hükümetinden bunu istiyoruz" dedi.

Güneydoğu'da karakollu eğitim

ANKARA, (Günes)-Olağanüstü Hal Bölgesi'ndeki köy okulları, PKK terörü nedeniyle öğretime açılmıyor.

Bu bölgelerdeki öğrenciler, yatılı ilköğretim bölge okulları ve merkez köylerdeki okullara yerleştirilecekler. Yeni öğretim yılı bu okullarda 1 Kasım'da başlayacak.

Milli Güvenlik Kurulu ve Milli Eğitim Bakanlığı ile Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin koordineli çalışması sonucunda, bölgedeki köy okullarında, eğitim-öğretim yaptırılmaması kararlaştırıldı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin teklifleri çerçevesinde, 11 il kapsamına alan bölgede, alınacak önlem-

lerden bazıları şöyle:

- Başta Mardin, Siirt, Hakkâri, Elazığ, Bingöl ve Tunceli ile Siirt, Şırnak, Elazığ, Karakoçan, Bingöl, Kâğı ve Mardin'in köylerindeki tüm köy ilkokulları öğretime açılmayacak.
- Bu okulların öğrencileri, yatılı ilköğretim bölge okulları ile şehir

merkezlerindeki ilkokullar ve merkez köy olarak belirlenen birimlerdeki okullarda öğretim görecektir.

- Bölgedeki yatılı ilköğretim bölge okullarının kapasiteleri artırıldı.
- Öğretim yapılacak tüm okullarda karakol kuruldu. Bu okullara özel timler de gönderilecek.

Alınan güvenlik önlemleri çerçevesinde, öğretim yaptırılmayacak 6 bin köy ilkokulunda 500 bin kadar öğrenci, 9 bin de köy öğretmeni bulunuyor.

Bu öğrenci ve öğretmenler, yeni döneme, şehir merkezlerindeki 680 ilkokul, 43 yatılı ilköğretim bölge okulu ile bazı orta dereceli okulların bünyesinde açılan sınıflarda başlayacaklar.

Güvenlik kuvvetlerinin koruması altında eğitim-öğrenim yaptırılacak 11 ildeki yatılı ilköğretim bölge okullarının isimleri şöyle:

Adıyaman: Merkez, Çelikhan, Kahta, Bingöl: Genç, Kığı, Solhan, Bitlis: Ahlat, Hizan, Mutki, Tatvan, Diyarbakır: Çermik, Kulp, Lice, Silvan, Elazığ: Baskil, Karakoçan, Hakkâri: Merkez, Beytüşşebap, Yüksekova, Çukurca, Şemdinli, Mardin: Çiftlik, Gercüş, İdil, Mazıdağı, Nusaybin, Muş: Merkez, Korkut, Nurettinli, Varto, Siirt: Merkez, Erüh, Kozluk, Sason, Şirvan, Tunceli: Hozat, Nazimiye, Ovacık, Pülümür, Van: İskele, Başkale, Erciş, Gevas.

ÖĞRETMEN YIGINAGI

Bu arada, Milli Eğitim Bakanlığı, Olağanüstü Hal Bölgesi'nde görev yapacak öğretmenlerin sayısını da artırdı.

Buna göre, bölgeye 3 bin 600 yeni ilkokul öğretmenin ataması yapıldı. Bölgedeki okullara bin 45 vekil öğretmen kadrosu verildi. Bu kadrolarda, öğretmen yeterlilik sınavını kazanamayan öğretmen adayları başta olmak üzere, lise mezunlarının da görev yapabilecekleri bildirildi.

Ayrıca, bu yıl başlayan "asker öğretmen" uygulaması çerçevesinde, bin astegmenin de hassas bölgelerde görevlendirilecekleri öğrenildi.

Öte yandan, Olağanüstü Hal Bölgesi kapsamındaki 11 ilde görev yapan ilkokul öğretmenleri, yan ödemeler dışında, 412 bin lira maaş alıyorlar. Bu öğretmenlerden ilçe merkezinde bulunanlara 42 bin lira güçlük zammı veriliyor. Olağanüstü Hal Bölgesi güçlük zammı, Diyarbakır'da 182 bin, Muş'ta 171 bin, Hakkâri'de 189 bin lira olarak ödeniyor.

GÜNEŞ 23 EKİM 1989 PAZARTESİ

Kürt PEN'i üyesi Mahmut Baksı, GÜNEŞ'e açıkladı:

"Başkan Mitterrand eşinin eylemlerini destekliyor"

B. Murat ÖZTEMİR- bildiriyor

PARİS, (Güneş)- ABD Senatosu'nda yarın Kürt sorununu anlatacak olan Danielle Mitterrand'ın tüm eylemlerini eşi, Fransa Devlet Başkanı François Mitterrand'ın onayı ile gerçekleştirdiği öne sürüldü.

İsveç uyruklu Kürt Pen'i üyesi gazeteci yazar Mahmut Baksı, GÜNEŞ'e bu konuda özel açıklamalarda bulundu. Baksı, Danielle Mitterrand'ın Paris'teki Kürt Enstitüsü aracılığıyla soruna duyarlı kıldığını ve 26 Nisan 1987 günü

enstitüye bir milyon frank bağışladığını açıkladı. Fransa'nın First Lady'sinin attığı her adımda eşinin onayı olduğu belirtiliyor. Mitterrand hükümetinin iş başına gelmesi sonrasında 1982 yılında kurulan enstitünün, Fransa tarafından resmen tanındığı için devlet yardımı aldığına dikkati çeken Mahmut Baksı, 27 Nisan 1987 günü Danielle Mitterrand ile yaptığı röportajda Fransa Devlet Başkanı'nın Kürt sorununun çözümüne ilişkin yaptırımla-

rı desteklediğini bizzat eşinin ağzından öğrendiğini vurgulayarak şunları söyledi:

"Röportajın bir yerinde Danielle Mitterrand'a eşi ile yalnız kaldığı anlarda da Kürt sorununa ilişkin olarak konuşup konuşmadıklarını sordum. Önce benden teybimin düğmesini kapatmamı istedi. Sonra da eşinin onayı olmadan yaşamın hiçbir alanında tek bir adım atmadığını söyledi".

İRAK VE İRAN'A DA
GİDECEK

ABD Senatosu'nun yarınki oturumunda Kürt sorununu anlatacak olan Danielle Mitterrand'ın ABD'de kaldığı sürede ABD Devlet Başkanı George Bush'un eşi Barbara Bush'un konuğu olacağı öğrenildi.

Türkiye'deki Kürt savunmacılarla diğer ülkelerdeki Kürt mültecilerin sorunlarına tanıklık yapacağı da belirtilen Danielle Mitterrand'ın ABD dönüşünde Irak ve İran'daki Kürt bölgelerine gitmesi bekleniyor.

Fransa'daki siyasi gözlemciler, 1990 yılı içinde uluslararası platformların gündeminde ilk sıralarda yer alması beklenen Kürt sorununun öncelikle Irak'ta çözüm aşamasına gelebileceğini belirtiyorlar.

Bunun en büyük etkeni olarak Halepçe olayının dünya kamuoyunda yarattığı tepkiler olduğu ve Irak rejiminin bu olayın unutulması için geri adım atabileceği iddia ediliyor.

Tercüman 7.11.1989

İhraç için disiplin kuruluna verilen SHP'li 7 milletvekilinden ortak savunma:

"MYK'nın suçlaması bize 12 Eylül'de bile yapılmadı"

Paris'te yapılan Kürt konferansına katılan Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Yusuf Kenan Sönmez, Mehmet Ali Eren, İsmail Hakkı Önal, Mahmut Alınak ile Salih Sümer, SHP Merkez Yürütme Kurulu'nun kendilerini irka dayalı bir ulusal anlayış içinde olmakla suçladığını ileri sürdüler

ANKARA, (A:A)-SHP yöneticilerinin muhalefetine rağmen, Paris'te düzenlenen "Kürt Konferansı'na" katıldıkları gerekçesiyle Merkez Disiplin Kurulu'na verilen 7 SHP'li milletvekilinin ilk kararlarından vazgeçerek, ortak savunma hazırladıkları öğrenildi.

Mardin milletvekilleri Ahmet Türk ve Adnan Ekmen, İstanbul milletvekilleri Yusuf Kenan Sönmez, Mehmet Ali Eren ve İsmail Hakkı Önal, Kars milletvekili Mahmut Alınak ve Diyarbakır milletvekili Salih Sümer'in hazırladıkları ortak savunmanın, Merkez Disiplin Kurulu'na verildiği bildirildi.

Ortak savunmada, Merkez Yürütme Kurulu'nun 7 milletvekilini "irka dayalı bir ulusal anlayışta" olmakla suçladığı kaydedilerek, bunun objektif bir değerlendirme olmadığı ifade edildi. Savunmada, 12 Eylül döneminde dahi kendilerine böyle bir suçlama yapılmadığı kaydedildi ve "Böyle bir yaklaşım, yalnız partimize ve çağdaş sosyal demokrat harekete değil, ülke bütünlüğüne de zarar verir" denildi.

MYK'nın, milletvekillerini, "genel başkanın konuyla ilgili görüş ve kararı belliyken aksine davranmak suretiyle" parti tüzüğü'nün 79. maddesine aykırı davranmakla suçladığı da hatırlatılan ortak savunmada, MYK'nın kararının üsul ve esas yönünden eksik olduğu iddia edildi.

Paris'teki toplantı için SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de dahil olmak üzere birçok kişiye davetiyeler gönderildiği ifade edilen savunmada, şunlar kaydedildi:

"Delege veya temsilci olarak değil, izleyici sıfatıyla toplantıda hazır bulunmaya yönelik bu davetiyeler geldiğinde, nasıl bir yol takip edileceği, sayın genel başkan ve genel sekreter ile de görüşülmüştür. Partimiz yetkilileri, başlangıçta toplantıya katılmamasına prensipte karşı çıkmamış ve 3, daha sonra da 5 kişinin gitmesini ve gideceklerin de parti tarafından belirlenmesini istemişlerdir.

Konferansa gidecek kimselerin herhangi bir kuruluştan değil, kendi kişiliklerini temsil etmek üzere çağrılı bulunduğu gerçeği karşısında, biz bireysel katılımın doğru olacağını düşündük ve bu düşüncemizi parti yöneticilerine ilettik. Parti yönetimi bunun üzerine görüş değiştirerek, katılıma bütünüyle karşı olduğunu duyurdu. Ancak bu duyuru yazılı veya resmi bir tebligat biçiminde de yapılmış değildir."

Ortak savunmada, daha sonra şöyle denildi:

"Biz sosyal demokrasiye olan inancımızdan dolayıdır ki, bölünmeyi değil, birliği, güdük ve zayıf siyasal oluşumlar halinde parçalanmayı değil, kardeşçe bir arada bulunmayı herkesten çok savunuruz."

Tercüman 8.11.1989

Teslim olan örgüt militanı İsmail Sezgin'den itiraf:

"Yunanistan, 200 PKK'lı eğitiyor"

Yunanistan'daki "Lavrion Kampı"nda barınan PKK militanlarının, Yunan Gizli Servisi tarafından eğitildiğini ve Türkiye aleyhine kullanıldığını söyleyen itirafçı Sezgin, "Kıbrıs Rum kesiminde de eğitim var. Teslim olmasaydım beni de Kıbrıs'a göndereceklerdi" dedi

Haber 8. sayfada

SİRT, (Tercüman)-Teslim olan PKK militanı İsmail Sezgin itirafında Yunanistan'ın "Lavrion Mülteciler Kampı"nda 200 örgüt militanının eğitildiğini söyledi.

Militanların Yunan gizli servisine kontrol edilip yönlendirildiğini belirten Sezgin bunların daha sonra Yunan adalarına yerleştirilip teşkilata para ve silah sevkiyatında Avrupa ile Türkiye arasında köprü olarak kullanıldıklarını ileri sürdü.

Militanların Atina'daki büro ve dernekleri vasıtasıyla sık sık konferanslar düzenlediğini ileri süren Sezgin, Yunan polislerinin de PKK üyelerine büyük kolaylıklar sağladığını belirtti "Yunan polis şefleri kampı gelerek militanlarla gizli toplantı ve görüşmeler yapıyor" şeklinde konuştu.

Kıbrıs Rum kesiminde eğitiliyorlar

İsmail Sezgin itirafında,

militanların Kıbrıs Rum kesiminde de eğitildiklerini belirterek şunları söyledi:

"Atina'dan gönderilen militanlar, Rum askerî kamplarında Rum ve Yunan subayları tarafından eğitiliyor. Eğitimlerini burada tamamladıktan sonra Lübnan ve Avrupa'ya gönderiliyor. PKK militanları Ortadoğu bağlantılarını Atina ve Kıbrıs Rum kesiminden sağlıyor. Eğer teslim olmasaydım beni de Rum kesimine götüreceklerdi."



ANKARA'dan

Ertuğrul ÖZKÖK

SHP'de 7'lerin kaderi çiziliyor

KAPIDA, kare şeklinde bir çelenk. Sarı çiçeklerden bir zemin üzerinde kızıl bir yıldız işlenmiş. O da çiçeklerden. Altında Türkiye'nin tanınmış özel şirketlerinden birinin adı yazılı...

Sovyetler Birliği Devrimi'nin 72'nci yılı dolayısıyla Ankara Büyükelçiliği'nde bir kokteyl veriliyor. Giriş kapısında yüzden fazla çelenk var.

Türkiye'nin büyük şirketleri çiçek kuyruğunda.

Galiba Sovyetler Birliği "Devrim İhracı" politikasından "Glasnost İhracına" doğru gidiyor.

Komünist partinin hâlâ yasak olduğu bir ülkede, bakanların, bürokratların, sanatçıların, en büyük özel şirketlerin, devrimi kutlama törenlerine katılmak için yarışması tuhaf bir çelişki değil mi?

Amerikan Büyükelçiliği'nin tam kadro orada bulunması bu çelişkiye enternasyonal bir dokunuş da getiriyor.

Etrafıma bakıyorum, kimse böyle bir çelişkiyi rahatsız görünmüyor. Belki de bunun farkında bile değiller...

★ ★ ★

GECENİN en gözde davetlilerinden biri SHP Genel Başkanı Erdal İnönü...

İnönü'ye uzun zamandan beri aklımlı kurcalayan şu soruyu soruyorum:

"Paris'teki Kürt Konferansı'na katılan milletvekillerinize karşı gereğinden sert bir politika izlemiyor musunuz? Üzerinizde tabandan gelen çok büyük bir baskı mı var?"

SHP Genel Başkanı net bir cevap vermiyor. Sadece, "Ama partinin Paris'e gidilmemesi yolundaki telkinini dikkate almadılar" diyor.

Oysa bu konuda daha net ve akılcı bir politika belirlenmesi gerekiyor.

Paris toplantısına katılan 7 milletvekili Merkez Disiplin Kurulu'na verildi. Kendilerinden savunma istendi ve bir bölümü savunmalarını verdi. Bunlar şimdi Disiplin Kurulu üyesi Mehmet Mirza Doğan'da toplanıyor.

Bu milletvekilleri için partiden kesin ihraç kararı verilmesi kuvvetle muhtemel.

Şimdi durup iyice bir düşünelim.

Bu milletvekillerinin partiden ihracı mı, yoksa daha hafif cezalarla partide kalmalarının sağlanması mı daha yararlıdır?

Bu soruyu hem SHP'nin, hem de ülkenin çıkarları açısından değerlendirelim. Göreceğiz ki, sonuç farklı olmayacak.

Bu 7 milletvekilinin partiden ihracı ile bunlar bağımsız hale gelecekler. Ancak Kürtçülük nedeniyle partilerinden ihraç edilen milletvekillerinin, hukuki statüleri bağımsız olsa da, gerçek görünüşleri bağımsız olabilir mi?

Sanmıyorum.

Tam aksine, TBMM içinde etnik amaç etrafında kenetlenmiş bir grup ortaya çıkacaktır. Bunun bir anlamı da, Meclis içinde gayriresmi bir Kürt partisinin kurulmasıdır.

Böyle bir gelişmenin sonucu, Federal Almanya'nın Bavyera bölgesindeki Hristiyan Sosyal Birlik benzeri, bölgesel bir partiye doğru ilk adımın atılması demektir. Tabii Meclis'te oluşacak bu gruplaşmanın, etnik açıdan çok daha farklı bir anlamı olacaktır.

Bu tür partileşmeler, İspanya'daki Bask hareketi içinde görülüyor. ETA'nın siyasi kolu olan Euzkadi Ta Askatasuna ile Herri Batasuna etnik talepler üzerine kurulu iki partidir.

Bunlardan sadece ikincisinin, İspanyol Meclisi Cortez'de gayriresmi bir temsilcisi bulunmaktadır.

★ ★ ★

BU olay, SHP içinde sanılanın ötesinde bir çalkantıya yol açıyor. Güneydoğu'daki 12 ilin il başkanları bir haftadan bu yana Ankara'da ihraç kararını engellemek için çalışıyor.

Bu sevindirici bir çaba olarak kabul edilmelidir. Güneydoğulu milletvekilleri ve parti yöneticileri, milli çerçeveli partiler içinde kalmak istiyorlar.

Türkiye milli özelliğini zor oluşturmuş bir ülkedir. Bu birliğin en büyük sembolü ise TBMM'dir.

Bu çatı altında siyasi partilerin milli ölçekteki müesseseler olarak kalması, bölgesel veya etnik gruplaşmalardan kaçınması, bu birliğin korunması açısından önemlidir.

İnönü ile sohbetimiz ilginç bir cümle ile noktalanıyor.

SHP Genel Başkanı görüşlerimi dinledikten sonra şu cevabı veriyor:

"Siz böyle düşünüyorsanız, çok sevindiririm..."

Bu sözler, İnönü'nün tutumunda bir değişiklik olduğu ve buna destek aradığı anlamına mı geliyor, yoksa basit bir nezaket ifadesi mi?

Bunu değerlendirmek SHP yöneticilerine düşer.

Ama böyle hassas bir konuda çok ince düşünüp öyle karar almak daha yararlı olur.

Siyasi partilerimizin dar etnik gruplaşmalarının üzerinde, milli birer müessese olarak kalmaları hiç beklenilmeyen sonuçlara yol açabilir.

Bu milletvekillerini ihraç ederek, Kürtçülüğe engel olduğumuzu sanırken, tam aksine elverişli bir zemin yaratmış olabiliriz...

Hürriyet 10.11.1989

4 10 Kasım 1989 Cuma

"H ELAL olsun be" demek geliyor içimden nefretle. At binenin, kılıç kuşananın! İkiide bir sinyal gelir Süper Valilik'ten. PKK'nın kökünü kuruttuk, artık belini doğrultamaz.

Ne o bir yerde sıkışmıştı bizimkiler. Süper valilikler, 9 militanı öldürmüşlerdir.

İki gün sonra, bir iç açıcı haber gene yoklar. Sayın Süper Valilik'ten basınımızı. 26 militan silahlarıyla yakalandı.

Sloganımız devam eder.

PKK'nın kökünü kazıyoruz.

Ondan sonra, iki kısım başlar, daha doğrusu dizi.

Çarşamba günü kısırlan militanlardan 3 ölü, ikisi yaralı e'e geçti. Bir teğmen, bir çavuş, şehit oldular.

Perşembe, kısıvrak kısırlan PKK'cıların 4'ü ölü, ikisi yaralı ele geçti. Gecnin karanlığından yarılan öbür PKK'cılar izlerini kaybettirdiler. Üç erimiz şehit düştü.

Cuma günü bilmem ne mezrasını basan militanlar, karakolu bombalarıyla, havaya uçurup, 7 korucumuzu öldürdüler.

Hafta devam eder. Cumartesi, pazar, pazartesi...

Hep basılan bizim taraf olur.

Ve bir kuş mu tuttuk.

Sinyal gelir.



Kulak Misafiri

● **Tahsin ÖZTİN**

PKK GERÇEĞİ!

PKK'cılar, teslim olmaktan başka çare bulamadılar 10 militan silahlarıyla yakalandı.

PKK, barınamaz oldu.

Ve barınmaz PKK'dan yeni bir şov:

"PKK militanlarının Pervari yakınlarındaki Cemikari Yaylası'nda, düzenledikleri pusuda şehit ettikleri bir er, üç korucu ve bir grayder sürücüsünü, alev makinesiyle yaktıkları, cesetlerin kömür haline geldiği bildirildi."

İşte hikâyesi:

"Pervari İlçesi yakınlarındaki Cemikari Yaylası'nda kurdıkları pusuda, bir er, üç köy korucusu ve bir grayder sürücüsünü şehit eden gözü dönmüş PKK militanlarının, bununla da yetinmeyip, cesetleri lav silahlarıyla yaktığı, tanınmayacak hale getirdiği belirlendi. Bölücü çete mensuplarının vahşetine kurban giden beş ki-

şinin kömürleşmiş cesetleri, yakınlarının göz yaşları arasında toprağa verilirken, teröristleri yakalamak için başlatılan operasyonlar yoğunlaştırıldı."

Artık belini doğrultamaz diye ferman veriyor Süper Valilik ama, değişen birşey yok.

PKK istediği gibi fırk atıyor, alev makineleri kullanarak, el bombaları, roketatar silahlar ve mayınlarla devam ediyor.

İşte son numaralarından biri daha PKK'cılarımızın:

"Hürriyet Haber Ajansı Pervari muhabiri Ruza Sıma'nın haberine göre, ilçeye bağlı Güleçler Köyü yakınlarında öncelikle akşam saat 18.00 sıralarında ham toprak yolda yürüyen köy korucusu, 26 yaşındaki Sabri Yavuz, PKK'nın yerleştiği mayına bastı. Mayının patlamasıyla, köy korucusu Yavuz, ağır yaralandı. Yaralı korucu, Siirt Devlet Hastanesi'nde tedavi altına alındı."

Buralarda Atatürk devirlerinde de Şeyh Said'le bir başkaldırma olmuştu.

Atatürk bastırmadı bu terörü, Süper Valisi de yoktu ama, askeri emir ve komuta konuşuyordu.

Ve sünger çekildi, peygamber denilen Şeyh Said'e. Sayın Şeyh de imekten boynunu kurtarmadı. Yıllar yılı da o bölgeler sütlüman oldu çevre.

Bugün bir Atatürk hasretindeyiz vesselam.

Tercüman 12.11.1989

Şanlıurfa SHP teşkilâtından 7'lerin ihracına tepki

A NKARA, (A.A)- SHP Şanlıurfa İl Başkanı Feridun Yazar, Paris'teki Kürt konferansına katıldıkları için, kesin ihrac talebiyle SHP Disiplin Kurulu'na verilen 7 milletvekilinin ihrac edilmelerinin kendi bölgelerinde ciddi meselelere yol açacağını söyledi.

Feridun Yazar, Bingöl, Diyarbakır, Mardin, Siirt, Tunceli, Muş, Bitlis, Erzin-can il başkanları ve bazı ilçe başkanlarıyla düzenlediği basın toplantısında, bu milletvekillerinin ihracının bazı sağ partilerce istismar edileceğini söyledi. Yazar, "Bu arkadaşlarımızın ihracı öyle spekülasyonlara neden olacaktır ki, SHP'yi yıpratmak isteyen sağ partiler ve örgütler tarafından da alabildiğine istismar edilecektir ve olay bizim de artık partide yerel örgütleri-

mizde görev yapmamızı ciddi boyutlarda zorlaştıracaktır" dedi.

Ihraç olayının, SHP'yi büyük sıkıntılara sokacak olay haline geldiğini kaydeden Yazar, partinin bu olayı en hafif şekilde atlattırması ve bundan zarar görmemesi için, bir haftadan beri Ankara'da parti üst yöneticileri ve milletvekilleri ile görüşmelerde bulduklarını söyledi.

MYK'nın bu ihrac kararını, sonuçlarını iyi hesap etmeden aldığını savunan Yazar, "Halkın, bir an önce iktidar olmasını beklediği bir partinin böyle aceleyle gelmiş, sonuçları çok iyi tahlil edilmemiş bir olayı partiye zarar verecek bir biçimde sonuçlandıramayacağı, sonuçlandırmaması gerektiği görüşündeyiz" dedi.

Tercüman 14.11.1989

İnönü: "Pantürkizme de Parkürdizme de karşı partiyiz"

A NKARA, (UBA)- SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Paris'teki "Kürt Konferansı"na katıldıkları için ihrac talebiyle Disiplin Kurulu'na verilen 7 milletvekiliyle ilgili olarak, "7 kişi değil, 57 kişi olsalar bile bizim için değişmez" dedi.

Disiplin Kurulu'nun kararını vereceği 17 Kasım tarihi yaklaşırken, 13 Doğu ilinden Ankara'ya gelen SHP il başkanları genel merkez yöneti-

cileriyle yaptıkları görüşmelerde, milletvekilleri ihrac edilirse kendilerinin de istifadeceklerini söylediler. Doğu illerinden gelen başkanlarla uzun görüşmeler yaptığı belirtilen İnönü'nün, "SHP Pantürkizm'e olduğu kadar Parkürdizm'e de karşıdır. Parti tüzüğü ve ilkeleri korunacaktır" dediği öğrenildi. Genel Sekreter Baykal'ın ise "kesin ihraca" karşı olduğunu, il başkanlarına söylediği belirtildi.

13.11.1989

Hürriyet



Geçimlerini sağlıyorlar

Peşmergeler işledikleri başörtülerini satarak, geçimlerini sağlıyor.

Peşmergelerin el işlemesi beğenildi

KURTALAN. (Surt). (hha)

İRAK'tan ülkemize sığınan Peşmergeler maddi yönden güç durumda kalınca kendi el emeği göz nuru işledikleri eşyaları satmaya başladılar.

İrak'tan ülkemize sığınan ve bir yılı aşkın bir süreden beri ülkemizde kalan Peşmergeler, paralarını tüketince kendi işledikleri çeşitli eşyaları pazarlamaya başladılar. Sattıkları eşyalarıyla geçimlerini sağlayan Peşmergeler, "Başka çaremiz yok. Herhangi bir statümüz olmadığı için bir iş de yapamıyoruz. Ancak, kendi yağımızla kavruluyoruz" dediler.

Silopi için doktor raporu

Arkadan ateş edildi

ERGUN AKSOY

DIYARBAKIR — Mardin Silopi ilçesine bağlı Derebaşı köyü yakınlarında, "Güvenlik güçleriyle girdikleri silahlı çatışmada öldürüldükleri ve PKK'lı oldukları" açıklanan dokuz kişiyle ilgili olarak düzenlenen "Ölü muayene ve olay tespit tutanağı"nda, "Cesetlerin büyük bölümünde mermilerin vücudun arka tarafından girdiği ve ön tarafından çıktığı" saptandı. "Vukuat raporu"nda ise çıkan çatışmanın Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'nun açıklamasının aksine 30-40

dakikâ sürdüğü vurgulandı.

Mardin'in Silopi ilçesine bağlı Derebaşı köyü yakınlarındaki Ki-neşirtepe mevkinde güvenlik güçleriyle girdikleri çatışmada öldürüldükleri ve PKK'lı oldukları açıklanan dokuz kişinin "masum köylü" oldukları savları üzerine önce Silopi Cumhuriyet Başsavcılığı, daha sonra da İçişleri Bakanlığı müfettişlerinin başlattığı soruşturmalar sürüyor.

Silopi Jandarma Bölük Komutanlığı'nın bildirimine üzerine, olayın duyulmasının ardından Cumhuriyet Başsavcısı Ulvi Yüksel ile birlikte bölgeye giden 23. Sınır Jandarma Tabur Komutanlığı'nda görevli Jandarma Tabip As-teğmen Yücel Evcil'in, aynı gün 16.45'te tamamladığı "Ölü muayene ve olay tespit tutanağı"nda "Dokuz cesedin büyük bölümünde mermilerin vücudun arka tarafından girdiği ve ön tarafından çıktığı" saptandı. Aynı tutanakta, dokuz kişinin kimlikleri ve hangi saatte öldürüldüklerine ilişkin bilgi yer almıyor.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, olayın ardından 21 Eylül günü düzenlediği basın toplantısında, "Derebaşı köyü yakınlarındaki çatışmanın gece 02.20 sıralarında çıktığını ve aynı gün 06.30'a kadar sürdüğünü" söylemişti.

Derebaşı köylülerinin avukatı Orhan Doğan, çatışmanın bitiş saati konusunda Olağanüstü Hal Bölge Valiliği ile vukuat raporu arasında çelişkiler bulunduğunu belirterek "Bölge Valiliği'ne yanlış bildirim olması durumunda yetkililerden hesap sorulması gerekmektedir. Önyargılı olmadığımızı kesinlikle belirtmek istiyoruz. İdari soruşturma iddiası doğrulasa da, yalanlansa da soruşturma sonucu bir an önce geciktirilmemesi için açıklanmalı. Olayın failleri de iddianın doğruluğu halinde belirlenmeli" diye konuştu.

Av. Doğan, öldürülen Fevzi Beyan'ın üzerinden TEK'e iki gün önce ödenen elektrik makbuzunun çıkmasının da olaya değişik boyut kazandırdığını ve "İddiaları doğrular nitelikte bir kanıt olduğunu" ileri sürdü.

1 kişi öldürüldü

■ **ŞANLIURFA (Cumhuriyet)** — Suruç'ta güvenlik güçlerinin "teslim ol" çağrısına ateş açarak karşılık veren bir PKK militanının ölü olarak ele geçirildiğinin açıklanmasının ardından, İnsan Hakları Derneği "olayın çatışma sonucu meydana gelmediğini, Ali Ay'ın savunmasız bir durumdayken güvenlik güçlerince tek kurşunla öldürüldüğünü" bildirdi. Şanlıurfa Vali Vekili Abidin Ünsal dün yaptığı açıklamada, PKK'nın Suruç yerel komuta sorumlusu olduğunu söylediği İzzet kod adlı Ali Ay'ın güvenlik güçleriyle girdiği çatışmada ölü olarak silahıyla birlikte ele geçirildiğini bildirdi.

Devletin silah dağıttığı Jirki'ler, PKK peşinde Aşiretten mîni ordu

● Elinde kalşnikoflar, bellerinde el bombaları, üstlerinde çarparlanışına dizilmiş dolu dolu mermiler... Jirki'ler PKK'ya karşı, güvenli güçlerin yanında çarpışmak üzere, devlet desteğiyle cephanelik gibi kuşanmışlar.

● Aşiretin genç, yaşlı, 350 övlesi 24 saat eli tatikte doluyor. Köyde, ilçe bakkalarında alışverişlerini ellerinde türetilerle yapıyor, köy kahvesinde silah dayalı tavla, okuyuyor, çaylarını yudumuyorlar.

● Yerine göre de tüfeği doğrultup operasyona katılıyorlar. Ama yakınlmaları da var: "Köy korucusu olarak silahlı çalışmaya gidiyoruz ama maasımız sadece 360 bin lira. Bununla geçinmek zor".

● Görev yaptıkları yer genellikle Taşın Dağı ile Süvari Halil Geçidi arasında kalan ve siddetli kış koşullarını nedeniyle zaman zaman ulaşımı bağlantısı kesilen kritik noktalar.



Mîniyet
Halk Gazetesi
15. November 1989
Mittwoch 1989



Çay saati Jirki aşiretinden korucular "çay bahçesi"nde... Çayını yudumlayan bir yandan da silahını okşar... Sebket koyulaşır, sonra yeniden mezzalara doğru hareket başlar. (Fotoğraf: Yeşar PANLAK/BETTÜŞŞEBAP/MİL-HA)



İlçeye ziyaret "Devlete yardımcı güçlerdir", "Devlet silah, maas vermiştir", "Para azdır, tohlike çöktür..." Jirki'ler silahlarını, mermi kütüküklerini, el bombalarını kuşanıp ilçeye şöyle bir inerler.



Okey kapışması Teftikteki eller, "Kıraathane" masasında okey taşları üzerinde de heyecanlı gezinir. Mermi dolu Kalşnikoflar da biraz istirahat buyurup hararetdi oynama izler gibi durur. (Fotoğraf: Ahmet KURT/BETTÜŞŞEBAP/MİL-HA)

Tercüman 15. 11. 1989

15 milletvekili "İlerici Yurtsever Birliklilik"i kurdu SHP'de sol bölündü

BAHA ÜLGEN

ANKARA, (Tercüman)-
SHP'de "Sol Kanat"ın dağılımı yolların ayrılmasına sebep olurken yeni oluşumları da beraberinde getirdi. Çoğunluğu Doğu kökenli milletvekillerinin oluşturduğu 15 milletvekili "İlerici Yurtsever Birliklilik"i kurdular.

Sol Kanat içinde yer alan ve Paris'teki Kürt toplantısına Genel Başkan Erdal İnönü'nün "yasağına" rağmen katılan 7 milletvekilinin Merkez Disiplin Kurulu'na sevk edilmesi bu grupta iplerin incinmesine sebep oldu. Bu milletvekilleri Anadol grubuna "İstifa edeceğiz, arkamızdayız dediniz, bizi yalnız bıraktınız" diye suçladı. Merkez Disiplin Kurulu'na, kesin ihraç talebiyle verilen Kars milletvekili Mahmut Akın'ın durum değerlendirilme toplantısında Aydın Gürkan ile İzmir milletvekili Kemal Anadol'u "Biz nefer olarak çıktık, (GİT) dediniz gittik, (GEL) dediniz geldik. Hep sırtımızda taşımıştıktan bile korkuyor-sunuz. Bizi genel merkeze karşı güç ve koz olarak



İnanç



Baykal



Gürkan



Alınak

Doğu kökenli milletvekilleri, İnönü ve Baykal'ın "Sol Kanat"ı bölme operasyonunun başarılı olduğunu belirterek, Genel Merkeze hiçbir taviz verilmemesi konusunda görüş birliğine vardılar

kullandınız" diye suçlaması zaten incelen ipin kopmasına sebep oldu.

Kemal Anadol ve Aydın Gürkan'dan "Bizi kullandılar" diyerek ayrılan Cüneyt Canver (Adana), Serdar Doğan (Adana), Arif Sağ (Ankara), İlhami Binici (Bingöl), Rıza İlman (Çorum), Mehmet Kahraman (Diyarbakır), Salih Sümer (Diyarbakır), Ali Uyar (Hatay), Mehmet Ali Eren (İstanbul), İsmail Hakkı Önel (İstanbul), Kenan Sönmez (İstanbul), Mahmut Alınak (Kars), Adnan Ekmen (Mardin), Ah-

şunu ykmaması için taviz verilmemesi kararı da alındı.

Birlik içinde yer alan ve Paris'e gittikleri için Merkez Disiplin Kurulu'na sevk edilen 7 milletvekilinin durumu da ele alındı. Bu milletvekilleri, genel merkez kendilerini partiden "geçici ihraç" ettireceğini ve aralarından bazılarına bir süre sonra "Cezası kaldırıldı, partiye dön" çağrısı yapılacağı görüşünü öne sürdüler. Böyle bir teklifin, "7'leri bölme" anlamına geleceğini belirten milletvekilleri böyle bir teklife olumlu bakılmaması yolunda da disiplin kararına vardılar ve disiplin kendileri hakkında herhangi bir ceza çıktığı takdirde il başkanlarıyla birliğe SHP'den topluca istifa kararını da verdiler. İstifa kararına Kars milletvekili Mahmut Alınak karşı çıktı. Fakat ka-

İlk toplantı

"İlerici Yurtsever Birliklilik" ilk toplantıda, Sol Kanat'ın İnönü ve Baykal'ın "yalnızlaşırma" operasyonunun yıkılığını belirler. Bu sebeple, genel merkez bundan sonra yeni oluş-

rar oy çokluğu ile kabul edildi.

Merkez Disiplin Kurulu' nun kendileri hakkında ceza vermesi halinde SHP'den istifa etme kararı alan 7 milletvekilinin yeni bir parti kurma kararı, "Güdüklü oluşumlar içinde yer almanın mânâsı yok" düşüncesiyle kabul görmedi.

Sol Kanat'a mensup SHP' leri milletvekili Ekin Dikmen de, partinin seçmene güven sızlık gösterdiğini, bu sebeple güven tazelenmesi gerektiğini belirterek, SHP Küçük Kurultay'ının toplanmasını istedi.

Dikmen, "Eğer Küçük Kurultay yönetime güvenini tazelerse çalışmalarına devam etmeli, kurultay uygulanan politikaları tasvip etmezse olağanüstü kongreye gidilmelidir" dedi.

• Yaşar PARLAK

BEYTÜŞŞEBAP, MİL-HA

HEPSİ, Hakkâri'nin ünlü aşireti Jirki'ye mensuptu... Hepsî "tepeden tırnağa" silahlıydı... Ellerinde Kalashnikof, palaskalarının da el bombası, kütüklüklerinde çok sayıda mermi, boyunlarında dürbün vardı... Devriye nöbetinden yeni gelmişler, bir kahvede dinleniyorlardı... "PKK'ya karşı mücadele veriyoruz" diyerek söze başla-
dı biri... Sonra devam etti:

"Güvenlik güçleriyle birlikte operasyonlara katılıyoruz. PKK arkadaşlarımızı öldürdü. Biz de onların peşindeyiz... Köy korucusu olarak görev yapıyoruz. 24 saat görev başındayız. Yöreyi çok iyi tanıyoruz. Bu bizim için büyük kolaylık oluyor."

Jirki aşiretinden 350 kişi si-

• Hakkâri'nin ünlü aşireti Jirki'ye mensup 350 kişi "tepeden tırnağa" silahlanarak, güvenlik güçleriyle birlikte PKK'ya karşı düzenlenen operasyonlara katılıyor

• PKK militanlarının yapacakları baskınlara karşı her an tetikte olan Jirki'li köy korucuları sadece kırsal kesimde değil, ilçe merkezinde de silahlarıyla dolaşıyorlar. Kahvede tavla oynarken bile silahlarını bırakmıyorlar

lahlanmıştı. PKK militanlarının baskınına karşı her an eleri tetikteydi. Sadece kırsal kesimde değil, ilçe merkezinde bile silahlarıyla dolaşıyorlardı. Oturdıkları Tanın Dağı eteklerindeki Başaran köyünü terk etmişlerdi. Gece-gündüz ellerinde silah bekliyorlardı.

• KRİTİK NOKTALARDA GÖREV

Jirki'nin "tepeden tırnağa" silahlanmış köy korucuları 15'er kişilik timler halinde devriye nöbeti tutuyorlar. Görev

yaptıkları yer genellikle Tanın dağları ile Süvari Halil Geçidi arasında kalan ve şiddetli koşulları nedeniyle zaman zaman ulaşım bağlantısı kesilen Beytüşşebap yöresindeki kritik noktalar:

Köy korucularının maaşları 360 bin lira... Maaşın azlığından hepsi yakınıyor. Tavlının kapağını kapatıp bir korucu palaskasını düzelttikten sonra, "Maaşımız yüksek olsa" diyerek bir dileğini dile getirdi. Daha sonra da sözlerini sürdürdü:

"Her an göreve hazırız. Güvenlik güçleriyle operasyonlara katılıyoruz. PKK militanlarının köy ve mezra baskınlara karşı koyuyoruz. Silahlı çatışmaya giriyoruz... Köy korucusu olarak görev yapıyoruz. Ancak maaşımız çok az... Bu para ile geçinmek zor."

• AŞİRET REİSİ

Jirki aşiretinin reisi Tahir Adıyaman'ı nerede bulabileceğimizi sorduk. Silahlı köy korucuları birbirlerinin yüzüne baktılar... Sonra "Köyde" dediler, "Başaran'da fakat zor bulursunuz..." 7 bin nüfuslu Jirki aşiretinin liderini Başaran köyündeki şatosunda bulduk. Adıyaman konuştu:

"Aşiretime bağlı 11 köyü terör nedeniyle boşalttım. Bir yıl içinde 10 aşiret mensubum PKK tarafından öldürüldü. Biz de bir PKK'yı öldürdük, 2'sini yaraladık. Bu arada 10 militanı da sağ olarak ele geçirip güvenlik kuvvetlerine teslim ettik. PKK, aşirete karşıdır. Tüm aşiretlerin beraberlik içinde olması gerekir. Bugün bize yapılan, yarın diğer aşiretlere yapılır. Başka aşiretler bu baskıya dayanamazlar. Aşiretler birleşmeli... Biz barış içinde yaşamak istiyoruz."

Bölgede terörün başlamasından sonra huzurlarının kaçtığını, daha önce 14 yıl dağlarda dolaştığını söyleyen Tahir Adıyaman sözlerini şöyle tamamladı:

"PKK militanları ile girdiğimiz çatışma sonunda güvenlik kuvvetleri bizden harcadığımız mermilerin boş kovanlarını istiyor. Gece çatışırken boş kovanları nasıl toplayalım?"



Aşiret reisi Jirki aşiretinin reisi Tahir Adıyaman terör nedeniyle 11 köyü boşalttığını belirterek, "PKK, aşirete karşıdır. Tüm aşiretlerin beraberlik içinde olması gerekir. Bugün bize yapılan, yarın diğer aşiretlere de yapılır. Biz barış içinde yaşamak istiyoruz" dedi. Adıyaman daha sonra da PKK militanları ile girdikleri çatışmada kullandıkları boş kovanların güvenlik güçleri tarafından kendilerinden istendiğini öne sürerek, "Gece çatışırken boş kovanları nasıl toplayalım?" diye sordu.

(Fotoğraf: Yaşar PARLAK/BEYTÜŞŞEBAP/MİL-HA)

Cumhuriyet 15. 11. 1989

Cumhuriyet

Washington, Kürt sorunu konusunda Türkiye ile diyalog içinde olduğunu bildirdi

Batı'nın gözü Kürtlerde

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Kürt sorunu, Türkiye'nin Avrupa Topluluğu (AT) ve ABD ile ilişkilerinde sürekli gündemde tutulan bir konuya dönüşüyor. Dışişleri Bakanlığı konunun ikili ilişkilerin bir unsuru olarak ortaya çıkmadığını vurgularken, Brüksel ve Washington kaynakları Ankara ile diyaloglarında Kürt sorununa ilişkin görüş ve önerilerini dile gettiklerini kaydediyorlar.

ABD Dışişleri Bakanı James Baker'in insan hakları konusundaki sorumlu yardımcısı Joshua Gilder, Türk hükümetiyle aralarında Kürt sorununa ilişkin "süreklili" bir diyalog olduğunu belirterek, "Bu diyalogda Kürtlerin durumu konusunda biraz daha serbestleşirme ve esneklik görmek istediğimizi dile getiriyoruz" dedi.

Cumhuriyet muhabirinin bu konuda Ankara'dan yönelttiği soruları yanıtlayan Gilder, anadilinin günlük yaşamda kullanılmasının temel bir insan hakkı olduğunu vurguladı. Gilder şöyle dedi: "Kürtçe konuşma hakkını bu çerçevede algılayıyoruz. Ancak res-

mi eğitim tümüyle farklı bir konudur. Anadilinin özel yaşamda kullanılması ve doğal, kültürel akış içinde o dilde konuşulması ile bu dilde resmi eğitim yapılması işi temelde ayrıdır. Kürtçe'nin resmîyet kazanması konusunun çok daha karmaşık olduğunu söyleyebilirim."

Gilder, Türkiye hükümetiyle yaptıkları temaslarda Kürt sorununa ilişkin olarak ne gibi öneriler

bu görevi sona eren Piet Dankert, Kürt sorununun Türkiye'nin topluluk ile ilişkilerinin düzeyinde bir "gerilemeye" (backlash) yol açtığını söyledi. Bir süre önce Ankara'da Cumhuriyet muhabirinin sorularını yanıtlayan Dankert, AT'nin konuyla ilgili görüşlerini şöyle dile getirdi:

"Türkiye'de bu konuda atılan siyasi reform adımları Avrupa'da yetersiz bulunuyor. Kürt sorunu

Washington ve Bonn gibi üç önemli başkentte birbiri ardından düzenlenen toplantılarda gündeme getirilmesi Ankara'da rahatsızlık yarattı. Ancak Dışişleri Bakanlığı'nun bu konudaki tepkisi kendi içinde farklılaşıyor. Bu çerçevede, Kürt sorununun ele alınacağı uluslararası toplantılara hükümetlerin doğrudan ilgi ve katılımı olmadığı sürece "ses çıkarılmaması" eğilimi ağır bası-

ABD Dışişleri Bakan Yardımcısı Joshua Gilder, Ankara ile diyaloglarında Kürt sorunu ile ilgili önerilerini dile getirdiklerini söyledi. Hollanda Dışişleri Bakan Yardımcısı Piet Dankert ise Türkiye'de bu konuda atılan reform adımlarının Avrupa'da yetersiz bulunduğunu söyledi. Dankert, PKK'nın eylemlerinin sorunun çözümünü güçleştirdiğini de belirtti.

yer getirdikleri yolundaki bir soruyu ise, "Diyalogumuzun sürekliliği açısından bu öneriler konusunda bir açıklama yapmayı uygun görmüyorum" diyerek yanıtladı.

Öte yandan, Türkiye ile AT arasındaki Karma Parlamento Komisyonu'nun (KPK) başkanlığını yürüten Hollanda Dışişleri Bakan Yardımcısı olduğu için

Temsilciler Meclisi'nde sorunu "Türkiye'yi rahatsız edecek bir çerçevede" gündeme getirmesine ise "kapsamla" bir tepki gösterildi. Bu tepkinin, Ankara'da Büyükelçi Eric Rouleau'nun Dışişleri'ne çağırılması, Paris'te ise Türkiye'nin büyükelçisi İhter Türkmen'in Fransız Dışişleri'yle temas kurması yoluyla dile getirildiği öğrenildi.

Dışişleri yetkilileri, kamuoyu yaratma açısından Fransız parlamentosundan çok daha etkili bir organ olarak nitelikleri ABD Kongresi'ne "Kürt sorununun iberçe edilmesi"ne özel bir tepki duyulduğunu ifade ediyorlar. Aynı kaynaklar, Paris'teki konferansa yedi milletvekilinin gitmesi ve Kürt konusunun bir yıl aşkın bir süredir basında rahat biçimde tartışılmasının "konuya genel yaklaşımdaki esnekliği gösterdiğini" belirtiyorlar. Ancak Türkiye'nin Lozan Antlaşması'na dayanan resmi politikasından ödün verilmeyeceği ve Kürt konusunun gündeme getirildiği ortamlarda PKK'nın eylemlerinin cesaretlendirebilecek herhangi bir tavra "sert" tepki verileceği de vurgulanıyor.

yor. Cumhuriyet muhabirine bildiği veren Dışişleri yetkilileri, 10-12 Kasım günleri arasında Bonn'da yapılan "Türkiye'de Kürt Sorunu" konferansına, "Federal Almanya hiçbir hükümet yetkilisi gösterilmeyeceğini belirttiler. Bayan Danielle Mitterrand'ın önce Paris'teki Kürt Konferansı'nda, daha sonra Washington'a giderek

bu büyüdüğü, reform düşüncesini de daha çok gündeme getiriyor. Tabii, bu düşüncenin ucu özerklik istemine kadar varabilir. Ancak henüz bu, hiçbir çevrede cesur biçimde ifade edilmiyor. Sıralı mücadele ve PKK'nın eylemleri ile sorunun çözümünü güçleştiriyor."

Kürt sorununun Türkiye'yi ilgilendiren bir kapsamda, Paris,

Cumhuriyet 18. 11. 1989

Siirt köylerinde 'izinli' yaşam

İLKER MAGA

SIİRT — Kavaközü, Milan, Çeltiksuyu, Bağözü, Dönerdöver, Narlıdere tarlada çalışmanın, köyden ayrılmanın, kent merkezine gitmenin, koyun otlatmanın "izne" bağlı olduğu Siirt'in 502 köyünden sadece birkaçı. Köylüler, başka kente gitmek istediklerinde bağlı olduğu karakoldan kimlik kartını almak ve "kaç gün süreyle ayrılacağını" bildirmek zorunda. Gece hastası da olsa köylünün sokağa çıkması, köyden ayrılması yasak.

Özellikle Şırnak, Eruh ve Pervari üçgeninde yoğunluk kazanan "izinli yaşam"ın güvenlik önlemi olduğunu belirten Siirt Valisi Atilla Koç, "Gece sokağa çıkma yasağı"nın da "köylüleri PKK'lıdan ayırmak" amacından kaynaklandığını bildiriyor. Telli, Narlıdere, Ballıkavak köylerinde görev yapan askeri yetkililer de "köylülerin gece sokakta işi ne, terörist teröristtir" diyorlar. As-

keri yetkililer, gündüz köyden ayrılırken izin alınmasının da "zorunlu önlem" olduğunu söylüyorlar.

Milan, Kavaközü, Çeltiksuyu, Bağöze, Dönerdöver, Narlıdere arasındaki yolda karşılaştığımız tüm yurttaşlar, izin alarak çıkmışlar köylerinden. Tarlada çalışanın, koyun otlatanın, bahçesini sulayanın, hatta yaşı on birden büyük olup da köy yakınındaki dereye "çimen" çocukların 16.30'dan önce köylerine dönmeleri, karakol komutanına "tekmil" vermeleri gerek. Köylerinden kalkıp narlıyla un takas edecek değirmen arayan Hediye ve Keje kardeşler de tekmil vereceklerdi. O yüzden katıra yükledikleri narları bir an önce takas etmeleri gerekiyordu. Çünkü yol katırla üç saatte ve izin süresi 16.30'a kadardı.

Gece, karakola başvurup izin almaları da yetmiyor köylülerin. Hastası da olsa köylünün, köyden ayrılması yasak. Başka bir kente gitmek, kent merkezine inmek ise ka-

rakola başvurup daha önce el konulan kimlik kartları arasından kendisininkini almak, komutana da "neden gittiğini, ne kadar süre kalacağını" bildirmekle olası.

Siirt Valisi Atilla Koç ise uygulamanın "yasak" olarak değil, "gece can ve mal güvenliği"ni sağlamak diye algılanması gerektiğini bildirdi. Telli, Narlıdere, Ballıkavak köylerinde görev yapan askeri yetkililerin "köylülerin gece sokakta işi ne, tarlasına gidiyorsa o teröristtir" demesini "tüm mesele de bu. Köylüyle teröristi ancak gece yasağıyla birbirinden ayırmak mümkün. Çünkü iki taraf da aynı gıysıyı giyiyor" diye değerlendiren Siirt Valisi Koç, köylerdeki "izinli yaşam"a ilişkin şunları söyledi:

"Uygulamaya yasak demek yanlış, tüm bunlar gece can ve mal varlığını korumak, emniyet içindir. Elbette gece operasyon varsa, köylünün sokağa çıkması doğru olmaz. Gündüz izin alınmadan köyden ayrılmanın mümkün olmadığı da köylünün palavrası."

DGM'DE DAVA

İşkence siroza yol açtı

İZMİR (Cumhuriyet Ege Bürosu) — PKK örgütü üyelerine yakatlık ettiği iddiasıyla Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde 10 yıla kadar ağır ceza istemiyle yargılanan Feremez Aydın'ın, gözaltında kaldığı süre içinde gördüğü işkence sonucu "siroz" hastalığına yakalandığı öne sürüldü. Feremez Aydın'ın tedavi edilmek üzere Ankara'ya gönderildiği bildirildi.

Feremez Aydın'ın avukatı Ahmet Aksüt, "Müvekkilim Antalya'da gözaltına alınırken sağlıklıydı. Ancak daha sonra hastalandı. Doktorlar Feremez Aydın'ın siroz olduğunu söylediler. Antalya Devlet Hastanesi'nde müvekkilimin Ankara Yüksek İhtisas Hastanesi'ne gönderilmesinin gerektiğini bildiren rapor verilmesine karşın uzun süre gönderilmedi" dedi.

Sanık Feremez Aydın, Ankara'ya gönderilmeden önce geçen duruşmada DGM'de yaptığı açıklamalarda, kendisine Antalya Emniyet Müdürlüğü'nde işkence yapıldığını öne sürmüştü.

Önceki gün Feremez Aydın'ın Ankara Yüksek İhtisas Hastanesi'ne gönderildiğini bildiren Avukat Ahmet Aksüt, "Feremez, gördüğü işkence sonucu siroza yakalanmıştır. Bu olaydan bizce tek sorumlu Antalya Cezaevi ve Buca Bölge Ceza ve Tutukevi yöneticileridir" dedi.

Güneydoğu'da iki çatışma

■ **Haber Merkezi** — Elazığ'ın Karakoçan ilçesinde eski belediye başkanlarından Sabri Eyüboğlu'nun kardeşi Cemil Çerçi bir grup PKK militanı tarafından öldürüldü. İlçedeki evinden önceki akşam 19.00'da çıkan Çerçi'yi otomatik silahla öldürdükten sonra kaçan militanların yakalanması için operasyonlara başlandı. Hakkâri'nin Çukurca ilçesine bağlı Işıklı Köyü yakınlarında sınırı geçmek isteyen PKK'lılarla güvenlik güçleri arasında çatışma çıktı. Çatışmada iki PKK'lı ölü olarak ele geçirildi. Kars Valiliği'nden dün yapılan açıklamada Kars ve yöresinde gerçekleştirilen operasyonlarda, 19 kişinin yakalandığı bildirildi. Açıklamada operasyonlara daha önce güvenlik kuvvetlerine teslim olan bir kişinin yardımcı olduğu belirtildi.

'İhraçlar sorumsuz ve ağır bir karar'

ANKARA (Cumhuriyet Büro- su) — SHP'den ihraç edilen yedi milletvekili bundan sonra izleyecekleri yöntemi belirlemek için yarın Ankara'da bir araya gelecekler. SHP Merkez Disiplin Kurulu kararı henüz ellerine ulaşmayan milletvekillerinin yargı yoluna başvurmaları konusunu açıklığa kavuşturmaları bekleniyor.

Öte yandan yedi milletvekilinin Paris'te Kürt konferansına katılmaları gerekçesiyle partiden ihraç edilmeleri nedeniyle örgütün genel toplantıları, Diyarbakır, Mardin, Siirt, Bingöl, Bitlis, Tunceli, Erzincan, Mus il başkanları ile Adıyaman İl Sekreteri sorunu görüşmek için Ankara'da bulunuyorlar. Mahmut Alınak, Salih Sümer, Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Keleşan Sömez, Mehmet Ali Eren ve İsmail Hakkı Önal partiden ihraçları üzerine anılan on il başkanına bir açıklama yapan Şanlıurfa İl Başkanı Feritdin Yazarcı, "Partide çalışma ortamı kalmadığı görüldüğü" dedi. Yazarcı, kamuoyuna yanlış mesaj verdikleri gerekçesiyle Genel Başkan İnönü ve Genel Sekreter Deniz Baykal'ı kinadıklarını kaydederek şöyle dedi:

"Biz on gün kadar önce Doğu'da 10 il başkanı, 7 milletvekilinin ihracıyla ilgili temaslarda bulunmak üzere Ankara'ya geldik. Genel Başkan ile görüştük. Genel Başkan ve Genel Sekreter bize yedi milletvekili arkadaşın geçici ihraç edileceklerine dair teminat verdiler ve bizden de bu milletvekilli arkadaşlarımızı ikna etmemizi istediler. Herkes böyle bir sonuç beklerken, kararın kesin ihraç biçiminde çıkması düşünen insanların, demokrat düşünenlerin artık bu partide yer alamayacakları şeklinde yorumluyoruz. Kararı pro- testo ediyoruz, sözünde durma-

yan, 10 il başkanını kandıran, kamuoyuna yanlış mesaj veren, genel başkan ve genel sekreterin bugesi il başkanlarının tepkileri götürmesini kuyuyoruz. Örgütlerimizle:

Aydın Güven Gürkan (Parti meclisi üyesi) — Yedi milletvekilinin partimizden ihracını siyasal yaşamımızın en yanlış ve sorumsuz kararlarından biri sayıyorum.

İL BASKANLARINA NE DİYOR?

İç Politika Servisi — SHP'de küçük kurgutayın 'en kısa zamanda' toplanmasını gündeme gelmesi, örgütte genel olarak olumsuz karşılandı. Partinin cumhurbaşkanlığı seçimi öncesi ve sonrası izlediği politika ağırıklı olmak üzere, bundan sonra izlenmesi tartışılan politikaların tartışılacağı, parti için sorunların ve çözümlerinin dile getirileceği küçük kurgutay öncesinde örgütlerin görüşlerini aldı. "Parti üst yönetiminin cumhurbaşkanlığı seçimi öncesinde izlediği politika"yı değerlendirmelerini istediklerimiz, "partinin geleceğe yönelik ürettiği politikaları yeterli bulup bulmadıkları"nu sorduğumuz örgütlerin görüşleri şöyle:

Edirne: İl Başkanı Metin Kuray, "Cumhurbaşkanlığı seçiminde izlediği politika beğenmiyorum" diye sözlerine başlıyor ve "Türk halkına, Özal'ın cumhurbaşkanlığı seçimine SHP'nin engel olacağı imajını verdik, ancak engel olma doğrultusunda etkin bir yöntem uygulayamadık" diyor. Kuray, partinin Kürt sorunu konusundaki politikasını ise "tasvip ediyor". Kuray, partinin yeni politikalar üretme konusunda tam verimli çalışmış sayılmayacağını, bunda başarılı olan ilişkiler zayıfladığı için yeni politikaların kamuoyuna aktarılamamasını da etkisi olduğunu söylüyor. Kuray, "Daha aktif bir muhalefet ve kamuoyuna daha net ve açık mesajların verilmesi kanısındayım."

Zonguldak: İl Başkanı Kamil Pala, "Genel başkanımız ve genel sekreterimiz muhalefet göreviyle birlikte, devleti, demokrasiyi ve rejimi de koruma görevi üstlenmişti. Bu görev olumlu bir politikadır"

Bu karar, partimizin olduğu kadar, ülkemizin de birlik ve bütünlüğüne zarar verecektir.

Fikri Sağlar (İçel Milletvekili) — SHP ciddi bir uçurumun kenarına gelmiştir. Merkez Yürütme Kurulu'nda bulunan yöneticiler, yedi milletvekilinin ihraç edilmesini sağlamaya kişisel dar görüş-

leriyle SHP'yi haksız olan bir konuma itmişlerdir. SHP'de verilen karar disiplinlik suçundan yedi milletvekiline verilen bir ceza değil, Türkiye'de yaşayan milyonlarca Kürt'e kimliklerinden dolan bir cezadır.

Hikmet Çetin (Diyarbakır Milletvekili) — Bu karar çok ağır bu-

inancında. Genel başkanın Kürt sorununa yaklaşım biçimini de son derece gerçekçi bulan Şen, yedi milletvekilinin Paris'teki konferansa katılmasını parti disipliniyle bağdaştırıyor.

Karaman: İl Başkanı Alastin İşık'a göre "partinin izlediği politika doğru", ama SHP'nin Özal'ın cumhurbaşkanı olmaması tek başına engelleyebileceği havasını yaratılması "yanlış". Yedi milletvekilinin ihraçına ilişkin, "Parti programı ve tüzüğü doğrultusunda hareket edilmediği zaman, halk arasında parti bütünlüğü sağlanıyor. Bu nedenle programa uygun davranışlarda bulunamayanlara tüzüğün uygulanması doğrudur" diyen İşık'ın, "Parti üst yönetiminin en kısa zamanda ülkeyi aydınlatma politikaları üreteceğine inan- cı tam."

Eskişehir: İl Başkanı Niyazi Önal, kısa ve net konuşuyor. Partinin cumhurbaşkanlığı seçimi öncesi izlediği politika "yetersiz", yedi milletvekilinin disiplin verilmemesi "ters", bulan Önal, "TC'nin kuruluşundan beri Doğu ve Güneydoğu hal- kına başlı başına değişmemiştir. Kürtleri, azınlık olarak görmemek gerekir. SHP üst düzey yöneticilerinin yedi milletvekili konusunda birleştirici olmaları gerekirdi" diyor.

Bursa: İl Başkanı Şemsettin Şen SHP üst yönetiminin erken seçim istemi ve cumhurbaşkanının seçim sonucunda oluşacak TBMM tarafından seçilmesi yolundaki politikasıyla en demokratik tavır koyduğu

uyorum. Ve bu arkadaşların partiden kesin ihraçları gerektiren bir suç işledikleri görüşünde de- ğilim.

Cüneyt Caaver (Adana Milletvekili) — Bugünkü yönetim SHP'yi o hale getirdi ki bugün SHP'de işkence konuşuluyor, cezaevleri konuşulmuyor, insan hakları konuşulmuyor, SHP'de artık Kürt sorunu da konuşulm- yacak. Çünkü bu yedi arkadaş yalnızca bir simgedir. Hedef, Do- ğu ve Güneydoğu'da yaşanan ve ülkenin önemli Kürt sorununu ih- raç etmektir.

Ersan Karakaş (İstanbul İl Baş- kam) — Kararı ağır buluyor ve kaygıyla karşıyorum. Bu karar, Türkiye ve dünya demokratik ka- muoyunda büyük tartışmalara ne- den olacaktır.

Burhan Seyhanogulları (Diyar- bakır İl Başkanı) — Zamanı gel- diğinde gündeme getirip değerlen- direceğim. Bu konuda daha fazla bir şey söylemek istemiyorum.

Ali Demir (Tunceli İl Başkanı) — Ben Ankara'ya gittiğimde bu konuyu Genel Başkan İnönü ve Genel Sekreter Baykal'la görüş- tum, kuşkuyla dile getirdim. Şu anda başka bir şey söylemek iste- mem.

Sırrı Sakık (Muş İl Başkanı) — İnsan haklarının en fazla ihlal edildiği yer Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgeleridir. Konuyla il- gili bölgedeki SHP il başkanları olarak ortak tavır tespit edeceğiz. **Sinan Öztürk** (Elazığ İl Başka- nı) — Bu kararın yeniden gözden geçirilmesi dileğindedir. Bu konu- da daha geniş açıklamayı yönetim kurulu toplantısından sonra vapa- cağım.

Fevzi Ciritçi (Adana İl Başka- nı) — Doğrusu böyle bir sonuç beklemiyordum, ama saygıyla karşıladım. Herkesin parti disiplinine uyması gerekir.

Nevesehir: SHP üst yönetiminin bu güne kadar gerek muhalefet partisi an- layışıyla gerek iktidar alternatif olarak po- litika üretmekte yetersiz kaldığını söyleyen SHP İl Başkanı Fahri Ertik, üst yönetimin daha duyarlı bir politika izlemesi gerektiği- ne inanıyor. Cumhurbaşkanlığı seçimlerin- de de bu politikanın kamuoyuna aktarılma- dığı belirten Ertik, iyi niyetli yapılan par- ti politikasının daha kapsamlı hale getiril- mesine SHP anlayışının benimseneceğine olan inancını tekrarlıyor. Ertik, yedi millet- vekilinin ihraç konusunda "Parti disiplinine aykırı hareket ettikleri bir gerçek, yine de bu konuda takdir disiplini kurulmalıdır" diye yanıtıyor.

Kayseri: İl Başkanı Mustafa Karşlı sorularımıza topluca yanıt vermeyi yeğliyor ve şunları söylüyor: "Parti üst dü- zey yönetiminin yalnız son dönemlerde de- ğil, görev geldiği günden bu yana partim- zin büyümesi ve her konudaki üretkenliğiyle bize 26 Mart seçimlerindeki başarıyı getir- miştir. Amaç, çağdaş sosyal demokrasiyi ül- kede yerleştirmektir. Bu uğurda yapılan çar- hışmaları onaylıyorum. Sayın Genel Başka- nımızın bazı çevrelerce değişik yorumlama- ya çalışılan erdemlice davranışlarını da des- tekliyorum."

SURECEK

GÜNÜN YAZISI

● Oktay EKŞİ



Keşke gecikmeseydi...

SOSYALDEMOKRAT Parti, parti olalıberi galiba en radikal -ve herhalde en haklı- kararını dün aldı:

Paris'te bir süre önce sırf "insani" ve "kültürel" amaçlı gibi gösterilerek yapılan bir "Kürtlerarası İşbirliği" toplantısına katılan yedi milletvekilini, Merkez Disiplin Kurulu'nun verdiği "kesin ihraç" kararıyla, kapının önüne koydu.

Söz konusu kararı haklı bulduğumuzu, daha başta söylememizi yadrigayabilirsiniz.

Biz öncelikle, milletvekili oldukları zaman Meclis kürsüsünden ettikleri "Devletin varlığı(nı) ve bağımsızlığını, vatanın ve milletin bölünmez bütünlüğünü (...) koruyacağıma, (...) Anayasa'ya sadakattan ayrılmayacağıma; büyük Türk milleti önünde namusum ve şerefim üzerine ant içerim" şeklindeki yemin ile "milletvekili" sıfatıyla izledikleri politikalar arasında gözle görülür bir çelişki olduğu için kararı haklı buluyoruz.

Ne tuhaf bir ülke olduk: Kimi "Atatürk" deyince herkesi geride bırakacak kadar Atatürkçü görünür, öte yandan Atatürk'e ihanet için ne yapılması gerekirse hepsini yapar, kimi "Laik Cumhuriyete bağlıktan" dem vurur, ama el altından o Cumhuriyet'in altını oyar, kimi "vatanın ve milletin bütünlüğü" için yemin eder ama tam tersine çalıştığı izlenimini veren davranışlardan kaçınmaz... Bunun bir hesabı, bir faturası olmak gerekir.

O hareketler bir de "parti disiplini"ne alenen aykırı hale gelince bunların hesabını sor-mak -ciddi bir partide- zorunlu olur.

SHP'nin bu konuda hayli gecikmekle beraber yaptığı budur.

Gecikmenin bir anlaşılır nedeni vardı: Parti tüzüğü birkaç ay önceki değişiklik yapıncaya kadar bu tür disiplin suçlarının cezası çok çok "partiden geçici olarak çıkarma"dan ibaret idi. Son "Tüzük Kongresi"nde bu hüküm de değiştirildi ve "Kurultay ve yetkili diğer organ ve kurul kararlarına aykırı davranışlarda bulunanların" partiden kesin olarak çıkartılacakları kuralı getirildi.

Şimdi işte bu kural uygulanmaktadır.

Ama bizim inancımıza göre SHP, bu konudaki duyarlılığını daha önce, örneğin İstanbul Milletvekili Ali Topuz, geride kalan nisan ayında İstanbul'da bazı partililere hitaben yaptığı bir konuşma ile "bölücülere karşı önlem alınmasını" istediği zaman gösterseydi, Topuz'un işaret ettiği milletvekillerinin cesareti kırılırdı. Oysa SHP yönetimi o aşamada uyarıya karşı duyarlı davranmayı -veya görünmeyi- tercih etti. Ancak Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy, Strasbourg'da yapılan bir Avrupa Konseyi bağlantılı toplantıda tüm ölçüleri kaçırıp "Türkiye'nin bütünlüğü" ile bağdaştırılması imkânı olmayan laflar edince bu milletvekili hakkında disiplin soruşturması açıldı.

Şimdi Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak, Salih Sümer, Mehmet Ali Eren, İsmail Hakkı Önal ve Kenan Sönmez, Fransız Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın pek sevimli (!) eşi Bayan Mitterrand'ın Paris'te "Kürt Enstitüsü" adına düzenlediği ve Türkiye'nin bütünlüğü ile bağdaştırılması olanağı bulunmayan toplantıya, Genel Başkan İnönü'nün ikazı ve partinin açık bilinen politikasına aykırı bir tutumla katılmalarının karşılığını ödemiş oluyorlar.

Bu yedi milletvekilinin artık "parti disiplini" gibi bir sıkıntıları da yok. İstedikleri kadar özgür bir tavırla düşüncelerini ifade edebilirler. Ama Meclis'teki yeminlerine bağlı kalmazlarsa daha büyük fatura ödeyeceklerini bilmelidirler.

Milliyet 20. 11. 1989

Suriye'ye 3 uyarı

• Nur BATUR • ANKARA

Suriye, aleyhimize "yeni FIR bölgesi" ilan etti

Şam'a ihtar

- 1 PKK teröristlerine barınak olmayın ve mevcut anlaşmayı bozmayın
- 2 Başkan Hafız Esat'ın kardeşi Cemil Esat'ın Türkiye'ye aleyhine ilişkin demeçlerini engelleyin
- 3 Türkiye'ye danışmadan bir "FIR hattı" sorunu yaratmaya çalışmayın

TÜRKİYE ile Suriye arasında son aylarda yaşanmaya başlayan gerginlik krize dönüşürken, Suriye Dışişleri Bakan Yardımcısı Yusuf Şakkur dün İstanbul'a geldi.

Şakkur, Atatürk Havalimanı'nda yaptığı açıklamada, pazartesi günü Ankara'ya geçerek resmi görüşmeler yapacağını söyledi. Şakkur, Ankara'da ikili sorunları ele alacaklarını, ayrıca Suriye Mig'leri tarafından düşürülen Tapu ve Kadastro Genel Müdürlüğü'ne ait uçakla ilgili sorunu da görüşeceklerini bildirdi. Şakkur, "Sorunu bir çözüme kavuşturacağımıza inanıyorum" dedi.

Bu arada, Suriye Dışişleri Bakan Yardımcısı Yusuf Şakkur'un Türkiye'ye gelişinden üç gün önce, Şam'ın bir emrivaki ile Akdeniz'de tüm uçakların uçuşlarını idare ettiği "uçuş bildirim bölgesi"-ni (FIR) 12 mile çıkarması ve bunun KKTC'nin Ercan Havaalanı'na da içine alması, ilişkilerde yeni bir krizi gündeme getirdi.

1. uyarı: Yarınki görüşmelerde gündemin ilk maddesini Güneydoğu'daki PKK eylemleri ve Suriye'nin rolü oluşturacak.

Ankara, son aylarda, PKK terörünün tırmanışında Suriye'nin rolü olduğu ve Şam'ın iki yıl önce yapılan anlaşmayı ihlal ettiği kamısında...

Türk tarafı bu sorun karşısında duyarlılığını bir kez daha vurgulayacak.

2. uyarı: Ankara ikinci uyarısını da Hafız Esat'ın kardeşi Cemil Esat'ın açıkça PKK terörünü destekleyen sözleri dolayısıyla yapacak.

Cemil Esat, kısa bir süre önce, Düsseldorf'ta yargılanan PKK militanlarının mahkemesinden sonra bir açıklama yaparak, PKK'nın eylemlerini desteklemiş, bölgede, Güneydoğu Anadolu'yu içine alan bir Kürt devleti kurulması gerektiğini söylemişti.

3. uyarı: Suriye Dışişleri Bakan Yardımcısı'nın Ankara'ya gelişinden üç gün önce, Şam'ın bir emrivaki ile Akdeniz'deki FIR (uçaklar için uçuş bildirim bölgesi) sorumluluğunu genişletmesi Ankara'da tepki yarattı.

SHP'li 7'ler atakta

• Ayhan AYDEMİR

FRANSA "Özgürlük Vakfı" ve "Kürt Enstitüsü" nün düzenlediği Kürt Konferansı'na katıldıkları gerekçesiyle SHP Merkez Disiplin Kurulu tarafından ihraç edilen yedi milletvekili kararı ağır bulduklarını belirterek parti yönetimini "gerici" olmakla suçladılar.

Bazı SHP'li milletvekilleri de kararı eleştirirken SHP Genel Başkanı Erdal İnönü konferansla ilgili olarak Fransa Özgürlük Vakfı Başkanı Danielle Miterrand'a bir mektup yazarak, düzenleniş şeklini yanlış bulduğunu anlattı.

• DEĞERLENDİRME TOPLANTISI

Önceki gün Merkez Disiplin Kurulu tarafından "yetkili organ kararlarına aykırı davranışta buldukları" görüşüyle dörde karşı beş oyla partiden ihraç edilen milletvekilleri karardan sonra bir değerlendirme toplantısı yaptılar. Birlikte hareket kararı alınan toplantıda ilk etapta olayı kamuoyuna bir bildiri ile açıklamak daha sonra da "olayda parmağı olduğu" öne sürülen SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal'ı tabana şikâyet etme görüşü benimsendi.

İhraç edilen milletvekilleri haklarında verilen kararı "çirkin bir oyun" olarak nitelendirdiler. Başta Deniz Baykal olmak üzere parti yöneticilerinin kendilerine son güne kadar "çözüm yolu bulunacak, me-

rak etmeyin" diye oyaladıklarını söylediler.

• MİLLETVEKİLLERİNDEN TEPKİ

Öte yandan bazı SHP milletvekilleri 7 milletvekilinin partiden ihracını sert şekilde eleştirdi. Eski Genel Sekreter Fikri Sağlar kararı nefretle karşıladığını belirtirken, İzmir milletvekilleri Halil Çulhaoğlu, Ahmet Erşin, Kars Milletvekili Sedat Altun, Adana Milletvekili Sedat Doğan, Bursa Milletvekili Fehmi Işıklar, Tunceli Milletvekili Kamer Genç ihraç kararının ağır olduğu görüşünü belirtti.

• MADAM'A MEKTUP

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Tempo dergisine yaptığı açıklamada Paris'te yapılan Kürt toplantısıyla ilgili olarak Fransa Cumhurbaşkanı François Miterrand'ın eşi ve Özgürlük Vakfı Başkanı Danielle Miterrand'a bir mektup gönderdiğini söyledi. Mektubunun içeriğini açıklamasının doğru olmayacağını belirtti İnönü, "Özet olarak konferansın düzenleniş şeklinin bizim politikamıza uymadığını, bu yüzden de bu şekildeki yaklaşımın Türkiye'de insan haklarına saygılı bir düzeni kurma gayretlerimize yardımcı olacağına inanmadığımı söyledim" dedi.

İnönü Kürt sorununun uluslararası platformlara taşınması konusundaki görüşlerini de şöyle dile getirdi:

"Yurt dışında çok abartılmış bir şekilde Türkiye'de Kürt

kökenli vatandaşların büyük haksızlıklara uğradıkları, bunun ötesinde ayrı yaşamaktan başka çarelerinin kalmadığı şeklinde iddialar var. Türkiye'de haksızlık olmadığını kimse söyleyemez. Demokrasinin tam yerleşmemesinden, Anayasa'dan kaynaklanan ve eski dönemden gelmiş olan birçok yanlışlıklar hâlâ devam ediyor. Ama bu haksızlıklar ve yanlışlıklar, etnik kökeni ne olursa olsun bütün vatandaşlarımız için söz konusu. Hangi etnik kökenden gelmiş olursak olalım, bütün Türk vatandaşları, ara dönemde başlayarak bir haksızlık dalgası içinde yaşadılar.

"Bu tablo içinde Kürt kökenli vatandaşların çaresiz kaldıkları, ayrı yaşamaktan başka çareleri kalmadığı görüşlerine kesinlikle katılmıyorum. Böyle bir şey yoktur ama, böy-

le bir izlenim vermek isteyenler var.

Bu arada Sosyalist Parti (SP) Genel Sekreteri Ferit İlsever dün düzenlediği basın toplantısında SHP'den ihraç edilen 7 milletvekilini üyeliğe kabul etmeye hazır olduklarını bildirdi. İhraç kararıyla SHP'nin gerçek yüzünün bir kez daha ortaya çıktığını öne sürer İlsever şunları söyledi:

"Şimdi SHP içinde yer alan devrimcilerin düşünme zamanıdır. Ya SHP politikalarına boyun eğecekler ve düzenin içinde erimeye devam edecekler. Ya da mücadele eden kitlenin yanında yer alacaklar."

İlsever, bir soru üzerine yedi milletvekili ile görüşmeleri olmadığını belirterek mesajlarının sadece sol kanat milletvekillerine değil, SHP içindeki bütün solculara yönelik olduğunu söyledi.

Milliyet 20. 11. 1989

Cumhuriyet 20. 11. 1989

rün gündeme getirilmesi, Türkiye'nin ise Şam'a "hayır" yanıtı vermekten kaçınması bekleniyor. Suriye'nin FIR hattını Batı'ya doğru 12 mile çıkarması isteğinin ancak bölge ülkelerinin tümünün kabul etmesi durumunda gerçekleşebileceği, ancak buna özellikle Kıbrıs Rum Yönetimi'nin itiraz edeceği belirtiliyor.

Harran sulaması

Suriye ile görüşmelerde ele alınması beklenen bir konu da Harran Ovası sulaması. Cumhuriyet muhbirinin edindiği bilgiye göre Suriye, GAP çerçevesindeki Harran sulamasından öncecek suların kendi topraklarına verilmesini istemediğini Ankara'ya bir notayla bildirdi.

İlk planda 142 bin hektarlık alanın sulanmasını öngören proje kapsamında saniyede 150 metreküp su Harran Ovası'na verilecek. Projenin ilk halinde bu sulamadan öncecek yaklaşık yüzde 30'luk (saniyede 45 metreküp) drenaj suyunun sınırdaki Akçakale ilçesi üzerinden Suriye'ye verilmesi öngörülmüştü. Ancak Şam'ın bu türlü suların topraklarına aktılmasını istemediğini bir ay kadar

önce Ankara'ya bildirdiği öğrenildi. Şakkur'la yapılacak görüşmelerde Şam'ın notasına karşılık DSİ yetkilileri tarafından Harran Ovası sulaması konusunda yapılan yeni düzenlemeler konusunda da Suriye tarafına bilgi verilecek.

Suriye Dışişleri Bakan Yardımcısı Şakkur ile yapılacak görüşmelerde ele alınacak diğer bir konuyu da bu ülkeye ait MIG-21 jetlerinin 21 ekimde bir Türk kadastro uçağını düşürmelerine ilişkin soruşturma ve tazminat isteği oluşturuyor. Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz, Türkiye'nin Suriye'den isteyeceği tazminat tutarının 14 milyon 650 bin dolar olarak belirlendiğini açıkladı.

PKK kampları

Suriye ile bir ikili istişare mekânı oluşturulması amacıyla da taşıyan görüşmelerde, bu ülkedeki PKK kampları da ele alınacak. Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz, önceki gün TBMM Plan ve Bütçe Komisyonu'nda yaptığı açıklamada, Suriye'nin Türkiye ile güvenlik meselelerinde henüz kristalleşmiş, net bir tutum içinde olmadığı izlenimi edindiğini söyledi.

TÜRKİYE-SURİYE

Suriye ile masabası

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Suriye Dışişleri Bakan Yardımcısı Yusuf Şakkur, Dışişleri Bakanlığı Müsteşarı Tuğay Özçeri'nin konuğu olarak bugün Ankara'ya geliyor. Zamanlaması açısından büyük önem taşıyan bu ziyaret sırasında iki ülkeyi ilgilendiren tüm konular ele alınacak.

Cumhuriyet muhbirinin Dışişleri yetkililerinden edindiği bilgiye göre Şakkur'la Özçeri arasın-

da yapılacak görüşmelerde Suriye'nin FIR (Flight Information Region) hattı olarak bilinen uçuş bildirim bölgesini genişletme isteği gündeme gelecek. Ancak Türkiye bu konudaki kesin yanıtını açıklamayacak. Dışişleri Bakanlığı yetkilileri Türkiye'nin FIR hattı konusunda "diplomatik" bir tavır izleyeceğini belirtiyorlar.

Şakkur'la yapılacak görüşmelerde bu konudaki uluslararası havacılık anlaşmaları hükümleri ve diğer bölge ülkelerinin tepkileri-

'Kürt' tartışması

SHP Parti Meclisi üyesi Aydın Güven Gürkan, 7 milletvekilinin ihracını "12 Eylül'den sonraki en vahim ve en acımasız karar" olarak niteledi. Cüneyt Canver, "İhraç edilen Kürt meselesidir" diye konuştu.

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — "Sosyal Demokrasinin Sorunları ve Çözüm Yolları" konulu panelde, 7 milletvekilinin Paris'teki Kürt konferansına katıldıkları gerekçesiyle

SHP'den ihracı ve SHP merkez yönetiminin politikaları tartışıldı.

Sosyal Demokrat Dergi Adana Temsilciliği'nde dün düzenlenen panelde söz alan SHP İstanbul İl Başkanı Ercan Karakaş, Türkiye'nin en büyük partisi durumunda-ki SHP'nin yeni yaklaşımlar ve çözümler üretmekten uzak olduğunu belirterek, "SHP'ye sol niteliği ve emek yanı ihmal edilmeyecek biçimde yeni bir yapı kazandırmak gerekiyor" dedi. Karakaş, 7 milletvekilinin ihracını kaygı verici bulduğunu belirterek, "Disiplin işlemi, konuşmayan insanlara uygulanmaz. Bugün yaşananlar, 12 Eylül çerçevesinin aşılamadığının göstergesidir" diye konuştu.

SHP Parti Meclisi üyesi Ertuğrul Günay, izleyicilerin sık sık "Siz de istifa edin", "Baykal istifa" şeklinde sloganlar atması üzerine, konuşmasına, "İnanın bu konuşmacılar da en az sizler kadar öfkeli" diye başladı. 7'lerin ihracı ile sanki partinin iktidara gidişinin engellenmek istendiğini söyleyen Günay, SHP merkez yöneticilerinin TUSİAD'a giderek, "ANAP'ın beceremediğini biz daha iyi yaparız"

demek gafletine düştüğünü öne sürdü. İzleyicilerin, SHP merkez yöneticileri için "Ezeceğiz onları" diye bağırmasını üzerine Günay,

"Hayır, utandıracağız, yalnız bırakacağız. Kafalarını değiştireceğiz. 12 Eylül'ün yasa ile yapmak istediği depolitizasyonu SHP merkez yönetimi yapıyor, kitleleri bu tür ihraçlarla soğutuyorlar. Ama bu parti bizim. Sermaye kurmadı, sermayeye güvence verilerek de kurulmadı. Kimseye bırakmayız, bir yere de gittiğimiz yok" diye konuştu.

Konuşmacı oldukları halde SHP İstanbul Milletvekili Abdullah Baştürk ile partiden ihraç edilen 7'lerden Ahmet Türk'ün katılmadığı panelde, yerel seçimler sırasında Adana ilçe adaylarının atanmalarından yana olduğu için parti teşkilatlarında protesto edilen SHP Adana Milletvekili Cüneyt Canver ise konuşmasına partililerden özürlü dileyerek başladı. 7'lerin partiden ihracı üzerinde duran Canver, "Burada anlayorum ki 7'lerin ihracı önceden düşünüldü. İhraç edilen Kürt meselesidir. Ama ilginç olan Eyüp Aşık'ın laik Türkiye'de, 'Nakşibendiyim' de-

mesi ve Mustafa Taşar'ın, Ağca'nın cinayet ortağı ile toplantıya katılmasından sonra tek sesin çikarılmamasıdır" dedi.

SHP Parti Meclisi üyesi Aydın Güven Gürkan da 7 milletvekilinin ihracını, "12 Eylül'den sonraki en vahim ve en acımasız karar" olarak niteledi. SHP yöneticilerinin 7'leri ihraç etmekle savunduğunu tersine, ulusal birliği zedelediğini savunan Gürkan, şöyle konuştu:

"İhraç kararı bu 7 arkadaşla kurulmuş bir tuzaktır. Bu karar yalnızca partinin birliğine, bütünlüğüne değil, ülkenin birliğine ve bütünlüğüne karşı alınmış son derece hain bir karardır. Bu, birliğin dinamitlenmesine yöneliktir."

"Adalet ve özgürlük için iki yol var" diyen Aydın Güven Gürkan, "Ya kaba kuvvet kullanacağız ya da demokrasi içinde kitlelerin örgütlü gücünü harekete geçirerek başaracağız. 5 yıldır nutuk atıyorsunuz diyenler var. Evet, bu demokrasi yolu öylesine yıpratıldı ki bu yüce davadan söz etmek kandırılma duygusu veriyor" diye konuştu.

Cumhuriyet 20. 11. 1989

SHP lideri 7 milletvekilinin ihracını değerlendirdi:

İnönü'den 'karara saygı' çağrısı

ÜMİT ASLANBAY

İSPARTA — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, "Parti içi çekişmelerde birbirimizi eleştirirken bu temel konularda halkımıza yanlış bir izlenim vermemeliyiz. Buna dikkat etmek hepimizin görevidir" dedi.

Isparta gezisi sırasında dün gazetecilerin sorusu üzerine konuşan İnönü, "Disiplin kurulu kararımı özgürce veriyor. Kendisine gönderilen meseleyi kendi anlayışı içinde ele alıyor" dedi.

İnönü, dün gazetecilerin parti içindeki gelişmeler konusundaki sorusu üzerine özetle şöyle dedi: "Parti içi konuları basınla tartışmıyorum. Biliyorsunuz. Disiplin kurulu kararını özgürce veriyor. Kendisine gönderilen meseleyi kendi anlayışı içinde ele alıyor. Kendi anlayışı içinde ele alıp sonuçlandırıyor. Benim söylemek istediğim başka birşey. Hiç kimse kararı hiçbir şekilde halkımızın bir kesiminin aleyhinde bir karar diye görmemelidir. Parti olarak biz Türkiye'nin bütünlüğü içinde vatandaşlarımıza eşit davranılma-

sı herkesin siyasal, sosyal, kültürel bütün haklarından yararlanmasını anlayışındayız. Bu açıdan hiçbir nedenle, hiçbir şekilde vatandaşlarımızın bir kısmı aleyhinde tavır almayız. Partimizin herhangi bir organının kararı bu şekilde yorumlanmamalıdır. Son karar da özellikle Kürt kökenli vatandaşlarımızın aleyhine bir karar değildir. Parti içi bir disiplin meselesidir. Ondan ibarettir. Tabii üzüntü verici bir durum ortaya çıktı. Buna şüphe yok. Ama bu kendi içinde değerlendirilmelidir. Bizim ülke bütünlüğüne nasıl yaklaştığımız, insan haklarını nasıl gördüğümüz, kaç defa anlattığımız ve halkımızın iyice değerlendirdiğine inandığımız bir mesele. Ana dili, mezhebi, ırkı, cinsiyeti ne olursa olsun tüm vatandaşlarımızın birinci sınıf vatandaş olarak bütün haklarından yararlanmaları esas diyoruz. Bunu devletin yapısını değiştirmeden sağlamak amacındayız. Bu mümkündür. Yapacağımız şey budur. Ve bu çağdaş bir yaklaşımdır. Hiçbir şekilde geri bir yaklaşım değildir. Sosyal Demokrat Parti olarak in-

san haklarına saygılı bir yaklaşımdır. Parti içi çekişmelerde de birbirimizi eleştirirken bu temel konularda halkımıza yanlış bir izlenim vermemeliyiz. Buna dikkat etmek hepimizin görevidir."

İnönü, konuya ilişkin soruları şöyle yanıtladı:

"— İhraç edilen 7 milletvekili için bazı eski üst düzey parti yöneticileri sizin söylediklerinizin tam tersine bu kararın sorunlar yaratacağı görüşünde.

İNÖNÜ — Parti içi meseledir. Basınla tartışmıyorum. Ama ben görüşümü söylüyorum. Herkesi de bu görüş doğrultusunda davranmaya çağırıyorum. Parti olarak halka hizmetle görevliyiz. Halkın bütün kesimlerine, bütün bireylerine aynı hizmeti vermekle görevliyiz. Kendi içimizdeki tartışmaları yaparken bu hizmeti daha iyi yapmak doğrultusunda olmalıdır. Böyle algılanmalı. Ve bu da yanlış görünüm, yanlış yorum verilmeyecek şekilde yapılmalı. Halkımıza yanlış izlenimler vermemeliyiz. Birbirimize kızarak partimizi halka yanlış gösterme-

meliyiz. Parti içi meselelerin çözüm yeri parti içi kurullardır, kurullardır. Parti politikalarının temel doğrultusu değişmez. Yanlış görünüm veren davranışlar varsa onları düzeltmeye çalışmalıyız.

— Kararın ağır olduğu öne sürülüyor. İleride MYK'da yumaşılması gündeme gelebilir mi?

İNÖNÜ — Ben, disiplin kurulunun karar vermesinin ertesi gününde böyle tartışmalara girmem. Disiplin kurulu karar vermiş, şimdi birşey söylemek yanlış olur. Ben genel ilkeler üzerinde konuşuyorum.

— Tüzük uyarınca MYK'nın affetme yetkisi var. Bu bir müddet sonra gerçekleşebilir mi?

İNÖNÜ — Bugün disiplin kurulu karar vermiş. İleride ne olacağını bilemem, bu gelişmelere bağlıdır. Parti politikalarına bağlılığa, parti politikalarının halka anlatılmasındaki birliğe bağlıdır.

— Sizce bu karar ağır mı?

İNÖNÜ — Benim anlayışım parti organlarının kararlarına saygı göstermek."

Milliyet 21. 11. 1989

A DANA, (Tercüman)- SHP'de 7 milletvekilinin istifasına yol açan "Kürt meselesi"nin sebep olduğu kriz tırmanırken, bir panelde konuşan Bingöl milletvekili İlhami Binici, "Ben Kürt'üm, oğlumun adı da Şivan. Beni SHP'den atmaya İnönü'nün bile gücü yetmez" dedi.

Adana'da dün düzenlenen "Türkiye'de Sosyal Demokrasinin Sorunları ve Çözüm Yolları" konulu panelde, Paris'teki "Kürt Konferansı"na katılan 7 milletvekilinin partiden ihracını eleştiren konuşmacılar, SHP genel merkez yöneticilerini istifaya çağırıldılar.

SHP bingöl milletvekili İlhami Binici, kendisinin Kürt olduğunu, çobanlık-tan, köyden geldiğini belirterek, "Benim sadece Bingöllüler'e ve millete borcum vardır. Partiyi küçültmek için 7'lere daha çokları eklenecektir. Kürt olduğumdan

İlhami Binici: "Ben Kürt'üm oğlumun adı Şivan" dedi ve ekledi:

SHP'den beni İnönü de atamaz

□ SHP'de 7 milletvekilinin ihracıyla gündeme gelen "Kürt meselesi" giderek tırmanıyor. Adana'da bir toplantıda konuşan Bingöl milletvekili İlhami Binici ile eski genel başkanı Gürkan, SHP genel merkez yönetimine ateş püskürdü

gurur duyuyorum. Ben bu sözleri söyledim diye kimse beni partiden atamaz. Demokrasiyi gerekirse canımızla, kanımızla getireceğiz" dedi.

Aydın Güven Gürkan da, 7 milletvekilinin tuzağa düşürülerek ihraç edildiği görüşünü savunarak, "Bu ihraç kararı sadece partinin değil; ülkenin de birlik ve bütünlüğünü bozacak bir karardır" dedi.

"Şov yapma", "Canver istifa" sloganları arasında konuşan SHP Adana milletvekili Cüneyt Canver ise, "Kürt meselesi sapıtırılıyor. Ashında SHP'den ihraç edilen Kürt meselesidir" şeklinde konuştu.

Panel katılanlar sık sık "Yaşasın 7'ler", "TÜSİAD Başkanı Deniz", "Bayka istifa", "SHP istifa" diye bağırdılar.

Yılmaz Güney'in yasaklı yapıtları izin bekliyor

Paylaşılamayan filmler

● Film yapımcıları gelirin bir bölümünün yardıma muhtaç sinemacılara verilebileceğini belirtirken, Fatoş Güney parayı başka amaçla kullanacağını söyledi

Belkis KILIÇKAYA

● Belkis KILIÇKAYA

YAPIMCILAR, yönetmenler, sanatçılar Yılmaz Güney'in filmlerinin Türkiye'de gösterilmesine izin verilmesi halinde, film gelirlerinin belli bir süre için kurulacak bir vakıf ya da dernekle emekli ve muhtaç sinema oyuncularına, genç sinemacılara harcanacağını belirttiler. Yılmaz Güney'in eşi Fatoş Güney ise böyle bir kampanyaya katılamayacağını vurgulayarak, "Güney'in onarılması, korunması ve arşivlenmesi gereken filmleri var. Ayrıca bizim başka projelerimiz var. Bunlara bepsi para bekliyor" dedi.

Sıkıyönetim döneminde, Güney'in oyuncu, yönetmen ya da yapımcı olarak yer alması nedeniyle toplatılan 104 film yapımcı

ci şirketleri ve Fatoş Güney dönemin sıkıyönetim mahkemesine maddi ve manevi tazminat davası açacaklarını söylediler. Yapımcılar Yılmaz'ın toplatılan filmlerinin, sanstürden geçtiğini, yasalara aykırı mesajlar vermediğini vurgulayarak, "Mallarının gasp edildiğini ve bunun da anayasaya aykırı olduğu" görüşünü savundular.

Yılmaz Güney'in toplatılan önemli filmlerinin 14'ü Güney Prodüksiyon'a, 14'ü İrfan Film'e, 1'i Efes Film'e, 2'si Şeref Film'e, 3'ü Akün Film'e ait. Bu filmlerin bazıları Güney'in ilk filmlerinden olması, bazılarının da oyuncu ve yönetmenlerinin artık işlerini bırakacak yaşa gelmeleri nedeniyle, "antika sinema eserleri" olduğu belirtildi. Güney'in filmlerinin yapımcılığını üstlenen bazı şirketler ise el değiştirmesi ya da kapanması nedeniyle herhangi bir girişimde bulunmuyor.

Sıkıyönetim döneminde Yılmaz Güney'in kendilerine ait 14 filmi alındığını belirten İrfan Film sahibi İrfan Atasoy, filmlerinin gasp edildiğini öne sürerek şöyle dedi:

"Yüzlerce mercie başvurduk sonuç alamadık. Davranış anayasaya aykırı. Şimdi yetkililer su-

çu sıkıyönetime atıyorlar, ancak yine cevap vermiyorlar. Dava açacağız. 5 yıl önce Güney'in sadece iki filmine İsraili bir firma 150 bin dolar vermişti. Güney'in filmlerinin Türkiye'de oynanması şartıyla gelirin bir bölümü sinema için harcanabilir."

Danıştay'da karar bekleyen "Umut" filminin yapımcısı Efes Film sahibi Kadri Albar, filmleri geri almak için mücadele ettiklerini belirterek, Güney'in filmlerinin oynatılması halinde geliri bir süre sinemaya harcayacağını söyledi. Yılmaz Güney'in çevirdiği ilk film Alageyik'in yapımcısı Erman Film yetkilisi Fahri Öztecim, "Maddi zararımız oldu. Alageyik'in, ilk filmi olması nedeniyle antik değeri de var" dedi. Güney'in filmlerinin Türkiye'de oynatılması için bütün yapımcıların birlikte hareket etmesi gerektiğini belirten, 3 filmi sıkıyönetime alınan Akün Film'in sahibi İsmet Akün de çeşitli girişimlerde bulunduğunu söyledi. Dünyada dengelerin değiştiğine dikkat çeken Şeref Film sahibi Seref Gün, Güney'in filmlerinin çok iyi iş yapabileceğini vurguladı.

Tercüman 21. 11. 1989

Cumhuriyet

22 KASIM 1989

YAŞLI KADINA 1 YIL HAPİS CEZASI

Kürtçe zede

Adı: Saliha Şener **Yaşı:** 61.
Tabiyeti: T.C. Anadili: Kürtçe.
Suçü: SHP mitinginde Kürtçe konuşmak. **Cezası:** 1 yıl.
 (Paraya çevrilip ertelendi.)
Son sözü: Türkçe bilmediğim için Kürtçe konuştum. Verilen cezayı kabul etmiyorum. İdam da etseler Kürdüm.

ERGUN AKSOY

DIYARBAKIR — SHP il örgütünün 26 Mart yerel seçimleri öncesi düzenlediği mitingde Kürtçe konuşma yaptığı savıyla hakkında kamu davası açılan 61 yaşındaki Saliha Şener, bir yıl hapis cezasına çarptırıldı. Mahkeme heyetinin müvekkili hakkındaki cezayı önce paraya çevirdiğini, daha sonra ertelediğini belirten Şener'in avukatı Erdiñç Uzunoglu, "Türkçe konuşmayan müvekkilimin mahkemede ki ifadesi tercüman aracılığıyla alındı. Bu nedenle böyle bir kararın verilmesi çelişkilidir" dedi. İHD ve Diyarbakır Barosu da ertelenmiş bir ceza olmasına karşın kararı çağdışı olarak niteledi.



SALIHA ŞENER — 61 yaşındaki Diyarbakırlı ni-neden zafer işareti. (Fotograf: Ergun Aksoy)

26 Mart yerel seçimleri öncesi SHP il örgütünün 20 Mart günü Diyarbakır Belediyesi önündeki alanda düzenlediği ikinci açık hava mitinginde kürsüye çıkarak Kürtçe "Gelin millet, oyunuzu SHP'ye verin, zamlara hayır için oyunuzu SHP'ye verin" içeriğinde konuştuğu için seçim ve 2932 sayılı yasalara muhalefetten hakkında kamu davası açılan Saliha Şener'le ilgili dosya karara bağlandı.

Tutuksuz yargılanan Şener hakkında 1 nolu Asliye Ceza Mahkemesi'nce verilen kararda şöyle denildi:

"Geçen 20 Mart günü belediye önünde SHP'nin düzenlediği açık hava mitinginde sanık Saliha Şener'in de bir konuşma yaptığı, sanığın konuşmayı Türkçeden başka bir dille ve Türk devleti tarafından tanınmayan ve Kürtçe denilen bir lisanla yaptığı, böylece sanığın seçimin temel hükümlerine ve 2932 Sayılı Yasaya muhalefette bulunduğu, toplanan deliller ve sanığın ikrarıyla anlaşılmalıdır. Bu nedenle sanığın her iki

yasaya muhalefetten bir yıl hapis cezasına çarptırılmasına, 647 sayılı yasanın 4. maddesi gereğince bu cezanın toplam 2 milyon 845 bin lira para cezasına çevrilmesi-ne, sanığın ileride suç işlemekten çekineceğine dair mahkeme heyetine kanaat geldiğinden verilen bu para cezasının yine 647 sayılı kanunun bu kez altıncı maddesi gereğince ertelenmesine karar verildi."

Türkçe bilmediği için mahkemede çevirmen aracılığıyla ifade verdiğini Cumhuriyet'e, yine çevirmen aracılığıyla anlatan Saliha Şener, "Ben köylüyüm. Köyümüzde herkes Kürtçe konuşuyordu. 15 yaşında evlendirildim. Hiç okul yüzü görmedim. Başka hangi dille konuşayım? Mitingde Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay beni kolumdan tutarak kürsüye çıkardı. Türkçe bilmediğim için Kürtçe konuşmak zorunda kaldım. Verilen cezayı kabul etmiyorum. Beni idam etseler de Kürdüm. Bunu ne ben ne de devlet değiştirebilir. Bizler Türk bayrağı altında yaşayan Kürtleriz" dedi.

Şener'in avukatı Erdiñç Uzunoglu da karara Yargıtay'da itiraz ettiklerini ve "Kürtçe konuştuğu için yargılanan müvekkilim mahkemede bile tercüman aracılığıyla ifade verdi. Bu nedenle böyle bir kararın verilmesi çelişkili olmakla birlikte uluslararası sözleşmelere de aykırıdır. Kürtçe bir dildir. Sosyolojik olan bu gerçek inkâr edilemez" diye konuştu.

İHD Diyarbakır Şube Başkanı Mehmet Vural, Şener hakkında verilen kararın "anlaşılması zor ve çağdışı" olduğunu belirterek şunları söyledi:

"2932 sayılı yasa Kürt dilini yasaklamak için çıkarılmıştır. Demokratik toplumlarda dil ve kültürü yasaklamak şöyle dursun, aksine yeşertilmeye çalışılırken Türkçe bilmediği için bir kişinin yargılanması ve ertelenmiş olsa bile cezalandırılması çağdışıdır. Zorla ve bazı yasalarla dilleri yok etmek mümkün değildir. Kürtçe vardır, var olacaktır. Ana dille ifade özgürlüğünü İHD olarak her zaman destekliyoruz." *

Hürriyet 23. 11. 1989

Mitingde Kürtçe konuşan kadın, bir yıl ceza yedi

Faruk BALIKÇI
DIYARBAKIR, (hha)

YEREL seçimlerdeki açık hava mitinginde Kürtçe konuşma yapan Salih Şener, bir yıl hapis cezasına çarptırıldı.

60 yaşındaki Salih Şener, yerel seçimler sırasında SHP'nin düzenlediği belediye binası önündeki açık hava mitinginde, Kürtçe bir konuşma yaptı. Birinci Asliye Ceza Mahkemesi'ndeki davada, sanık Salih Şener'in devletin

kabul etmediği Kürtçe konuşması nedeniyle, yürürlükteki yasalara aykırı davrandığı bildirildi. Mahkeme, sanığın bir yıllık hapis cezasını iki milyon 845 bin lira para cezasına çevirdi, cezaı erteledi.

Sanık avukatı Erdiç Uzunoğlu ise, kararı temyiz ettiklerini söyledi, "Bu karar Anayasa, İnsan Hakları Evrensel Beyanname'si, Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'ne aykırıdır. Müvekkilim Kürtçeden başka bir dil bilmediği için, bu dille konuşmak zorunda kalmıştır" diye savunma yaptı.



"Ben Türkçe bilmiyorum ki"

Mahkumiyet kararına çok şaşırarak ve "Ben Türkçe bilmiyorum ki" diyen Salih Şener, geçtiğimiz yıl belediye önünde kendini yakmak isterken, çevreden yardıma gelenler tarafından kurtarılmıştı...

12 ilden istifa kararı

SHP'de G.Doğu bunalımı

SHP'de Kürt kökenli 7 milletvekilinin ihracıyla başlayan kriz derinleşiyor. İnönü ihraç edilenlerden Ahmet Türk ile görüştü. Abdullah Baştürk, Arif Sağ ve Cüneyt Canver bugün SHP'den istifa edeceklerini açıkladı. İlhami Binici de bugün SHP'den ayrılıyor.

ANKARA / DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — SHP'de 7 milletvekilinin ihracıyla başlayan çalkantı sürüyor. Abdullah Baştürk, Cüneyt Canver ve Arif Sağ'ın bugün bir basın toplantısı yaparak partiden istifa edecekleri açıklandı. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün partiden ihraç edilen 7 milletvekilinden Ahmet Türk ile yaptığı görüşmeden olumlu sonuç alamadığı, Türk'ün de Baykal'a

sert şekilde eleştirdiği öğrenildi. SHP MYK herkesi gerekli sorumluluğu ve duyarlılığı göstermeye çağırırken, küçük kurultayın da 10 aralık günü toplanması kararlaştırıldı. Bingöl Milletvekili İlhami Binici de bugün partiden istifa ediyor. Diyarbakır, Şanlıurfa, Mardin, Siirt, Muş, Erzincan Bitlis, Adıyaman, Bingöl, Ağrı, Van ve Hakkâri il başkanları partilerinden istifa ettiler. İl başkanlarının istifalarının bugünden geçer-

Cumhuriyet 23. 11. 1989

li olduğu bildirildi. Şanlıurfa'da bazı partililer ise parti binasına asılı tabelayı indirdiler ve parti bayrağı ile Erdal İnönü'nün posterlerini tahrip ettiler.

Dün sabah saat 10.00'da Cinnah Caddesi'ndeki özel bir büroda, Abdullah Baştürk, Cüneyt Canver, Tevfik Koçak, Arif Sağ, İlhami Binici, Mehmet Kahraman, Hüsnü Okçuoğlu, Veli Aksoy, Fehmi Işıklar, Kemal Anadol ve Rıza İlman toplandılar. İstifa kararının gündeme gelmesi üzerine İlman'ın toplantıyı terk ettiği öğrenildi.

Toplantıdan sonra, Baştürk, Cumhuriyet'in sorusu üzerine "Tek başımıza hareket etmiyoruz. İstifa kararını verirken, herkesin bağlantılı olduğu, danışacağı kişiler ve yerler var. Ben kendi kararımı verdim, bazı arkadaşlar örgütlere danışmak istiyor" dedi.

Ankara Milletvekili Arif Sağ ise "İstifalar olacak, ama peyderpey olacak. Finalde büyük kopma olur" diye konuşurken Sağ'ın, Çanakkale'deki geceye katılmadığı ve partiden istifa ettiğini söylediği öğrenildi. Canver de "İstifa edeceğiz yarın (bugün) açıklayacağız. Ancak yeni bir parti mi olur, başka bir siyasi güce destek mi çıkarız, her yönüyle değerlendirileceğiz" dedi. İstifa edecek milletvekilleri arasında ilk aşamada Mehmet Kahraman ve İlhami Binici'nin adları geçiyor.

SHP MYK da saat 16.00'da İnönü başkanlığında toplandı. Toplantıya, yurtdışına giden Genel Sekreter Deniz Baykal ile bir süredir toplantılarda bulunmayan Hakkâri Milletvekili Cumhur Keskin katılmadılar.

Toplantı süresince, il örgütlerindeki istifa heberlerinin resmi olarak İnönü'ye ulaşmadığı, ancak bazı milletvekillerinin istifası konusunda ise "haberler kesinlik kazanmadığı için, gelişmeleri görelim" görüşüne varıldığı öğrenildi. İnönü'nün il örgütlerinin istifasını öğrenmekle birlikte konuya ilişkin bir yorumda bulunmadığı bildirildi.

Toplantı bitmeden evine giden İnönü, partiden ihraç edilen 7 milletvekilinin "önde gelen ismi" Mardin Milletvekili Ahmet Türk ile görüştü. Kısa süren görüşmede, Türk'ün, İnönü'ye "İhraç kararı Baykal'ın işidir. Sizi de ypratmak ve genel başkan olmak istiyor. Sanki ihraç kararı sizden çıkmış gibi göstermek istiyor" dediği öğrenildi.

İnönü'nün de bunun üzerine "Öyle düşünüyorsanız, neden partiden kopuyorsunuz? Biraz beklemelisiniz. Ben de kesin ihraç beklemiyordum" yanıtını verdiği bildirildi. Türk'ün de bunun üzerine "Karar bize bağlı değil, Baştürk'ün kararı. Biz zaten ihraç edildik" diye konuştuğu alınan bilgiler arasında.

"Ortak tavır" almak üzere Diyarbakır İl Başkanı Burhan Seyhanogulları, Şanlıurfa İl Başkanı Feridun Yazar, Mardin İl Başkanı Ahmet Aday, Siirt İl Başkanı A. Mecit Hazer, Muş İl Başkanı Sıtkı Sakik, Erzincan İl Başkanı Ali Tutu adına yönetim kurulu üyesi Vahit Şanlı, Bitlis İl Başkanı Kenan Coşar, Adıyaman İl Başkanı adına İl Sekreteri Mahmut Kılıç ile Kâhta İlçe Başkanı Ramazan Saman'ın katıldığı bir toplantı yapıldı. SHP Diyarbakır İl Merkezi'nde dün saat 14.30'da başlayan toplantıdan sonra bir açıklama yapan Şanlıurfa İl Başkanı Feri-

dun Yazar, partili belediye ve il genel meclisi üyelerinin de uyacağına belirttiği istifa kararının gerekçesini, "SHP'nin demokratik ilkelere samimi ve inatçı davranmadığı, SHP yöneticilerinin insan haklarına sahip çıkmadığı, 7 milletvekilinin ihracı ve genel olarak izlediği politikayı demokrasiye indirilmiş bir darbe olarak kabul ettiğimiz için" diye açıkladı. Yazar, toplantı sonrasında telefonla görüştüğüleri Ağrı, Van ve Hakkâri il başkanlarının, partili belediye ve il genel meclisi üyelerinin de istifa kararına uyacaklarını bildirdi.

GÖZLEM

UĞUR MUMCU

Patlama...

Duyarlı konularda görüşlerin açık ve net biçimde ortaya konulması gerekir.

Paris'te Madam Mitterrand'ın düzenlediği Kürt Kongresi'ne katılan 7 SHP milletvekilinin Yüksek Disiplin Kurulu kararı ile partiden uzaklaştırılmaları üzerine SHP'den kopmalar başladı. Dün aralarında DİŞK Başkanı Baştürk'ün de bulunduğu altı milletvekili SHP'den ayrıldılar.

İstifa gerekçeleri, parti içi demokrasi ve SHP'nin izlediği siyaset ve tabii bu arada Kürt Kongresi'ne giden 7 SHP milletvekilinin partiden uzaklaştırılmaları.

Kürt sorunundan başlayalım:

SHP'nin Kürt sorunu konusunda belli bir siyaseti yoktur. Olayın can alıcı noktası da buradadır.

Bu siyaset "Böyle bir sorun tanımiyorum" biçiminde olabilir ya da bu siyaset "Böyle bir sorunu tanıyorum, çözümü de şudur" diye belirlenebilir.

Milletvekilleri de böyle bir parti siyasetine uyarlar.

Uymayan ayrılır, siyasetini başka partilerde sürdürür.

Kürt sorunu, "Amerikan" ya da "Fransız mandacılığı" anlayışı ile çözülmez. Sorun, "PKK terörü" ile de çözülmez. Terör bir insanlık suçudur.

Çözüm, siyasal partilerimizin ve demokratik kuruluşlarımızın tekelinde olmalıdır.

Sovyet destekli komünizm de olmaz, Amerikan ve Fransız mandacılığındaki Kürtçülük de!

Türkiye, ABD ve Fransız destekli Kürt ve Ermeni sorunları ile yeni bir Sevr'e doğru sürükleniyor. Kürt ve Ermeni sorunları, NATO patronu ABD tarafından gündeme getirilip destekleniyor.

Tıpkı Kurtuluş Savaşı öncesinde olduğu gibi!

Olayın gözler önündeki bu apaçık özelliğinin görülmesi büyük ve bağışlanmaz bir aymazlıktır.

SHP milletvekillerinin partiden izin almadan ve genel başkanının uyarısına karşın böyle bir toplantıya katılmaları elbette "disiplin suçu"dur. Tartışılması gereken konu, yalnızca verilen cezanın ağır olup olmadığıdır.

Bu disiplin suçu tartışması sırasında göz ardı edilmemesi gereken bir konu da ABD'nin Kürt siyasetinden beklediği siyasal çıkarlardır.

ABD, Ermeni ve Kürt sorunlarını aynı günlerde sahneliyor.

"ABD emperyalizmi"nden sık sık söz edip bu kez, ABD-Kürt sorununu destekleyince susmak, birtakım devrimcilerimiz için çok düşündürücü, dramatik ve ayrıca diyalektik bir görüntü sergilemektedir.

Cumhuriyet 24. 11. 1989

Olay, bu özelliği ile de çok yönlü ve çok boyutludur. SHP milletvekilleri niçin istifa ediyorlar?

İstifa çözüm değildir; çözümsüzlüğün zorladığı son çare olmalıdır. Bu koşullarda verilen istifa dilekçeleri yeni oluşumların habercisidir.

Dünkü istifalar, "Kürt sorunu"nu aşiyor, SHP'de parti içi demokrasinin işlemediğini de ortaya koyuyor.

Baykal yönetimi, bugüne kadar kaç il ve ilçe örgütünü feshetti? Bu örgütler niçin feshedildi? Cumhurbaşkanlığı seçimi izlenen siyaset, partinin hangi yetkili kurulu tarafından, nasıl belirlendi?

Bu sorular, ne acı ki SHP'nin henüz "partileşme sürecini" tamamlamadığını ortaya koyuyor...

Rene Muavad, Lübnan Cumhurbaşkanlığı koltuğundaki on yedinci gününde bombalı saldırı sonucunda öldürüldü.

1980 yılından bu yana dünyada öldürülen devlet başkanları sayısı Muavad ile birlikte altıya yükseldi; aynı dönemde öldürülen başbakan sayısı da 4.

Liberya Devlet Başkanı Tolbert, Nikaragua'nın devrik cumhurbaşkanı Somoza 1980 yılında; İran İslam Cumhuriyeti Devlet Başkanı Muhammed Ali Raci ile Mısır Devlet Başkanı Sedat 1981 yılında, Lübnan Cumhurbaşkanı Cemayel 1982 yılında öldürüldüler.

Aynı yıllarda İran Başbakanı Muhammed Jad Mariahor, Grenada'nın düşürülen başbakanı Bishop, Hindistan Başbakanı Gandhi ve İsveç Başbakanı Olof Palme de düzenlenen saldırılar sonucunda öldürüldüler.

Suikastlar, 1970 yılından bu yana artış göstermiş; 1950-60 arası devlet ve hükümet başkanlarına düzenlenen suikast sayısı 9, 1960-70 yılları arasında da devlet ve hükümet başkanlarına 9 suikast düzenlenmiş, 1970-80 arasında düzenlenen suikast sayısı rekor düzeyde: 15.

Türkiye bu açıdan pek yüzağartıcı değil; 1960'tan bu yana bir başbakan ve iki bakan idam edilmişler, bir eski başbakan suikast sonucu öldürülmüş. Üç başbakana da (İsmet İnönü, Ecevit ve Özal) suikast girişiminde bulunulmuş.

Bir terör dünyasında yaşıyoruz...

Cumhuriyet

24. 11. 1989

1 astsubay şehit

DİYARBAKIR (Cumhuriyet) — Hakkâri'nin Çukurca ilçesinin kırsal kesiminde güvenlik güçleriyle PKK militanları arasında çıkan çatışmada bir astsubay şehit oldu, iki PKK militanı da ölü olarak ele geçirildi. Mardin'de de PKK militanlarına yardım ve yataklık yaptığı bildirilen 28 kişinin de yakalandığı açıklandı.

Olağanüstü Hal Bölge Valili-

ği'nden yapılan açıklamaya göre, Hakkâri'nin Çukurca ilçesi Büyükanca Tepesi yöresinde arama ve operasyonlar yapan güvenlik güçlerine önceki gece bir grup PKK militanı tarafından ateş açıldı. Güvenlik güçlerinin de karşılık vermesi üzerine çıkan silahlı çatışmada, J. Astsb. Çvş. **Cevdet Şişman** şehit oldu, iki PKK militanı da silahları ile birlikte ölü olarak ele geçirildi.

İZMİR'den HİKMET ÇETİNKAYA

Kırlangıç Fırtınası

İZMİR — Kürt kökenli yedi milletvekilinin ihracıyla birlikte yeniden dalgalanmaya başladı SHP. Bu dalgalanma bize kalırsa durmayacak. Belki daha beş on milletvekili SHP'den istifa edecek. Doğu illerindeki il ve ilçe başkanlarının istifaları sürecektir.

SHP'nin bugün içinde bulunduğu kargaşa, Kürt kökenli milletvekillerinin izinsiz Paris'e gitmeleri değil, parti içindeki yetersiz kadroların yönetimde bulunmasıdır. Özellikle genel merkez yöneticileri çağın gerisinde ve sosyal demokrat politikaların bir hayli dışındadırlar. İşleri güçleri, "takım oyunu" kurmak olan bu yöneticiler, eğer kendileriyle birlikte politika yapanlar "Kürt" ve "Alevi" ise bir sakınca yoktur. Böyle olunca da SHP'de parti disiplini, örgüt saygınlığı rafa kaldırılmakta, partide herkes bildiğini okumaktadır.

SHP'li yöneticiler şimdi bir yıl önceden başlayıp bugüne dek gelişen olaylara, parti içindeki hizip savaşına, yerel yönetimlerde olup bitenlere, önseçim yitiren kimi belediye başkan adaylarının seçilen belediye başkanlarına karşı gazetelerde giriştikleri karalama kampanyalarına bakmalıdırlar.

Yedi Kürt kökenli milletvekili Paris'teki konferansa katıldıkları için partiden ihraç edilirken, sırtlarını genel merkeze yaslayan kimi yerel yöneticilerin dozunu kaçıran eleştirilerine kulak vermemelidirler. Bu kişilerin hepsi parti suçu işledikleri gibi, kendi çıkarları doğrultusunda SHP'yi sonu gelmeyecek bir maceraya doğru sürüklemektedirler.

Şimdi doğru oturup doğru konuşmanın tam sırasıdır. Yediler içinde yer alan Mardin Milletvekili Ahmet Türk, Paris'e gitmeden önce Genel Sekreter Deniz Baykal'la baş başa oturup görüşmüş müdür?

Evet, Türk ile Baykal tam üç buçuk saat bir görüşme yapmışlardır. Türkiye'deki Güneydoğu sorunu, Kürt sorununa Amerika ve Sovyetler'in bakış açısı, Avrupa'daki son gelişmeler bu görüşmenin ana hatlarını oluş-

turmuştur. Görüşme sonunda Ahmet Türk, Baykal'a "Paris'e gitmeyeceklerini" bildirmiştir. Ama yedi milletvekili söz vermelerine karşın Paris'teki Kürt Konferansı'na katılmışlardır.

Siyasi partiler tüzük, program ve disiplin çerçevesi içinde gelişirler, büyürler. Siyasi partilerde kişiler tek başlarına ayrı bir parti değildirler ve başlarına buyruk eylem biçimine girmeleri söz konusu olamaz.

SHP lideri İnönü, yedilerin ihracına üzülmediğini belirtiyor. Ancak "parti disiplininin de" gerekli olduğuna inanıyor. İnönü bu konuda haklıdır. Çünkü SHP'de CHP'den devraldığı "parti içi" disiplin, genel merkez yönetiminin "hizipçi" ve "dar kadrocu" anlayışıyla geçerliliğini yitirmiştir. Genel merkez

6 milletvekilinin arkasından belki daha beş on milletvekili de gelebilir. Halkın umudu olan milletvekilleri, ileride başka bir arayışa da girebilirler. Bu kaçış SHP'yi iktidar yürüyüşünde geciktirebilir, belki de hızlandırabilir.

yönetimi kendi yandaşlarına "Kürt" ya da "Alevi" kimliklerinden ötürü sıcak bakarken, muhalif olanlara en ağır cezaları uygulama yöntemini çalıştırmaktadır.

Bir örnek:

Konak olağanüstü ilçe kongresi bugün (dün) yapılacaktır. Parti meclisi üyesi Mahmut Türkmenoğlu aday çıkaramadı. Genel merkez yanlısı Türkmenoğlu, baktı ki seçimi yitirecek, kongreyi erteletti. Bu kez muhalefet kanadı 8. Asliye Hukuk Mahkemesi'ne başvurdu. Mahkeme, genel merkezün erteleme kararını durdurdu. Kongrenin bugün (dün) saat 13.00'te yapılmasına karar verdi.

Arkasında 7 milyon oy bulunan halkın umudu olmuş bir partide böyle küçük oyun-

lara, hizipçiliğe prim veren merkez yönetim daha ne kadar ayakta durabilir?

Diyeceksiniz ki SHP içindeki "muhalefet" tutarlı mı, doğru dürüst politika üretebiliyor mu?

Elbette hayır! Onların da kendi aralarında ki çelişkileri, dünyaya bakış açıları çok farklı. Aralarında kavga dövüş eksik olmuyor. Üç beşe bölünüp önseçim hesabı yapmaktan gerçek kimliklerine bir türlü kavuşamıyorlar.

SHP'de kırlangıç fırtınası dinmez! Ama kurtuluş da SHP'den istifa edip ayrılmak değildir...

Abdulah Baştürk, Cüneyt Canver, Fehmi Işıklar, Arif Sağ, Mehmet Kahraman ve İlhama Binici dün SHP'den istifa ettiler. Açıklamalarında SHP yönetimini, "hizipçi, dar grupçu, entrikacı ve diktacı" olarak suçladılar. SHP'nin dışa dönük politikasını "ufuksuz, tutarsız, teslimiyetçi, demokrasiye inançsız" olarak nitelendirdiler.

Altı milletvekilinin arkasından belki daha beş on milletvekili de gelebilir. Halkın umudu olan bu sosyal demokrat milletvekilleri ileride başka bir arayışa girebilirler. Bu kaçış, SHP'yi iktidar yürüyüşünde geciktirebilir, belki de hızlandırabilir.

SHP'de bugüne dek eksik olan "sevgi ve beraberlik"ti. Kendi ailesini sevmeyen bir birey, toplumun öteki bireylerini sevmeyiz.

Asıl olan eksiklik budur SHP'de...

Mardin Milletvekili Ahmet Türk'e gelince; önce Baykal'la üç buçuk saat konuşup "gitmem" diyor, sonra da kalkıp Paris'te Kürt Konferansı'na katılıyor. Gidecek bir insan genel sekreterle konuşmaz, "gitmiyorum" demez. Her şeyi göze alır ve gider. Politikacılar "demokrasiden" korkarlarsa, günde 2.5 milyon gazete okuyan 50 milyon nüfuslu Türkiye'de insanlar niye "demokrasiden" korkmasınlar?

Niye?

6 milletvekili SHP'den istifa etti

● Abdullah Baştürk, Cüneyt Canver, Mehmet Kahraman, Fehmi İpekler, Arif Sağ ve İlhami Binici partilerinden ayrıldıklarını açıkladılar. Arif Sağ şimdilik birer ikişer istifa edeceklerini, söyledi.

ANKARA. (Hürriyet)

SH P'li 6 milletvekili partiden istifa etti. İstanbul milletvekili Abdullah Baştürk, Adana milletvekili Cüneyt Canver, Diyarbakır milletvekili Mehmet Kahraman, Bursa milletvekili Fehmi İpekler, Ankara milletvekili Arif Sağ ve Bingöl milletvekili İlhami Binici, TBMM'de düzenledikleri basın toplantısıyla SHP'den istifa ettiklerini açıkladılar.

6 milletvekilinin istifasıyla SHP'nin Parlamento'daki üye sayısı 85'e düştü. Böylece bağımsız üye sayısı 21'e yükseldi. Parlamento'da halen ANAP'ın 283, DYP'nin de 57 milletvekili var. 4 üyelik de boş bulunuyor.

İSTİFA ÖNCESİ GELİŞMELER

Sol kanat milletvekilleri İnönü ve parti yöneticileriyle

görüşüp ihraç edilen milletvekillerinin MYK tarafından affının sözkonusu olmadığını öğrendikten sonra dün İstanbul milletvekili İsmail Hakkı Önal'ın bürosunda biraraya geldiler. Toplantıya Fehmi İpekler (Bursa), Hüsnü Okcuoğlu (İstanbul), Kemal Anadol, Veli Aksoy (İzmir), Cüneyt Canver (Adana), Ali Uyar (Hatay), Arif Sağ (Ankara) ve Abdullah Baştürk (İstanbul), katıldılar. İhraç edilen milletvekilleri toplantıda bulunmadı. Toplantıya katılan diğer iki milletvekilinin ismi tespit edilemedi. Toplantıda artık SHP'de kalmanın anlamsız olduğu belirtilerek, Ge-

nel Başkan Erdal İnönü'yle Genel Sekreter Deniz Baykal suçlandı.

BAŞKA KİMLER İSTİFA EDEBİLİR?

Toplantıya katılanların çoğu istifa kararının uzatılmadan açıklanmasını isterken, TBMM'de grup kuracak sayının sağlanması üzerinde durdular. Bazı milletvekilleri toplanmayı savunurken, bazıları da istifalar konusunda SHP'ye darbe vurulması ve istifaların gündemde tutulması için birer ikişer istifa edilmesini önerdiler. Bu konunun bugün yapılacak toplantıda karara bağlanması kabul edildi. Toplantıda, toplantıya katılmayan, ancak kendilerini destekleyecek ve son aşamada istifa edebilecek milletvekilleri üzerinde de duruldu ve bu milletvekillerinin şunlar olabileceği belirtildi.

Mehmet Kahraman (Diyarbakır), Mustafa Kul (Erzincan), Sedat Doğan Orhan Veli Yıldırım, Kamer Genç (Tunceli)

Toplantı konusunda kısa bilgi veren Baştürk, kararın bu gün açıklanacağını belirterek, "Bekleyin görün, gelişmeler sürecektir, istifa noktasına gelindi" dedi. Arif Sağ ise, istifaların birer ikişer olacağını, finalde ise toplu bir kopma planladıklarını söyledi. Sağ, örgütlerden de çok sayıda istifanın başlayacağını açıkladı.

Genel merkez yanlıları ise, istifa sayısının bir kaç kişiyi geçmeyeceği görüşünde olduklarını belirttiler.

MYK BİLDİRİSİ

Bazı milletvekillerinin istifalarının kesinlik kazanması ve il örgütlerinde başlayan istifalar üzerine, Genel Başkan İnönü, dün akşam MYK'yı olağanüstü toplayarak durumu görüştü. Yurtdışında bulunan Genel Sekreter Deniz Baykal, toplantıya katılmadı. Toplantı sonunda yayımlanan bildiriye, partiden ihraç edilen milletvekillerine ilişkin karar için, "Bu karar, hiçbir gerekçe ve biçimde halkımızın bir kesimi aleyhine görülemez, yorumlanamaz ve istismar edilemez. SHP, anadili, dini inançları, ırkı ve cinsiyeti ne olursa olsun, tüm yuttaslarımızın eşit biçimde, temel hak ve özgürlüklerden yararlanmasından yanadır" denildi. Toplantıda küçük kurtulayın da 10 Aralık tarihinde toplanmasına karar verildi.



SHP'den istifa eden il yöneticileri

Paris'teki Kürt toplantısına katıldıkları için SHP'den ihraç edilen 7 milletvekili olayı, partide büyük tepkilere yol açtı. 10 milletvekilinin istifa kararı alınmasından sonra, Güneydoğu'daki 12 örgütün yöneticisi de dün Diyarbakır'da biraraya gelip, istifa etti.

Doğulu 12 il başkanı istifa etti

Diyarbakır (hha)

YEDİ milletvekilinin SHP'den ihraçı, partinin Doğu ve Güneydoğu teşkilatını karıştırdı. Dün Diyarbakır'da ortak bir toplantı yapan 15 il örgütü başkanından 12'sinin istifa ettiği açıklandı. SHP'nin demokrat ilkelerde samimi ve inanca davranmadığı belirtilen toplantıdan sonra yapılan ortak açıklamada, şöyle denildi:

"SHP yöneticileri, insan haklarına saygılı olmadı. Yedi milletvekilinin ihraçı ve izlediği politika, demokrasiye indirilmiş bir darbedir. Biz Türkiye'yi onlardan daha çok seviyoruz. Birlikte yaşamamızın yollarını aradık. Ancak, bütün yollar kapandı."

İstifa kararı alanların Diyarbakır İl Başkanı Burhan Seyhanlıoğlu, Mardin İl Başkanı Ahmet Aday, Şanlıurfa İl Bas-

kanı Feridun Yazar, Bingöl İl Başkanı Ali Tutu, Bitlis İl Başkanı Kenan Coşar, Siirt İl Başkanı Abdülmecit Ezer olduğu. Adıyaman'ı temsil eden il genel sekreteri Mahmut Kılıç'ın da aynı görüş ve kararı paylaştığı bildirildi. İstifa kararına Elazığ, Gaziantep ve Tunceli il örgütlerinin şimdilik katılmadıkları açıklanırken, SHP'li Belediye başkanlarının da parti yönetimine tepki amacıyla istifa kararı aldıkları, bunu kısa süre sonra açıklayacakları ifade edildi. İl örgütleriyle birlikte bütün ilçe örgütlerinin de Diyarbakır'da alınan istifa kararını kabul ettikleri kaydedildi. İstifa kararı alan 12 il başkanının, kararlarını genel merkeze aktardıkları ve parti ile ilişkilerinin kesilmesini istedikleri açıklandı.

Kürt lider Celal Talabani: Şehir gerillası ile vuracağız

İngiliz The Independent gazetesine demeç veren Talabani, askeri ve sivil hedeflere yöneleceklerini söyledi.

Dış Haberler Servisi — Irak'ta yönetime karşı mücadele eden Peşmergelerin hükümet hedeflerine karşı şehir gerillası savaşı aç-

cakları bildirildi. "The Independent" gazetesinin haberine göre "Kürdistan Yurtsever Birliği" lideri Celal Talabani, saldırıların askeri hedefler, devlet şirketleri, petrol rafinerileri, ekonomik tesisler, köprüler, askeri okullar ve eğitim merkezlerini hedef alacağını belirtti.

Talabani The Independent'e verdiği demeçte, bu stratejinin, merkezi hükümete karşı yeni bir savaş ilanı anlamına geldiğini söyledi. Talabani ancak Peşmergelerin sivil hedeflere saldırmayacağını ve mücadeleyi Irak'ın sınırları dışına yaymak niyetinde olmadığını kaydetti. Talabani şöyle dedi: "Şehir gerillası savaşını Arap kentlerine taşımak istiyoruz. Ama eminim ki sorumlu Kürt gerillası hiçbir zaman terörizme ba-

vurmayacaklardır. Irak dışında eylem yapmaya karşıyız. Bu tür eylemler terörizm olur, Kürtlere leke düşürür ve Saddam Hüseyin'in işine yarar."

Talabani, Peşmergelerin yeni şehir gerillası stratejisinin, kısmen Bağdat'ın kırsal bölgeleri boşaltma politikasından kaynaklandığını söyledi.

Körfez Savaşı'nın 1988'de sona ermesinin ardından Irak ordusu Kürt gerillalara yönelmişti. Kürt gerillalarla ailelerine karşı kimyasal silah kullanılmış ve onbinlerce Kürt, Türkiye'ye sığınmıştı.

Talabani, bu politika sonucu kuzey bölgesinin büyük bölümünün şimdi boş arazi halinde olduğunu söyledi.

Milliyet 25. 11. 1989

BUGÜN

SHP'DE İHRAÇ VE İSTİFA

SHP Disiplin Kurulu 7 milletvekilini partiden ihraç etmişti. 6 milletvekili de, bu kararı neden göstererek istifa etti. Böylece partinin içinde ve etrafında bir bunalım havası esmeye başladı.

Disiplin Kurulu'nun ihraç kararlarıyla, bu istifalara ayrı ayrı bakmak gerekir.

İhraç edilen milletvekillerinin yaptığı şuydu: Paris'te, dünyadaki Kürtlerin sorunlarıyla ilgili bir uluslararası toplantıya davet edilmişler. Genel Merkez kendilerine "gitmeyin" demiş. Ama gitmişler.

İhraç kararını eleştirenlerden bazıları, meseleyi, SHP'nin Kürt konusuna bakış açısında görüyor. O bakış açısını yanlış, yetersiz veya karmaşık buluyor.

Bizce de, ana muhalefet partisinin konuyu kendi yetkili organlarında enine - boyuna görüşüp tartışması ve somut bir "parti görüşü"ne bağlaması gereklidir. Gerçi Genel Başkan başta olmak üzere, parti yetkililerince bu konuda da, belirtilen bazı görüşler vardır. Fakat bunların hiçbiri, SHP'nin bu sorun karşısındaki tutumunu açık bir şekilde belirtmeye yeterli değildir. Öyle olunca da parti üyeleri, o alandaki davranışlarını, kendi kişisel yorumlarına göre belirleyebilmek gibi bir alışkanlığa kapılmışlardır.

Fakat "7'ler" olayında, kişisel yoruma hiç müsaait olmayan bir durum vardır. Genel Başkan Erdal İnönü de dahil, partinin yetkili mercileri, onlara, söz konusu toplantıya gitmemeleri gerektiğini resmen bildirmiştir. "7'ler" oraya, buna rağmen gitmiştir.

O bildiririm, doğrudur, yanlıştır, ayrı mesele.. Yanlışsa ona itiraz etmenin, düzeltilmesini istemenin yolları vardır. Konu Parti Grubu'nda tartışılabilir. Parti Meclisi'ne getirilebilir.. Sonuç alınmazsa kurultay gündemine sokulabilir. Ya da olağanüstü kurultay toplanması

istenebilir. Partili milletvekillerinin yapabileceği şeyler budur. "Ben yetkili merciin aldığı kararı dinlemem" deyip, "Gitme!" denilen yere gitmek değildir.

Parti içi demokrasi.. Elbette.. Ama onun kurultaya kadar giden yolları, işte, belli.. O yolların dışına çıkılarak, her isteyen her aklına eseni yapmasına, "parti içi demokrasi" denilmez. "Parti içi kargaşa" denilir. Ve bir parti, öyle bir kargaşa içinde uzun süre yaşama-ya tahammül edemez.. Eğer ederse, ona seçmen tahammül etmez.

Verilen kesin ihraç kararları, işlenen parti suçuna göre ağır mıydı, değil miydi? Bu konu, elbette tartışılabilir. Zaten Disiplin Kurulu'ndan çıkan karar da 4'e karşı 5 oyla alınmıştır. Durumda soğukkanlılıkla bakılsa, bir süre geçtikten sonra belki yeniden gözden geçirilebilir.

Ama hayır.. İhraç edilenlerin nispeten daha dikkatli tutumuna rağmen, bu defa, parti içinden başka bir grup çıkmıştır.. Dün istifalarını veren 6 milletvekili.. Ortaya çıkan soruna sağlıklı bir çözüm yolu aramak için parti içinde çaba gösterecek yerde, kendilerini parti dışına atmayı marifet saymışlardır.. Yayınladıkları toplu istifa gerekçesinde de, daha düne kadar üyesi oldukları kuruluşun yönetimine ağır suçlamalarla, hücum etmişlerdir..

Oysa, beğenmedikleri o yönetimin düzelmesini ya da değişmesini sağlama imkânı, parti üyesi olarak kendi ellerindeydi. Tabii, çaba isterdi.. Parti içinde, parti tüzüğü çerçevesinde, ciddi bir mücadele isterdi. Ama partilerine, programına inanarak girmiş olan kimsele- rin görevi de o çabayı, o mücadele azmini göstermekti, eğer eleştirileri sadece yönetime karşı ise..

Bu toplu istifa hareketiyle neye hizmet etmektedirler?.. Kamuoyuna, iktidar partisinin bunalımlarını unutturup, bir "ana muhalefet bunalımı" sergilemekten başka?.. Ülkenin, rejimle ilgili bir sürü sorununu, daha da büyütme-ten başka?.. Kendilerini seçen kitleleri yeni bir umutsuzluk havasına sürüklemekten başka?..

Sorgulamadaki oduncunun evine ölüm haberi geldi

● Mardin'in Cizre İlçesi'ndeki evinden alınarak Siirt'in Şırnak İlçesi'ne sorgulanmaya götürülen 50 yaşındaki Mehmet Özdemir adlı oduncunun, ailesine, henüz bilinmeyen bir nedenle öldüğü bildirildi...

ŞIRNAK (Sürü) (hha)

MARDİN'in Cizre İlçesi'nde bir hafta önce gözaltına alınan 50 yaşındaki Mehmet Özdemir adlı oduncunun, sorgulandığı Şırnak'ta olduğu bildirildi. Cesedin teslim edildiği Şırnak Belediye Başkanlığı, cenazeyi gömdükten sonra Özdemir ailesine haber gönderdi. Eşi Fatma Özdemir, Şırnak Savcılığı'na başvurdu. Ölüm nedeninin belirlenmesi için mezarın açılmasını istedi.

HABERSİZ GÖMÜLDÜ

Silopi'nin Uçağaç Köyü'nden bir süre önce ailesiyle birlikte geç ederek Cizre'ye yerleşen Mehmet Özdemir, 16 Kasım gecesi gözaltına alındı. Eşinin nereye götürüldüğünü öğrenemeyen Fatma Özdemir'e, Salı günü Şırnak Belediye Başkanlığı'ndan telefonla, "Kocanız öldü. Güvenlik güçleri bize teslim etti, biz de defnettik" yolunda bilgi verildi. Fatma Özdemir Şırnak'a geldi ve savcılığa başvurdu. Öz-

Hürriyet 26. 11. 1989

demir, eşinin gözaltına alınmadan önce herhangi bir hastalığının bulunmadığını bildirdi, şunları söyledi:

"Gözaltında ölen eşim için otopsi yapıldı mı? Otopsi yapıldıysa, bir surretinin tarafıma gönderilmesini istiyorum. Yine otopsi yapıldıysa, ölüm nedeni ne olarak belirlendi? Otopsi nedeni şüpheli

ölüm olarak belirtilmişse, Cumhuriyet Savcılığı'nız tarafından güvenlik görevlileri hakkında bir soruşturma açıldı mı? "

SİLOPI'DE ÖLDÜRÜLENLER

Öte yandan bir süre önce Mardin'in Silopi İlçesi'ne bağlı Derebaşı köyü yakınlarında güvenlik kuvvetleri tarafından PKK militanı ol-

dukları gerekçesiyle öldürülen 9 kişiyle ilgili tartışmalar sürüyor. İtirafçı bir eski PKK'lı, öldürülen 9 kişi arasında yer alan ve masum köylü oldukları one sürülen altı kişiden Üzeyir Erzik, Abbas Çiğdem, Raşit Eren ve Sadem Beyan'ın masumi köylü değil, "Örgüt mensuplarına yardım ve yataklık eden, lojistik destek sağlayan ve örgüte kuryelik yapan örgüt elemanları" olduğunu söyledi.

Hürriyet 25. 11. 1989

İstifalar şok yarattı...

SHP toz duman



Yönetimi ağır şekilde suçladılar

Parti yönetimini suçlayarak dün istifalarını açıklayan SHP milletvekilleri, basın toplantısından sonra topluca gazetecilere poz verdiler. (Soldan sağa) Bursa Milletvekili Fehmi Işıklar, Ankara Milletvekili Arif Sağ, Adana Milletvekili Cüneyt Canver, İstanbul Milletvekili Abdullah Baştürk, Diyarbakır Milletvekili Mehmet Kahraman, Bingöl Milletvekili İlhami Binici...

- Paris'teki Kürt Konferansı'na izinsiz giden 7 milletvekilinin SHP'den ihracını protesto etmek için istifa eden 6 milletvekili, yönetimi 'bölücülük ve diktacılıkla' suçladı...
- İstifalardan sonra ortanın toz duman olduğu SHP'de, diğer gruplar da harekete geçti. İstanbul Milletvekili İsmail Cem, Parti Meclisi üyesi Ertuğrul Günay ve Genel Sekreter Yardımcısı Cevdet Selvi, Olağanüstü Kurultay için imza toplamaya başladılar...
- İstanbul Milletvekili Abdullah Baştürk, "SHP, bugün geldiği nokta itibarıyla ilerici potansiyeli kucaklayıp halka umut ve güven vermekte, ülkemizde demokratik rejimi gerçekleştirme inanç ve doğrultusundan hızla uzaklaşmaktadır" dedi...

Ermin KOÇ / ANKARA, (Hurriyet)

PARIS'teki Kürt toplantısına izinsiz katıldıkları için 7 milletvekilinin SHP'den ihraç edilmesinden sonra, 6 milletvekilinin partiden istifa etmesi çok yarattı. İstifaların açıklanması sırasında, partiden ayrılmalarını devam edeceği şaretinin verilmesiyle, SHP'de ciddi bir kargaşa başladı.

Önderliğini kapatılan DISK'in Genel Başkanı ve SHP milletvekili Abdullah Baştürk'ün yaptığı grupta yer alan milletvekillerinden Fehmi İşıklar, Mehmet Kahraman, Arif Sağ, Cüneyt Canver, İlhani Bıncı, parti yönetimine yönelttikleri ağır suçlamaları istifa ettiriler. 6 milletvekili istifa dilekçelerinde, parti yönetimini "Bölücü, entrikacı ve diktacı" olarak adlandırdılar ve SHP'nin, "Hizip sultası altında" olduğunu iddia ettiler.

İstifalardan sonra ortalkın tozdumanı olduğu SHP'de diğer guruplar da harekete geçti. İsmail Cem, Parti Meclisi Üyesi Ertuğrul Günay ve Genel Sekreter Yardımcısı Cevdet Selvi, Genel Başkan Erdal İnönü'nün olağanüstü kurultayı toplaması için harekete geçtiler. Grup Başkanvekili Hasan Fehmi Güneş ise yanlış kararların düzeltilebileceğini söyledi.

İSTİFALAR AÇIKLANIYOR...

İhraç edilen İstanbul Milletvekili İsmail Hakkı Önal'ın bürosunda dün sabah toplanan 6 milletvekili, burada İnönü'ye verilme üzere istifa dilekçelerini hazırladılar. Daha sonra, kararlarını TBMM'de düzenledikleri basın toplantısında açıkladılar. İstifacıların önderliğini yapan Abdullah Baştürk, 6 milletvekilinin ortak hazırladığı istifa dilekçesini okudu. "Bizler, 12 Eylül militarizminin değişik biçimlerde de olsa hüsrına uğramış ve hoyratça ezilmeye çalışılmış sol hareket ile sınıf ve kitle sendikacılığının mensupları olarak sosyal demokrat saflarda siyasal savaşa katıldık" diye başlayan dilekçede, parti yönetimi suçlanarak şöyle denildi:

"Açıkça itiraf etmeliyiz ki, bugün geldiği nokta itibarıyla SHP, toplumdaki ilerici potansiyeli kuçaklayıp, halka umut ve güven vermekte, ülkemizde demokratik rejimi gerçekleştirme inancını ve doğrultusundan hızla uzaklaşmaktadır. Bugünkü SHP yönetimi, halkın ve ülkenin sorunlarıyla değil, parti içi muhalefete didişmeyi şiar edinmiş bir hizip sultası altındadır. Bu hizip, parti yönetimi bakımından dar gurupçu, bölücü, entrikacı ve diktacıdır. Dışa yönelik parti politikası bakımından ise ufuksuz,

tutarsız, teslimiyetçi ve demokrasiye inancsızdır. Bugün SHP'nin yönetimini de eline geçirmiş olan hizip, sosyal demokrat hareketi doğal ilke doğrultusundan saptırmak, onu, emekçi halk kitlesinin değil de, halka tepeden bakan ve kökü Osmanlı Padişahlarına kadar uzayan 'Şeçkinci aydınların' güdümüne yeniden sokmak ve 1980 öncesinde filizlenen çağdaş sosyal demokrat anlayışı kökünden kazıyarak, militarizm ve sermaye ile barış yapmak sevdiğindedir. SHP'yi yeniden bir 'Devlet Partisi' konumuna getirmenin yolları aranmaktadır. Militarizmin ve sermayenin beğenisini kazanmak her şeyin üstünde tutulmaktadır. SHP yönetimi artık işkence, devlet terörü ve diğer insanlık dışı uygulamalara karşı savaşı gün demden kaldırmıştır."

KÜRTCÜLÜK KONUSU

Parti yönetiminin, ihraç edilen milletvekillerini sorumsuz bir biçimde suçladığı ve ırkçı yasaklamaları haklı çıkarıncasına, kesin ihraç kararı vermesinin bir çılgınlık olduğu belirtilen dilekçede, Kürtçülük konusunda şöyle denildi:

"Kürt sorununun tartışıldığı bir toplantıya izleyici olarak katıldı diye milletvekillerini partiden ihraç eden bir zihniyet, ülkemizde artık nesli tükenen bir ırkçılığın yeniden hortlatılması demektir. Kürt sorununun doğru biçimde tartışılabilmesi ve ulusal birliğimizin demokratik bir yaklaşım ile güçlendirilebilmesi için bu hortlak ve gerçek bölücü zihniyetin ebediyen gömülmesi gerekir"

İstifa dilekçesinde, sık sık sol siyasal birlikten söz edilerek şöyle denildi:

"İktidar olabilmek, sol siyasal partilerin ve toplumsal muhalefetin en azından ilk yapacak seçim için siyasal eylemde ve sendikalarda güçbirliği içinde olmalarına bağlıdır. Ülkedeki siyasal oyların tamamı yüzde 40 civarındadır. İlk seçimde baraj yüzde 5'e inmektedir. SHP-DSP ve sosyalistlerin ayrı ayrı seçimle katılmaları bu oranı yüzde 35'e indirecek, bu da üç ayrı partiye dağıldığından SHP ve DSP'nin Meclis'deki sandalye sayısı 1/3'ü dahi bulamayacaktır. Genel Başkan, Genel Sekreter ve Yürütme Kurulu solda böyle bir tekleşmeyi ve güçbirliği istemeleri cepçecilikle suçlarken, iktidar olmaksızın ve toplumsal sorunların çözümünden korkulduğu ve iktidar için değil, siyasal ihtiraslarını ufalımsı bir SHP'de tatmin etmekten öte bir düşünceye sahip olmadıkları, 12 Eylül askeri darbesinin getirdiği politik,

ekonomik ve sosyal düzenin yerine demokrasiyi yeniden ve tüm kurum ve kurallarıyla inşa etmek üzere kurulup, örgütlenen SHP'yi amandından saptırmışlardır."

Basın toplantısında, bir gazetecinin, "Lideriniz var mı? Partilileşme hazırlığı var mı?" sorusuna Baştürk, "Bu istifa safhasıdır. Eşitler safhasıdır. Bu safhadan sonra bir siyasal hareketin içine girildiğinde, lider de, kadrolar da belirlenir. Bu, solda güçbirliği hareketidir. Biz, ülkede sosyal demokrat sol hareketin birliğini savunuyoruz" cevabını verdi. Baştürk, istifaların sürecini de açıkladı.

OLAĞANÜSTÜ KURULTAY İSTEĞİ

İstifaların açıklanmasından sonra harekete geçen İstanbul Milletvekili İsmail Cem, Parti Meclisi Üyesi Ertuğrul Günay ve Genel Sekreter Yardımcılarından Cevdet Selvi, İnönü'den seçimli olağanüstü kurultay toplamasını istemek için hazırlığa başladı.

BELEDİYE BAŞKANLARI DA İSTİFA EDECEK

Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki 12 ilde, SHP örgütünün istifasını açıklamasından sonra, SHP'li belediye başkanlarının da istifa hazırlığı yaptıkları belirlendi.

İSTİFALAR DEVAM EDECEK

SHP Genel Başkanı İnönü, istifaları bu aşamada kabul etmek istemediğini belirtip, milletvekillerini düşünmeye davet ederken, istifaların hafta başından itibaren süreceği öğrenildi. Pazartesi günü İzmir Milletvekili Kemal Anadol, İstanbul Milletvekili Hüsnü Okcuoğlu ve Hatay Milletvekili Ali Uyar'ın istifa edeceği öğrenildi. Ankara Milletvekili Tevfik Koçak ise perşembe günü istifa edeceğini açıkladı.

DISK'İN PARMAĞI

Bu arada, söz konusu istifalarda, 12 Eylül'den sonra kapatılan Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu'nun (DISK) rol oynadığı öğrenildi. DISK'in eski Genel Başkanı Abdullah Baştürk, Genel Sekreteri Fehmi İşıklar, Yürütme Kurulu üyesi İsmail Hakkı Önal ve diğer konfederasyon yöneticileriyle şube başkanlarının görüş alışverişinde bulunduktan sonra, SHP'den çekilme kararı verdikleri ve istifaları başlattıkları belirtildi. Bu nedenle, eski DISK'çilerden Ankara Milletvekili Ömer Çiftçi'nin de önümüzdeki günlerde istifa kervanına katılacağı ifade edildi.

● SHP lideri, düzenlediği basın toplantısında sınırlı bir ifadeyle, "Ulusal sorunlara kişisel yaklaşmaz. Bu durum bizi aşırıyor. Partide herkesi birlik ve bütünlüğe çağırıyorum" diye konuştu.



İnönü: "Bu ulusal bir sorundur"

ANKARA, (Hurriyet)

PARIS'te düzenlenen Kürt toplantısına katıldıkları için 7 milletvekilinin partiden ihraç edilmesi kararını protesto eden altı milletvekilinin istifası, Genel Başkan Erdal İnönü'yü çok kızdırdı. İstifalardan sonra bir basın toplantısı düzenleyen İnönü, "Mesele hepimizi aşırıyor. Mesele ulusal sorundur" dedi.

Ülkede bir iktidar boşluğu bulunduğu, 26 Mart seçimlerinde de SHP'nin birinci parti olmasından sonra, bazı milletvekilleri ve vatandaşların daha iktidara gelmeden, iktidar olmuş gibi sorunların çözümünü anamuhalefet partisinden beklediklerini belirten İnönü, bu istekleri haklı bulunduğunu, ancak iktidara gelmeden bunları yapma olanacağı bulunmadığını

söyledi. Bu durumun çeşitli olaylarda vesile edilerek, SHP'nin etkisiz olduğu havasının yayıldığını belirten İnönü, sürekli olarak, "niçin bu sorunları çözümüyorsunuz?" diye eleştirdiklerini söyledi.

İnönü, parti içi çekişmelerin çözüm yerinin kongreler olduğunu ifade ederek, şöyle dedi:

"Parti içi çekişmelerin çözüleceğini söyledim. Bugüne kadar böyle oldu, bundan sonra da böyle olacaktır. Yapmaları gereken şey özellikle şudur; parti içi çekişmeleri, yönetim değişikliği isteklerini, taktik değişikliği isteklerini, bu ülkenin ulusal sorunlarıyla karıştırmamalıdır. Bu eleştirileri kabul etmiyorum. Yönetimi eleştiriyorlar ama, bunları ülkenin temel sorun-

larına yaklaşımımız yanlış diye göstermek, işte bu yanlış. Bunu kabul etmem. Vatandaşlarımıza partinin temel politikasının yanlış olduğunu izlenimini vermeye de, partide bir anarşi havası olduğunu göstermeye de kimsenin hakkı yoktur. Oyle birşey de yoktur zaten. Çekişmeyi kurultaya bırakıp, şimdi yapacağımız şey, parti bütünlüğünü korumaktır. Milletvekillerimize, il örgütlerimize bunu söylüyorum. Bugün sorunları çözümüyorsunuz diye üzülmemize, birbirimize girmemize hiç gerek yoktur."

1987 seçimlerinde 99 milletvekili çıkartan SHP'nin, sekiz milletvekilinin ihraç ve altı milletvekilinin istifası sonucu TBMM'deki sandalye sayısı 85'e indi.

İZMİR'den

HİKMET ÇETİNKAYA

Bölünüyor mu?

İZMİR — SHP'de bir kongreyi muhalefet grubu kazandıği zaman ne olur?

Bu sorunun yanıtı açık ve seçik öyledir:

— Genel Merkez bir süre bekler ve seçimi kazanan muhalefet grubunu görevden alır. Yerine de kendi yandaşlarını atar.

— Sonra ne olur?

— Bir süre geçici yönetim kurulu görevde kalır. Ardından yeniden kongreye gidilir.

— Bu kez de muhalefet grubu kongreyi alırsa?

— O zaman da görevden alınır.

Partileşme sürecini tamamlamayan SHP'de dalgalanma süreci, bir süre. Bir kurultay, ardından bir kurultay daha. Belki iki kurultay sonra SHP siyasal parti kimliğine kavuşacaktır. Böylece parti içi dengeler siyasetin gereği biçiminde oluşacaktır.

Kürt kökenli yedi milletvekilinin ihracı ve ardından altı milletvekilinin istifası ilk bakışta "parti bölünüyor" görüntüsünü verebilir. Ancak SHP'den istifa eden altı milletvekilinden bir tanesinin

ilginç bir kişiliği vardır. Milletvekili mazbatasını aldığı için tutulanmaktan kurtulan Türk Arap Bankası'ndan yönetim kurulu başkanlığı yaptığı şirketine milyonlarca lira kredi alan ve bunu bugüne dek ödemediği için de, faiziyle birlikte 1 milyar liraya yakın borcu olan bu "yürekli milletvekili" beş arkadaşıyla birlikte çektiği fotoğrafta pek hüznünlü görünüyordu.

Abdullah Baştürk, Fehmi Işıklar, Arif Sağ, Cüneyt Canver ve Mehmet Kahraman'ın, Türk Arap Bankası'ndan aldığı 250 milyon lirayı hâlâ ödemediği için, ANAP'lı dostlarıyla sıkı ilişkileri olan altıncı kişiyle "kader birliği" yapımları biraz şanssızlık olmuştur.

SHP'de bundan sonraki gelişmelerin tepeden aşağıya doğru inen çizgide yeni dalgalanmalara da gebe olacağı sanılıyor.

Önce üye kayıt yenilenmesi gündeme gelecek. Genel Merkez bir genelgeyle tüm örgüte duyuru yapacak. İki fotoğraf ve ikametgâh kağıdı ile bireysel başvuru esas alınacak.

SHP'de yeniden yapılanma hem iyi hem de kötü sonuçlar çıkarabilir. Genel merkez yanlısı yerel yönetimler "kendi adamlarını" üye yapma eylemine girerse, SHP'den yeni kopmalar doğal karşılanmalıdır. Bu sayı, bir anda 20-30 milletvekiline ulaşır, örgütte çözümler başlar.

Abdullah Baştürk ve Fehmi Işıklar'ın SHP'den kopmalarının emekçi yığınların üzerinde çok etkisi yarattığını da bu arada belirtmekte yarar var. SHP üyesi çok sayıda emekçi, DİSK'in iki temsilcisinin ayrılmalarını üzüntüyle karşıladılar. Onlar da "Artık bize de bu partide yer yok" görüşüyle beklemeye başladılar.

Baştürk ve Işıklar'ın SHP'deki sıkıntılarını bilmeyen yoktu. Genel merkez kadrosu, iki sendeda liderini partiden dışlamak ve koparmak için elinden geleni yapmıştı. Onları yol ayrımına getiren nedenler, SODEP'in HP ile birleşmesinden sonra başlamış, son aşamada örgüt feshlerine dek uzanmıştı.

SHP'de tüm bu gelişmeler olurken, İnönü ne diyor:

— Giden gider...

Ardından da ekliyor İnönü:

— Çekişmeyi kurultaya bırakmakta yarar görüyorum. İktidara yürüyen bir partide birlik ve beraberlik olması gerekir...

İyi de şu kongre iptalleri niye? Bir geceyarısı Genel Sekreter Yardımcısı Erol Çevikçe faksla kongre iptal ediyor. Muhalefet kongreyi mahkemeye götürüyor. Mahkeme, "kongre yapılacak" kararı veriyor. Kongre yapılıyor ve genel merkez seçimi yitiriyor.

Göreceksiniz en geç on beş gün sonra seçim kazanan yönetim görevden alınacak.

Asıl nedeni ise şu olacak el-

bet:

— Üye yazımlarında yönetim-de adamlarımız olmalı...

O zaman doğal olarak bu partiden kopmalar başlayacaktır.

— DSP'nin oy yüzdesi artıyor mu, artmıyor mu?

Artıyor. SHP üst yönetiminin hizipçilik anlayışı, DSP'nin ekmeğine yağ sürüyor. Bu arada ANAP'ın da işine yarıyor.

Trabzon, Artvin, Samsun, Gümüşhane ve Giresun il başkanları SHP içindeki gelişmeleri sarınırız yanlış değerlendiriyorlar. Beş Karadeniz ilinde SHP'nin salt üç milletvekili bulunuyor. İl başkanlarının son olaylara yaklaşımları da "ANAP gözüğüyle". Şöyle diyorlar:

— Genel başkan etrafında kellenmiş siyasal gücü kırmaya, ne dış mihrakların ne de tahriklere kapılanların gücü yitmeyecektir.

Şimdi sormak gerekir:

— Siz SHP'yi nereye ve hangi siyasal çizgiye çekmek istiyorsunuz?

Demek ki SHP'de "dış tahrikler ve odaklar" bulunuyor. 12 Eylülcülerin üslubuyla bildiri yayımlayan ba sosyal demokrat il başkanlarına birileri çıkıp "Ne yapıyorsunuz" diyecekler mi?

Yoksa onlara alkış tutup destekleyecekler mi?

İzleyeceğiz bakalım ne yapacaklar?

Cumhuriyet 25. 11. 1989

Dokunulmazlık

DGM savcısı 7'ler için bakanlığa başvurdu

ANKARA (ANKA) — Ankara DGM Savcılığı, Paris'te düzenlenen Kürt konferansına katılan yedi milletvekilinin dokunulmazlığının kaldırılması istemini Adalet Bakanlığı'na gönderdi.

SHP'den ihraç edilen yedi milletvekili hakkında Ankara DGM Savcılığı da "Bölücülük propagandası yapıldığı" ve "Yurtdışın-

da devletin itibarını zedeleyici davranışlarda buldukları" gerekçesiyle soruşturma açmıştı. Soruşturma çerçevesinde, DGM savcılığı milletvekillerinin ifadesini alabilmek için dokunulmazlığın kaldırılmasını istedi. Bu yönde hazırlanan fezleke Adalet Bakanlığı'na gönderildi.

Milletvekili oldukları için dokunulmazlıkları bulunan Ahmet Türk, Mahmut Ahnak, Mehmet Ali Eren, Salih Sümer, Kenan Sönmez, Adnan Ekmen ve İsmail Hakkı Önal'ın, savcılıkta ifade verebilmeleri ve yargılanabilmeleri için TBMM'nin dokunulmazlıklarının kaldırılması kararı alınması gerekiyor. TBMM bu yönde bir karar almazsa, dosya TBMM üyelikleri sona erene kadar bekleyecek.

KÜRTÇÜLÜK ÇİĞLİKLARI ATANLARA

SOKAK

SOKAK 26 KASIM 1989



İşkence yaş
tanımıyor. Ahmet
Şimşek 66
yaşında, ama
iştenceden
geçmiş

KÜRT MANZARALARI

Yıllarca kenarından kıyısından idare edilen Kürt sorunu sonunda iktidara yürüyen SHP'yi parçalayacak kadar günlük siyasete girdi. Doğu ve Güneydoğu'da yaşayanları dertleriyle, başlarındaki belalarla size sık sık aktardık. Ama bu kez de Sokak'ın bazı sayfalarını onların gözüyle çıkaralım dedik. İşte Türkiye'nin öte yakasından sokak manzaraları. Arkada başkaları da var

Iki küçük çocuk, tam dört yıldır Diyarbakır'ın sokaklarında yapayalnız yaşıyor, babasız, annesiz ve evsiz. Büyüğü 13'ünde, adı Veysi. Küçüğü Ramazan henüz 10 yaşında. Tam dört koca yıldan beri anne-baba görmemişler. İkisinin de gözlerinde, çevrelerine korku, kin ve nefret okunuyor. Ancak saldırgan değiller. Çevrelerine de çok saygılılar. Elleri ve ayakları, yaşadıkları ortam ve koşulların etkisiyle normalden fazla gelişmiş. Güçlü ve nasırlı. Kaşları sürekli çatık. Tımaqları uzayıp öne doğru eğilmiş. Sanki bir vahşi hayvanın pençeleri gibi. Her tarafı sökül-müş, yırtık elbiselerinden kir ve yağ akıyor.

Küçüğü her şeyden habersiz. Veysi ise olan biteni hatırlıyor.

"Önce annemiz bizi terk etti" diye başlıyor ve 5-6 yıl öncesine dönüyor. "Diyarbakır'ın yakınındaki Batrik Köyü'nde yaşıyorduk. Bağ bahçemiz yoktu. Babam Mahmut inşaatlarda işçi olarak çalışıyordu. Çok parasızdı. Askerden dönmüştü, çok sevinmiştik, o gün annemle tartıştılar, gece de devam etti tartışma. Sonra yattık. Annem ayrılmak istediğini söylüyordu, yoksa kendini öldürecekmiş. Neden anlayamadım. Sabah uyandığımızda yoktu. Babam çok aradı onu ama bulamadı."

HER GÜN DAYAK

Sonrası mı... Baba kısa süre sonra ikinci evliliğini yapıyor. Evini köyden Diyarbakır'a taşıyor. Üvey anneye anlaşamıyor çocuklar. Her gün kavga, her gün dayak. Üvey ana diretince babaları iki küçüğü sokağa

terk etmiş ve evini değiştirerek izini kaybetmiş.

Bir süre Ulucami yakınındaki bir sabahçı kahvesinde yatıp kalkmışlar. Sonra da Diyarbakır surlarına yerleşmişler. Ve Ofis semtindeki merdiven altlarına taşınmışlar. Veysi konuşuyor: "Tam dört yıldır değişik semtlerde yaşadık. Her defasında bir mahalle bize sahip çıktı. Son bir yıldır İskenderpaşa Mahallesi'ndeki Önen Sokak'ta kalıyoruz. Bazen merdiven altlarında, bazen çatılarda, bazen mahalledeki yıkık Namık Kemal İlkokulu'nun harabelerinde. Mahallenin fırını ekmeğimizi, bakkalı Kemal Abi de katığımızı veriyor. Bazen teyzeler sıcak yemek gönderir. En çok kışın korkuyoruz. Ben kendimi düşünmüyorum. Küçüğüm Ramazan çok üşüyor. Ona etraftan topladığım çalı çırпыyı yakıyorum."

42 yaşındaki köylü Mehmet Ertük, "PKK'ya yardım ve yataklık" suçundan gı-zaltına alındıktan 3 gün sonra "kendini kayadan atarak" öldü. Ertük'ün cenazesini ailesine teslim etmeyen Özel Tim, onu Şırnak'taki belediye gömütlüğüne gömdü.

"Kocamı işkenceyle öldürdüler. Önce öldürdüler, sonra da götürüp kayalardan aşağı attılar..." Fatma Ertük adlı 6 çocuk annesi kadın, kocası Mehmet'in başına gelenleri hiçkırıklarla anlatmaya çalışıyor.

16 Kasım 1989 gecesi Silopi İlçesi Üçağaç Köyü'ndeki evlerini basan Özel Tim tarafından götürülen kocası Mehmet Ertük'ün, aradan üç gün geçtikten sonra "kendini kayadan atarak öldü" açıklamalı akibetini öğrenir öğrenmez Şırnak'a geliyor Fatma Ertük. 22 Kasım günü Şırnak Cumhuriyet Savcılığı'na bir dilekçe ile başvuruda bulunup kocasının işkence ile öldürüldüğünü savlayarak, otopsi yapılmasını talep ediyor. Cenazesi bile ailesine teslim edilmeyen Mehmet Ertük'ün iki karısı ve dokuz da çocuğu var. Hepsinin gözünü çevirdiği Şırnak savcılığının kovuşturma açıp açmayacağı ise belli değil...

İŞKENCE YAŞ TANIMİYOR

Aşırıların silahı Kürt sömürsü.

(Güngör Mengi-Sabah)

SHP geç de olsa kendi adının ve örgütünün "Bölücü" amaçlar taşıdığı izlenimi veren bir akımın aracı olarak kullanılmasına karşı çıktı.

(Oktay Ekşi-Hürriyet)

SHP'nin bölücüye attığı tokat. SHP Paris Kürt konferansına iştirak eden yedi milletvekilini partiden ihraç etti. SHP yönetimini cesur kararından dolayı kutlarız.

(Gürbüz Azak-Türkiye)

GÜNAY ASLAN
MEHMET
SÜZER
AGİT İRGEN

Tercüman 27. 11. 1989

Diyarbakır'da İnönü'nün afişleri yakıldı

Paris'teki "Kürt Konferansı"na katıldıkları için 7 milletvekilinin partiden ihraç edilmesini protesto eden SHP Diyarbakır İl Başkanı **Burhan Seyhanlıoğlu**, "İl, ilçe teşkilatları, il genel ve belediye meclis üyeleri istifaya çağırıldı. Şimdi sıra üyelerin istifasında" dedi. İstifaların açıklandığı sırada, partililer il binasının duvarlarındaki **Erdal İnönü'nün** afişlerini söküp aşağı attılar. Yöneticiler, parti önünde toplanan çocuklara da İnönü afişlerini yakmalarını istediler. Partililerin yardımı ile İnönü afişlerini yakan çocuklar, daha sonra iyi yanması için de küçük parçalara ayırıldılar. Yöneticiler daha sonra il ve ilçe teşkilatlarının tabelalarını siyaha boyadılar.

(Fotoğraf: A.A.)



İnönü: Cumhuriyet 27. 11. 1989

Kürt ayrımı yapmayız

İç Politika Servisi — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, partisinin Güneydoğu politikası ile ilgili görüşünün net ve açık bir şekilde programda yer aldığını belirterek "Programa, Kürt sorununu koymak, vatandaşlarımızı kökenlerine göre ayırmak, onları bir başka insan diye göstermek olur. Onun için böyle bir bölüm koymuyoruz, ben koymam" dedi.

İnönü, 141, 142, 163. maddelerin kaldırılması gerektiği görüşünü de yineledi. Son günlerde, camilerden çıkan vatandaşların, "hükümetin de özendirilmesiyle" türbanı bahane ederek gösteriler yaptığını vurgulayan İnönü, "Din adamlarının, Türkiye'de Müslümanlığın laik bir düzen içinde yaşadığını, vatandaşlara anlatması gerektiğini" söyledi.

Milletvekillerinin ihraçı konusunda, disiplin kurulundan "beklenmedik" üzücü bir sonuç çıktığını kaydeden İnönü, istifalarla ilgili olarak da, "İstifalar bizi çok üzdü, tam ayrıldılar mı, onu da bilmiyorum. Ancak, 'parti yönetimini beğenmiyorum' diye ayrılmanın mantığını da anlamı-

yorum. Yok, eğer başka parti kurmak için ayrılmışlarsa, ona da saygı duyarım" dedi.

SHP İstanbul örgütü tarafından düzenlenen 2. İl Danışma Kurultayı dün İstanbul'da toplandı. Danışma Kurultayı'na, Genel Başkan Erdal İnönü'nün yanı sıra Genel Sekreter Yardımcıları, **Tufan Doğu**, **Nail Gürman**, SHP Grup Başkanvekili **Hasan Fehmi Güneş**, PM üyeleri **Ayla Akbal**, **Mehmet Moğultay**, **Ahmet İsvan** ile milletvekilleri, **Anakent Belediye Başkanı Nurettin Sözen**, ilçe belediye başkanları ile 700'e yakın partili delege katıldı.

Saygı duruşu ile başlayan Danışma Kurultayı'nda konuşmak üzere kürsüye gelen Genel Başkan İnönü'ye bazı partililer "istifa" diye bağırma çağıştı. Ancak, sayıları üç ya da dört olan bu kişiler görevlilerce dışarı çıkarıldı. Bu arada, genel yönetime yönelik eleştirileri yanıtlayan Genel Sekreter Yardımcısı **Nail Gürman**, delegelerin çoğunluğu tarafından uzun süre protesto edildi. Bazı üyeler, Gürman'ın konuştuğu kürsüye doğru yürüdüler. İl Baş-

kamı **Ercan Karakaş** ile diğer partililerin araya girmesi ile durum yatıştırıldı.

SHP'nin Güneydoğu politikasının "yeteri kadar açık olmadığı" yolunda eleştiriler bulunduğu dikkat çeken SHP lideri İnönü, "Bu konudaki politikamız net ve açıktır" dedi. İnönü, anlattıklarının, SHP programında bulunan konular olduğunu da belirterek "Biz kültürel kökenleri değişik diye insanları ayırmayız. Ayırma görüntüsü, ayırma özentsisi de yapmayız, yapmamalıyız. Onun için programımızda Kürt sorunu yoktur diye bizi eleştirmek yanlıştır. Kürtçe konuşan insanlar var, ben Kürdüm diyen insanlar var. Bu, bir gerçek. Öyleyse niçin Kürt sorununu programa koymuyorsunuz diye sorabilirsiniz. Ama şu da bir gerçek ki kültürel kökenleri ne olursa olsun, insanlarımızı biz birlikte yaşatmaya çalışıyoruz. Sen susun, sen busun, sen Kürtün, sen Arap kökenlisin diye, bunu programımıza geçirmek kimin yararına olur? Kimsenin yararına değildir" diye konuştu.

Bu köken farklılıklarının, iç politikada oy almak için kullanılabilmesine dikkat çeken İnönü, bunun demokrasilerde normal karşılanabileceğini söyledi. "Ancak bir parti programında böyle bir ayrımı ortaya çıkarmak sorunu çözmez, tam tersine sorunu daha büyük boyutlara götürür" diye konuşan Erdal İnönü, bu konudaki görüşlerini şöyle açıkladı:

"Türkiye'nin resmi ve eğitim dili Türkçedir. Çağdaş uygarlık dilimiz Türkçedir. Devletin herkese Türkçe öğretmesi temel görevidir. Ama bu herkesin anadili Türkçedir demek değildir. Onun için böyle yapay çözümler peşinde değiliz. Gerçeği söylüyoruz, ama o gerçeğe dayanan halkımızı bütünlük içinde, demokrasi içinde yaşatacak bir düzeni de özlüyoruz. Onun için programımıza, Kürt sorunu diye bir bölüm koymuyoruz. Ben koymam. Çünkü bu yanlıştır. Vatandaşlarımızı kökenlerine göre ayırmak, ister Diyarbakır'da, ister İstanbul'da otursunlar, onları bir başka insan diye göstermek olur. Niçin toplum içinde, çoğunluktan ayrı bir insan gibi ister bu arka-

daşlarımız, böyle şey istediklerini sanmıyorum. Bu politika için yapılabılır, istismar edilebilir, arkadaşlarımız alınmasın, o anlamda söylemiyorum, ama bu yanlış başlamıştır. Böyle şey sosyal demokrasilerde olmaz. Türkiye Cumhuriyeti'nin yapısında böyle bir şey yoktur. Böyle bir yol bizi, daha mutlu yaşatmaz."

İnönü, konuşmasında milletvekillerinin istifasından sonra yaptığı açıklamada, "ayrımı olmayı kabul etmiyoruz" şeklindeki konuşmasının basında, yanlış yer aldığına dikkati çekerek "Ben genel görüşümü söylüyordum. Ancak ertesi günkü gazetelerde 'İnönü ayrılanlara ayrılıkçı dedi' diye haber çıktı. Ben öyle bir şey söylemedim" dedi.

İnsanların, kendi ana dillerini rahatça konuşabilmesi ve bunun suç sayılmaması için gerekli çalışmaları yaptıklarını anlatan İnönü, Kürt sorunu konusunda daha fazlasını isteyenlerin bulunduğunu da vurgulayarak "Dünyanın çeşitli yerlerinde var, başka ülkelerde var. Türkiye'de federasyon, halinde özerk bölgeler olmalı" diyorlar. Bunu kabul etmiyoruz. Türkiye Cumhuriyeti'nin yapısı, Kurtuluş Savaşı'ndan, Lozan Antlaşması'ndan beri ortaya çıkan yapısı üniter bir devlet yapısıdır. Üniter devlet, bütüncü devlette, federatif sistem yoktur." diye konuştu.

7 milletvekilinin disiplin kuralı kararı ile ihraç edilmesine de değinen İnönü, Paris'teki Kürt toplantısına giden milletvekillerinin disiplin suçları işlediklerini belirterek, ihraç edilmelerine ilişkin görüşünü şöyle açıkladı:

"Türkiye'de yaşayan insanların, kültürel kökenlerini araştırmak için yurtdışına gitme zorunluluğunu hiçbir şekilde anlamıyorum. Bunları niçin burada araştırmayalım. Bu toplantı, kültürel yapı içerisinde bir siyasal toplantı idi. Toplantının böyle olduğunu fark edince, arkadaşlarıma gitmeyin dedim. Daha önce ise benim de davetli olduğum bu toplantıya birkaç milletvekilimiz de katılsa ve görüşlerimizi bildirse istedim. Ancak gördüm ki mesele bizim görüşlerimizi anlatma ortamında çıkacak, oradaki görüşleri tasvip şeklini alacak. Onun için gitmemi istemedim."

Hakkâri'nin Yükkökova ilçesinde PKK'nın 21 yurttaşı katletmesini şiddetle kınayan SHP Genel Başkanı İnönü, "Bu vahşete hâlâ son veremeyen hükümeti, yetkilileri de aynı şiddetle kınıyorum" dedi.

Kısa bir süre sonra Hakkâri'ye giderek vatandaşlara, "başsağlığı" dileyceğini de belirten İnönü, daha sonra şöyle konuştu:

"Güneydoğu'da yaşayan vatandaşlarımızın içinde bulunduğu iç-

ler acısı sorunlar hâlâ çözülememiştir. Ülkemizin birinci sorunu olmaktan devam etmektedir. Bu sorunun TBMM'de en açık şekilde tartışılmasını istedik. Buna hâlâ cevap verilmedi. Oradaki vatandaşlarımız, en büyük tedirginlik ve huzursuzluk içinde. Can güvenlikleri yok. Bu olaylar ne zaman duracak belli değil."

Bölgede sürekli sorgulama, baskı ve tedirgin etme hali bulunduğunu belirten Erdal İnönü, bu olayların sona ermesi için orada bulunan güvenlik güçlerinin halkla birlikte olması gerektiğini vurguladı.

Katılımı ve heyecanıyla bir "kurultay" havasında geçen toplantıda açık konuşmasını yapan İl Başkanı Karakaş, partinin derin bir bunalım yaşadığını, "maksadını aşan" cezalarla ihraç edilen milletvekillerinden sonra ortaya çıkan istifaların çok üzücü olduğunu söyledi. Karakaş, SHP'nin bazı sıkıntılar içinde olması karşısında bazı çevrelerin sevinmeye kalkmamalarını da belirterek, "Biz, bütün bu engelleri aşabilecek gücteyiz" dedi. Karakaş, çözümler olarak, olağanüstü kurultayın en kısa zamanda toplanmasını önerdi.

Daha sonra söz alan Büyükşehir Belediye Başkanı Nurettin Sözen de, SHP'nin daha önce karşılaştığı sorunlarda olduğu gi-

bi, demokratik ve serinkanlı bir tutumla bu sorunu da aşacağını söyledi. Sözen, 7 milletvekilinin partiden ihracının, kesinlikle Doğru halkına karşı bir davranış olmadığını, bunun da en kısa zamanda anlaşılacağını belirtti.

SHP PM üyesi Mehmet Moğoltay ise, partinin, Güneydoğu ve Kürt sorunu ile ilgili bir programı yoksa, konferansa katılanların yargılanamayacağını savundu. Moğoltay, "Genel Başkanım yanlış anlamasın, beni affetsin, ama genel başkanlık, üstelik sosyal demokrat partilerde genel başkanlık ciddiyet isteyen, sorumluluk isteyen bir iştir" biçiminde konuştu. Partiden istifalardan da değinen, Moğoltay, kendisinin istifa etmeyeceğini belirterek, Genel Başkanın partililere sahip çıkmasını istedi.

Eleştirileri yanıtlamak üzere protestolar arasında kürsüye gelen Genel Sekreter Yardımcısı Nâil Gürman ise görevden almalar konusunun, Baykaldan çok, Sağlar döneminde yaşandığını söyledi. Tasfiyecilik yönündeki eleştirilerin doğru olmadığını savunan Gürman, hiçbir politikanın MYK, PM ve grupta görüşülmeden belirlenmediğini, bu gibi eleştirilerin haksızlık olduğunu kaydetti.

İstanbul Milletvekili İsmail Cem de, partinin, belli sıkıntıları aşacak güctü olduğunu bildirdi. Partide ideoloji eksikliği olduğu görüşünü yineleyen Cem, olağanüstü kurultayı Genel Başkanı İnönü'nün toplantıya çağırması gerektiğini vurguladı.

Cumhuriyet

27. 11. 1989

İZLENİMLER

Kürtçe şarkılar

FÜSUN ÖZBİLGEN

SHP İstanbul İl Başkanlığı'nca düzenlenen Dayanışma Kurultayı, parti içindeki son gelişmeler üzerine son anda biraz kuşku yaratmıştı:

— Acaba bu kurultayı biraz ertelesek mi? Bir provokasyon olur da şu kritik aşamada konu başka yönere çekilebilir mi?

Provokasyon korkusunun çok da önemli olmadığı görüldü. İnönü sözlerine başlarken "yuh" çekmeye çalışan iki kişi salonun tepkisi ile eylemlerini başlatmadan bitirdiler.

Konuşmayı pek sevmeyen Erdal İnönü'nün bu kez o kadar çok söyleyeceği söz vardı ki. Bazılarının notlarından kısa keserek özellikle ve uzun uzun Güneydoğu politikasını anlattı. İnönü anlatırken satır başlarını şöyle numaraladı:

1- Türkiye'de yaşayan insanların içinde Türk veya Kürt veya başka kökenli olanlar vardır. Bu insanların kökenlerini, dillerini, inkâr etmeyiz. Kürtçe de konuşabilirler, şarkı da söyleyebilirler.

2- SHP programına ayrı bir Kürt konusu sokmayız. Çünkü in-

şanlarımızın bir kısmını "Kürt kökenli" olarak ayırırsak onlara haksızlık etmiş oluruz. Onları kökenlerinden dolayı ayrıma tabi tutmuş oluruz.

3- Resmi dil Türkçedir, ama insanların anadili ile konuşmasını engelleyen, şarkı söylemesini engelleyen yasalara karşı çıkarız.

4- Özerklik isteyenlere, federasyon isteyenlere kesinlikle karşı çıkarız. Türkiye üniter bir devlettir, bunun dışında bir yapıyı asla kabul etmeyiz.

5- İnsan hakları sorunu üniter

devlet yapısı içinde de çözüldü. Mesele insanlara eşit hak vermektedir. Nitekim Batı'da pek çok ülkede farklı dil konuşan insanlar, aynı üniter devlet yapısı içinde yaşıyorlar ve insan hakları korunabiliyor.

SHP'nin Güneydoğu hakkındaki politikaları İnönü için gayet net ve açık olarak bunlardı. Bu netliği de şöyle vurguladı:

"Politikalarımız açıktır. İster-seniz parti meclisinde de konuşsunuz. Konuşmaktan bir şey çıkmaz..."

İnönü dünyadaki bir yaklaşımdan söz etti. "Kürt sorununu" tüm dünyadaki Kürtleri bir araya getirmek şeklinde algılayan bir yaklaşımın ülkemiz çıkarları açısından kabul edilemeyeceğine dikkat çekerek, Paris'teki konferansın bir kültür enstitüsü tarafından düzenlenmekle birlikte siyasi kişileri davet ederek siyasi bir boyut kazandığını vurguladı. İhraç edilen 7'leri şöyle tanımladı:

"Yanlış anlaşılmasın, onlar bölücüdür diyemem, ancak yanlış izlenim verdiler. Hem bu nitelikte bir konferansa gittiler hem de konuşmadılar ve bizim bu politikalarımızı anlatmadılar."

Sonra ihraç edilen 7 milletvekilini çok sevdiğini de belirterek şu mesajı verdi:

"Ancak arkadaşlık başka, parti bağı başkadır. O arkadaşları severim, ama parti politikasından da taviz vermem. Duygusal tepkiler farklıdır, kararlar düşünülerek alınmalıdır. Arkadaş bağı mı, yoksa parti bağı mı önemlidir, böyle zamanlarda ortaya çıkar."

"Demokrasi için erken seçim" sloganı ile toplanan Dayanışma Kurultayı böylece SHP'nin Güneydoğu politikasının İnönü tarafından örgüte anlatıldığı bir konferans niteliğine büründü. Daha sonra konuşan SHP'nin genel başkan adaylarından İsmail Cem de "SHP'nin Güneydoğu politikası doğrudur" diye bir vurgulama yaptıktan sonra meselâye sıfıfşal parti tahlii getirdi:

"O bölgede feodal düzeni yıkarşak ne ırkçılık kalır ne de bölücülük..."

Güneydoğu konusunda İnönü ve Cem ile aynı görüşü paylaşan delegeler bu konuşmaları alkışladılar. Diğerleri ise ÖTİM'in kulislerine dağılıp konuşmaya başladılar:

"Genel başkan bize de bir hak tanıdı: Şarkı söyleyebiliriz..."

Cumhuriyet 27. 11. 1989

GÜNLERİN KÖPÜĞÜ

AHMET TAN

Madama Ulaşabilmek

ANKARA — Fransa'nın Ankara Büyükelçisi Eric Rouleau, "Biliyor musun" dedi, "Bulgarların Türkleri sınır dışı ettiğini söylüyoruz, Madam Mitterrand ne sormuştu?"

ABD Büyükelçisi Morton Abramowitz'ın ikâmetgâhında yemekteyiz.

Mr. Abramowitz, Rouleau'nun sorusuna dudak büküyor, "Bilmem" anlamına.

Mösyö Rouleau, Ankara Belediye Başkanı Murat Karayalçın'a dönüyor. Gülerek aynı soruyu yineliyor.

Karayalçın da "Bilmem ki" diye boynunu büküyor.

Fransa Büyükelçisi, ısrar ediyor:

"Tahmin edin bakalım."

Karayalçın, "Madam herhalde Türkler de Kürtlere zulüm ediyor, dedi" diye yanıtıyor.

Rouleau:

"Hayır.. Başka."

Karayalçın, biraz daha zorluyor:

"Türkiye de zatafi insan haklarına aldırıyor mu?" dedi.

Rouleau, baklayı daha fazla saklamak istemiyor. Kıs kıs gülerrek Madam'ın yanıtını açıklıyor:

"Madam ne dedi biliyor musunuz? Dedi ki Bulgaristan'da Türk var mı?"

Ortak bir kahkaha krizi yaşanıyor.

★

PKK vahşetinden acaba Madam Mitterrand'ın haberi oldu mu? Eğer, dün ajans dinlemeyi kaçırmış, pazar rehaverinden kurtulup gazetelere de (eğer yazdırsa) göz atmamış ise pek sevdiği Kürt kadınlarıyla çocuklarından 19'unun boğazlandığını bilemeyecek.

Fransa Büyükelçisi, o akşam gayet ölçülü, nazik ve dostane konuştu:

"Sorularınızı kimseye anlatamıyorsunuz. Avrupa'da küçük bir lobiniz yok. Kürtler Avrupa'da destek buluyorlar. Çünkü adamları var, destekleyenleri var. Herkesle konuşuyorlar, davalarını anlatıyorlar. Siz ise hiçbir çalıma yapmıyorsunuz."

Konuşmadan acı bir gerçek ortaya çıkıyor. Madam Mitterrand'ı üst üste Kürt heyetleri ziyaret ederken Bulgaristan'dan kovulan bir tek kişi gidip sorunu Madam'a anlatmıyor.

★

Denilebilir ki Madam kim oluyor?

Bunu diyemeyiz. Madam'a çok, hem de çok aldırık. Kızgınlıktan neredeyse yatağa düşüyorduk.

Bulgar zulmü Madam'a anlatılmadığı gibi başka ilgili yetkililer çörelere de anlatıldığı kuşkulu. Bu konuda yalnızca Dışişleri Bakanlığı'nın resmi görev olarak bilinen başvuruları var. Oysa ki Batı'da asıl kamuoyu resmi temaslardan dışarıda oluşuyor, oluşturuluyor. Madam'a kızgınlığımız bu yüzden. Bu gerçeğin biz de farkındayız.

Çünkü Madam'ın hiçbir resmi görevi ve işlevi yok. Ama Batı'da kamuoyları üzerinde büyük etkisi olduğu da kuşkusuz. Fransa'da insan hakları ile ilgili girişimlerin başını çekiyor. Belki sayıları 40'ı 50'yi bulan çeşitli azınlıkların sorunlarını gündeme getiriyor. Kürtler de bunlardan biri. Madam'ın Kürtlere arka çıkması, Kürtlerin ve onları destekleyenlerin kendisini yeterince etkilemesinden kaynaklanıyor.

Madam'ın Bulgaristan konusundaki bilgisizliği, "cehaletinden" çok Türkiye'nin ihmalden, lobicilikteki sefaletinden...

Türkiye, Bulgar zulmünü yansıtamadığı gibi, korkarız PKK vahşetini de anlatamayacak.

Hürriyet 28. 11. 1989

Köy basıp 21 kişiyi acımasızca öldüren

PKK katilleri Irak'a kaçtılar

● PKK'lı hainler, önceki gece Hakkari'nin Yüksekova İlçesi'ne bağlı İkiyaka Köyü'ndeki savunmasız iki eve otomatik silah ve bombalarla saldırıp 13 çocuk, 6 kadın ve 2 erkeği öldürmüşlerdi...

PKK eşkiyası tarafından baskına uğrayarak 13'ü çocuk, altısı kadın toplam 21 kişinin öldürüldüğü Hakkari'nin Yüksekova İlçesi'ne bağlı Irak sınırına 500 metre mesafedeki İkiyaka Köyü'ne binbir güçle dün saat 16.00'da ulaşıldı. Teroristlerin ise Irak'a kaçtıkları açıklandı.

Yüksekova Cumhuriyet Savcısı Hamdi Sarmaşık, bir doktor ve adliye personelinden oluşan ekip, dün saat 16.00'da, PKK katliamının işlendiği Hakkari'ye bağlı Yüksekova İlçesi'nin İkiyaka Köyü'ne ulaştılar. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, kötü hava şartları dolayısıyla 24 saatte köye ulaşabilen ekip, incelemelerine başladı. Açıklamada, ayrıca teroristlerin olaydan sonra 500 metre ilerdeki Irak topraklarına kaçtıklarının belirlendiği bildirildi.

AÇIKLAMA

Bazı solcu yazarların, "Karıncı ezmez" şeklinde göstermeye çalıştıkları Apo'nun vahşi PKK kasapları tarafından katliamın gerçekleştirildiği İkiyaka Köyü baskınıyla ilgili olarak, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından açıklama yapıldı. Açıklamada şöyle denildi:

"24 Kasım 1989 günü saat 19.30- 21.00 sıralarında gelen bir grup silahlı terorist, çok 'dağınık yerleşim düzenine sahip olan bu köyün önce kuzey kesimlerine doğru ateş etmeye başlamışlardır. Köyde bulunan korucular, süratle ateş edilen istikamete doğru hareket ederek teroristlere silahla karşılık vermişler ve bu istikametten köye sokmamışlardır. Bu arada bir grup terorist, köyün güney kesiminde ve uzağında, komşu ülke hududuna 500 metre mesafede bulunan iki eve otomatik silah ve bombalarla saldırıda bulunmuşlardır. İlk belirlenmelere göre, 13 çocuk, altısı kadın ve iki erkek olmak üzere 21 vatandaşımız teroristler tarafından silah ve el bombası kullanılarak acımasızca öldürülmüşlerdir."

ÇOK YÖNLÜ ARAŞTIRMA

Teroristlerin olaydan sonra hızla uzaklaşarak 500 metre uzaklıktaki komşu ülke topraklarına kaçtıklarının belirlendiği belirtilen Bölge Valiliği açıklamasında, yörede iklim şartlarının çok kötü olduğu vurgulandı.

Olaydan sonra bölgede güvenlik güçleri tarafından çok yönlü araştırma ve takibe başlandı, olayla ilgili soruşturmanın devam ettiği bildirildi.

WASHINGTON

Kürt lobisi hareketli

Amerikanın Sesi'nde Kürtleri destekleyen yayınlara giderek ağırlık veriliyor. New York Times yazarı William Safire, "Kürtlerin kendi kaderini tayin hakkının, Filistinlilerin kendi kaderini tayin hakkından daha az kutsal olmadığını" öne sürdü. Kürtlere yurt veren Sevr Anlaşması'ndan daha sık söz ediliyor.

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — 1970 sonları ve 80 başlanındaki dünya koşulları içinde Türkiye'yi gücendirmek için Kürt konusuna girmekten kaçınmış olan ABD, son yıllarda soğuk savaşın aşınmasına paralel olarak, yükselen bir tempo ile Kürt konusunu gündemine almaya başladı.

Soğuk savaşın getirdiği bloklaşma ve stratejik bağımlılık, müttefiklerin birbirlerindeki bu tür "nazik konuları" uzun yıllar gözardı etmesini sağlamıştı. Gerçi bloklaşması yumuşama Türkiye'nin bulunduğu yarımada dünyanın en stratejik noktalarından birisi olmaktan çıkarmadı, dolayısıyla Amerika'nın nazarında Türkiye'nin stratejik önemi azalmadı. Ancak yumuşamanın ortaya çıkardığı yeni denklem Amerika'yı daha yüksek sesle Kürt konusunu açmaya cesaretlendirdi.

ABD'nin 1980'den bu yana Kürt konusundaki tutumunu incelediğinde, bu konuda gösterilen dikkat oranının bölge ve dünya siyasi iklimine bağımlı olarak yükseldiği görülüyor. Örneğin Türkiye'nin Washington'da Güney Batı Asya'nın istikrarını sağlamaya dönük bir sıçrama taşı olarak algılandığı ve Ankara'da bunu kolaylaştıracak bir askeri yönetim olduğu 80'lerde Amerika Kürt konusunu ağızına bile alamamıştı. Kürt konusunun gündemdeki yerinin yavaş yavaş yükselmesi, Sovyetlerde yeniden yapılanma, Afganistan'dan çekiliş, Körfez savaşı sona erip, "Savaş deneyimine sahip bir Irak'ın İsrail için tehdit arz etmesiyle" ortaya çıktı. Şimdi bunlara Doğu-Batı ilişkilerinde bahar havası da eklendi.

Bu gelişmeler ışığında ABD'nin Kürt politikaları yükselen bir grafiğe sahip. Örneğin ABD Dışişleri Bakanlığı'nın her yıl yayınladığı insan hakları raporlarının

Türkiye bölümü, (Sanki bu konudaki tırmanmanın nedenlerinden birisi olan askeri yönetimi Washington hiç desteklememiş gibi), son birkaç yıldır Kürt konusunda ağır eleştiriler ile dolu. Kürt konusu ABD Kongresi için giderek önem kazanan "etnik" bir konu haline geliyor. Fransa Cumhurbaşkanı'nun eşi Danielle Mitterrand kısa bir süre önce bu konuda Amerikan Kongresi'nde bir konuşma yaptı.

"Amerika'nın Sesi" Radyosu'nun Kürtler ile ilgili son yayını da Washington'un Kürt konusunu önmüzdeki yıllarda daha gür bir sesle dile getireceğinin göstergesi. Amerika'nın Sesi'nin yapısına bakıldığında bu yayının önemi daha da belirginleşiyor. Bir kere Amerika'nın Sesi Radyosu bizdeki Basın Yayın Genel Müdürlüğü'nü karşılayan resmi bir kuruma bağlı Amerikalılar "Resmi propagandanın etkisinden uzak tutmak" için içeride yayın yapması federal bir suç olduğu için sadece ABD dışına yapabiliyor.

Amerika'nın Sesi Radyosu ABD gazetelerinde zaman zaman "hükümet darbesi" skandallarıyla da bir arada anılıyor. Öğrenci geçen yıllarda ABD basını Amerika'nın Sesi'nde yayımlanan bazı haberler yoluyla Nikaragua kontrollerine sifre verildiğini, ikmal maddelerinin bu yayınlarda verilen koordinatlarla atıldığını ileri sürmüştü. Bu yapıdaki radyo şimdi, "bir Kürt anavatanı olmamasından yakınan" program yapıyor ve bunu Rusça ve Ermenice yayımlıyor. Gerçi Ankara'daki Amerikan Büyükelçiliği'nin tepkisi nedeniyle şu anda Amerika'nın Sesi Radyosu'nda bu program için bir soruşturma başlatılmış durumda.

Son olarak New York Times'in ünlü yazarı William Safire geçen hafta yayımladığı bir yazıda

"Kürtlerin kendi kaderlerini tayin hakkının Filistinlilerin kendi kaderini tayin hakkından daha az kutsal olmadığını" vurguladı. Safire, ABD Başkanı Bush'u Kürt konusuna daha fazla ilgi göstermeye çağırırken başkana dört maddeden oluşan bir plan da önerdi. Bunlar özetle şöyle:

1) Ankara, Bağdat, Tahran ve Şam'daki baskıcı rejimleri kızdırmaktan korkmadan Kürtlerin kendi köylerinde ve anadillerini konuşarak yaşamaya hakkı olduğunu vurgulamak.

2) Birleşmiş Milletler'deki ABD Daimi Delegesi'ne Irak'taki tehcir hareketi ile ilgili soruşturma ve insan hakları kampanyası açılması için talimat vermek.

3) Irak'a açılmış olan tarım bankalığı kredilerini askıya aldirmek.

4) ABD'nin mülteci kotasının yüzde 5'ini (6 bin kişi) Kürtlere tahsis edip, ABD'ye gelişlerini dünyanın ilgisini çekebilecek büyük bir televizyon olayına döndürmek.

Cumhuriyet

Tuesday 28, November 1989

Yüksekova'dan bir mektup

"Aşiretler arasında devlet taraflı"

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — İkiyaka köyü basılmadan yaklaşık bir hafta önce, Adana milletvekili Cüneyt Canver Yüksekova'dan bir mektup aldı. Beş buçuk sayfalık mektupta ilçede olup bitenler anlatılıyordu. Bir köy baskını, ölen onlarca insan, geride kalan kan ve gözyaşı... Neler oluyordu?.. Bu denli neden tirmanıyor olaylar. Mektupta bazı ipuçları vardı. Ancak mektup ya imzasızdı ya da Canver adını gizliyordu. Canver'in bazı gazetecilere verdiği mektuptan bir pasaj şöyle:

"Devletin aşiretler arasında devlet yanlısı, devlete karşı şeklinde bir ayırım yapma olayı bugün için tüm ağırlığı ile görülmemekte ve kendisini hissettirmektedir. Bu tavır, askeri kesim ve kaymakamlık tarafından çok açık ve gizlemeye gerek duymaz şekilde ortaya konmaktadır."

Mektupta, Yüksekova'da belli başlı 4 aşiret bulunduğu, kaçakçılıkla uğraşan üçünün ekonomik yönden çok iyi durumda olduğu,

belirtiliyor. Dördüncü aşiretin ise diğer üç aşiretin gerisinde kalması kabullenmediğinden ve kaçakçılığa başlamak için de çok geç kaldığından başka şeyler yapmaya çalıştığı öne sürülen mektupta "Yapabileceği tek şey terörü kendilerine besin kaynağı olarak seçmek. Yani bir devlet yanlısı noktasından hareket ederek, bu yönde bir çıkar sağlamak. Aşiret reisi çok bilinçli ve kurnaz bir kişi. İlçede havayı gergin tutmaya çalışıyor. Bunun için de elinden gelen her şeyi yapıyor."

Mektupta bu konuda özetle şöyle deniyor.

"... Aşireti önde gelenlerinin devletin en önemli mevkilerindeki kişilerden sanki daha fazla devletin çıkarlarını korurmuş gibi sanki devletin önemli memurlarından daha fazla devletten yanaymış gibi kendilerini kabul ettirdiklerini, buna göre bir davranış içine girdiklerini ve yine kaymakam, askeri komutanlar, tarafından da bu şahıslara karşı bu şekilde davranıldığı bir gerçek."

Hürriyet 29.11.1989

Irak'ı protesto ettik

● Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz, Irak'ın Ankara Büyükelçisi Tarık Abdülcabbar Cevad'ı makamına çağırdı, kendisine söz hakkı bile vermeden, Türkiye'nin suçluların yakalanmasını istediğini bildirdi.

ANKARA. (Hürriyet)

TÜRKİYE, önceki gün Hakkâri'nin Yüksekova İlçesi'ne bağlı İkiyaka Köyü'nü basarak önce 20, daha sonra da sekiz kişiyi katleden PKK militanlarının sınırı geçmeleri ve Irak'a kaçmaları üzerine, Bağdat Yönetimi nezdinde çok sert bir tepki gösterdi.

Dışişleri Bakanlığı'nda dün sabah yapılan Türk-İrak sınır güvenliği konusundaki yüksek düzeyli değerlendirme toplantısından sonra, Irak'ın Ankara Büyükelçisi Tarık Abdülcabbar Cevad Dışişleri Bakanlığı'na çağırıldı, sert bir üslupla uyarıldı. Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz tarafından dün öğleden sonra kabul edilen Irak Büyükelçisi ile yapılan konuşmanın, toplam dört dakika sürdüğü ve Büyükelçi'nin bu süre içinde Türkiye'nin olay karşısındaki kesin ve net tepkisini dinlediği, kendisine söz hakkı verilmediği de öğrenildi.

Bu gelişmeden sonra Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Murat Sungar, konuya ilişkin soruları yanıtlarken, 24 Kasım 1989 günü İkiyaka Köyü'nü basan eşkıyanın yasadışı PKK Örgütü mensubu olduğunu ve işledikleri cinayetlerden sonra Irak'a kaçıklarının bilindiğini söyledi, şöyle devam etti:

"27 Kasım günü Dışişleri Bakanı tarafından davet edilen Irak'ın Ankara Büyükelçisi Tarık Cevad'a, 20 vatandaşımızı katleden eşkıyanın Irak makamlarınca bir an önce yakalanarak iade edilmesini istediğimiz ve Türkiye ile Irak arasındaki dostça ilişkilere gölge düşürebilecek bu tür olayların gelecekte önlenmesi için Irak hükümetinin gerekli tüm tedbirleri almasını talep ettikimiz, herhalde Türkiye'nin, vatandaşlarının ve topraklarının güvenliğini sağlamak üzere gerekli göreceği tüm tedbir ve tertipleri almakta kararlı olduğu Büyükelçiyeye bildirilmiştir."

'Kültürel-idari özerklik' Batı Avrupa Birliği gündeminde

Batı'da Kürt duyarlığı

Cumhuriyet 30.11.1989

ÜMİT ASLANBAY

ANKARA — Önümüzdeki hafta Paris'te toplanacak olan Batı Avrupa Birliği Asamblesi Birlik Konseyi'ne "Kürtlere yaşadıkları ülkelerde idari ve kültürel özerklik verilmesi" yolunda öneri taslağı sunuldu. Toplantıya ANAP'tan 4, SHP'den 2 ve DYP'den bir milletvekilinin gözlemci üye olarak katılmaları bekleniyor.

Alınan bilgilere göre 4-7 aralık tarihlerindeki Batı Avrupa Birliği Asamblesi toplantısı öncesinde Konsey'e sunulmak üzere hazırlanan "Avrupa Güvenliği ve Orta-Yakın Doğu'daki Gelişmeler" başlıklı raporun öneri taslaklarını içeren bölümünde şöyle denildi:

"Asamblenin, Kürt mültecilerine verilmesini önerdiği yardım kararını takiben, Kürt halkının bulunduğu ülkelerde insan haklarına saygı gösterilmesi ve kültürel-idari özerkliklerinin tanınması konusunda ısrarlı olması tavsiye edilmektedir."

Toplantıya katılacak olan milletvekilleri, söz konusu öneri taslağının "açık olmadığını", ancak Türkiye'den bahsedilmeyerek "Kürtlerin yaşadıkları yerlerde" görüşüne yer verilmesinin "anamlı olabileceğini" dile getirdiler.

Toplantıya katılacak olan aralarında eski bakanların da bulunduğu milletvekilleri şunlar:

Yusuf Bozokurt Özal (ANAP), Şadan Tuzcu (ANAP), İlhan Aşkın (ANAP), Mükerrrem Taşçıoğlu (ANAP), Hikmet

Çetin (SHP), Fuat Atalay (SHP), Baki Durmaz (DYP).

Eski bakanlardan Plan ve Bütçe Komisyonu Başkanı Yusuf Bozokurt Özal'ın toplantıya "özürü nedeniyle" katılmayabileceği öğrenildi.

Öte yandan raporun 5. sayfasında da Kürt halkının İran-İrak savaşı nedeniyle mağdur olduğu, kitlesel kıyımlara uğradığı ve diğer ülkelere sığınmak zorunda kaldığına da dikkat çekildi. Kürtlerin İran ve Irak'ta barış içinde insan haklarına uygun olarak yaşamaları kültürel ve idari özerkliklerini sağlayabilmeleri gereği de ortaya konuldu.

Türkiye, Batı Avrupa Birliği'ne AT ile birlikte başvurmuştu. Başvurudan sonra gözlemci olarak toplantılara katılan Türkiye, asamblede bugüne dek 2 üye ile

temsil edilmişti. İlk kez bu toplantıya 7 milletvekilinden oluşan gözlemciler grubu katılacak.

SHP Diyarbakır Milletvekili, Fuat Atalay, toplantı konusunda Cumhuriyet'e şu açıklamayı yaptı:

"Toplantıdaki gelişmeleri dikkate alarak özellikle Yakın ve Ortadoğu'da Avrupa güvenliği ve olaylar raporunda yer alan Küzey Iraklı Kürt mültecilere yardım konusunun yaşama geçirilmesi için ayrıca Küzey Irak'taki kimyasal silah kullanımına karşı Irak'a ne gibi yaptırımlar uygulanacağını sormak için girişimde bulunacağım.

Bunun dışında Türkiye'nin Batı Avrupa Birliği'ne alınması konusunda şimdiye kadar tatminkâr bir yanıt verilmemesinin nedenleri üzerinde de durulacaktır. Giden milletvekillerinin de bu konuda girişim yapacaklarını tahmin ediyorum."

Köy muhtarı: "Eşkiya el bombası ile saldırdı"

ŞEHNAZ KAPLAN
SELAHATTİN BAYRAK

Diyarbakir, (Tercüman) - Ve devlet İkiyaka'ya var-
dığını. Gözü kanlı PKK militanla-
rının 5 gün önce baskın düzen-
leyerek 28 kişiyi katlettiği İki-
yaka'da matem sürüyor. Ağır-
ların yükseldiği köye iki saat-
lik helikopter yolculuğundan
sonra güçlükle gelebilen İçişleri
Bakanı Abdülkadir Aksu va-

tandaşları dinledikten sonra,
"Bunun hesabını ergeç
verecektir" dedi. Cumhurbaşkanı
kanı Turgut Özal da Türkiye-
nin elinin eşkiyanın inine, ma-
ğarasına kadar gideceğini söy-
ledi.

Berberindeki yetkililerle
İkiyaka köyüne helikopterle
inen Bakan Aksu, olayla ilgili
bilgi aldıktan sonra köylülere
miktar belirtmeyen para yar-
dımında da bulundu. 88 koru-

bilgi veren köy muhtarı Hasan
Komoni, "Teröristler Irak sra-
rından gündüz saat 16.30 sra-
larında geldiler. Köy dışın-
hayvan otlatan 9 çobanımızın
elleri ile ayaklarını bağladıktan
sonra akşam saat 19.00 sra-
rında köyün kuzey kesiminden
ates açmaya başladılar.

Köyde bulunan 88 korucu-
nun büyük bir kısmı o yöne gi-
derken, önceden hedeflenen iki
eve makinalı tüfekler ile ateş
açmaya başladılar. Üç tarafa
kurulan makinalı tüfekler kan
kurmaya devam ederken, bir
tarafından da el bombaları atıl-
yordu.

Köyümüz üç mahalleden
oluştugu için hayli dağılmış bir

yerleşim alanı halindedir. Ko-
rucuların da ateş açması üze-
rine üç eve daha saldırı yapma-
yı planlayan teröristler geri çe-
kilmek zorunda kaldılar.

Teröristler bizim köye baskın
düzenlemeyi göze alamadıkları
için uzun bir süre bekletiler.
Olaydan kurtulan çobanın an-
lattığına göre, sayıları 100-150
arasındaymış. Teröristler bizim
köyden âdeti antikam alır gibi
yapılar" dedi.

Olaydan sonra teröristleri 72
no'lu sınır taşına kadar takip
ettiklerini de anlatan Muhtar
Komoni, elverişsiz hava yüzün-
den eşkiyayı yakalayamadıkları
nı söyledi.

Köy korucusu Maruf Savaş

çı da bakandan korucu sayı-
nın artırılmasını istedikten son-
ra, "Bu bizim namus mesele-
miz oldu. Kandaktaki çocuk-
larımızı bile acımadan öldür-
düler. Devlet can güvenliğimi-
zi sağlasın, biz de dağa çıkıp
bunlarla savaşalım. Amed için,
onların sonuna kazıyacağız",
dedi.

Yol olmaması yüzünden gü-
venlik kuvvetlerinin bölgeye
geç gelmesinden de yakınan
Maruf Savaş, "Köye yardım
istiyoruz, yol istiyoruz. Bizce
yardım edin" şeklinde konu-
tu.

Öte yandan Cumhurbaşkanı
Turgut Özal, Hakkari'de mey-
dana gelen olaylardan büyük
üzüntü duyduğunu belirterek,
katliamlara girşen teröristlere
karşı gereken her şeyin yapıla-
cağını bildirdi.

Hakkari yöresinin, Türkiye-
nin en sarp ve dağlık yerlerin-
den biri olduğuna işaret eden
Özal, son üç-dört ay içinde, o
bölgede yapılan operasyonlar-
da teröristlerin çok zayıf ver-
diğini, bazılarının da kendili-
ğinden teslim olduğunu anlat-
tı. Beklenen örgüt elemanlarının
çocuk, kadın ve yaşlıları hedef
almamasını, bunların "nasıl kö-
şiler olduğuna ortaya
koyduğunu" belirten Özal,
"Uzerlerindeki baskıyı azalt-
mayacağız. Yazın doğru, bahar
aylarında her şey yeniden baş-
lanacak. İnkari, mağurları yok
edilecek. Türkiye'nin eli, icap
ederse, oralara kadar gider, ge-
rekli tedbirleri alırız" dedi.

Teröristler gündüz geldi

Bakan Aksu'ya olayla ilgili

Ergüder, İçişleri Bakanı'na sordu: "Emniyet kuvvetleri nerede?"

ANKARA, (Tercüman)- İkiyaka köyünde eşkiyanın
giriştiği katliâm, ANAP grubunda tartışmalara se-
bep oldu. ANAP İstanbul milletvekili Orhan Ergüder,
"İçişleri Bakanı, emniyet kuvvetleri nerede?" diye so-
rarak tepkisini dile getirdi. Ergüder, sıcak operasyon dü-
zenlenmesini de istedi ve Irak'la, Suriye'yi kast ederek,
"Ya doğru dürüst komşuluk ilişkilerine riayet etsinler,
ya da tepelerine binelim" dedi. Doğu'da Türkçe'ye ge-
rekli önemin verilmesini isteyen Ergüder, şunları söyledi:
"Köye basın, devletten önce gitmiş. Irak ve Suriye-
nin üzerine neden gidilmiyor? Bir milyar dolarlık ala-
caktan mı korkuyorsunuz? Gerekirse eşkiyanın kaçtığı
ülkelerin tepelerine binelim. Bu orduyu neden besliyo-
ruz?"

ANAP Meclis Grubu'nun dünkü basına kapalı bö-
lümünde konuşan Başbakan Yıldırım Akbulut da, eş-
kiyanın yaptığı katliâma, kayıtsız kalmayacağını ve
destekçileriyle de belirli bir statü içinde temaslara geçi-
leceğini bildirdi.

Van milletvekili Aydın Arvası ise, PKK ile mücadele
amacıyla aşiretlere silâh dağıtılmasını eleştirerek, bunun
maliyetinin 150 milyar lira civarında olduğunu söyledi.
Arvası, "Bu paralar yatırma kanalıyla edildiydi, zaten
olaylar önlendi" şeklinde konuştu.

Tercüman 30.11.1989

Tercüman

30. 11. 1989

Cumhurbaşkanı Özal, sınır ötesi operasyondan söz etti. MGK toplandı. İnönü, Hakkâri yolunda. Demirel sert çıktı. Akbulut, muhalefetten destek istedi.

İRAK'AGİRİZ

SICAK TAKIP PKK'lı teröristlerin İkiyaka köyü katliamı, devletin zirvesini ayağa kaldırdı. Millî Güvenlik Kurulu bugün toplanarak konuyu ele alacak. Cumhurbaşkanı Özal, "Gerekli her türlü tedbir alıyoruz" dedi ve şöyle konuştu: "İrak'a kaçanlarla ilgili temaslar yapıyor. Türkiye'nin eli icap ederse oralara da girer. Sıcak takip gibi her şey olabilir." Başbakan Akbulut, "Gereken yapacağız" dedi.

ANKARA, ÖZEL

AKKARLI'nin İkiyaka köyündeki katliamı, devletin zirvesinde büyük tepki doğurdu. Cumhurbaşkanı Turgut Özal, gerekirse Irak'a girilebileceğini ima etti. Özal, "İrak'ın kaçanlarıyla ilgili temaslar yapılıyor. Türkiye'nin eli icap ederse oralara da girer. Sıcak takip gibi her şey olabilir" dedi. ANAP Meclis Grubu'nda da konu tartışıldı ve Irak'a müdahale edilmesini istendi. Başbakan Yıldırım Akbulut, operasyon yapıp yapılmayacağı sorusuna "Gereken yapacağız" diye karşılık verdi. SHP lideri Erdal İnönü, "Bu cinayetlerin durdurulması için gerekenin yapılmasını tekrar tekrar istiyoruz" derken, DYP lideri Süleyman Demirel, Güneydoğu'daki olaylar karşısında hükümetin aciz kaldığına dikkat çekerek, "İktidar çekip gitmeli" diye ko-

"CİNAYET DURSUN" ANAP Meclis Grubu'nda da konu harekətli tartışılmalara yol açtı ve Irak'a müdahale edilmesini istendi. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, "Bu cinayetlerin durdurulması için gerekenin yapılmasını tekrar tekrar istiyoruz" dedi. DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel de, Güneydoğu'daki olaylar karşısında hükümetin aciz kaldığını söyledi.

terafından saldırıyor. Yoksa normal olarak yüz yüze karşılaşırlar, farklı olur. Onların sayısını da, o kadar fazla olduğunu zannetmiyorum. Mevsim de uygun bekleri de öldürüyorlar. Bu onların nasıl bir insan olduğunu gösteriyor."

Cumhurbaşkanı Özal, bölgede alınan önlemlerle ilgili olarak da şöyle konuştu: "Netice itibarıyla, gerekli her türlü tedbir alınıyor. Geçtiğimiz 3-4 ay içinde, orada çok büyük ziyat varmışlardır. Şu anda, örgütün kendiliğinden teslim olan kimseleri de var. Büyük çapta mağrurlar bulundu. Silahları ve yiyecekleri de geçirildi, temizlendi. Bu baskımızı hiçbir zaman azaltmayacağız. Yazın doğru gelse ne oraya daha güçlü kıtalar gönderilir. Her şey temizlenir. Sonu yoktur bu işin, Irak ile ilgili temaslar yapıyor. Türkiye'nin eli icap ederse oralara gider, o-

yerlerde gerekli tertibatı alır, gerekli işlemi yapar. Sıcak takip gibi her şey olabilir. Orada bir Ermeni karşıtı da var."

ANAP GRUBU'NDA

"SAVAŞ" SESİ

İkiyaka katliamı dün toplanan ANAP Meclis Grubu'nda da tartışıldı. Basma kapalı yapılan bölümde söz alan ANAP İstanbul Milletvekili Orhan Ergüder, hükümetin gücü olduğunu ve olayların önlenmesi gerektiğini kaydederek şöyle dedi: "Bölgeye daha çok asker göndermek gerekiyorsa hemen gönderelim. Eğer benim götmem gerekiyorsa yeniden askere alınmaya hazırız. Hükümet kanun gerekiyorsa, hemen, kararname bu gerekiyorsa bekletmeden bu gruptan çıkarmaya hazırız. Ama görüyoruz bölgede 10 fabrika kapatılıyor. 60 yaşındaki Salih Karlıoğlu'na karşı konuşulmuş suçlanıyor. Bölgeye iğmiz böyle olma-

PKK-ERMENİ CEPHESİ Cumhurbaşkanı Turgut Özal, terör saldırıları için "Bir Ermeni karışığı da var" derken, İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, "Bölücü teröristler Ermenilerle işbirliği halinde katliam yapıyor" şeklinde konuştu. MGK'nın bugünkü toplantısında PKK-Ermeni işbirliği konusunda da ele alınacak

terek, "İki tane eptayana yaptığı katliama seyirci kalamayız" dedi. Akbulut şöyle konuştu: "Bunlar merdeden destekleniyor. Prosedür içinde gerekler yapılacaktır ve sonuç itibarıyla alınacaktır. İçişleri Bakan'ın incelemesi için bölgeye gönderdim, testiklerini yapar gerekli belgeleri dönersek, alınacak önlem ve karar verilecektir. Neden Irak ve Suriye'ye saldırılmıyor? Sıcak operasyon düzenleniyor?" dedi.

BASBAKAN: "GEREKEN YAPILACAK"

Grup'un Konuşan Başbakan Yıldırım Akbulut, 30'a yakın vatandaşın öldürülmesini "hücum barca katliam" olarak niteli ve İçişleri Bakan'ın bölgeden dönmüşünden sonra gerekli gövülen her kararın alınacağını söyledi. Başbakan Akbulut, hükümetin, her vatandaşın can ve mal güvenliğinden sorumlu olduğunu belir-

terek, "İki tane eptayana yaptığı katliama seyirci kalamayız" dedi. Akbulut şöyle konuştu: "Bunlar merdeden destekleniyor. Prosedür içinde gerekler yapılacaktır ve sonuç itibarıyla alınacaktır. İçişleri Bakan'ın incelemesi için bölgeye gönderdim, testiklerini yapar gerekli belgeleri dönersek, alınacak önlem ve karar verilecektir. Neden Irak ve Suriye'ye saldırılmıyor? Sıcak operasyon düzenleniyor?" dedi.

Soru: Türkiye, 1 milyar dolarlık alacak yüzünden mi Irak'a karşı operasyon düzenleniyor?

Akbulut: 1 milyar dolarlık bütçe'nin alakası yok. Hiç kimsenin memleketimizin altı menfaati-

ni, vatandaşlarımızın hayatını parayla ölçemez. Biz bu işin üstesinden gelmeye çalışırken, onları düşünmeyin.

Soru: Operasyon yapılacak mı?

Akbulut: Ne gerekiyorsa yapılacak.

• İNÖNÜ: "VATANDAŞI KORUYACAĞIZ"

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de SHP Meclis Grubu toplantısında konuya değindi. İnönü, şunları söyledi:

"Bu bunharca cinayetler karşısında tepkimi, infialimi belirtmek istiyorum. Bu cinayetlerin durdurulması için gerekenin yapılmasını tekrar istiyoruz. Bizim için vatandaşlarımızın can güvenliğinin sağlanması elbette ki en başta gelen görevdir. Bunu yapamayan hükümet bilin ki görevini yapamıyor demektir. Terör cinayetlerinin, terör eylemlerinin huzursuz ettiği vatandaşlarımıza bir defa daha söylemek isterim ki, bütün bu baskılara, terörün getirdiği zulümlere, orada-

ki güvenlik güçlerinin yapacağı baskılara, tüm baskılara karşı vatandaşlarımızı korumada hiç tereddüt etmeyeceğiz."

• DEMİREL: "HÜKÜMET ÇEKİP GİTSİN"

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, partisinin grup toplantısında, olayları vahim olarak niteledi. "Böyle bir olay karşısında dünyanın neresinde olursa olsun hükümet istifaya ederdii" diyen Demirel, şöyle devam etti:

"Olaylar radyo ve televizyonda sansür yapılarak verildi. Halka doğrular anlatılmadı. Sayın Akbulut, 'Kanları yerde kalmayacak' diyor. Basra yıkıldıktan sonra mı? Vatandaşın güvenliğini sağlayacağını söylüyor. Bu görev, benim değil dese daha iyi. Görevse hani nerede? Millet adına soruyorum. Hakikaten bu görev sizin mi? Bu zamana kadar ne tedbirler uyguladınız? Senin hükümetinin de, senden önceki hükümetin de bu olaylarda tedbiriniz yoktur. Dökülen kanların hepsi yerde kalmış, bundan son-

ra kalmayacağı ne malum? Altı senede bu olayların tedbirini alamayan hükümetleri acizlikle itham ediyorum."

• İÇİŞLERİ BAKANI NE DİYOR?

Katliamdan sonra yöreye giden İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, köylülerin yaralarının kısa zamanda sarılacağını söyledi. "Hükümetimiz her zaman olduğu gibi şimdi de güçlüüğünü gösterecektir" diyen Aksu, teröristlerin er geç cezalarını bulacaklarını belirtti. Aksu, yörede vatandaşlara şöyle konuştu:

"Güvenlik kuvvetleri bütün bölgede hâkimiyeti eline geçirdiği gibi, burada da hâkim olacaktır. Sizin de gördüğünüz gibi bölücü teröristler Ermenilerle işbirliği yaparak katliamlarda bulunuyorlar. Bunlar er geç cezalarını çekeceklerdir. Zalim, er geç zulmünün cezasını çekecektir. Bundan hiç kimsenin kuşkusu olmasın.

Hunharca katledilen çobanların yanı başına konan (Hogir) bildirisiyle bu şahsın Ermeni te-

rörist olduğu bilinmektedir."

PKK terörünün Milli Güvenlik Kurulu toplantısında da gündeme geleceği bildirildi. MGK'nın bugün Cumhurbaşkanını Turgut Özal'ın başkanlığında yapacağı toplantıda, PKK terörü, komşu ülkelerdeki PKK kampları, PKK-Ermeni işbirliği görüşülecek.

• GENELKURMAY

Genelkurmay Başkanlığı yetkilileri, Milliyet Ankara Bürosü'nün "Sıcak takip söz konusu mu?" biçimindeki sorusuna, "Böyle bir kararı biz veremeyiz. Bu, Bakanlar Kurulu'nun yetkisi dahilinde" diye yanıt verdi.

• 14 KİŞİ YAKALANDI

Diyarbakır'ın Lice ilçe merkezi ve kırsal kesimlerinde güvenlik güçleri tarafından sürdürülen arama ve operasyonlar sırasında PKK örgütüne yardım ve yataklık ettikleri, kuryelik yaptıkları belirlenen 14 kişi gözaltına alındı.

Cumhuriyet

EĞİTİM

PKK korkusu

Hedef mi yapayım? Milli Eğitim ve Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri eğitim ve öğretime başlama kararının valiliklere bırakıldığını açıklarken, Siirt Valisi Atilla Koç, "Okulları açayım da öğretmenleri PKK'ya hedef mi yapayım?" diye konuştu.

PKK korkusu

İLKER MAGA

SIİRT — Olağanüstü Hal Bölgesi sınırları içindeki Siirt ve Mardin'in okulu bulunan tüm köy ve mezralarında, diğer altı kentte de bazı köy ve mezralarda ilköğretime hâlâ başlanamadı. Milli Eğitim ve Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri, eğitim-öğretime başlama kararının valiliklere bırakıldığını açıklarken, Siirt Valisi Atilla Koç, "Okulları açayım da öğretmenimi PKK'ya hedef mi yapayım" dedi. Vali Koç, il genel meclisinde yaptığı açıklamada, köy ve mezralardaki öğrencilerin il ve ilçe merkezlerindeki yatılı bölge okullarında öğrenim göreceğini bildirdi.

Paris Kürdistan Komitesi:

Katliam PKK'nin işi değil

SEBATAY VAROL

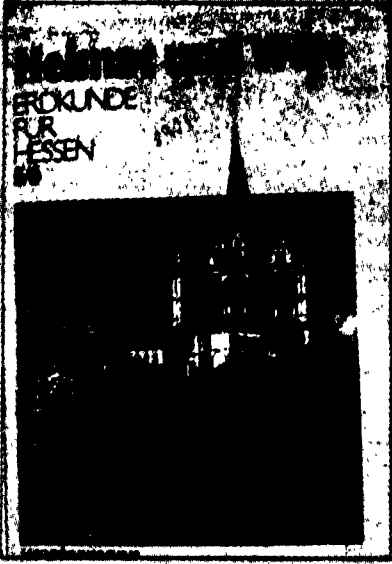
PARİS — PKK yanlısı Paris Kürdistan Komitesi, İkiyaka Köyü'ndeki katliamla ilgili bir basın açıklaması yaptı. Açıklamada katliamın "tamamen bölge valiliği patentini taşıdığı" iddia edilerek "Katliamın Abdullah Öcalan'ın 2000'e Doğru Dergisi'ne verdiği açıklamadaki bilgilerin kamuoyu üzerinde yaptığı etkiyi silmek amacıyla gerçekleştirildiği" öne sürüldü.

Paris Kürdistan Komitesi yetkilisinin PKK'nın onayıyla yayımlandığını belirttiği açıklamada şöyle denildi:

"Katliamın tamamen Bölge Valiliği patenti taşıdığı bir gerçektir. Çünkü katliamın yapıldığı alana halen hiçbir gazeteci sokulmamış, katliama ilişkin haberler Bölge Valiliği'nce aktarılmıştır. Katliamın önemli bir noktası da PKK'nın 11. yılına denk gelecek şekilde düzenlenerek PKK tarafından yapıldığı kanısı yaratılmak istenmesidir. Türkiye Cumhuriyeti İkiyaka Köyü'ndeki katliamın gerçek yüzünün açığa çıkmasının telaşı içindedir."

4 Aralık 1989 Pazartesi

İşte, Almanın dostluğu bu kadar



Hakaret mi?

Hessen Eyaleti okullarına ders kitabı olarak hazırlanan "Heimat und Welt-Erdkunde für Hessen 5/6" isimli coğrafya kitap, Türkler'i aşağılayıcı bilgilerle dolu.

İşte Kürt

Ne akla hizmet ettikleri bilinmeyen Alman eğitimcilerin hazırladığı kitapta, Türk köylüsü "İşte Kürt" diye tanıtıldı. Olay, Türkler arasında nefretle karşılandı.

Almanya'daki okul kitaplarında Türk aşağılaması

REZALET!

- Geleneksel "dost" saydığımız Almanlar, orta okul çocuklarına okutulan Coğrafya kitaplarında, Türkiye haritasında, Türkiye içine "Kürdistan" yerleştirdi. Hessen Eyaleti'ne ağırlık verilen yeni Coğrafya kitabında, Türkiye'nin Güneydoğu Anadolu bölgesi "Kürdistan" olarak nitelendirildi...



Kitapta yer alan Türkiye haritasında Güneydoğu Anadolu bölgesi "Kürdistan" olarak tanımlandı.

Recai TURGAY
FRANKFURT, (Hürriyet)

FFEDERAL Almanya'nın Hessen Eyaleti okullarında 5. ve 6. sınıf öğrencilerine okutulmak üzere hazırlanan, 5 yıl süreyle binlerce öğrenciye okutulması öngörülen ve yeni ders yılı ile birlikte tüm öğrencilere dağıtılan "Heimat und Welt-Erdkunde für Hessen 5/6" isimli Coğrafya kitabında Türkiye ve Türkler aşağılanırken, Türkiye toprakları üzerinde "Kürdistan" diye bir ülke varmış imajı yaratıldı. Küçük öğrencilere Türkiye hakkında yanlış bilgiler verilen kitapta, Türkiye haritasında Doğu Anadolu bölgesinin bir bölümü "Kürdistan"

olarak gösterildi. Bu bölge ile ilgili bölüme de "Vahşi Kürdistan'ın İçinden" başlığı atıldı.

Hangi akla hizmet ettikleri bilinmeyen Alman eğitimcilerin hazırladığı coğrafya kitabında, Almanya'daki "Misafir işçiler" konusuna da değinildi. Türkler konuya örnek alındı. "Aranızda bulunan yabancı arkadaşlarınız ve ülkelerini öğrenmekle, onların problemlerini daha yakından tanıyacaksınız" sözcükleriyle girilen konuda, Doğu Anadolu'yu "Kürdistan ve sürgün yeri" olarak tanımlayan kitabın yazarları, bu tanımlarına "Memurların ta-

vin olmaktan korktukları bölge" sözlerini de eklediler.

Türkiye'nin coğrafi konumunu tanıtan haritada Trakya, İç Anadolu ve Doğu Anadolu bölgelerine bir de "Kürdistan" eklenen ders kitabındaki konuyla ilgili bölümde "Vahşi Kürdistan'ın içinden" başlığı kullanıldı. "Misafir işçiler" konusu ise, Berlin-Kreuzberg'de oturan Türklerin yaşantısı ile sürdürüldü ve Türkiye'ye dönen Türk çocuklarının Alman arkadaşlarına yazdıkları mektuplara da yer verildi. Bu mektuplarda yer alan bölümlerde "Eli sosyal öğretmenler"den söz edilen konu, Türkiye'nin gü-

nümüz gerçeklerine uymayan sosyal ve ekonomik yapısının özetlerle bitirildi.

Ders kitabı olarak Alman, yabancı ve Türk çocuklarına dağıtılan kitaplardaki "Misafir işçiler" deyiminin, Almanya'nın günümüz yabancılar politikasıyla da bağdaşmadığını ifade eden bazı Alman eğitimciler, "Almanya'da Misafir işçi (Gastarbeiter) tanımı, günümüz sosyo-ekonomik yapısına uymamaktadır. Günümüz Almanya'sında

'gezginci işçiler', 'Almanya'da yerleşik yabancılar' tanımlamaları yapılabilir. Ancak misafir işçi tanımı, münik kafaları bulandırmaktan başka işe yaramaz" şeklinde görüş bildirirken, konu ile ilgili salt Türk ve Türkiye örneğini de doğru bulmadılar.

Çocuklarının Alman okullarında okuduğu ders kitaplarındaki Türkler ve Türkiye ile ilgili tanımlamaları "aşağılama", "olarak nitelendiren Türk veliler ise, Almanya'daki Türk yetkilileri ve Türkiye Milli Eğitim Bakanlığı'na yazarak, "Her zaman ikili görüşmeler yapıldığını ve çocuklarımızın eğitim sorunlarına çözüm arandığını söyleyen yetkililerimiz uykuda mı? Yeni bir ders kitabına Türkler ve Türkiye konu ediliyor, ancak saptırılan gerçeklere kimse karşı çıkmıyor. Alman ve diğer yabancı arkadaşlarıyla aynı kitabı okuyacak Türk öğrencilerinin, kendileri ve vatanları ile alay edilmesine kimler göz yumdu? Sorumuları yanıtla" dediler. Ayrıca bazı Türk veli temsilcileri, sorunun Hessen Eyalet Veliler Birliği'ne götürüleceğini ve bölge eğitim dairesi ve bakanlığının olaya müdahale etmesinin sağlanacağını da açıkladılar.

Hürriyet 4. 12. 1989



Nail Güreli

İstanbul-Hakkâri

SORUN, "Kürt sorunu" olmaktan çıktı nerdeyse. Güneydoğu'da iki gün içinde 28 kişi öldürülebiliyorsa, sorun artık devletin varlığı sorunudur. Beş yılda 1400'ü aşkın insan öldürülüyorsa, sorun T.C. vatandaşının can güvenliği sorunudur; vatandaşının canını koruyamayan devletin varlığı sorunudur.

Devlet kurumu kavramını dinamitleyen "korucu" garipliğinden "olağanüstü hal" uygulamasına ve de dışki yedirme iddialarına kadar baskının bin çeşidine hedef yapılan Güneydoğu sorununun bugün vardığı noktada iktidarıyla, muhalefetiyle egemenlerin söyledikleri laf, "bölücülük, ayrılıkçılık, Kürtçülük"ten öteye gitmiyor.

Konuyu özünden saptırmak istercesine ve her iki tarafın da yanlışlarıyla bir "SHP'den İhraçlar ve İstifalar" sorunu gündemin başına geçirilmek isteniyor.

İNSANA zorla ukalalık ettirecekler; sorunlara çözüm bulabilecek için, önce sağlıklı teşhis koymak zorunludur. Sağlıklı ve doğru teşhis de hastalığın nedenini, yani dönünü iyi bilmekle konulabilir. Bu nedenle, hiç kimse "dünü çomaklama" dememelidir, geçmişte yapılan tüm yanlışlar Keloğlan'ın külahı gibi öne konulmalı, buna göre cesur ve gerçekçi çözüm yolları bulunmalıdır.

En büyük iki yanlıştan biri yıllardır "Kürt" sözcüğünü ağıza almayı yasaklamak ise, öteki de Doğu'yu sanki bu vatanın parçası değilmiş gibi dışlamak, ekonomik ve kültürel yönden geri bırakmak, bölgeyi ve insanını ikinci/üçüncü sınıf vatandaş saymak olmuştur.

On sekizinci yüzyıldan kalma böyle devlet politikası olursa, yirmi birinci yüzyıla gelindiğinde elbet bu sonuçla karşılaşılır.

Yirmi birinci yüzyıla hem de nasıl gelmişiz; halimiz yine pes perişan. İktidara bakıyorsunuz, acz içinde bir devlet terörü dayatmacasının açmazında ordan oraya sürükleniyor. Muhalefetine bakıyorsunuz; demokrasi demiş; Kürtleri almış, ama söz hakkı vermiyor.

Şu tutarsızlığa bakın: Programlarına "Kürt sorunu"nu yazmak, ya da "Kürt politikası"ndan söz etmek olmamış.

Peki, yok mu sizin Kürt politikanız? Bal gibi var. Genel Başkan söylüyor: Biiir, herkes ana dilini serbestçe konuşabilmeli. İkili, kültürünü kullanabilmeli. Üçüç, özerkliğe hayır.

İşte bunlar bir politika değil de ezoğelin çorbası mıdır?

Bunu partinin yetkili organlarında tartışıp parti politikası haline getirip de, bir konferansa kendi adlarına çağırılmış milletvekillerinin önüne koysanız olmaz mıydı? Türkiye'nin milletvekilleri, çağrılı oldukları bir konferansa gönderilmeyecek kadar kişilikten yoksun mudurlar? O zaman Cumhurbaşkanlığına tensip edilen

kişinin, kendine memur gibi başbakan aramasını niye kınıyorsunuz?..

İKTİDAR ise, hepten bir çıkmanın içinde. Bulgaristan'a karşı savunduğun politikayla, içerde Kürtlere karşı dayattığın politikayı eloğlu elbet böyle yüzüne vurur. Avrupa Topuluğu yutar mı senin çifte standardını? Bulgaristan Türk'üne insan hakları da, Türkiye Kürt'üne nane maydanoz mu?..

Bulanık suda balık avlamayı sevenler, insan hakları sorunuyla özerkliği harmanlayıp konuyu saptırmasınlar. **Öncelikle sorun, bütün Türkiye insanlarıyla birlikte Kürtlerin de kültürel ve demokratik haklarını eşitlikle kullanabilmesi sorunudur. Zaten bu haklar kullanılabilseydi, sorun bu hallere gelmezdi.**

Bırakın Kürtleri bir yana; Doğu'daki, Güneydoğu'daki insanlarımız tümöyle sömürülüyor mu, ihmal ediliyor mu? Bırakın devleti öte yana, Kürtleri sömüren Kürtler yok mu? Batı'da zenginleşmiş hangi Kürt kökenli işadama Doğu'ya gidip de yatırım yaptı?

Demokratik haklar tüm insanlar tarafından eşitçe kullanılmalıdır, sömürü tüm insanlar için sona erdirilmelidir. Şovenizm ve ırkçılık herkesçe yadsınmalıdır.

İLLE de bölücülük, ayrılıkçılık ya da ayrı bir Kürt devleti öcüsü yaratmak istiyorsanız, bu yaratığın yüzündeki maskeyi kaldırdığınızda, altında bizim Kürtlerin bıyıklı çehresiyle değil, Amerika'yla Fransa'nın Ortadoğu politikalarının hesabıyla sulanmış ağızlarıyla karşılaşacaksınız. İnaniyoruz ki, **bizim Kürtlerin büyük çoğunluğu, ayrı bir Kürt devleti düşüncesinin ardında değil, Türkiye'de Türkiyeli Kürt olarak özgürce, baskısız, eşitlik içinde, demokratça yaşamının özlemindedir.**

Bu hafta Sokak dergisinin "Halkın Kürt partisi diye bir talebi var mıdır?" sorusuna TIP'in eski genel başkanlarından Mehmet Ali Aslan'ın verdiği yanıt ilginçtir:

"Halk, etnik temele dayalı bir Kürt partisini değil, bütün Türkiyelilerin, en azından demokratların katılacağı demokrat bir partinin beklentisi içindedir. Çünkü, halk Kürt partisinin, Türkiye'nin bütünlüğü içerisinde bütün etnik gruplarla beraber yaşama ve sorunlarını birlikte çözme özlem ve taleplerine cevap vermeyeceği ve bu nedenle etkisiz kalacağı görüşündedir."

TIP kurucularından Diyarbakır milletvekili adayı Canip Yıldırım da, Tempo dergisinin sorusunu yanıtlarken şöyle diyor:

"Bugün artık Türkiye'nin her karış toprağında Kürt ve Türk kardeşlerin hakları var. İstanbul Türklerin, Hakkâri Kürtlerin diye bir şey yok."

Ve uzun sözün kısası, ya da sonuç: **Çoğulcu parlamenter rejimi tüm kurullarıyla işleterek hep birlikte bulunacak demokrat ve barışçı çözüm, "silahlı çözüm" şampiyonlarının silahını elinden alacaktır.**

Cumhuriyet

4. 12. 1989

GÜNEYDOĞU'DAN NOTLAR

Geçim sıkıntısı koruculuğa zorluyor

CELAL BAŞLANGIÇ

VAN — Reisleri koruculuğu seçen aşiret üyeleri, PKK'nın hedefi oluyordu. Örgütten yayladaki, otlaktaki insanlara baskı yoğunlaşır da eğer güvenlik güçleri yeterli önlemleri almazlarsa o yöreden göç başlıyordu. Bu olgu, geçen yaz Van çevresinde yoğun biçimde yaşandı. Çatak'tan, Gürpınar'dan, Bahçeşaray'dan insanlar kamyon kamyon kente indiler.

Çatak Yaylası'nda eli silahlı insanlar görmüşü Ezdinan aşiretinin üyeleri. Yaylada hayvanlarını otlatanlardan ekmeğe istiyorlardı. Güvenlik güçlerine başvurular önce. Eli silahlı birkaç yüz kişinin yaylada dolaştığını, kendilerinden ekmeğe istediğini anlatıyorlar. Önceleri kimse inanmadı. Hatta "Yalan söylüyorsunuz" bile dediler. Sonra gözaltılar başladı. Aşiret üyeleri "PKK'ya yardım ve yataklıkta" yazılmıyor, "Niye PKK'ya ekmeğe veriyorsunuz" diye dayak diyorlardı.

Ardından "dağdaki eli silahlılar", ekmeğe istedikleri kişilerden çağrı gelen gençleri askere almak istedikler. Köylüler bir kez daha anlattılar başlarına geleni yetkililere. Aldıkları yanıt, "Madem PKK var, gidin operasyon yapın. Size niye silah ver-

dik? Avuç dolusu maaş ödüyoruz. Bunun üzerine başta korucular olmak üzere aşiretin tüm erkekleri ömlerine katıp köyden, çocukları ve koyunlarını Çatak ilçeye merkezine doğru inmeye başladılar. Daha yolu yarılmasadan kesildi önleri: "Durun bakalım, nereye gidiyorsunuz?"

Korucuların yanıtı hazırdu: "Hani biz operasyona gidecektik ya, silelerimizi Çatak'a bırakalım. Sonra gelir, operasyona çıkarız." Elbette operasyona çıkmadı bir daha korucular. Çatak'a inince götürüp teslim ettiler silahlarını. Nerede kalacaklarını, neyle geçineceklerini düşünmeden doğruca gittiler Van'a. Oradan kimi İstanbul'a, kimi Ankara'ya, kimi de Adana'ya göçtü.

O günleri, Çatak Kaymakamı Şükri Çakır, "Önümüzden her gün sekiz on kamyon gelip geçiyordu. 'Gitmeyin, oralara uyum sağlayamazsınız' dedik. 'Canımız daha önemli' karşılığını verdiler" diye anlatıyor.

Yörede yaşayanların öncelikli geçim kaynağı hayvancılıktı. Binlerce koyun Van yollarına düştü. Terörden kaçan, solğu koyunlarıyla birlikte Et Balık Kurumu'nun mezbahasında alıyordu. 1989 yılı sonuna kadar kesim programı dolmuştu. Kurum,

hayvan alımında kapasitesini aşmaya başlamıştı. Bu kez tüccarlara satmaya başladılar koyunlarını. Fiyatlar yıldıırım hızıyla düştü. Bir yıl önce iki koyun iki yüz bin liradan alıcı bulurken, göç başlayınca çifti yüz yirmi bin liraya indi.

Bazı aşiretlerin üyeleri reislerine kızıyor. "Silah alınca bizi PKK'nın hedefi haline getirdi reisimiz" diyorlardı. İlk önce aşiretlerin silah almasına karşı çıkan, ancak sonra kabul eden SHP Van İl Başkanı ve aynı zamanda Ezdinan aşiretinin reisi Abdurrahman Özbek de kendini "Ne yapalım. Canımızı, namusumuzu korumak zorundaydık. Köyülerin büyük bölümü silah almak istiyordu. Tehlike namusumuza kadar uzanacaktı" diye savunuyordu.

Canlarını kurtarmak için yaylalardan, dağdaki köylerinden, güvenliğin yeterince sağlanmadığı bölgelerden kaçanlar, güttikleri yerlerde başka bir tehlikeyle karşı karşıya kaldılar: Açlık... Köylerinde iyi kötü geçiyorlardı. Şimdi canlarını kurtarmışlardı, ama yaşamlarını nasıl sürdürceklerdi. Bu kez de göçmenler, karnılarını doyurabilmek için daha önceden "canını kurtarmak" amacıyla kaçtıkları köylerine

geri dönmeye başladılar. Göç artık tersine işliyordu.

Ancak göçmenler, geri döndüklerinde başka bir gerçekle karşılaştılar. Artık hayvanları elden çıkmıştı. Sattıklarının yerine yerlerini alacak paraları yoktu. Göç için yollara doküdümleri sırada var olan ekonomik konularını yitirmişlerdi. Güneydoğu gibi olanakların kıt olduğu bölgede yapacakları tek bir iş kalmıştı: Koruculuk... Alacakları dört yüz bin lira maaş, yörede geçimlerini sürdürmeye yetirdi. Hiç değişilmezlikten iyiydi ve sonunda eskileriyle birlikte geçim için koruculuk yönünde terçimini kullanan yenileri, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ne başvurup "Korucu olacağız. Bize silah verin" dediler.

Bir kısır döngü yaşamışlardı. Aşiret reisleri koruculuğu seçince can güvenlikleri "dolaylı" olarak tehlikeye giren aşiret üyeleri, buldukları yerlerden göçmüşlerdi. Ellerindeki malları yok pahasına satıp kenetmişlerdi. Ancak kente tutunamayınca geri dönmüşler, bu kez de bozulan ekonomik düzenlerini eski düzeyine çıkarmaklarından koruculuğu seçmişlerdi. Böylece de PKK'nın "direkt" hedefi olmuşlardı. Güneydoğu'da insanlar "korucu döngüsü"nü yaşıyorlardı.

Cumhuriyet

5. 12. 1989

GÖZLEM
UGUR MUMCU

Türk ve Kürt...

Atatürk, Kürt sorununa nasıl bakıyordu?

Birçok konuda olduğu gibi bu konudaki yasaçılık da gerçeklerin saptırılmasına yarıyor.

Atatürk, 1923 yılı 16/17 ocak günü izmit'te İstanbul'dan gelen gazetecilerle konuşurken Ahmet Emin (Yalman)'ın bir sorusu üzerine Kürt sorunu konusundaki görüşlerini şöyle açıklar.

Bugünkü dile çevirerek aktaralım:

— Kürt sorunu, bizim, yani Türklerin çıkarları için kesinlikle söz konusu olmaz. Çünkü, bizim ulusal sınırlarımız içinde Kürt unsurları öylesine yerleşmişlerdir ki pek sınırlı yerlerde yoğun olarak yaşarlar. Bu yoğunluklarını da kaybede ede ve Türklerin içine gire gire öyle bir sınır oluşmuştur ki Kürtlük adına bir sınır çizmek istesek, Türkiye'yi mahvetmek gerekir. Örneğin, Erzurum'a giden, Erzincan'a, Sivas'a giden, Harput'a kadar giden bir sınır aramak gerekir. Ve hatta Konya çöllerindeki Kürtleri de göz önünde tutmak gerekir.

Atatürk, bu gerçekçi gözlemi yaptıktan sonra şu çözümü de öngörüyor:

— Bu nedenle başlıbaşına bir Kürtlük düşünmekten çok anayasamız gereğince zaten bir çeşit yerel özerklik oluşacaktır. O halde hangi bölgenin halkı Kürt ise onlar kendi kendilerini özerk olarak yöneteceklerdir.

Atatürk'ün bu sözlerini 1921 Anayasası'nın getirdiği sisteme bakarak değerlendirmek gerekir.

1921 Anayasası'nın 21. maddesi, illerin "manevi kişiliğe ve özerkliğe" sahip olduklarını belirtiyordu. Bu "yerel özerklik" bugünkü bir çeşit belediye yönetimi gibiydi. İç ve dış siyaset, adliye ve askerlik ve ekonomik ilişkiler ile ilgili yetkiler tümüyle hükümetin elindeydi. Özerklik, "vilayet şûraları" eliyle illerin günlük işlerinin yönetimini kapsamaktaydı.

Atatürk'ün bu sözlerinden "Kürtler ayrı devlet kursunlar" gibi bir anlam çıkmıyordu. 1921 Anayasası da böyle bir sistem öngörmemişti. Atatürk, Kürtler için "bir nevi mahalli muhtarîyet"den söz ederken, "uniter devlet" dışında bir çözüm de öngörmüş değildi.

Öngörülen; Kürtlerin yoğun olarak yaşadıkları il ve ilçelerde yerel yöneticilerini seçme haklarıydı.

Atatürk, daha sonra görüşlerini şöyle açıklamıştı:

— Bundan başka Türkiye'nin halkı söz konusu olurken on-

ları da beraber ifade etmek gerekir. İfade olunmadıkları zaman bundan kendileri için sorun çıkarabilirler. Şimdi TBMM hem Kürtlerin hem Türklerin yetkili temsilcilerinden oluşmuştur. Ve bu iki unsur, bütün çıkarlarını ve yazgılarını birleştirmiştir. Yani onlar bilirler ki bu ortak bir şeydir. Aynı bir sınır çizmek doğru olmaz.

Bugün Türkiye'de Kürt kökenli milletvekilleri var, Kürt kökenli bakanlar var, belediye başkanları var, genel müdürler var, generaller, öğretim üyeleri ve işadamları var.

Kürtler ve Türkler, Türkiye içinde öylesine birbirlerine karışmışlardır ki Türkler ile Kürtler arasında bir sınır çizmek, o gün olduğu gibi bugün de olanaksızdır.

Bugün İstanbul, İzmir ve Ankara gibi büyük kentlerde yaşayan Kürt kökenli yurttaş sayısı, Diyarbakır, Malatya, Tunceli'de yaşayan Kürt kökenli yurttaşlarımızdan daha çoktur.

Bu açıdan Atatürk'ün 1923 yılındaki görüşleri bugün de geçerliğini koruyor.

Öyleyse sorun nedir?

Sorun, Kürt sorunu konusunda izlenen emperyalist siyasetlerdir.

Atatürk'ün 1923 yılındaki bu basın toplantısının üzerinden iki yıl geçmeden Doğu'da Şeyh Sait İsyanı patlak vermiştir.

O günler, genç Cumhuriyet için çok önemli günlerdi. Lozan Anlaşması, Musul petroleri konusunu çözüme bağlamamıştı. Sorun, İngiltere ve Türkiye arasında çözülecekti.

Bu isyan "padişahlık, hilafet, şeriat ve Abdülhamid oğullarından birinin saltanatını sağlamak" gibi din sömürüsü ile perdelenmişti. (TBMM tutanakları, I; 64, 25.2.1341, C: 2, S: 309).

İsyanın sonunda Musul petroleri Türkiye'nin elinden kaçtı. Şeyh Sait İsyanı'nın Türkiye'ye faturası Musul petroleriydi.

Bugün Kürt sorunu, azınlık şovenizmi, ayrımcılık ve terör ile değil; demokrasinin yerleştirilmesi ve insan haklarının, Edirne'den Ardahan'a kadar, her yerde uygulanması ile çözümlüdür.

ABD ve öteki Batılı ülkeler niçin birdenbire bu kadar Kürt yanlısı oldular?

Bu soruya yanıt aramak zorundayız.

ABD için sorun, İran, Irak ve Türkiye'nin birer bölümünü kapsayacak bir Kürt devleti üzerinde şimdiden egemen olmak ve olası petrol yataklarını bu Kürt devleti aracılığı ile elinde tutmaktır.

Kürtler üzerindeki "Amerikan mandacılığı" hazırlığına kimse "sosyalizm", "Marksistlik" ya da "devrimcilik" etiketi yapıştırmamalıdır.

ABD emperyalizmi, gerçekten "emperyalizm" ise Kürt sorununun bu kadar canlı tutulmasında bu emperyalist siyasetin güttüğü amaç niçin gözardı ediliyor?

13 teröristten 6'sı Ermeni çıktı

Cumhuriyet

7. 12. 1989

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, Cudi Dağı eteklerinde çatışmada öldürülen 1'i kadın 13 teröristin 10'unun yabancı uyruklu, bunlardan 6'sının da sünnetsiz ve Ermeni olduğu belirtildi.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Cudi Dağı eteklerinde önceki gün başlayan ve dün de süren çatışmalarda ölü olarak ele geçirilen terörist sayısı 1'i kadın 13'e ulaştı. Ölü olarak ele geçirilen 13 teröristten 10'unun yabancı uyruklu (6'sı Ermeni) olduğu bildirildi. Dün Cudi Dağı eteklerinde süren çatışmada 2 terörist ölü olarak ele geçirilirken, bir jandarma çavuşu şehit oldu.

Mardin'in Cizre ilçesinin Yakacık bölgesinde 4 Aralık 1989'da 4 PKK militanının ölü olarak ele geçirilmesinden operasyonlarını sürdüren güvenlik güçleri Çağlayan Köyü yakınlarında Begene Kalesi mevkiinde tekrar silahlı çatışmaya girdikleri PKK militanlarından 7'sini daha ölü olarak ele geçirmişti. Güvenlik güçleri gecenin karanlığından yararlanarak kaçan PKK militanları ile dün sabah sa-

atlerinde Cudi Dağı eteklerinde yeniden silahlı çatışmaya girdiler. Çatışmanın dün sabahki bölümünde de 2 PKK militanı öldürüldü. Jandarma Çavuşu Numan Dede de şehit oldu.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, ölü olarak ele geçirilen bu kişilerin üzerinde yabancı ülke kimliği çıktığı belirtildi. Açıklamada şöyle denildi:

"Bu olaydan sonra bölgede operasyonlar genişletilerek sürdürülmüş, Cizre'nin Çağlayan Köyü civarında teröristlerle dün yeniden müsademeye girilmiştir.

Olumsuz hava şartlarına rağmen güvenlik kuvvetleri, operasyonlarını teröristlerin kaçış istikametine doğru sürdürmüş, bugün sabah saatlerinde yeniden silahlı çatışma çıkmıştır. Bu çatışma sonucunda, biri kadın 9 terörist da-

ha ölü olarak ele geçirilmiştir.

Bölgede yapılan araştırma ve yetkili kişilerden alınan bilgiler ile ilk belirlemelere göre teröristlerden 6'sının sünnetsiz ve Ermeni asıllı oldukları anlaşılmıştır.

Gerek Yakacık bölgesinde ölü olarak ele geçirilen 4 terörist, gerekse Çağlayan Köyü civarında ele geçirilen 6 teröristin kimlik ve menşellerinden, bölgede masum insanlara karşı katliam türü eylemlerden bile kaçınmayan teröristler arasında ve onlarla birlikte yabancı ülke uyruklu kişilerin de bulunduğu belirlenmiştir."

Açıklamaya göre ölü olarak ele geçirilen PKK militanları ise 6 Kalashnikof uzun namlulu tüfek, bir Diktiriof marka otomatik tüfek ve bir RPG roketatar elde edildi. Güvenlik güçlerinin bölgedeki arama ve operasyonlarını aralıksız sürdürdüğü, olaylarla ilgili soruşturmalara başlandığı bildirildi.

Düsseldorf'da yapılan duruşmadan yine sonuç çıkmadı

Mahkeme PKK sanıklarının Kürtçe konuşmasını yasakladı

DÜSSELDORF, (A.A.) — Federal Almanya'nın Düsseldorf şehri Eyalet Yüksek Mahkemesi'nde görülmekte olan ve Alman hukuk tarihinin "En büyük terörizm" davası olarak nitelenen PKK davasının 14. duruşmasında, mahkeme heyeti, sanıkların "Kürtçe" konuşmalarını yasakladı ve "Türkçe" konuşmalarını karşılaştırdı.

Sanık avukatlarının isteği üzerine bugünkü duruşmada önce Kürtçe bilen iki tercüman görevlendirildi. Sözkonusu 2 tercümanın görevlendirilmesinden sonra söz alan sanık Selahattin Çelik, ko-

nuşmasını Kürtçe olarak yapmaya başladı. Ancak sanık avukatları, Kürtçe bilen 2 tercümanın da çevirilerde yetersiz kaldıklarını öne sürerek defalarca tercüme kestiler.

Sanık avukatlarının duruşmayı engelleme taktiği uyguladıklarını kaydeden mahkeme heyeti ise, kısa bir süre duruşmaya ara verdi. Mahkeme heyeti, daha sonra bundan böyle duruşmalarda yalnızca Türkçe - Almanca çeviri yapılmasını kararlaştırdı.

6 haftadır devam etmekte olan ve bir türlü iddianame-nin okunmasına geçilemeyen PKK davasına haftaya devam edilecek.

TERCÜMAN 8. 12. 1989

Irak, 138 Peşmerge'yi geri istiyor

SELAHATTİN BAYRAK

DİYARBAKIR, (Tercüman)-Irak, Diyarbakır ve Kızıltepe kampında bulunan 138 Peşmerge'yi suçlu oldukları gerekçesiyle geri istedi.

Yaklaşık 15 ay önce, Kuzey Irak'tan kaçarak ülkeye sığınan ve 3 ayrı kampta barındırılan Peşmergeler'den 138'i "kaçakçılık" yaptıkları gerekçesiyle Irak hükümeti tarafından geri istendi. Bu kişilerin isimlerini ihtiva eden lis-

te Duhok Valisi Muhammet Rüstem tarafından, Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'na teslim edildi.

Kızıltepe ve Diyarbakır kamplarında barınan bazı Peşmergelerin istendiğinin öğrenilmesi üzerine Diyarbakır Valiliği'ne dilekçe ile başvuran Diyarbakır Peşmerge Kampı İdare Komitesi üyeleri, Naif İbrahim, Sadi Kurki ve İbrahim Ahmet, "Bu kişiler Saddam rejimindeki kimyasal silah uygulamasından kaçarak Türkiye'ye sığındı, kaçakçılık yaptıkları için değil. İstenilen kişiler Peşmerge liderleri olduğu için Irak'a teslim edildikleri takdirde, idam edilecekler" diyerek arkadaşlarının Irak'a teslim edilmemesini istediler.

TÜRKİYE'NİN 10 YILLIK İNSAN HAKLARI BİLANÇOSU

10 yılda 650 bin kişiye gözaltı

Askeri mahkemelerde 6553 sanığın idamı istendi. 50 kişi idam edildi. 171 kişinin işkence sonucu öldüğü kanıtlandı. Kuşku ölümlerinin sayısı ise 300'ü geçti. 644 cezaevinde halen 52 bin tutuklu ve hükümlü bulunuyor. 14 bin kişi yurttaşlıktan çıkarıldı.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Türkiye'nin 12 Eylül 1980'den bu yana geçen son 10 yıl içerisinde saptanan "insan hakları bilançosu" şöyle:

• 650 bin kişi çeşitli nedenlerle gözaltına alındı. Ancak, sıkıyönetim komutanlıklarının gözaltına alınmalara ilişkin verileri resmi olarak açıklanmadı. Bu gözaltılar sonucunda 210 bin dava açıldı.

• Milyonlarca insan fişlendi. Yalnız bu dönemde 388 bin kişiye pasaport yasağı konuldu.

• 1402 sayılı Sıkıyönetim Yasası uyarınca resmi açıklamalara göre 4891 kamu personelinin işine son verildi, 4509 kişi sürgüne gönderildi. Ancak bu sayının, özel yasalardan kaynaklanan uygulamalarla 50 bi-

bin tutuklu ve hükümlü bulunuyor. Bunların yaklaşık 5 bininin siyasi olduğu belirtiliyor.

• 14 kişi cezaevlerindeki açık grevleri sonucu yaşamını yitirdi, binlercesi sakat kaldı.

• 30 bin kişi siyasal nedenlerle yurtdışına çıktı, bunların 14 bin 600'ü yurtdışı kararlarıyla yurttaşlıklarını yitirdi.

• 8 gazete 195 gün süreyle yasaklandı. Yalnız 5.5 yıllık ANAP iktidarı döneminde 2792 yazar, çevirmen ve gazeteci 2 bin yıla yakın hapis istemiyle yargılandı. Toplam 458 yayın için toplatma kararı verildi, 368 yayın için de mahkemelerden müzadere kararı çıktı. Yine bu yazar, çevirmen ve gazetecilerin açılan davalarda milyarlarca lirası bulan para cezalarına çarptırılmaları da istendi. Yalnız 13 büyük gazete için 303 dava açıldı. Muzır Yasası uyarınca açılan davalarda istenen para cezası miktarı 60 milyarı buldu. Tüm basın organları dikkate alındığında açılan dava sayısı 1428'i bulurken, gazetelerle ilgili soruşturma sayısı da 2127'ye ulaştı.

• 133 bin kitap 3'ü şüphe yakıldı, ayrıca 118 bin kitap imha edildi.

• 18 bin memur, 2 bin yargıç-savcı, 4 bin polis ve 5 bin öğretmen işten atıldı ya da istifa ettirildi.

• 937 film yasaklandı. Bu filmlerin 114'ü Yılmaz Güney filmleri oldu. Halit Refik'in "Yorgun Savaşçı" filmi, dönemin başbakanı Bülend Ulusu'nun emri ile yakıldı.

• Ulusal gelir dağılımında ücretlilerin payı yüzde 14'lere düşerken, sermayenin kâr, faiz ve rant olarak payı yüzde 74'lere yükseldi, tarımın payı yüzde 12'lere düştü.

• 23 bin 667 dernek faaliyetten alkona alındu ve kapatıldı.

• Çocukların ve kadınların insan hakları ihlalleri, uluslararası raporlarda yer aldı.

• Sendikalar örgütlenme, toplu pazarlık ve grev hakları, uluslararası normlar ve ILO ilkelerine aykırı olarak büyük ölçüde bulundu. Büyük işçi kesimleri örgütlenme, toplu pazarlık ve grev kapsamı dışında bırakıldı.